



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

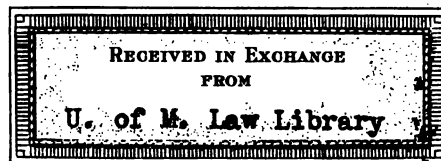
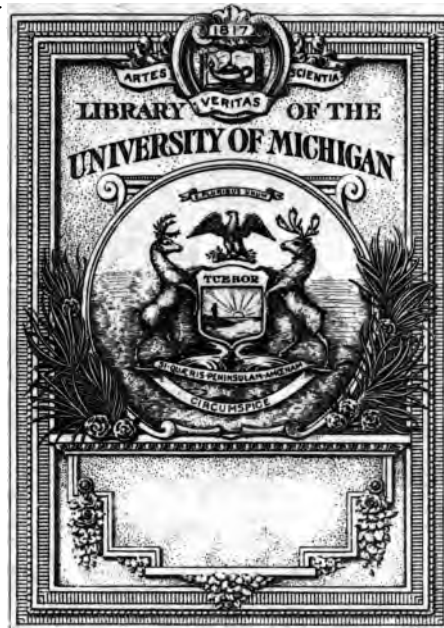
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

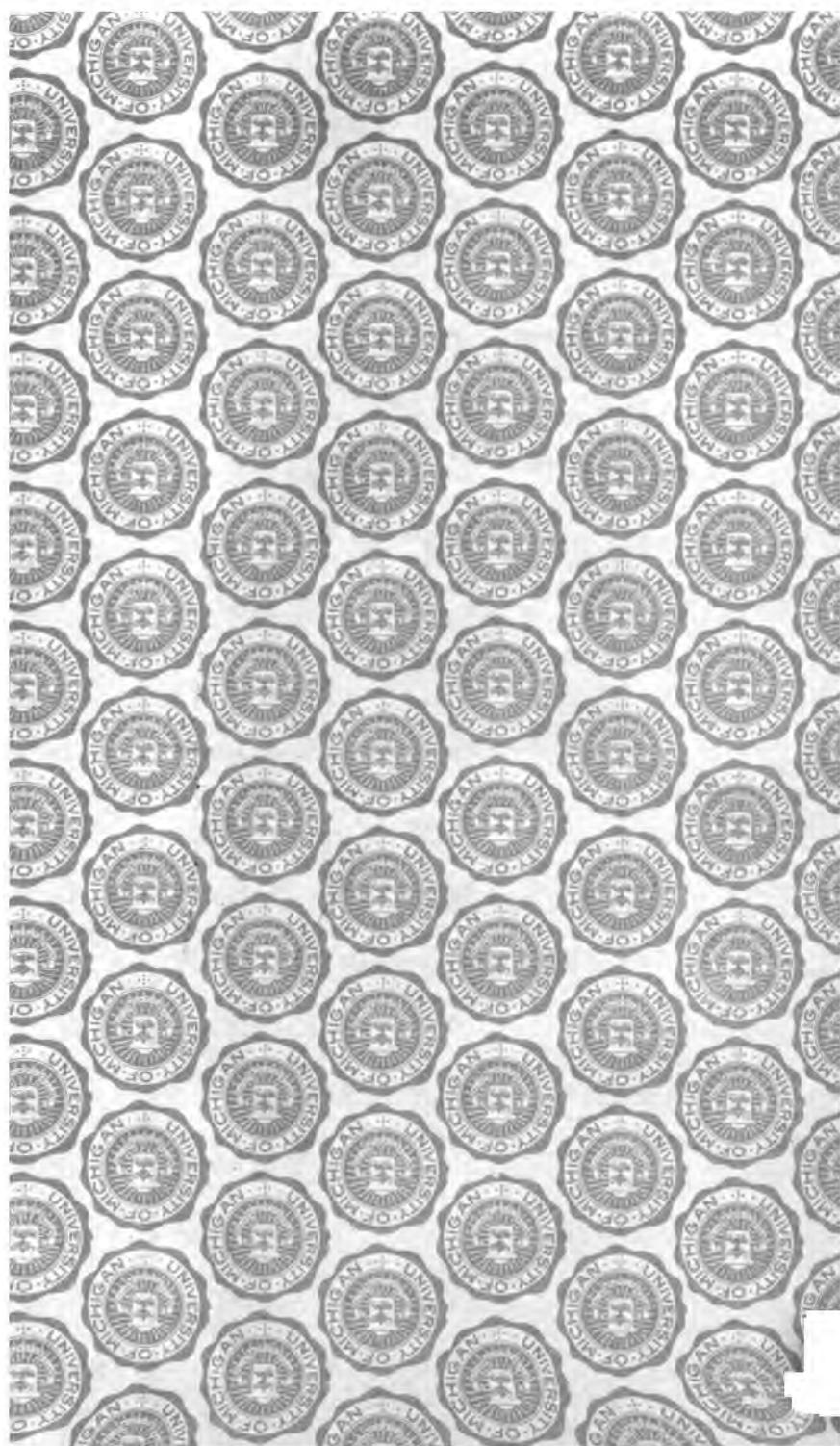
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

972,369







IC
801
C14
124

61
14
24

CALAIS

SOUS LA DOMINATION ANGLAISE

PAR

GEORGES DAUMET

Archiviste aux Archives Nationales

*Ouvrage publié au nom de l'Académie d'Arras
avec une subvention spéciale du Conseil Général du Pas-de-Calais*

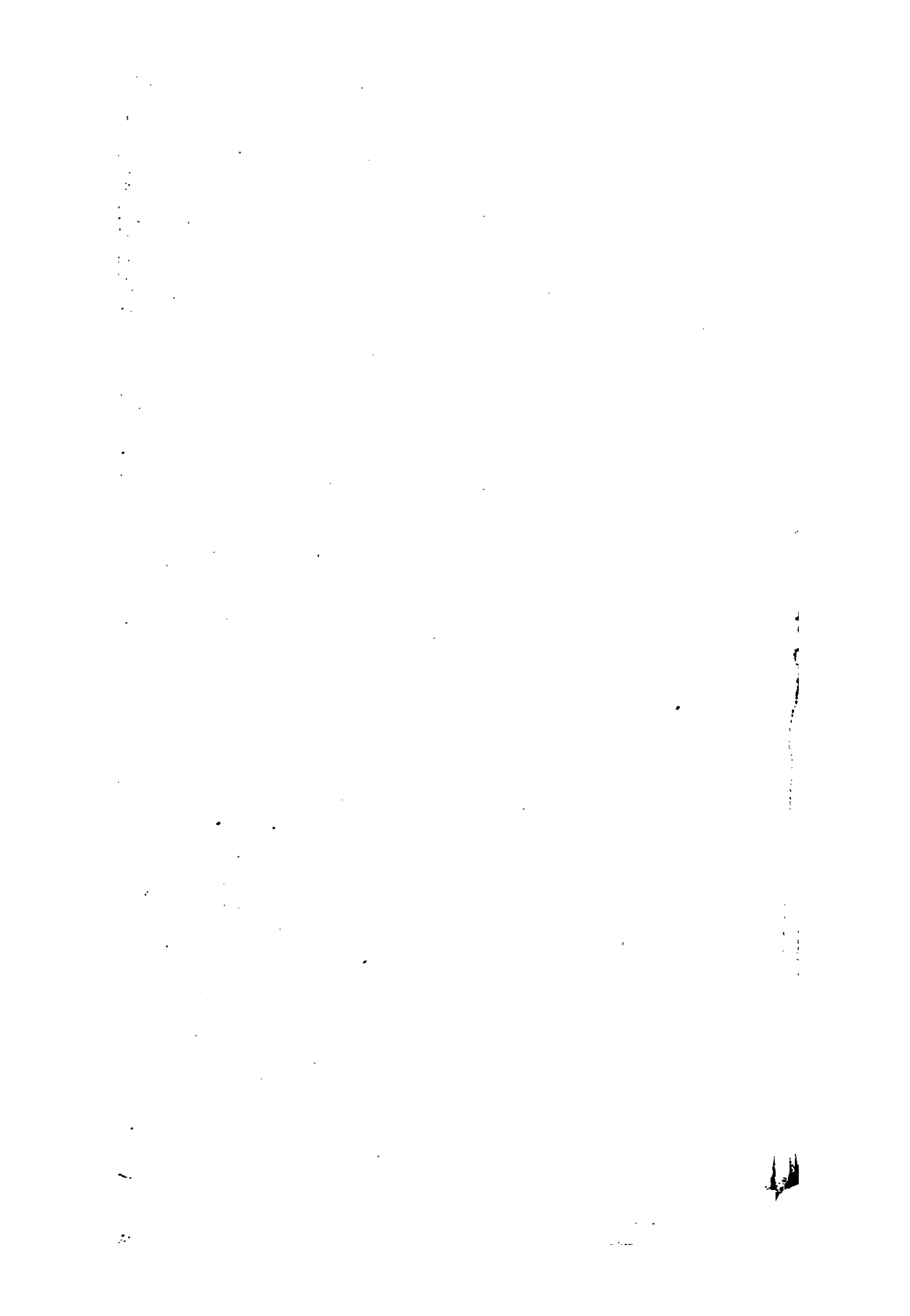
ARRAS
IMPRIMERIE TYP. ET LITH. RÉPESSÉ-CRÉPEL ET FILS
17-19, Rue Pasteur

—
1902

Calais sous la domination anglaise

CALAIS

SOUS LA DOMINATION ANGLAISE



CHAPITRE I^{er}

LE SIÈGE DE CALAIS

4 septembre 1346-4 août 1347.

La victoire qu'il avait remportée à Crécy ouvrait à Edouard III la route du nord : après avoir donné quelque repos à ses troupes, il les dirigea vers Calais et commença aussitôt le siège de cette place forte dont la possession devait être pour lui le résultat le plus important de son heureuse campagne. Il avait compris en effet, que pour soutenir efficacement et faire triompher ses prétentions à la couronne que détenait Philippe de Valois, il lui fallait conquérir dans la France septentrionale, à proximité de l'Angleterre, un territoire sur lequel il pourrait débarquer en toute sécurité ses armées, d'où il les lancerait à la conquête du pays qu'il convoitait et où, en cas de revers, elles trouveraient un refuge certain. Or, Calais, située presque en vue des côtes anglaises, possédant un bon port et de solides murailles, convenait à merveille pour l'établissement d'un camp retranché tel que le désirait le roi Edouard : c'était bien, suivant l'expression d'un de ses successeurs « *Francie sera et clavis* », la serrure et la clef de la France (1). A cette raison d'ordre stratégique qui pressait le monarque anglais d'attaquer Calais, s'en joignait une autre qu'il faut noter : les Calaisiens avaient souvent fait la guerre de course

(1) Public Record Office. Early Chancery roll 337, membrane 11.

contre les navires anglais et causé un grave préjudice au commerce de cette nation ; il importait de mettre fin à leurs entreprises hardies et de les empêcher de nuire à l'avenir. Nous en trouvons le témoignage dans les rôles du Parlement tenu le 11 septembre 1346 où il est rappelé que les habitants de Calais « ont donez tant de damages a lui (au roi) et a son peuple d'Engleterre » (1).

Edouard III commença probablement l'investissement de la place le 4 septembre 1346 (2). Bien décidé à s'en emparer coûte que coûte, mais se rendant compte qu'il avait peu de chance de réussir par un coup de force à cause de la solidité des remparts, de la difficulté qu'il y avait à s'en approcher et à les battre avec l'artillerie et les machines de guerre qu'on ne pouvait établir faute d'un terrain solide (3), il résolut de prendre la ville par la famine et tous ses efforts tendirent à l'isoler du côté de la mer et du côté de la terre pour empêcher les secours et les approvisionnements de parvenir aux assiégés. Marquant bien l'intention où il était de ne point s'éloigner de Calais avant de l'avoir

1) *Rolls of Parliament*, tome II, p. 158.

(2) Les chroniqueurs ne sont pas d'accord sur la date à laquelle Edouard III arriva devant Calais. Jean Le Bel indique « l'issue d'aoust » (*Les vraies chroniques de messire Jehan Le Bel*, édition Polain, Bruxelles, 1863, 2 vol. in-8°, t. II, p. 139) ; Froissart précise un peu en disant « environ le saint Jehan Décolasse » c'est-à-dire le 29 août (Froissart, éd. Luce, t. IV, p. 63) ; Michel de Northburgh parle du 2 septembre et Gilles Le Muisis du 8 septembre. La date du 4 nous est fournie par les chroniques de Thomas Walsingham et de Geoffroi Le Baker de Swynebrooke ; elle est confirmée par une mention des *Journaux du Trésor de Philippe de Valois* publiés par M. Jules Viard (Paris, 1899, 1 vol. in-4°, Collection des Documents inédits). On y lit sous le numéro 893 (pp. 68 et 69) : « ... pro denariis solutis Johanni Nichasii pro residuo vadium suorum et XXVII balistariorum, marineriorum et lanceatorum de sua comitiva deservitorum in custodia ville Calesii sub regimine domini Johannis de Vienna militis, capitanei dicte ville, a IV^o septembris CCCXLVI usque ad IV^m augustum CCCXLVII..... ». Les gages de ces hommes d'armes devaient être calculés par jour et c'est ce qui nous engage à placer le début du siège au 4 septembre 1346.

(3) « Set (Edwardus) nec voluit contra villam machinas erigere ut, sicud alibi fieri solet, officio parariorum muri conquassati et obruti meabiles redderentur ; nempè defuit fundamentum in quo machinas collocasset. » (G. Le Baker, éd. Thompson, p. 89).

prise (1), et prévoyant la longueur du siège, Edouard III se fit construire entre la ville, la rivière de Hem et le pont de Nieuley un pavillon de bois ; les seigneurs l'imitèrent, et dans la nouvelle cité ainsi bâtie, on vendait toutes sortes de marchandises « comme a Arras ou a Anvers » (2), marchandises apportées par les négociants anglais et flamands. Le camp fut entouré d'un double fossé afin de repousser efficacement les sorties de la garnison et aussi les attaques de l'armée de secours que l'on s'attendait à voir paraître dans un délai prochain pour dégager Calais (3).

(1) « Et comme nostre seigneur le Roi estoit venuz devant Caleys et y avoit fait mettre siege, dequele siege il ne pensa departir avant qu'il eust conquis la ville ove l'aide de Dieu » (*Rolls of Parliament*, t. II, p. 158b).

(2) Jean Le Bel, éd. cit., t. II, p. 95. « Et avoit en ceste noeve ville dou roy toutes choses necessaires apertenans a une host et plus encores, et place ordonnée pour tenir marchiet le merkedi et le samedi. Et la estoient merceries, bouceries, halles de drap et de pain et de toutes aultres necessités, et en rcouvroit on tout aisiement pour son argent. Et tout ce leur venoit tous les jours par mer d'Engleterre et ossi de Flandres, dont ils estoient conforté de vivres et de marchandises » (Froissart, éd. cit., t. IV, p. 2). Edouard III avait d'ailleurs pris soin de pourvoir son camp de provisions et de munitions : le 6 septembre 1346, il mandait au maire et aux baillis de Newcastle sur-Tyne de faire publier dans cette ville que « omnes mercatores ei alii qui victualia vendere et commodum suum inde facere voluerint, versus dictam villam de Calesio cum flora, pane, frumento, vinis, cervisia, carnibus, piscibus, arcubus, sagittis ac cordis pro arcubus... de tempore in tempus se trahant ad dicta victualia ibidem nobis et fidelibus nostris vendendum. » (Rymer, Record Edition, t. III, pars I, p. 89). Même mandement fut adressé aux maires et baillis de 28 villes, à l'évêque de Durham, au lieutenant du connétable du château de Douvres et à tous les vicomtes d'Angleterre. Le 26 novembre, ordre au vicomte de Kent de faire acheter et d'envoyer le plus tôt possible des échelles et des claies pour être employées au siège de Calais (Ibidem, p. 95).

(3) Edouard III craignait dès le mois d'octobre 1346 d'être attaqué par Philippe de Valois. Le 3, s'adressant à Marguerite, comtesse de Kent, il lui écrivait : « Quia procerto didicimus quod Philippus de Valesio adversarius noster Francie totam armatorum potentiam quam de cunctis partibus colligere potest, apud Compyne congregare facit, et se parat ad veniendum festinanter versus nos ... » ; il la pria d'envoyer son fils avec des hommes d'armes et des archers en aussi grand nombre que possible à Sandwich où ils devront être rendus le 15 octobre, prêts à être embarqués. Il ajoutait : « Et quia omnes homines ad nos sic venientes ad terram prope villam de Caleys, ubi villam illam sumus obsidentes, volumus applicare ibidem ad pedem una nobiscum... non est necesse quod dictus filius vester et homines sui... grossos equos aut alios præter illos qui pro equitatura sua et ductione armaturarum et rerum suarum necessarii fuerint, usque dictam villam de Sandwico duçant seu duci faciant. » (Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 91).

La ville, protégée par sa situation au milieu de terrains marécageux envahis par les eaux à chaque marée, était défendue par une garnison placée sous le commandement d'un chevalier originaire de Bourgogne, Jean de Vienne, secondé par un certain nombre de chevaliers d'Artois dont Froissart nous a transmis les noms « Ernoulz d'Audrehen, Jehans de Surie, Bauduins de Belleborne, Joffroi de le Motte, Pepin de Were » auxquels la chronique normande ajoute les sires de Beaulo et de Grigny (1). Voyant l'armée anglaise définitivement établie, le capitaine de Calais craignant avec raison d'être bientôt contraint par la famine à se rendre, résolut de se défaire des bouches inutiles et d'expulser de la ville les personnes dépourvues de biens et de provisions. Jean Le Bel dit que 500 pauvres furent ainsi chassés ; Froissart porte ce nombre à plus de 1700 (2), mais les deux chroniqueurs sont d'accord pour affirmer qu'Edouard III, non content de permettre à ces malheureux de traverser les lignes de son armée, leur fit donner à manger « planteureusement » et gratifia chacun d'une petite somme d'argent.

Nous ne trouvons point dans les chroniques de détails sur les opérations du siège de Calais du côté de la terre : elles se réduisirent vraisemblablement à peu de chose durant l'hiver de 1346-1347, à quelques sorties des assiégés et à des escarmouches engagées par les garnisons françaises des petites forteresses de l'Artois et du Boulonnais contre les partis anglais qui s'éloignaient du camp (3). Du côté de la mer, les galères génoises au service de la France réussirent le 17 septembre à capturer sous les yeux d'Edouard III les vingt-cinq vaisseaux qui faisaient le blocus du port (4),

(1) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 1 ; *Chronique normande du XIV^e siècle*, édition Molinier, p. 83.

(2) Jean Le Bel, éd. cit., t. II, p. 96 ; Froissart, éd. cit., t. IV, pp. 2 et 3.

(3) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 30.

(4) Nous savons aussi que pendant les premières semaines du siège, les vaisseaux français arrêtaient les navires anglais chargés des vivres et des munitions destinés au camp d'Edouard III. Celui-ci écrit le 18 septembre

mais après ce succès, la flotte militaire, désarmée pour l'hivernage, ne protégeait plus les convois de vivres destinés aux Calaisiens. Quelques-uns réussirent cependant à forcer le passage. Pour le fermer complètement, le roi d'Angleterre résolut d'employer toutes ses ressources : il fit opérer dans les ports britanniques un recensement des navires susceptibles d'être mobilisés, et dans le nombre formidable de 737 vaisseaux qu'il se trouva avoir à sa disposition, il préleva les unités nécessaires pour constituer une flotte qui, croisant en permanence devant Calais, en interdirait absolument l'accès. Lutter contre de telles forces était presque impossible. Cependant, une escadre française formée sur les côtes de Normandie, pilotée par deux corsaires Calaisiens et deux marins d'Abbeville qui avaient pendant tout l'hiver ravitaillé la place au prix des plus grands dangers, réussit au commencement d'avril 1347, en dépit de la flotte ennemie, malgré les fortifications élevées par les assiégeants et les obstacles de toute nature placés à l'entrée du chenal (1), à pénétrer dans le port et à y faire entrer un convoi de vivres. Les autres tentatives échouèrent malheureusement à la fin d'avril et au mois de juin (2). Les assiégés essayèrent de

au comte de Gloucester : « Quia naves et galeæ guerrinæ in non modico numero ex parte adversarii nostri Franciæ insidiantur navibus et bargeis regni nostri Angliæ cum victualibus et aliis necessariis ad nos apud Caley pro sustentatione nostra et exercitus nostri venientibus ad impediendum easdem naves et bargeas quominus ad nos venire possint.... » ; il lui ordonne en conséquence de constituer une force navale suffisante « ad resistendum dictorum inimicorum maliciæ. » (Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 91).

(1) « ..., Pour clore et tollir le pas de mer, il (Edouard III) fist faire et carpenter un chastiel haült et grant de lons mairiens, et le fist faire si fort et si bien breteskiet que on ne le pooit grever. Et fist le dit chastiel asseoir droit sus le rive de le mer et le (fist) bien pourvoir d'espringalles, de bombardes et d'ars a tour et d'autres instrumens. Et y establi dedens soixante hommes d'armes et deux cens archiers qui gardoient le havena... » (Froissart, éd. cit., t. IV, p. 45 et 46).

(2) Les opérations maritimes du siège de Calais ont été étudiées en détail par M. Bourel de la Roncière dans un très intéressant article intitulé *La marine au siège de Calais*, paru dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes en 1897, pp. 554 et infra. Nous ne pouvons faire mieux que d'y renvoyer les lecteurs qui y trouveront la question parfaitement exposée et traitée avec une entière compétence.

leur côté, mais en vain, de percer les lignes anglaises pour faire connaître au roi de France l'état de détresse où ils se trouvaient réduits. La lettre adressée par Jean de Vienne à Philippe de Valois tomba au pouvoir d'Edouard III qui put se rendre compte que la famine était à son comble dans la ville : la garnison n'avait d'autre ressource que de tenter une sortie désespérée, car, disait le capitaine « nous aimons mieux mourir aux champs honorablement que nous manger l'un l'autre » (1).

Cependant Philippe de Valois avait compris qu'il fallait tenter un grand effort pour secourir une place qui résistait si héroïquement et qu'il était si important pour lui de conserver. Il avait convoqué ses vassaux à Amiens pour le jour de la Pentecôte (24 juin 1347). Une armée considérable y fut rassemblée, où figuraient les plus grands seigneurs : les ducs de Normandie, de Bourgogne et de Bourbon, les comtes de Foix, d'Armagnac, de Forez, de Ponthieu et de Valentinois (2). Après avoir vainement demandé aux Flamands le libre passage du côté de Gravelines, le roi dirigea ses troupes vers Boulogne. Edouard III qui s'attendait depuis longtemps à être attaqué et ne cessait de réclamer des renforts en Angleterre (3), cherchait en même temps à

(1) La lettre de Jean de Vienne était portée par une galère gènoise qui fut capturée par les Anglais. Au moment d'être pris, le patron de cette galère attacha la missive qui lui était confiée à une hache qu'il jeta à la mer ; on la trouva le lendemain à marée basse et on la porta à Edouard III (Cf. Froissart, éd. cit., t. IV, p. xx, note 8). Le texte de cette lettre d'une touchante simplicité nous a été conservé par Robert de Avesbury (*De gestis mirabilibus regis Edwardi III*, édition Thompson, p. 386).

(2) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 44 et infra.

(3) Public Record Office. Early Chancery roll 284, memb. 16. Depuis le mois de novembre précédent, Edouard III demandait l'envoi de nouvelles troupes pour combler les vides qui se faisaient dans son armée par la mort, la maladie ou d'autres raisons. La chronique du moine de Saint-Alban (*Chronicon.... auctore monarcho quodam sancti Albani*, éd. Thompson, p. 23) atteste que beaucoup d'Anglais périrent de maladie pendant le siège de Calais. Le roi signale dans toutes ses lettres les préparatifs guerriers de Philippe de Valois (Cf. Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 95, 96, 97, 120). Le 23 juillet 1347 (ibidem, p. 129), pour stimuler sans doute le zèle du maire et des vicomtes de Londres, il prétend que le roi de France a placé son camp à moins de trois lieues du sien, et comme il craint de manquer de vivres, il renouvelle l'ordre déjà donné de faire proclamer une invitation aux marchands de venir vendre des provisions à l'armée.

retarder la marche de son ennemi en excitant les Flamands à mettre le siège devant Aire et à ravager le pays jusqu'à Saint-Omer où l'on fut obligé d'envoyer Charles d'Espagne. Passant par Hesdin, Fauquembergue et Guînes, l'armée française parut enfin le 27 juillet 1347 sur la hauteur de Sangatte « ensi que pour tantost combattre, banières desploïies », à la grande joie des malheureux Calaisiens qui, voyant leur souverain en si brillant équipage, pensèrent que la bataille allait s'engager sans délai et que leurs souffrances étaient près de finir ; mais comme les Français s'arrêtèrent et formèrent leur camp, « ilz commencerent ung petit a desesperer ».

Le roi de France, une fois établi à Sangatte, prit la sage précaution de faire reconnaître le terrain qui le séparait de l'armée anglaise et chargea les seigneurs de Beaujeu et de Saint-Venant de rechercher les points d'attaque les plus favorables. L'examen des positions de l'armée ennemie leur révéla que la marche en avant n'était possible que de deux côtés : par les dunes qui bordent le rivage ou par la grande route qui traverse la rivière de Hem au pont de Nieuley ; s'écarter de ces deux voies, c'était courir à un désastre certain en raison du sol marécageux où l'armée s'engagerait sans en pouvoir sortir, s'offrant sans défense aux traits de l'ennemi. Or ces deux passages praticables étaient solidement gardés : sur la grève, Edouard III avait fait tirer à sec un certain nombre de ses vaisseaux, les avait garnis d'hommes d'armes, d'archers et d'arbalétriers, tandis que le pont de Nieuley était occupé par une forte troupe sous les ordres du comte de Derby ; les chemins qui de Marck, de Guînes et d'Oye venaient à Calais directement ne pouvaient être suivis tellement ils étaient coupés de fossés et de fondrières ; d'ailleurs les Flamands, alliés de l'Angleterre, avaient passé la rivière d'Aa et s'étaient postés entre Gravelines et la place assiégée. Les seigneurs de Beaujeu et de Saint-Venant étaient donc d'avis que sur aucun point

la position anglaise ne pouvait être attaquée avec avantage. Philippe VI, ainsi renseigné, employa le reste de la journée et la nuit qui suivit à réfléchir sur ce qu'il convenait d'entreprendre. Le lendemain, il se décida à envoyer des messagers au roi anglais : c'étaient d'après Froissart, Geoffroi de Charny, Eustache de Ribemont, Guy de Nesle et le seigneur de Beaujeu. Le comte de Derby les laissa franchir le pont de Nieuley. Admis en présence d'Edouard, Eustache de Ribemont prit la parole au nom de son maître : le roi de France, dit-il en substance, était venu combattre le roi d'Angleterre, mais en raison de l'impossibilité absolue où l'état du terrain le mettait de prendre contact avec l'armée de son adversaire, il priait celui-ci d'accorder le libre passage à ses troupes ou bien de choisir un emplacement favorable sur lequel le combat pourrait avoir lieu. Edouard III répliqua que s'il accédait à une pareille demande, il risquerait de perdre le fruit de longs et pénibles efforts, que Calais était presque à sa merci, et refusa tout net de quitter la position qu'il occupait. Les ambassadeurs français s'en revinrent et rapportèrent cette réponse à Philippe qui en fut « tous courouciés, car il vei bien que perdre li convenoit la forte ville de Calais, et se n'i pooit remédier par nulle voie » (1).

A ce moment, Annibale Ceccano, évêque de Frascati et Etienne Aubert cardinal-prêtre, du titre de Saint-Jean et Paul, envoyés par le pape Clément VI, arrivèrent au camp français. Ils sollicitèrent et obtinrent de Philippe VI une trêve de trois jours ; ils se rendirent ensuite auprès d'Edouard III qui consentit à déléguer les comtes de Derby et de Northampton, Gautier de Mauny, Renaud de Cobham, le marquis de Juliers et Barthélemy de Burghersh son chambellan (2) pour conférer avec les plénipotentiaires

(1) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 51.

(2) Ibidem, p. xxiii, note 4, Clément VI avait dès le 15 janvier annoncé à Edouard l'envoi de ces deux légats (Cf. Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 100).

français qui étaient les ducs de Bourgogne et de Bourbon, Jean de Hainaut et Louis de Savoie (1). Ils discutèrent trois jours sans parvenir à s'entendre.

Pendant ce temps, le roi d'Angleterre, en homme de guerre avisé, prévoyant facilement qu'aucun accord ne pouvait résulter des conférences, faisait fortifier par de grands fossés le passage du côté des dunes où il sentait sans doute sa position vulnérable. Il est permis de penser qu'il ne consentit à cette suspension des hostilités proposée par les légats pontificaux que pour montrer une apparente bonne volonté aux désirs pacifiques du Saint-Siège en même temps que pour compléter ses ouvrages de défense au cas où les Français, la trêve une fois expirée, seraient venus l'attaquer : il avait d'ailleurs reçu un renfort de 17.000 hommes provenant d'Angleterre et de la Ligue teutonique (2).

Quand les plénipotentiaires se furent séparés, et que les cardinaux, perdant l'espoir de faire conclure la paix ou même une trêve, se furent retirés à Saint-Omer, Philippe de Valois comprit que tout était perdu et que « tout considéré, li sejourners la ne li estoit point pourfitable » (3) ; il leva son camp le lendemain de la rupture des négociations et congédia son armée, se dirigeant vers Amiens en passant par Lumbres, Fauquembergue et Hesdin (4). Cette retraite ne s'accomplit même pas, paraît-il, sans désordre ; du moins ne prit-on pas la précaution de protéger les bagages qui furent en partie pillés par les Anglais qui « gaegnièrent des kars, des sommiers et des chevaux, des vins et des pourveances et des prisonniers qu'il ramenèrent en l'ost devant Calais » (5).

(1) Froissart, éd. cit. t. IV, p. 52. Edouard III dans une lettre adressée à l'archevêque de Cantorbéry dit que les envoyés français étaient les ducs de Bourbon et d'Athènes, Guillaume Flotte, Guy de Nesle et Geoffroi de Charny (Robert de Avesbury, éd. cit. p. 391 et infra).

(2) G. Le Baker de Swynebrooke, éd. cit. p. 91.

(3) Froissart, éd. cit. t. IV, p. 53.

(4) Ibidem, p. xxiv, note 1.

(5) Ibidem, p. 53. Edouard III dans la lettre adressée à l'archevêque de

Les malheureux assiégés qui dès le mois de juin étaient réduits à une horrible famine et que soutenait seul l'espoir d'être secourus, avaient passé ces quelques jours de tâtonnements de la part de l'armée française, puis de négociations, dans une anxiété facile à comprendre. Suivant l'expression de Jean Le Bel, ils trouvaient « que trop longtemps on les faisait jeuner » (1). Quand ils virent que le roi s'éloignait, ils perdirent toute espérance et comprirent que tout effort nouveau serait vain. Ils allèrent trouver le capitaine de Calais et le prièrent de s'entendre avec les Anglais pour la reddition de la place. Jean de Vienne, sentant qu'il était matériellement impossible de continuer une lutte si inégale, s'approcha des créneaux et fit signe aux assiégeants qu'il voulait parlementer. Edouard III lui envoya Gautier de Mauny et quelques chevaliers (2) chargés de réclamer une capitulation sans conditions ; Jean de Vienne insista pour obtenir que la garnison et la population aient la vie sauve. Le roi d'Angleterre à qui cette demande fut transmise

Cantorbéry citée plus haut, raconte les événements d'une manière différente : suivant lui, le défi de Philippe VI n'aurait été porté qu'après trois jours de négociations infructueuses et aurait été accepté, malgré quoi le roi de France se serait enfui précipitamment. Il est clair que si le défi fut relevé, c'était pour se conformer aux idées chevaleresques du xiv^e siècle, mais le prince anglais ne pouvait avoir véritablement l'intention de quitter une position inattaquable pour s'en remettre aux hasards d'une bataille : Calais était à sa merci, et la reddition de la place devait se produire fatalement dans un délai plus ou moins éloigné. On ne comprend pas pourquoi Philippe de Valois aurait décampé sans avoir livré à son ennemi le combat que celui-ci acceptait. Siméon Luce pense « que le défi n'avait guère été porté plus sérieusement qu'il ne fut accepté par Edouard ; et le roi de France ne proposa sans doute la bataille que pour dérober sa retraite ou du moins se ménager une explication favorable » (Froissart, éd. cit. t. IV, p. xxiii, note 1). Il est plus simple d'accepter les récits de Froissart et de Jean Le Bel : le roi de France n'avait pas réuni une armée considérable sans l'intention de s'en servir pour conserver une place aussi importante que Calais et pour effacer, s'il se pouvait, la honte de Crécy. Il n'abandonna la partie que quand il vit qu'il ne pourrait forcer le camp anglais et amener son adversaire à livrer bataille.

(1) Jean Le Bel, éd. cit., t. II, p. 132.

(2) D'après Froissart (éd. cit. p. 54), les parlementaires anglais furent Gautier de Mauny et le seigneur de Basset ; suivant Jean Le Bel, c'étaient le comte de Northampton, Renaud de Cobham, Thomas de Hollande et Gauthier de Mauny (éd. cit. p. 132).

persista d'abord dans son intention première, mais Gautier lui ayant représenté qu'il donnait un mauvais exemple en usant de tant de rigueur, et que dans un cas semblable ses adversaires ne manqueraient pas de massacrer les habitants des villes dont le seul crime en somme était de combattre pour leur seigneur, fut approuvé par les Anglais qui assistaient à cet entretien ; Edouard, ébranlé, consentit à épargner les soldats et les Calaisiens, à la condition que six des plus notables bourgeois viendraient en chemise, pieds nus et la corde au cou se mettre à sa discrétion. Gautier de Mauny retourna alors auprès de Jean de Vienne et l'informa de la décision de son maître. Aussitôt le capitaine de Calais réunit le peuple sur la place du marché et lui fit connaître les conditions imposées par le vainqueur. Des cris et des gémissements répondirent à ses paroles, et lui-même « larmioit moult tenrement ». Enfin, un des plus riches bourgeois de la ville, Eustache de Saint-Pierre (1) se leva et dit qu'il ne fallait pas laisser périr une population tout entière puisque le dévouement de quelques-uns pouvait la sauver, et il offrit d'aller se livrer en personne au roi anglais. Cet héroïque exemple trouva des imitateurs : Jean d'Aire, Jacques et Pierre de Wissant, Jean de Fiennes et André d'Ardres déclarèrent qu'ils partageraient le sort de

(1) On sait que le célèbre récit du dévouement d'Eustache de Saint-Pierre et de ses compagnons a été mis en doute par plusieurs historiens et surtout par Feudrick de Bréquigny (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, tome XXXVII, p. 538 et infra). Celui-ci avait découvert dans les archives anglaises des documents établissant qu'Eustache avait reçu d'Edouard III une donation de 40 marcs sterling et que ses biens lui avaient été restitués. S'appuyant sur ces textes et sur le silence des chroniqueurs anglais, ce savant rejetait comme une fable l'épisode des bourgeois de Calais. Son opinion a été combattue avec succès, semble-t-il, par M. Le Beau dans une dissertation publiée en 1839 dans les *Mémoires de la Société d'Agriculture de Calais*. Nous avons fait connaître ses principaux arguments dans un article imprimé dans la *Correspondance historique et archéologique*, année 1894, pp. 205 et suivantes. Ajoutons que Jean Le Bel et Froissart ne sont pas les seuls chroniqueurs qui mentionnent le dévouement des bourgeois de Calais : il en est expressément parlé dans la *Chronique normande* (éd. Molinier, p. 90) et dans la *Chronographia regum Francorum* (éd. Moranville, t. II, p. 245 et 246),

leur concitoyen (1). Ils se rendirent sur le champ à la halle de Calais, se dépouillèrent de leurs vêtements, et suivis de la foule en larmes, furent conduits jusqu'à la porte de la ville par Jean de Vienne qui les remit aux mains de Gautier de Mauny après avoir prié celui-ci d'user de son influence pour obtenir la grâce de ces victimes volontaires du dévouement civique. Edouard III ayant à ses côtés Philippine de Hainaut, sa femme, reçut les Calaisiens qui lui offrirent les clefs de la cité et se jetèrent à ses genoux implorant sa pitié, mais il ordonna qu'on leur coupât la tête immédiatement « car moult haoit les habitans de Calais pour les grands damages et contraires que dou temps passet sus mer li avoient fais » (2). Gautier de Mauny, fidèle à la parole qu'il avait donnée à Jean de Vienne, essaya d'émouvoir le roi, alléguant que ce serait cruauté de faire mourir ces bourgeois qui s'étaient offerts volontairement pour sauver leurs concitoyens. « A ce point se grigna li rois et dist : messire Gautier, souffrés vous, il ne sera aultrement, mès on face venir le cope teste. Chil de Calais ont fait morir tant de mes hommes que il convient chiaus morir ossi ». Tout semblait perdu, lorsque la reine qui pleurait de compassion, se jeta aux pieds de son mari et lui demanda au nom du « fil sainte Marie » et au nom de son amour la grâce d'Eustache de Saint-Pierre et de ses compagnons. Après avoir hésité un moment et regretté que sa femme se fût trouvée là, Edouard III lui remit les six otages. Philippine, joyeuse, releva les bourgeois agenouillés, « leur fist oster les chevestres d'entour les colz et les amena avecques lui en sa cambre, et lès fist revestir et donner a disner tout aise ; et puis donna a çascun six nobles et les fist conduire hors de l'ost a sauveté » (3).

(1) Ces deux derniers noms se trouvent seulement dans le manuscrit de Froissart conservé au Vatican qui représente la 1^{re} rédaction des *Chroniques* (éd. cit. t. IV, p. 289).

(2) Froissart, éd. cit. t. IV, p. 61.

(3) Ibidem, p. 62.

Gautier de Mauny, le comte de Warwick et le baron de Stanfort furent chargés de prendre possession de la ville : ils avaient ordre de retenir les chevaliers prisonniers, et de renvoyer les soldats et les habitants, car l'intention du roi était de repeupler Calais d'Anglais (1). Il garda seulement, au témoignage de Froissart, un prêtre et deux hommes âgés bien instruits des lois et usages pour « renseigner les heritaiges » (2). Le château fut préparé pour recevoir Edouard III qui entra solennellement dans la place et offrit à ses officiers un grand banquet ; il leur distribua les maisons et les biens des habitants expulsés, ordonna des travaux pour la réparation des fortifications et le 8 octobre, confia à Jean de Montgomery (3) la garde de la ville avec le grade de capitaine. Jean de Vienne et les chevaliers suivirent le roi en Angleterre : ils y demeurèrent six mois, après quoi on les mit à rançon.

(1) Dès le 1^{er} août 1347, Edouard mande au vicomte de Kent, à d'autres vicomtes d'Angleterre, aux maires et baillis de plusieurs villes d'inviter les marchands à se rendre à Calais pour approvisionner la place récemment conquise ; il veut qu'elle soit promptement peuplée d'Anglais et promet de donner à ceux qui arriveront avant le 1^{er} septembre des maisons et des terrains moyennant une rente ; ils jouiront de leurs droits et de leurs libertés « ut ibidem cum familiis et rebus suis secure morari valeant » (Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 130).

(2) Froissart, éd. cit., p. 64. Gilles Le Muisis dit que vingt-deux Français obtinrent la permission de rester dans la ville. C'est à tort que Froissart après Jean Le Bel prétend que les Calaisiens expulsés par Edouard III n'eurent « oncques restorier ne recouvrier dou roy de France » (éd. cit., t. IV, p. 65) : Bréquigny avait déjà fait justice de cette erreur et M. E. Molinier a étudié les diverses mesures de faveur dont les anciens habitants de Calais furent l'objet en France (*Cabinet historique*, t. XXIV, année 1878, pp. 254 et suivantes).

(3) Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 138. Thomas Walsingham nous apprend qu'Edouard III demeura un mois à Calais (éd. Camden, p. 167).

CHAPITRE II

LES TENTATIVES DE RECONQUÊTE

I

Geoffroi de Charny

Une fois maître de Calais, Edouard III jugea que cette première campagne était assez fructueuse pour être arrêtée : il n'avait plus de raisons pour repousser les exhortations pacifiques des légats pontificaux qui avaient tenté d'amener un accord ou une suspension d'armes de longue durée lorsque son adversaire était campé avec son armée sur la hauteur de Sangatte. Le roi anglais avait, après onze mois de siège, conquis cette place dont la possession lui semblait indispensable pour réaliser dans l'avenir les projets qu'il méditait contre la maison de Valois ; il accepta une trêve d'un an qui fut négociée le 18 septembre 1347 (1) sur le lieu même de son dernier succès, « in campis prope Calesium », grâce à la médiation des deux cardinaux envoyés par Clément VI : Calais et le territoire adjacent lui restaient.

La trêve durait encore, car on l'avait renouvelée d'année en année, quand, dans le courant de 1349, Geoffroi de Charny (2) qui était capitaine à Saint-Omer pour le roi de

(1) Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 136.

(2) Voy. sur ce personnage les détails biographiques donnés par Siméon Luce (éd. de Froissart, t. IV. p. xxxi, note 2).

France, conçut le hardi projet de s'emparer par surprise du château de Calais, jugeant qu'il pourrait ensuite sans trop de peine enlever la ville aux Anglais. Comme le dit Froissart, « il estoit en coer trop durement courouciés de le prise et dou conquès de Calais, et l'en desplaisoit par semblant plus c'a nul aultre chevalier de Pikardie (1) ». N'ayant à sa disposition que des troupes peu nombreuses, il essaya de pratiquer des intelligences dans la place afin d'y pénétrer par ruse. Il s'adressa à un personnage qui ne paraissait pas insensible à la corruption, et qui d'ailleurs n'étant point anglais de naissance devait se laisser plus aisément séduire, Aimeri de Pavie. Celui-ci n'exerçait pas un commandement important (2), mais il avait sans doute la garde d'une des tours ou d'une des portes du château, et pouvait au moment convenu introduire ou laisser passer une troupe française qui arrivant de nuit, à l'improviste, aurait surpris et accablé la garnison. Aimeri ne demeura point indifférent à l'appât d'une grosse somme, 20,000 écus d'or, qu'on lui offrait, car « Lombart sont de leur nature convoiteus (3) », et l'affaire fut conclue en principe.

Comment Edouard III apprit-il la trahison qui se préparait ? Lui fut-elle découverte par le Lombard lui-même pris de remords (4) ? Ou faut-il croire que ce dernier n'était qu'un faux traître, chargé d'attirer les Français dans un piège, ce qu'on appellerait aujourd'hui un agent provocateur (5) ? Nous ne savons. D'après Froissart, le roi d'Angleterre mis au courant des relations d'Aimeri avec les

(1) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 70.

(2) Le capitaine était à cette époque Jean de Beauchamp et il n'y avait point, comme cela eut lieu plus tard, un commandant spécial pour le château (Cf. G. Le Baker de Wynebrooke, éd. cit., p. 276 note, et Bréquigny, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. L, p. 628). Le Baker prétend que le traître s'appelait Aimeri de Padoue (Paduensis) et qu'il avait été avec des Gênois à la solde du roi de France dans Calais assiégé par Edouard III ; après la reddition de la ville, il serait passé au service de l'Angleterre et aurait été employé à la défense de cette même place.

(3) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 71.

(4) G. Le Baker, éd. cit., p. 104.

(5) Gilles Le Muisis dans le *Corpus chronicorum Flandriæ*, t. II, p. 383.

ennemis, le manda à Westminster, lui arracha des aveux complets et lui promit son pardon à la condition qu'il poursuivrait ses négociations et lui ferait connaître en temps utile la date qui serait fixée pour l'exécution du marché. Rentré à Calais, le Lombard avertit Charny de se tenir prêt pour la nuit du 31 décembre 1349 au 1^{er} janvier 1350 (1). Quelques chevaliers français seulement, Eustache de Ribemont, Jean de Landes, le seigneur de Kreki, Pepin de Were et Henri du Bos étaient dans le secret; les autres, au nombre de 500 lances ne savaient où on les menait.

Le roi d'Angleterre, prévenu par le frère d'Aimeri de Pavie, s'était embarqué à Douvres avec son fils, Gautier de Mauny et 600 archers; il arriva à Calais le soir, incognito, et s'enferma dans son château. Pendant ce temps, Geoffroi de Charny avait quitté Saint-Omer avec sa troupe et, vers minuit, s'arrêtait sur les bords de la rivière de Hem. Il détacha en avant deux de ses écuyers chargés de s'aboucher avec Aimeri et de savoir si l'on pouvait s'approcher, en sûreté des murs de la place. Le Lombard répondit qu'il était disposé à tenir sa promesse si les Français tenaient la leur et lui livraient la somme d'argent convenue. Charny fit alors franchir le pont de Nieuley à ses soldats, et se fiant à la parole reçue, envoya douze chevaliers et cent hommes d'armes pour prendre possession du château; il confia à Oudard de Renti les 20,000 écus qui devaient récompenser les bons offices d'Aimeri. Le pont-levis fut abaissé et l'argent compté au Lombard lequel avertit Renti qu'il allait lui ouvrir la porte d'une des grosses tours, ce qui fut fait. Les Français étaient à peine entrés qu'Edouard III et ses compagnons se précipitèrent sur eux en poussant des clameurs; en un instant le petit détachement, surpris d'une attaque si soudaine et incapable de résister fut capturé et enfermé dans une tour. Les Anglais montent alors à cheval et précédés des archers, sortent par la porte de Boulogne.

(1) Froissart, éd. cit., t. IV, p. xxxii, note 2.

Geoffroi de Charny avec le gros de sa troupe s'était arrêté devant cette porte et attendait avec impatience le moment d'entrer dans la ville. La porte s'ouvrit, mais ce fut pour donner passage aux ennemis. Les Français, mal préparés au choc et tout d'abord troublés, se reprirent bientôt et mettant pied à terre, se défendirent courageusement ; une furieuse mêlée s'engagea près des murs de la place ; Edouard III qui s'y trouvait au premier rang eut à soutenir un combat singulier contre Eustache de Ribemont ; les deux adversaires luttèrent avec tant d'ardeur « que il les faisoit moult plaisant veoir (1) ». Mais malgré leur vaillance, les Français durent céder au nombre et ceux qui ne périrent pas furent faits prisonniers. Pendant ce temps, un détachement anglais s'était dirigé vers le pont de Nieuley afin de l'occuper et de couper la retraite aux assaillants ; il s'était heurté contre des troupes laissées là par Charny et les avait dispersées après un engagement sanglant où plus de cent vingt français trouvèrent la mort. Henri du Bos et Pepin de Were furent tués ; Eustache de Ribemont se rendit à Edouard III qui emmena ses captifs au château, les traita avec honneur et les invita à souper. Le roi fit même présent de son « chapelet » richement garni de perles au brave avec qui il venait de lutter corps à corps et le remit en liberté tandis que les autres chevaliers demeurèrent prisonniers.

G. Le Baker de Swynebrooke (2), qui nous a laissé de la malheureuse tentative de Geoffroi de Charny sur Calais un récit dont les détails sont assez différents de ceux que

(1) Froissart, éd. cit., t. IV, p. 60. D'après ce chroniqueur, le roi d'Angleterre aurait combattu sous la bannière de Gauthier de Mauny. Le fait ne semble pas exact, comme l'a remarqué Bréquigny (*Mém. de l'Acad. des Inscr.*, t. L. p. 631), car Edouard III accorda plus tard une pension à un certain Guy de Brian qui avait porté sa bannière pendant la mêlée (Rymer, R. E. t. III, pars I, p. 195). Un quartier de cette rente fut payé le 20 avril 1350 : Guy reçut 66 livres, 13 sous, 4 deniers (P. R. O. Issue Roll 202).

(2) Le Baker, éd. cit., p. 104 et 108. Son récit contient des détails plus curieux que vraisemblables sur les ruses employées par le roi d'Angleterre pour surprendre les Français.

Froissart et Jean Le Bel nous fournissent, termine sa narration en disant qu'Aimeri fut puni de sa trahison : capturé par les Français à quelque temps de là, il périt d'un supplice affreux, les talons coupés, la langue arrachée, son corps pendu puis écartelé. La *Chronique des quatre premiers Valois* nous confirme cette mort tragique. Le Lombard fut pris par le maréchal d'Audrehem et amené à Saint-Omer : « la le fit le mareschal si tourmenter que a grans tenailles de fer l'on luy ôstoit et evrachoit la char, et ainsi mourut de dure mort (1) ».

II

Le duc de Bourgogne.

Le mauvais succès de la tentative de Geoffroi de Charny contre Calais découragea pour longtemps les Français. En revanche, cet audacieux coup de main, qui faillit réussir, instruisit les Anglais à veiller avec soin sur leur précieuse conquête et à la mettre à l'abri en l'entourant de fortifications solides et en y plaçant une garnison importante : ayant ainsi fait, ils repoussèrent sans peine les efforts du duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, et peu à peu ils en vinrent à penser que Calais était imprenable à cause de la force de ses remparts, de sa situation au milieu des marais et de sa proximité de la métropole qui permettait d'y porter rapidement des secours en cas de besoin. Ils en furent si persuadés qu'ils finirent par négliger toute précaution et c'est grâce à leur confiance exagérée que le duc de Guise put s'emparer en peu de jours de la ville qui redevint française le 7 janvier 1558.

(1) *Chronique des quatre premiers Valois*, éd. Luce, p. 30.

Il semble, à vrai dire, que durant toute la période qui s'écoule entre 1347 et 1558, les rois de France aient porté assez peu d'attention à la cité qui leur avait été enlevée. Les seuls projets suivis d'un commencement d'exécution, les deux seules tentatives sérieuses pour arracher la place des mains de l'ennemi furent faites sinon à leur insu, du moins sans leur concours. Geoffroi de Charny agit probablement de son initiative privée et avec les troupes placées directement sous ses ordres ; rien ne prouve que Philippe de Valois ait été averti de son dessein et l'ait aidé en quelque façon. Quant à l'attaque dirigée en 1436 par le duc de Bourgogne Philippe-le-Bon, il apparaît bien que celui-ci travaillait pour lui-même et nullement pour le compte de Charles VII.

Il n'en est pas moins vrai que la vigilance des Anglais était de temps à autre plus particulièrement sollicitée et que les mouvements de troupes qui s'opéraient en France les engageaient à certains moments à redoubler de précautions pour conserver une ville dont la possession leur importait au plus haut point. Les documents nous permettent parfois de surprendre leurs inquiétudes. C'est ainsi que Charles V ayant, pendant l'été de 1369, fait des préparatifs guerriers et équipé une flotte importante, le Parlement s'émut ; sous sa pression, Edouard III effrayé pour le commerce qui se faisait à Calais, ordonna que le siège de l'Etaple des laines serait ramené en Angleterre (1), et pour parer à tout événement, envoya de l'autre côté du détroit dans les premiers jours d'août son fils, le duc de Lancastre, avec de nombreux chevaliers, 600 hommes d'armes et 1500 archers. Un peu plus tard, en 1371, au Parlement tenu à Westminster pendant la première semaine du carême, l'évêque de Winchester, chancelier du royaume, annonça que le roi de France avait violé la paix et menaçait les terres anglaises du continent, en particulier Calais

(1) *Statutes of the Realm*, t. I, p. 390 ; Froissart, éd. cit., t. VII, p. 158.

et Guînes ; il réclama des subsides afin de pourvoir à leur défense (1). Après la victoire remportée à Rosbecque, le 26 novembre 1382 par Charles VI et ses oncles sur les Flamands, on craignit encore une agression française contre le territoire britannique voisin de la Flandre : le 12 décembre (2), Richard II ou plutôt les régents qui gouvernaient en son nom prescrivaient à l'amiral de la flotte d'arrêter dans tous les ports du royaume les navires jaugeant plus de 20 tonneaux, de les réunir à Sandwich et de les tenir prêts pour le transport des troupes. Quand ce même Richard II eut atteint sa majorité et qu'une intrigue de palais renversa ses favoris l'archevêque d'York, Alexandre Nevil, Robert de Veer, duc d'Irlande, Michel de la Pole, comte de Suffolk, Robert Tresilian et Nicolas Brembre, on porta contre ces derniers trente-neuf chefs d'accusation parmi lesquels figurait le dessein de livrer Calais au roi de France (3). Les accusés furent condamnés à mort et exécutés à l'exception de l'archevêque d'York (4) qui, chassé de son siège, s'enfuit en Flandre et y mourut simple particulier.

Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne avait, en 1405, enlevé aux Anglais la ville de Gravelines. Enhardi par ce premier succès, il forma le projet de s'emparer de Calais, et Monstrelet raconte qu'il envoya une ambassade à Paris vers le roi de France et son conseil afin de solliciter un secours en hommes et en argent pour exécuter une si difficile entreprise. Il essuya un refus dont il fut très mortifié, car il l'attribuait au mauvais vouloir du duc d'Orléans son ennemi personnel (5). Il semble qu'en 1410, après sa

(1) *Rolls of Parliament*, t. II, p. 303.

(2) P. R. O. Early Chancery Roll 327, memb. 15.

(3) Parlement tenu à Westminster, le 3 février 1388 (*Rolls of Parliament*, t. III, p. 234).

(4) John Lingard. *History of England*, éd. de 1844, t. IV, p. 217 (note).

(5) *La Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, éd. Douët d'Arcq, t. I, p. 107. *La chronique anonyme du règne de Charles VI* (imprimée à la suite de Monstrelet éd. cit. t. VI, p. 194) s'exprime ainsi : « En cel an

victoire sur les Liégeois et sa réconciliation avec Charles VI, il ait encore menacé les possessions anglaises, car au Parlement, l'évêque de Winchester « monstra.... coment le duc de Bourgoigne q'ad a present la gouvrenance de roialme de Fraunce s'ad purposé en tout le forsilble manere qu'il porra de venir devers Caleys pur y faire le male qu'il purra (1) », et qu'on craignit une agression de sa part. Mais rien ne fut tenté à ce moment.

On sait que Jean-sans-Peur ayant été assassiné sur le pont de Montereau, son fils Philippe-le-Bon se lia étroitement aux Anglais et contribua puissamment à leurs succès ; lorsque, grâce à Jeanne d'Arc, la fortune changea, le duc, mécontent d'ailleurs de ses alliés, consentit à se rapprocher du roi de France et entama avec lui des négociations qui aboutirent au traité d'Arras. La paix fut rétablie entre les deux princes, à la grande joie de la France entière qui espéra de leur union la fin de ses maux. Quand Paris eut été repris aux ennemis, Philippe-le-Bon, pour sceller définitivement sa réconciliation, résolut d'attaquer lui-même ses amis de la veille et de donner suite au projet que son

meisme, fist le duc de Bourgogne une grande et noble assemblée de gens d'armes environ Saint-Omer, et fist carpenter grant foison d'engiens et habillemens de guerre pour assiéger la ville de Calais. Et furent tous ordonnez, et banyères deployez pour aller mectre ledit siège. Et estoient les processions faictes par les bonnes villes de Piccardie et de Fland.es. Mais par mandement très especial du roy de France, il covint laisser ladicte emprise. Et fu commune renommée que le duc d'Orleans fu cause de ladicte deffence, dont le duc de Bourgogne fut très dolant ; et recombença la guerre et la hayne plus grande que oncques mais ». Le fait est rapporté à l'année 1406, mais nous pensons que la date de 1405 indiquée par Monstrelet doit être adoptée de préférence, car elle est confirmée par les documents relevés par M. Ernest Petit (*Itinéraire des ducs de Bourgogne*, p. 350). Jean-sans-Peur quitta Arras le 14 août 1405 : le projet dont il s'agit se rapporterait au mois de juin ou de juillet. D'après la chronique anglaise connue sous le nom de *Continuatio Eulogii historiarum* (collection du Maître des Rôles, t. III, p. 418', le duc de Bourgogne aurait fait construire à Saint-Omer une formidable machine de guerre pour attaquer Calais ; un habitant, acheté par les Anglais, y aurait mis le feu, et cet engin aurait été complètement détruit. Arrêté et exécuté, l'incendiaire, au moment de mourir, aurait déclaré qu'il avait agi pour éviter l'effusion de sang humain.

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 622.

père avait formé de conquérir Calais. Depuis qu'il avait rompu avec les Anglais, le duc de Bourgogne voyait en eux des voisins redoutables et désirait vivement leur porter les coups les plus sensibles.

Mais on ne pouvait s'engager à la légère dans une entreprise aussi considérable. Philippe tint plusieurs réunions où son dessein fut discuté. Les avis de ses conseillers étaient partagés : les uns voulaient « qu'il assemblât sa puissance de tous ses pays pour résister contre les diz Anglois, et conquerre la ville de Calais qui estoit son héritage » (1) ; les autres faisaient ressortir le danger auquel on s'exposait en attaquant les Anglais dont on devait redouter les incursions sur les terres bourguignonnes. On ne savait du reste si le roi de France approuverait le projet et en appuierait l'exécution. Il convient de noter en effet, que Charles VII n'aida nullement le duc de Bourgogne dans son entreprise contre Calais : ses troupes avaient alors fort à faire dans d'autres parties du royaume et il se souciait peu de contribuer à ce que son puissant cousin mit la main sur une place de première importance qu'il revendiquait comme successeur des anciens comtes d'Artois.

Décidé à marcher avec ses seules forces, Philippe se rendit à Gand et assembla « en sa chambre des collacions » les échevins et les doyens des métiers ; il les fit haranguer par un de ses conseillers, maître Grossewin Le Sauvage. Celui-ci rappela que Calais avait appartenu jadis aux prédécesseurs du duc, que depuis la paix d'Arras, les Anglais avaient « fait plusieurs entreprises a l'encontre de luy, ses pays et subgetz », et « escript et proclamé de très grans injures et diffames contre sa personne ». Il ajouta que la ville de Calais aux mains de l'Angleterre était « moult prejudiciable a toute la contrée de Flandres », car l'étain, les laines, le plomb, les fromages qu'on y achetait ne pouvaient pas être payés en monnaie de bon aloi, mais « leur

(1) Monstrelet, éd. cit., t. V, p. 213, 214 et 215.

convenoit bailler or ou argent fondu et affiné, ce que ne fesoient point les aultres pays. Et ce relatèrent estre vray lesdiz doyens des mestiers. » Les Gantois accueillirent donc avec enthousiasme la proposition qu'on leur fit de marcher contre une cité où le commerce subissait tant d'entraves. Dans les autres villes de Flandre, l'empressement ne fut pas moins grand ; beaucoup de gens trouvaient même que l'on tardait trop à se mettre en route. Tous ces bourgeois vaniteux étaient « desirans de monstrier comment ilz estoient bien armés, et pourvus d'engiens et aultres habillemens de guerre. Si procedèrent en ce arrogamment et pompeusement. Et pour vray, il leur sembloit que la dessusdicte ville de Calais n'aroit poit de durée contre eulx. » Le duc alla jusqu'en Hollande demander à ses sujets des soldats et des navires.

Les Gantois avaient promis pour l'armée 17.000 hommes : ils furent rassemblés et équipés pendant les premiers mois de l'année 1436. Tous ces soldats improvisés qui avaient abandonné leur métier, passaient le temps dans les tavernes à boire et à se disputer ; il devenait presque impossible de maintenir quelque ordre parmi eux, lorsqu'enfin Philippe arriva en Flandre. Le 9 juin, il passa en revue les contingents des diverses villes et les achemina vers Calais par Hazebrouck, Bourbourg et Gravelines. Accompagné du connétable de Richemont, il assista à un nouveau défilé de ses troupes, admirablement équipées, suivies d'une multitude de chariots, pourvues de tout le nécessaire et même du superflu, car « sur chacun chariot avoit un cocq pour chanter les heures du jour et de la nuit. » On passa la rivière de Gravelines et l'on campa à Tournehem. Le comte d'Etampes, lieutenant du duc, assiégea la petite forteresse d'Oye et s'en empara facilement ; les défenseurs, sauf quatre ou cinq furent pendus. Un si léger succès accrut démesurément la présomption des bourgeois de Flandre : ils croyaient qu'au seul bruit de leur approche, les défen-

seurs de Calais s'enfuiraient, et même ils critiquaient leurs chefs qui n'avaient point envoyé une flotte dans le détroit pour bloquer le port et couper la retraite aux fuyards. En même temps, ils ne cessaient de se quereller avec les contingents de Picards qui faisaient partie de l'armée.

Les Anglais qui sentaient la nécessité de réparer leurs récentes défaites et de relever leur prestige militaire compromis, étaient bien décidés à se défendre vaillamment, « et pour vérité, dit Monstrelet, le roy d'Angleterre, ceulx de son conseil et tous les trois estas d'ycelui royaume d'Angleterre eussent avant laissé perdre toute la conquête qu'ilz avoient faite ou royaume de France depuis trente ans par avant, que la dicte ville de Calais » (1). Dès le 18 juin, Henry VI prenait les mesures nécessaires afin de pourvoir la place d'une forte garnison et mobilisa une flotte placée sous les ordres du comte de Huntingdon (2).

Le château d'Oye ayant été pris et démoli, on assiégea Marck. Les défenseurs après une sortie malheureuse furent obligés de se rendre à condition d'avoir la vie sauve : au nombre de cent quatre, ils furent emmenés prisonniers à Gand. L'armée bourguignonne se rapprocha alors de Calais et les Flamands s'installèrent, à en croire Monstrelet (3), sur l'emplacement même où Jacques Arteweld avait planté ses tentes en 1347 ; les machines de guerre furent dirigées contre la place, mais l'artillerie anglaise était si bien servie que ses projectiles forcèrent les assaillants à reculer et à établir leur camp à bonne distance. Le duc faillit même périr dans une reconnaissance : une « grosse pierre de canon » tomba près de lui, tuant un trompette et trois chevaux.

Les Anglais faisaient de fréquentes sorties dont le résultat était variable suivant les troupes qu'on leur opposait. Les Picards remportaient souvent l'avantage ; quant aux

(1) Monstrelet, éd. cit., t. V, p. 242, 243.

(2) Rymer, éd. de La Haye, t. V, pars I, p. 31.

(3) Monstrelet, éd. cit., t. V, p. 245.

Flamands, « ilz estoient assez peu crémuz d'yceulx Anglois, et leur sembloit que s'ilz n'euyssent que trois Flamengz contre l'un d'eulx, qu'ilz en venissent bien a chef » (1). Mais s'ils faisaient peu de besogne, en revanche les Flamands faisaient beaucoup de bruit et parlaient énormément. Ils se plaignaient sans cesse du retard des vaisseaux qui devaient venir croiser dans le détroit afin d'empêcher le ravitaillement de la place; on les calmait comme on pouvait. Et de fait grâce à l'absence d'une flotte, les navires anglais venaient chaque jour à Calais, amenant des troupes fraîches, des vivres et des munitions. Du côté de la terre, l'investissement était si peu sérieux que les assiégés faisaient sortir leur bétail hors des remparts et le menaient paître. Les Flamands essayèrent plus d'une fois de s'en emparer, mais ils furent toujours vigoureusement repoussés. Un héraut d'armes anglais nommé « Kennebrouck » se présenta au camp bourguignon, chargé par le duc de Gloucester d'avertir Philippe qu'il viendrait avant peu le combattre sous les murs de Calais ou qu'il irait le chercher dans ses propres états. Le duc de Bourgogne répondit que s'il plaisait à Dieu, l'ennemi le trouverait à la place qu'il occupait et renvoya le héraut comblé de présents (2). Le 3 juillet 1436, en effet, le roi d'Angleterre mandait à ses vassaux de se tenir prêts à s'embarquer avec le duc de Gloucester à Sandwich le jour de Sainte Madeleine (22 juillet) (3). En même temps, pour assurer l'armement et l'approvisionnement de ses troupes, il défendait expressément aux armuriers d'augmenter le prix de leur marchandise, comme ils avaient l'intention de le faire, et enjoignait aux négociants en farine, vin, bière, poisson, viande, arcs, cordes et flèches de transporter leurs denrées à Calais pour les vendre à l'armée qui y serait rassemblée.

S'attendant donc à une attaque, Philippe-le-Bon sentit la

(1) Monstrelet, éd. cit., t. V., p. 246.

(2) Ibidem, p. 249.

(3) Rymer, éd. de La Haye, t. V, pars I, p. 32.

nécessité de ranimer l'ardeur des Flamands. Il se rendit dans la tente de Gand et pria les chefs de demeurer avec lui sous les murs de la place pour combattre l'ennemi. Gantois et Brugelins promirent leur concours. On imagina alors de construire sur une éminence une bastille d'où l'on découvrirait les mouvements des Anglais. Les assiégés essayèrent à plusieurs reprises de s'en emparer, mais sans succès.

Enfin, le jeudi 25 juillet, on aperçut la flotte tant attendue qui devait empêcher l'arrivée des renforts. Pour mieux fermer le port à tout secours venant d'Angleterre, on eut l'idée de couler à l'issue du chenal quatre grosses nefes remplies de pierres. Mais à marée basse, toute la population de Calais courut auprès de ces vaisseaux, y mit le feu, dispersa les pierres malgré les projectiles lancés par les Bourguignons et l'effet de cette manœuvre fut perdu. D'ailleurs, la flotte de Philippe ne put se maintenir dans le détroit à cause du mauvais état de la mer et se retira vers le nord. Son départ exaspéra les Flamands qui recommencèrent à murmurer contre leurs chefs, se prétendant trahis ; on les apaisa à grand peine. Le 27 juillet, les assiégés sortirent en nombre pour attaquer la bastille récemment élevée : défendue mollement par trois ou quatre cents Flamands, elle fut prise et sa garnison massacrée en partie. Ce désastre redoubla la mutinerie des gens des communes ; des groupes de séditeux se formèrent où l'on accusait les nobles de manquer à leurs promesses, où l'on criait bien haut à la trahison, et où chacun demandait à quitter l'armée et à rentrer dans sa ville. Le duc, averti de ce qui se passait, se rendit fort anxieux auprès des rebelles, essaya de calmer les esprits échauffés, leur représentant que les Anglais allaient bientôt débarquer et qu'il faudrait les combattre sous peine d'être déshonorés. Ce fut peine perdue ; ceux qui deux mois auparavant étaient si impatients de se mesurer avec les ennemis ne songeaient plus qu'à se retirer dans leurs foyers et ne voulaient pas entendre parler d'autre chose.

Philippe essaya au moins d'obtenir que la retraite des gens des communes se fit en bon ordre ; il offrait de les conduire jusqu'à Gravelines sous l'escorte de ses troupes régulières. Les préparatifs du départ s'effectuèrent au milieu d'une extrême confusion ; quelques mutins, plus excités, voulaient même pénétrer auprès du duc et tuer ses conseillers le seigneur de Croy, Baude de Noyelle et Jean de Brimeu. Les charrettes et les chevaux se trouvèrent en nombre insuffisant pour transporter tous les bagages des Flamands : une grande quantité de vivres et d'effets de toutes sortes fut abandonnée. « Si se commencerent a deslogier en faisant très grand bruit, crians tous à une voix en tres grand multitude : Gawē, gawē ! nous sommes tous traÿs, qui vault autant dire : Alons, alons ! en nos pays (1). »

Ils mirent le feu au camp et se dirigèrent vers Gravelines, marchant en désordre. Philippe « qui avoit au cuer très grand tristesse » fit ranger en bataille le reste de son armée pour empêcher les Anglais de poursuivre ses sujets dans leur honteuse retraite. Découragé lui-même, et réduit à ses seules forces, il n'osa ni continuer le siège ni attendre le duc de Gloucester ; il ordonna au seigneur de Croy qui avait investi Guines de se retirer en Flandre. Il réunit son conseil à Gravelines et on décida de mettre en état de défense les places de la frontière en prévision d'une attaque de la part des Anglais. Une dernière démarche fut faite pour obtenir des Flamands qu'ils restassent quelques jours à attendre l'ennemi, mais ils n'y voulurent pas consentir, et le duc, voyant qu'il n'en pouvait plus rien tirer, leur accorda ce qu'ils sollicitaient c'est-à-dire la permission de rentrer dans leurs villes. Ceux de Gand n'étaient point encore satisfaits et réclamaient que l'on donnât à chacun d'eux une robe, comme c'était l'usage au retour d'une guerre. On leur refusa une récompense qu'ils avaient si peu

(1) Monstrelet, éd. cit., t. V, p. 256.

méritée car il sembla « qu'ilz s'estoient trop mal portés » (1). Nous savons qu'on n'épargna pas aux Flamands les railleries au sujet de leur piteuse conduite pendant la campagne (2) et qu'on les rendit responsables de l'échec du puissant duc de Bourgogne. Il semble bien que ce dernier fut très mortifié de son insuccès et qu'il en garda un souvenir durable. Par crainte sans doute de voir d'autres réussir là où il avait échoué, il s'opposa dans la suite aux projets qui furent formés dans l'entourage du roi de France pour arracher Calais à l'Angleterre. En 1450, notamment, nous savons qu'une entreprise de ce genre aurait pu être couronnée de succès, tant les Anglais étaient démoralisés par une longue suite de revers ; la terreur du nom français avait été propagée par ceux qui fuyaient et s'étaient retirés dans la dernière ville que leur nation possédât encore sur le continent ; ils avaient représenté comme irrésistible la puissance des ennemis et leurs récits avaient provoqué une telle panique à Calais que les plus riches commerçants, craignant une attaque immédiate et se défiant de la résistance qui serait opposée, s'étaient hâtés d'envoyer leurs marchandises en lieu sûr, de l'autre côté du détroit (3). La mauvaise volonté ou l'opposition de Philippe-le-Bon empêcha que l'on profitât de circonstances si favorables.

L'inquiétude des Anglais n'était point encore calmée en 1452, car le 14 mars de cette année, Henry VI avertissait le seigneur de Clifford des projets que l'on formait en France contre Calais ; il lui enjoignait de porter toute son attention du côté de la terre, tandis que le comte de Shrewsbury, amiral de la flotte, protégerait la place du côté de la mer ;

(1) Monstrelet, éd. cit., t. V, p. 260.

(2) *Chronique* de Jean de Stavelot, dans Collection de chroniques belges, éd. Borgnet, p. 377.

(3) *Histoire des règnes de Charles VII et de Louis XI* par Thomas Basin évêque de Lisieux, édition Quicherat, t. 1, p. 247. «... tantus Anglorum gentem armorum nominisque gallici terror invasit, ut profecto si ad expugnandum oppidum Calesii sine remoratione ac dilatione Francorum rex, non obsistent Burgundionum duce, suas copias admovisset, absque magno et difficili negotio id tum feliciter perficere potuisset ».

le 22 du même mois, il envoyait des instructions détaillées sur la manière de défendre la place (1). Ces alarmes furent vaines, car rien ne fut tenté pour déposséder les Anglais.

On ne répondit pas non plus favorablement aux avances qui furent faites à Charles VII par Jacques II roi d'Ecosse en 1455 (2). Ce prince proposait que l'on mit à profit l'état si troublé des affaires intérieures de l'Angleterre pour combiner une action commune : il faisait remarquer que les Anglais détenaient contre tout droit Calais et Berwick-sur-Tweede et demandait que l'on assiégeât simultanément ces deux villes. On peut s'étonner qu'aucun effort ne fut tenté pour chasser les ennemis du sol de la patrie alors que les Anglais se déchiraient entre eux dans une lutte cruelle où les partis de la Rose rouge et de la Rose blanche montraient un acharnement sans exemple.

Au cours de la guerre civile qui sévissait sur le territoire britannique, Calais fut cependant l'objet d'une négociation que nous devons signaler. On sait que Marguerite d'Anjou, femme du faible Henry VI, après que son mari eut été fait prisonnier, soutint avec une énergie virile ses droits à la couronne. Réfugiée d'abord en Ecosse, puis en France, elle chercha à intéresser Louis XI à la cause de son époux et de son fils. Il lui fallait des subsides pour recommencer la lutte, et pour en obtenir, elle mit en gage la ville de Calais. Le 23 juin 1462, elle signa une reconnaissance de 20.000 livres tournois ; elle promit qu'aussitôt rendu à la liberté, Henry VI confierait le gouvernement de la place soit à Jasper comte de Pembroke, soit à John comte de Kendale ; celui de ces deux seigneurs qui serait choisi prêterait serment de remettre, dans le délai d'un an, aux commissaires du roi de

(1) Bibliothèque Nationale, fonds Moreau, 682. folios 97, 103 et 107.

(2) *Letters and papers illustrative of the english wars during Henry VI*, t. I, p. 322. « Quia predicti Anglici, communes hostes utrorumque regnorum injuriose et malitiose detinent de regnis Franciæ et Scotiæ oppida, scilicet Calicæ et Bervicæ ; et si placuerit christianissimo regi obsidium ponere oppido Calicæ, predictus rex Scotiæ similiter contentus est ponere obsidium oppido Bervicæ ».

France la ville ou la somme prêtée. Si les 20.000 livres tournois n'étaient pas remboursées au terme fixé, Calais resterait à Louis XI qui pour prix de cette acquisition verserait au roi anglais 40.000 écus(1). Grâce aux fonds ainsi obtenus, Marguerite leva des troupes et retourna en Angleterre. Mais les stipulations insérées dans l'acte dont nous venons de parler restèrent lettre morte, car la reine fut forcée de s'enfuir encore une fois et trouva à grand peine une barque qui la conduisit en Flandre d'où elle se rendit auprès de René d'Anjou, son père.

Au reste, il semble que Louis XI ne songea guère à expulser les étrangers du dernier point qu'ils tinssent encore en France : toutes ses entreprises avaient pour but d'abattre le colosse bourguignon et de détruire la grande féodalité. Ce qu'il craignait par dessus tout, c'était de voir les Anglais s'allier à Charles-le-Téméraire et se mêler aux guerres civiles où ils avaient eu si beau jeu pendant la première moitié du XV^e siècle. C'est à cette pensée qu'il faut attribuer l'empressement qu'il mit à se défendre « de vouloir toucher au moindre village de la terre de Callaix » ; « quant aucun y voudroit entreprendre, je le voudrois deffendre à mon pouvoir » (2), disait-il dans une lettre adressée au seigneur de Hasting, chambellan d'Edouard IV, pour démentir le bruit qui courait qu'il se trouvait à Boulogne et songeait à assiéger Calais. Avant de mourir, il recommandait encore à son fils « de ne mener nulle pratique sur Calais ni ailleurs....., mais qu'elles estoient dangereuses et par espécial celle de Calais, de paour d'esmouvoir les Anglais » (3).

(1) Archives Nationales J. 648 n° 2. Cette pièce a été publiée dans les *Anchiennes Croniques d'Engleterre* par Jehan de Wavrin, édition de M^{lle} Dupont, t. III, p. 176.

(2) *Mémoires de Philippe de Commines*, édition de M^{lle} Dupont, t. II, p. 219, note.

(3) Ibidem, t. II, p. 260.

CHAPITRE III

CALAIS RECONQUIS

A qui revient l'honneur d'avoir pensé le premier à assiéger Calais et à chasser définitivement les Anglais ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre car les contemporains ne sont point d'accord. « J'ai ouy dire que feu M. l'admiral fut le premier invanteur de ceste entreprinse, dit Brantôme (1), et que durant la trefve, il avoit envoyé recognoistre ceste ville par M. de Briquemaut..... Luy donques, ayant très bien recogneu la place (desguisé ce disoient aucuns), en fit rapport a M. l'admiral ; et la rendit si facile a prendre que M. l'admiral en fit la-dessus des memoires très beaux et en projetta le dessein, et en tira le plant ; et de tout en discourut au roi qui y prend goust et en reserve l'exécution pour la premiere bonne occasion. » D'après un fragment d'histoire (2), écrit peut-être par Florimond Robertet, un des secrétaires du

(1) Brantôme, *Grands capitaines français*, éd. Lalanne, t. IV, pp. 213 et 214.

(2) Bibliothèque nationale, ms. latin 14367. Ce ms. qui provient de Saint-Victor est composé d'éléments divers : il contient une petite chronique relatant un certain nombre d'événements du règne de Henri II, entre autres le siège et la prise de Calais par le duc de Guise. Nous la croyons inédite et nous en avons fait usage parceque ce récit nous a paru plus détaillé et plus précis que ceux qui furent publiés en grand nombre après 1558 ; il a en outre le mérite de concorder assez bien avec le témoignage de John Highfield, maître de l'artillerie de Calais, que nous citons dans les pages qui suivent.

roi, c'est Henri II qui aurait eu la première idée d'assiéger Calais. Il est possible que la pensée lui en ait été suggérée par Robert Dudley, comte de Leicester (1) et d'autres Anglais réfugiés à sa cour. En effet, dans une dépêche adressée à la reine Marie Tudor, le 12 novembre 1556 (2) un certain docteur Wotton, chargé sans doute de faire de l'espionnage en France, dit avoir reçu avis d'un habitant de Rouen que l'on songeait à une entreprise contre Calais : Dudley et ses complices auraient promis leur concours, et des gens de guerre se rassembleraient à Rouen. Le 17 novembre suivant (3), Wotton informait la reine que ce Dudley avait dit à Henri II que les garnisons du Calaisis étaient très insuffisantes, qu'à Guines par exemple où il aurait fallu 2000 soldats, il y en avait à peine 300 ; en récompense de ce renseignement il aurait reçu 200 couronnes et une lettre de recommandation pour une riche dame qu'il désirait épouser. Le 30 novembre (4) nous apprenons de la même source que le comte de Leicester avait entamé des négociations avec des marchands de Calais qui n'étaient point partisans de la religion catholique que la reine essayait alors de restaurer dans ses Etats. C'est peut-être à ce moment que l'idée d'une tentative sur Calais germa dans l'esprit de Henri II. Le sieur de Sénarpon, gouverneur du Boulonnais, fut chargé de reconnaître la place. Revenu de sa mission et admis au conseil, « il desduisit tous les moyens qu'il y avoit de l'emporter en peu de temps, tant pour la foiblesse de ladite place, la facilité de la forcer, que pour le peu d'hommes qu'ils (les Anglais) y tenoient dedans » (5). Quoiqu'il en soit, le projet

(1) Robert Dudley, baron de Denbigh et comte de Leicester, fils de John duc de Northumberland, était né vers 1532 ; il mourut le 4 septembre 1588. Il fut disgracié avec sa famille après la mort d'Edouard VI pour avoir tenté de faire couronner Jane Grey. Emprisonné et condamné à mort, il fut gracié et mis en liberté en octobre 1554 ; il se réfugia alors en France.

(2) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 275.

(3) *Ibid.*, p. 277.

(4) *Ibid.*

(5) Bibl. nat. ms. latin 14367, p. 466.

fut pris en sérieuse considération par le roi qui attendit l'occasion de l'exécuter. Pour ne rien livrer au hasard, il décida d'envoyer en reconnaissance un homme expérimenté et choisit pour cela le maréchal de Strozzi.

Mais le commencement de l'année 1557 ne fut point favorable à la France ; le 10 août le connétable de Montmorency était battu à Saint-Quentin et peut-être qu'avec plus d'audace l'armée de Philippe II serait arrivée jusqu'à Paris. Les Espagnols préférèrent heureusement s'emparer des villes qui étaient à leur portée et qui résistèrent vaillamment ; le roi d'Espagne, lassé, partit pour Bruxelles au mois d'octobre et ses troupes se dispersèrent. L'occasion sembla propice à Henri II de frapper un grand coup ; il pensa que les ennemis, le croyant épuisé, ne se tiendraient pas sur leurs gardes, et il résolut de tenter l'attaque de Calais. Il communiqua son projet au duc François de Guise, récemment revenu d'Italie, de qui la France attendait son salut. Le duc ne manqua pas d'objecter au roi que les forces dont on disposait se composaient pour la majeure partie de contingents étrangers, à qui un mois de solde était dû, que le trésor était vide, et que sans argent il était à craindre qu'on n'en pût rien tirer.

C'est à ce moment que revint le maréchal de Strozzi : il était allé à pied examiner la position de Calais et ses approches. Il fut d'avis que certainement l'entreprise pouvait réussir si elle était tentée au moment opportun, mais que la saison actuelle, fin d'automne et commencement d'hiver, ne lui semblait pas propice. Le roi ne fut pas de cet avis : d'après lui, la ville étant entourée de marais, il serait plus facile d'en approcher à une époque où l'on aurait chance de trouver les eaux gelées ; en outre, et c'était là la raison décisive, pendant l'hiver la garnison était très faible et les ennemis ne s'attendaient nullement à une agression ; enfin, les Anglais étaient occupés à la guerre d'Ecosse et avaient envoyé de ce côté leurs meilleures troupes. En définitive,

malgré les opinions contraires de ses conseillers, Henri II demeura persuadé qu'il fallait agir sans retard. Sachant que Coligny avait fait des projets au sujet de Calais, il envoya « vers Madame l'admiralle, car M. l'admiral estoit prisonnier de Saint-Quentin, le petit Frequières..... pour luy faire voir dans les coffres et papiers de M. l'admiral s'il n'y trouveroit point tous ces mémoires ; ce qu'il fit, et les ayans rapportez au roy, il les confia a M. de Guyze » (1). Le duc ne fut point convaincu par la lecture de ces documents et continua à élever des objections. « Aucuns disoient, ajoute Brantôme, que M. de Guyze le disoit a fort bon escient et par raison et a la vérité ; autres pour rendre la chose ainsi difficile afin que par amprès la prise il s'en acquist plus de gloire et en triompha mieux » : Nous ne savons si le duc de Guise était ou non de bonne foi dans l'opposition qu'il faisait à ce projet, mais le roi eut le mérite de persister dans son intention et sut imposer sa manière de voir qui était bonne, ainsi que l'événement le prouva.

Voyant donc qu'Henri II demeurait ferme dans sa résolution, Guise demanda qu'on fit provision de poudre et de boulets pour tirer dix mille coups de canon, et réclama de l'argent. Là était la plus grosse difficulté, car il manquait environ quinze mille écus et on ne savait comment se les procurer. Le cardinal de Lorraine s'employa à cette besogne, se rendit à Paris et fit « telle diligence que sur son credit et sa parolle, il trouva la somme de 300.000 livres, dont partye fut receue avant son partement et le reste ung jour après, de façon que ce secours si a propoz donna moyen d'acheminer toutes choses ; et pour recongnoistre la bonne volonté de ceulx qui luy avoient si libéralement presté ce qu'ilz avoient peu, il leur promit a tous de les faire paier dans Noel sans aucune faulte. A quoi il tint la main si roidde, pour conserver la foy et le

(1) Brantôme, *Grands capitaines français*, éd. cit. t. IV, p. 214.

credit du roi et le sien, qu'ilz furent tous satisfaitz huict jours avant le terme qu'il leur avoit promis » (1).

Pendant qu'il concentrait ses troupes, le duc de Guise faisait reconnaître Ham et ses environs par M. de Termes et d'autres officiers. Vers le 15 décembre 1557, il achemina ses forces vers Amiens par petits détachements pour ne pas attirer l'attention, et alla lui-même s'assurer que les places frontières de Guise, Chauny et La Fère étaient en état de résister à une attaque. L'armée cependant avançait lentement ; les contingents étrangers s'arrêtaient de temps à autre et refusaient de se porter en avant si on ne les payait pas, de sorte que le duc était obligé de les prier et d'emprunter de l'argent pour leur solder des acomptes. Malgré toutes ces difficultés, le dernier jour de décembre, on campa à Marquise, entre Boulogne et Calais.

Le secret de l'entreprise avait été gardé aussi bien que possible ; néanmoins, Lord Wentworth, député de Calais, apprit le mouvement des troupes françaises, s'en émut et en informa la reine Marie. Bien que la rumeur publique assignât comme but à cette expédition le ravitaillement d'Ardres, une certaine inquiétude se faisait jour dans la dépêche qu'il adressait le 26 décembre (2) : il craignait que ces préparatifs servissent à masquer quelque mauvais dessein contre une des places de Sa Majesté. Aussi a-t-il réuni le conseil de Calais et a-t-on décidé qu'on se tiendrait sur ses gardes et qu'on prierait la reine d'envoyer une flotte dans le détroit pour assurer les communications avec l'Angleterre. Le 27 décembre (4), l'anxiété de Wentworth redouble : il convoque de nouveau le conseil qui délibère sur ce qu'il conviendra de faire si l'on est attaqué, et l'on est d'accord pour abandonner Guines. Le député termine en disant qu'il ne sait s'il pourra résister au cas où l'ennemi l'assiégerait, car il n'a à sa disposition qu'un nombre très restreint

(1) Bibl. nat. ms. latin 14367, p. 472.

(2) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 351

(3) *Ibidem*.

de soldats. Le 29 décembre, la reine répondit qu'aucun point du territoire ne devait être évacué à moins d'urgence nécessaire (1).

Le duc de Guise était à la tête de 10.000 Suisses, de 6.000 lansquenets, de 800 pistoliers, de 500 hommes d'armes, de 400 chevaux légers, d'enseignes françaises et d'une artillerie considérable, « de façon qu'il ne luy restoit plus que assaillir Calais, ce qu'il eust peu peult estre faire cinq ou six jours plus tost qu'il ne feist, mais il n'y voullut jamais arriver que l'année 1557 ou il estoit à compter du 1^{er} jour de l'an, ne feust passée et revolue, pour ce qu'elle avoit esté si malheureuse au roy et tant deffavorable à ses affaires qu'il ne vouloit durant icelle executer une si belle entreprinse qu'il voyoit ne se pouvoir sans ung trop grant malfair faillir » (2).

Le 1^{er} janvier 1558, l'armée française entra en Calaisis ; son avant-garde engagea ce même jour avec les avant-postes anglais une escarmouche qui est rapportée en termes très vagues par le député de Calais dans une dépêche adressée à la reine (3). Le 2, les Français parvinrent à l'extrémité d'une chaussée qui, à travers les marais, conduisait au pont de Nieuley. Cette chaussée était commandée par un boulevard de terre, formé de quatre petits flancs et protégé par un fossé. Les défenseurs de ce retranchement tirèrent quelques volées de canon et d'arquebuse contre les troupes du duc de Guise. Andelot ordonna alors à deux détachements d'arquebusiers de marcher l'un à droite, l'autre à gauche dans la direction de ce fortin, tandis qu'une autre fraction « avecq force noblesse qui s'estoit mise a pied », s'avancait vers la porte. Les soldats qui s'y trouvaient n'attendirent pas l'assaut et se réfugièrent au fort Nieuley. Le soir même du 2 janvier, quand ce premier obstacle franchi eut laissé libre la route de Calais, le duc

(1) *Calendar of slate papers. Foreign. Mary*, p. 352.

(2) *Bibl. nat. ms. latin 14367*, p. 479.

(3) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 354.

de Guise s'en alla camper du côté des dunes dans le voisinage de la mer ; tandis que l'armée s'installait, il alla reconnaître les abords du fort Nieuley malgré le feu de l'artillerie anglaise. Un mestre de camp des bandes françaises qui se trouvait à ses côtés eut le pied coupé par un boulet de canon. A l'extrémité des dunes, commandant l'entrée du port, se dressait un autre fort appelé le Rysbank, dont l'importance était considérable, car il assurait les communications entre la ville et l'Angleterre. Il y avait donc le plus grand intérêt à s'en emparer ; c'est pourquoi à la tombée de la nuit, Guise voulut en examiner les approches, ce qui était fort difficile, puisque pour y arriver il fallait suivre la grève à découvert et à la merci des feux de ce château. Néanmoins le duc, accompagné de son frère Aumale, du maréchal de Strozzi et de ses principaux officiers parvint jusqu'à moins de trente pas du Rysbank.

Le commandant de l'artillerie de Calais, John Highfield qui nous a laissé une précieuse relation du siège (1), rapporte qu'il proposa le 2 janvier à Lord Wentworth d'ouvrir toutes les écluses et de laisser les eaux de la mer se répandre dans la campagne afin d'empêcher les ennemis de s'approcher de la ville. Le député de Calais lui répondit qu'il n'était pas nécessaire d'en venir à cet expédient, qu'il n'y avait point d'apparence que le siège fût poussé plus loin et que, du reste, les prairies une fois inondées, les assiégés ne pourraient plus y envoyer paître leur bétail et que l'eau de la rivière infectée par l'eau salée deviendrait impropre à la fabrication de la bière dont on n'avait qu'une petite quantité. Ce même jour du 2 janvier (2), Wentworth envoya à la reine une longue dépêche, où il raconte assez confusément que les Français se sont emparés des boulevards extérieurs de la place dont les défenseurs se sont retirés en bon ordre et ont même fait trois prisonniers. Il termina en

(1) Earl of Hardwicke, *Miscellaneous State Papers*, (2 vol. in 4°, 1778), t. I, pp. 114 et 115.

(2) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 355.

demandant à Marie d'accorder à tous ses sujets la permission de se rendre à Calais pour participer à la défense et sollicita aussi des instructions pour savoir s'il pouvait réclamer l'assistance de trois ou quatre cents arquebusiers espagnols (1) qui se trouvaient dans les environs de Saint-Omer. A la même date, la reine d'Angleterre adressait trois lettres au député de Calais, lui annonçant l'arrivée prochaine du comte de Rutland qui l'aiderait de ses conseils, l'avertissant que des ordres avaient été donnés pour expédier au plus tôt des vivres et des secours, le remerciant enfin des efforts qu'il faisait pour conserver une ville si précieuse à son pays (2).

Le duc de Guise s'attendait à voir bientôt la garnison renforcée et comprenait qu'il importait de se hâter ; ayant réuni ses lieutenants, il leur exposa que le succès de l'entreprise dépendait d'un seul point, à savoir qu'il fallait sans tarder mettre les assiégés hors d'état d'être ravitaillés. Pour atteindre ce but, on devait s'emparer du fort de Nieuley pour les isoler du côté de la terre, et du fort du Rysbank pour les isoler du côté de la mer. En conséquence, le maréchal de Strozzi fut chargé de diriger ses efforts sur le Rysbank tandis que le duc d'Aumale et Estrées attaqueraient Nieuley. Les deux châteaux étaient d'une approche très difficile, car les assaillants ne pouvaient trouver aucun obstacle pour masquer leur marche. Aussi les Français perdirent-ils beaucoup de monde en mettant leurs canons en batterie pour faire brèche. Malgré tout, le lundi 3 janvier, l'artillerie française ouvrit contre les murs un feu nourri. Quelques canonniers anglais ayant été tués à Nieuley, leurs camarades prirent peur « combien qu'ilz

(1) Cabrera raconte que Wentworth avait été averti du mouvement des Français sur Calais par les Espagnols qui avaient offert un secours. Mais on soupçonna en Angleterre que c'était une ruse et que les soldats de Philippe II une fois entrés dans la ville sous prétexte de la défendre, ne voudraient peut-être plus s'en aller de bon gré quand le danger serait passé. (Cabrera, *Filipe segundo rey de España*, Madrid, 1619).

(2) *Calendar of state papers, Foreign. Mary*, p. 355.

n'en eussent encores gueres grande occasion, pour avoir l'artillerye faict encores peu d'effect..... mais ce peu sembla beaucoup aux Angloys qui n'avoient jamais veu la guerre en ce pays la » (1). Avant 10 heures du matin, les défenseurs du fort Nieuley, abandonnant leur poste, se retiraient dans la ville; presque au même moment, le capitaine Dodd qui commandait le Rysbank « que M. le maréchal de Strossy menoit ung peu plus reudement qu'ilz n'eust jamais veu », se rendit au duc de Guise.

John Highfield suggéra alors à Wentworth l'idée d'employer les bourgeois à la défense de la ville puisque la garnison était si manifestement insuffisante en nombre, et de les charger de monter la garde sur les murs. Le député y consentit, mais il semble que ce moyen ne produisit aucun résultat heureux, car au témoignage du maître de l'artillerie « les femmes firent plus de besogne sur le rempart que les hommes, qui, pour n'avoir pas reçu d'ordre en temps utile, se cachèrent dans leurs maisons et autres lieux secrets » (2).

Guise craignait cependant que les Anglais postés à Guines fissent une sortie ou que les Espagnols de Gravelines tentassent de secourir Calais; aussi envoya-t-il le prince de La Roche-sur-Yon et le duc d'Aumale avec les lansquenets, une partie des Français, presque toute la gendarmerie et la cavalerie se poster au delà de la rivière de Hem pour occuper les routes de Gravelines et de Guines. Bien lui en prit, car le soir même il fut averti de l'approche de 400 Espagnols. Lui-même traversa le cours d'eau avec quinze enseignes de Français et de lansquenets et occupa le rivage de la mer de sorte que l'ennemi vit le chemin barré par des forces si imposantes qu'il fut contraint de se retirer. Seul, un capitaine espagnol put pénétrer dans la

(1) Bibl. nat. ms. latin 14367, p. 483.

(2) « Howbeit the women did more labour about the rampart that the said countrymen, which for lack of order in time, did absent themselves in houses and other secret places » (Hardwicke, *op. cit.*, t, I, p. 116).

ville où sa venue releva les courages en donnant l'espérance d'un prompt secours (1).

Il s'agissait maintenant d'attaquer la place elle-même : l'artillerie fut installée sur les dunes de manière à battre la muraille qui regarde l'occident, tandis qu'Andelot avec 1.500 ou 2.000 hommes traversait le port à marée basse et venait se loger du côté de Gravelines pour s'emparer d'un petit faubourg situé au bord du quai. Pendant toute la journée du mardi 4 janvier, on tira le canon sans obtenir grand résultat ; on continua le mercredi 5. Voyant le peu d'effet produit par ses feux, Guise se décida à diriger son tir contre le château. Le jeudi donc, on mit en batterie trente canons et trois grandes couleuvrines qui firent bonne besogne, de sorte que vers 6 heures du soir la brèche du château sembla suffisante ; celle de la ville avait peu avancé, car les Anglais l'avaient garnie pendant la nuit précédente de balles de laine et de peaux de mouton contre lesquelles l'artillerie était impuissante. Le maréchal de Strozzi proposa alors au duc de Guise de traverser le port à la faveur de la nuit et de la marée basse, et de rejoindre Andelot afin de s'emparer du quai. Ce projet fut adopté, et vers 8 heures du soir, arquebusiers et pionniers commencèrent à descendre dans l'eau. Mais ils furent aperçus par les assiégés qui leur envoyèrent une grêle de mousqueterie, en tuèrent une trentaine et les obligèrent à rétrograder. Au bruit des coups de feu, les Anglais accoururent de tous les points de la ville vers l'endroit menacé, s'attendant à un assaut. Les défenseurs même du château avec leur chef, nommé Middleton, abandonnèrent leur poste pour rentrer dans la ville (2). Guise pendant ce temps, voyant que les

(1) Hardwicke, *op. cit.*, p. 116. D'après Cabrera (*op. cit.*, p. 181), Philippe II, informé du siège de Calais, ordonna au comte d'Egmont de secourir la place ; il fit dire en même temps au député de Calais de tenir bon et qu'il recevrait promptement du renfort.

(2) « Et sy a dit que dedans ledit chasteau y avoit ung homme d'arme dudit Calais nommé Medeltun avec environ XX hommes lesquels se misrent dedans ladite ville,..... Le VII^e de ce mois à II heures apres

troupes de Strozzi étaient repoussées, chargea deux capitaines et quelques soldats de reconnaître la brèche du château ; il ordonna à Grammont de les suivre avec 200 arquebusiers et des corcelets, leur recommandant de faire retraite s'ils trouvaient les Anglais en force ou la brèche impraticable. Grammont partit, traversa le port, un quai assez large qui séparait le port du fossé du château, puis fit descendre ses hommes par des échelles dans le fossé et monter à la brèche par le même moyen. Ils furent fort étonnés de trouver le château dégarni et s'empressèrent de l'occuper. Guise, averti de cette heureuse fortune, passa lui-même la rivière avec des renforts qu'il installa pour garder la forteresse abandonnée par l'ennemi et qu'il laissa sous le commandement de ses frères Aumale et Elbeuf. Mais la mer commençait à monter et le duc faillit se noyer en traversant le port pour rejoindre son camp.

Les Anglais, revenus de leur alarme, se rendirent bientôt compte de la faute qu'ils avaient commise en évacuant le château : voyant que la mer était pleine et que les Français qui y étaient postés ne pourraient être secourus, ils se dirigèrent de ce côté sous la conduite du maréchal de Calais, amenèrent du canon pour enfoncer la porte et renverser les murs. Deux fois ils tentèrent l'assaut, mais deux fois furent repoussés ; le maréchal et son fils furent blessés. Ayant perdu beaucoup des leurs, les assiégés perdant courage et sentant qu'ils ne pouvaient plus désormais défendre la ville puisque la citadelle était aux mains de l'ennemi, demandèrent à négocier. Le duc d'Aumale leur permit d'envoyer à Guise deux parlementaires et leur donna comme otage le sieur de Rendan. Les Anglais furent forcés d'accepter les conditions du vainqueur : la place devait être remise aux Français avec l'artillerie, les munitions,

mynuit, les François entrarent dedans le chasteau dudit Calais par la bresse qu'ilz avoient faict ; dict que les François estoient dedans ledit chasteau par avant que ceulx de la ville le savoient ». *Déposition de Jehan Perdrix, bourgeois de Calais* (Archives nationales, K 1491).

les enseignes et les vivres qu'elle contenait ; les capitaines et trente des principaux bourgeois demeureraient prisonniers ; les soldats sortiraient en pourpoint, n'emportant que ce qu'ils avaient sur eux ; enfin, le reste de la population, hommes, femmes et enfants seraient conduits à Gravelines

Le commandant en chef aurait voulu empêcher ses troupes victorieuses d'entrer à Calais jusqu'au moment où, tout le butin étant rassemblé, on pourrait en faire une équitable répartition : il espérait que chaque soldat recevrait de la sorte la valeur de deux payes au moins et pensait qu'il était plus conforme à l'intérêt général de procéder avec ordre que de permettre à chacun de prendre ce qui lui semblait à sa convenance, ce « qui eust esté, si son intention eust peu estre suivye, la plus belle chose du monde ». Malheureusement, on ne put contenir les soldats qui pénétrèrent dans la ville et pillèrent à leur aise ; ils gâtèrent, croit-on, pour plus de 100.000 livres d'objets mobiliers (1).

Le lendemain même de la prise de Calais, c'est-à-dire le samedi 8 janvier, on aperçut en mer dix-huit grands vaisseaux anglais qui amenaient les secours destinés aux assiégés. Comme l'ennemi n'était point encore informé de l'issue de la lutte, Guise, pour le tromper, ordonna que l'on tirât le canon des batteries encore installées autour des murs et celles de la place. Il espérait que ces navires, croyant que le combat continuait, entreraient dans le port et tomberaient en son pouvoir. Mais le commandant de la flotte se méfia et se tint au large, envoyant seulement une petite embarcation pour reconnaître l'état des choses. Ceux qui la montaient s'aperçurent du changement survenu, et rapportèrent que les Français étaient maîtres de la ville.

(1) Bibl. nat., ms. latin 14367 pp. 492 et 493. — « Dict qu'incontinent ladicte ville fut rendue, estoit pillée par les François..... » Déposition de Jehan Perdrix (Arch. nat., K 1491).

Les Anglais se retirèrent alors non sans envoyer quelques volées de canon aux troupes françaises cantonnées sur la grève. Le même jour, le duc de Guise fit sortir tous les Calaisiens : une partie fut conduite à Gravelines, l'autre menée à Douvres sur quelques navires stationnés dans le port. Par son commandement, on annonça aux troupes « que homme vivant, sur peyne de la vie, n'eust a retenir femme ne fille quelconque », et cet ordre fut assez bien exécuté, car lui-même y tint la main : apercevant un soldat qui « vouloit retenir une fort belle fille par le commandement de son cappitaine, en la presence de tout le peuple angloys qui sortoit, non seulement chastye le soldat, mais donne cinq ou six coups d'espée au cappitaine par le commandement duquel il l'avoit prinse » (1).

Le duc distribua les prisonniers aux chevaliers de l'ordre, aux capitaines et aux gentilshommes qui l'accompagnaient sans en réserver pour lui ni pour ses frères ; il donna à Andelot et au sieur de Rendan les peaux de mouton qui furent trouvées dans les magasins, et garda des laines pour le roi afin d'employer l'argent qu'on en tirerait à réparer les fortifications de la place : « de tout ce grand butin qui s'estimoit a un million d'or pour le moins, il n'a rapporté chose quelconque que l'honneur d'une telle conquête » (2).

La nouvelle de la prise de Calais causa partout où elle fut portée le plus profond étonnement. Personne ne pensait en Angleterre que cette place pût si rapidement tomber au pouvoir de l'ennemi ; on la considérait si bien comme imprenable qu'on avait fait graver, dit-on, sur une des portes une inscription dont le sens était celui ci :

Les Français à Calais viendront planter le siège
Quand le fer et le plomb nageront comme liège.

(1) Bibl. nat. ms. latin 14367, p. 496.

(2) Ibidem, p. 497.

Les Anglais qui étaient alors éloignés de leur pays ne pouvaient croire que la nouvelle fût vraie. Nous en avons le témoignage dans une dépêche que Sir Edward Carne, ambassadeur à Rome, adressa à la reine Marie le 22 janvier 1558 (1). Jeudi dernier, dit-il, un message du nonce en France a apporté entre autres choses l'annonce de la reddition de Calais survenue le 7 janvier. Les Français qui se trouvent à Rome s'en félicitent si vivement qu'ils emplissent la ville de leurs démonstrations de joie. Les amis de l'Angleterre, inquiets, sont accourus prendre des informations auprès de l'envoyé britannique, lequel a répondu qu'il n'ajoutait aucune foi au bruit qu'on répandait ; c'était sans doute une vantardise des Français, car il semblait impossible qu'une ville aussi forte ait capitulé tant qu'il y avait un homme vivant pour la défendre. Cependant le 28 janvier (2), il fallut bien que Sir Edward Carne se rendit à l'évidence : cette fois, la fatale nouvelle était portée par un courrier de Venise et par un message du cardinal Trivulci à Sa Sainteté. L'ambassadeur a ainsi appris que la place n'avait pas été enlevée d'assaut, mais s'était rendue. C'est dit-il, la plus abominable trahison qu'on ait jamais ouïe ; il espère que ceux qui s'en sont rendus coupables seront recherchés avec soin et que s'ils sont découverts, Sa Majesté n'aura aucune clémence pour eux.

En Angleterre, ce fut le cri général : on crut à une trahison. Lord Wentworth député de Calais, Ralph capitaine du château, John Harlestone capitaine du Rysbank et Nicholas Alexandre capitaine du fort Nieuley, alors prisonniers en France, furent accusés et condamnés comme traîtres (3). Les Espagnols eurent la même pensée, car John Highfield, relâché par les Français, fut conduit à Bruxelles et soigneusement interrogé par le duc de Savoie.

(1) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 361.

(2) Ibidem.

(3) John Stow, *Annales or generall chronicle of England*, (Londres, 1631) p. 632.

Il répondit que la prise de Calais devait être attribuée en premier lieu à la faiblesse du château et à l'insuffisance numérique de la garnison, mais qu'il devait y avoir aussi quelque trahison. Quand le duc apprit que Highfield avait été l'un de ceux qui avaient débattu avec les Français les clauses de la capitulation et que M. d'Estrées l'avait fait conduire avec force politesses jusqu'à Gravelines, il soupçonna que le capitaine de l'artillerie anglaise pouvait être au nombre des traîtres. Aussi, au lieu de lui donner, ainsi qu'il le demandait, une compagnie d'infanterie à commander, le fit-il arrêter et garder à sa disposition afin qu'il fournit au roi d'Espagne des explications si celui-ci en réclamait (1).

Il n'y a point lieu de penser que la prise de Calais fut le fruit d'une trahison. Nous avons donné plus haut divers témoignages qui attestent qu'on songeait en France depuis quelque temps, à arracher cette place aux ennemis. Il n'est point étonnant qu'un homme de guerre comme le duc de Guise ait pu s'emparer d'une place aussi mal gardée. La vraie cause de sa chute rapide est la trop grande confiance qu'avaient les Anglais dans sa situation exceptionnelle et dans l'épuisement des forces de Henri II après la bataille de Saint-Quentin. Sans doute, on a pu avec raison reprocher à Wentworth d'avoir manqué d'énergie dans sa défense,

(1) « Estando el duque (de Saboya) en Bruselas, vino a el un Yngles que hera capitan del artilleria en Cales, y antes que le diese audiencia a parte, fue informado que este havia sido, como el mismo se le dixo, el que salio a tractar con Franceses los conciertos de la rendicion de aquel lugar, y que Mos. d'Etré (*sic*) capitan general del artilleria de Francia le hizo muchas caricias y le mando acompañar hasta la clusa que esta junto a Gravelingas, por lo cual e otros yndicios que del tuvo Su Alteza, pidiendole una compañía de infanteria para servir a Su Majestad, le mando hechar preso para saber mas particularmente a lo que venia y otras cosas de que es de creer terna noticia tocantes a Cales, e en especial una traycion que dixo se tractava en el consejo de Inglaterra, de lo qual no tuvo tiempo para examinarle, pero podrase hazer brevemente si Su Majestad quisiere que se haga ally o en otra parte ... » *Relacion que el sr. secretario Eraso ha de hazer a Su Magestad del parte del Duque de Saboya.* (Arch. nat. K 1491). Voir aussi la relation de John Highfield (Hardwicke, *op. cit.*, t. I, p. 118).

mais on ne saurait avec équité l'accuser de trahison. Il n'en fut pas moins condamné et n'est pas du reste dans l'histoire d'Angleterre l'unique exemple d'un chef puni pour s'être laissé battre. La faute ne doit-elle pas retomber sur la reine qui avait confié à un homme peu expérimenté un poste de première importance où les souverains anglais ses prédécesseurs ne plaçaient que des capitaines déjà éprouvés ? Mais Lord Wentworth était un de ceux qui, les premiers, avaient acclamé Marie après la mort d'Edouard VI et l'avaient activement secondée dans les difficultés du commencement de son règne. Il faut remarquer encore que le député de Calais avait annoncé les mouvements des Français dès qu'il en avait eu connaissance, et avait réclamé des renforts. On pensa probablement que ses craintes étaient exagérées puisqu'on ne lui envoya de secours qu'à la dernière extrémité et quand déjà il était trop tard.

Marie ressentit très vivement la perte de Calais : son biographe, Francis Godwin (1), raconte qu'elle tomba dans une grande tristesse dont aucune distraction ne pouvait la tirer ; elle ne fit plus désormais que languir et mourut quelques mois après. On ajoute même qu'elle aurait dit, que si après sa mort on ouvrait son cœur on y trouverait écrit le nom de Calais. Philippe II en fut également fort ému (2) et nous savons que la mauvaise nouvelle, portée jusqu'au fond de l'Estrémadure, au monastère de Yuste, ne laissa pas que d'inquiéter et d'affliger Charles-Quint dans sa retraite (3).

(1) Francis Godwin. *Rerum anglicarum Henryco VIII, Edwardo VI et Maria regnantibus annales* (Londres, 1628), p. 244.

(2) « Por la carta que Vuestra Majestad me scribio anoche, he visto el sentimiento que tenia por la perdida de Cales, de que a mi me ha cabido harta parte por ser de la importancia que es, y lo demas que se deve considerar ; pero ha se de sperar en Dios que con las provisiones que Vuestra Majestad hara y su buen zelo y sancta intencion durara pocos dias este sentimiento y que tornara en mayor alegria y en contentamiento del que antes se tenia... » *Lettre d'Emmanuel-Philibert duc de Savoie à Philippe II*, du 9 janvier 1558. (Arch. nat. K 1491).

(3) Cf. Mignet, *Charles-Quint*, (Paris, 1857), pp. 327 et suivantes, et Gachard, *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. I, pp. 254 et suivantes.

En France, la joie fut immense et la reconquête de cette parcelle de territoire depuis si longtemps détachée de la patrie fut célébrée avec enthousiasme par les poètes en latin comme en français : Guise fut comparé à Persée et sa gloire mise au-dessus de celle des plus fameux capitaines de l'antiquité (1).

Rappelons en terminant qu'au traité de Cateau-Cambrésis, « cette paix blâmable » comme l'appelle Tavannes, nos plénipotentiaires ne surent pas assurer à leur pays la possession perpétuelle d'une ville si brillamment conquise. Il fut convenu seulement que la place resterait française pendant huit ans ; ce terme écoulé, on devait la restituer à l'Angleterre et, en cas de retard, payer une somme de 500,000 écus. Il était heureusement stipulé en outre, que si les Anglais commettaient quelque hostilité contre la France ou l'Ecosse, il n'y aurait pas lieu de rendre Calais. On comptait sans doute que des difficultés nouvelles surgiraient entre les deux royaumes et que le clause serait en conséquence résolue. C'est ce qui arriva : Elisabeth secourut les protestants français et se mêla aux affaires d'Ecosse. Au traité de 1564, il ne fut plus question de remettre la ville aux ennemis, et la France paya seulement 120,000 écus. On peut dire cependant, croyons-nous, avec Henri Martin « qu'il était peu honorable de promettre la restitution de Calais, soit qu'on voulût, soit comme il était vrai qu'on ne voulût pas tenir parole » (2).

(1) Cf. Lefèvre, *Histoire de Calais*, t. II, pp. 304 et 305. Voy. aussi une « chanson composée par maistre Jacques Pierre, dit Chasteau-Gaillard », imprimée dans le *Recueil de poésies françaises des XV^e et XVI^e siècles*, publié par Anatole de Montaiglon, (Paris, 1856). t. IV. p. 311.

(2) Henri Martin, *Histoire de France*, t. VIII, p. 175.

CHAPITRE IV

CALAIS VILLE ANGLAISE

On a vu au chapitre II qu'une trêve, conclue le 18 septembre 1347 sous les auspices des légats du pape Clément VI, laissait la ville de Calais au pouvoir de l'Angleterre. C'est seulement dans le traité rédigé à Brétigny le 8 mai 1360 que la cession fut officiellement consignée en ces termes : « Item le roy d'Angleterre aura le chastel et la ville de Calais, le chastel, la ville et seigneurie de Merch, les villes, chasteaux et seignouries de Sangate, Couloigne, Hames, Wale et Oye avec terres, bois, marois, rivières, rentes, seignouriez, advoaisons d'églises et toutes autres appartenances et lieux entre gisanz dedenz les mettes ou bornes qui ensuivent : c'est assavoir de Calais jusques au fil de la riviere par devant Gravelinghes et aussi par le fil de mesme la riviere tout entour Langle ; et aussi par la riviere qui va par dela Poil, et aussi par mesme la riviere qui chiet ou grant lac de Guignes jusques a Fretun ; et d'illec par la vallée entour la montaigne de Calkully encloant mesme la montaigne, et aussi jusques a la mer avec Sangate et toutes ses appartenances..... Toutes lesquelles choses de Merch et de Calais contenues en cest present article et en l'article prochain precedent, le roy d'Angleterre tendra en demaine, excepté les heritages des Eglises qui demourront aus dites Eglises entierement, quelque part qu'ils soient

assiz, et aussi exceptés les héritages des autres gens des pays de Merch et de Calais, assiz hors de la ville de Calays jusques à la value de cent livres de terre par an de la monnoye courant ou paiis et au dessouz. Mais les héritages et héritations assisees en la ditte ville de Calais, avec leur appartenances demourront en demaine au roy d'Engleterre pour en ordener à sa voulanté.... » (1). Il était convenu en outre qu'Edouard III occuperait ces territoires à titre de seigneur souverain, comme voisin du roi et du royaume de France (2).

Calais fut naturellement durant toute l'occupation anglaise un lieu de transit fort important : c'est là que débarquaient et que se formaient les armées destinées à envahir la France. Pour connaître les faits qui se passèrent dans la ville pendant la période que nous étudions, nous ne possédons que peu de renseignements ; sauf quelques rares exceptions, nous ne trouvons dans les chroniques que de brèves mentions à propos du passage d'un souverain ou de troupes.

Nous apprenons ainsi par Froissart que la trêve, conclue à Bordeaux en 1357 entre les deux royaumes, ayant pris fin en 1359, Edouard III fit pendant l'été de cette même

(1) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 487. Il n'est point aisé de tracer aujourd'hui la limite exacte du territoire cédé à l'Angleterre. Cf. à ce sujet un intéressant mémoire du vicomte Harold Arthur Dillon, intitulé *Calais and the pale*, p. 4, publié dans l'*Archæologia*, t. LIII.

(2) En 1384, au Parlement tenu le 29 avril, les communes furent consultées sur la question de savoir si elles voulaient la continuation de la guerre ou la conclusion de la paix avec la France. Leur réponse fut « que moelt grantment desiront ils que bonne paix et honorable au roi nostre sire et a son roialme si feust faite..... » ; mais d'après les articles qu'on leur a communiqués, les députés croient comprendre que certaines terres de Guyenne et Calais seraient tenues du roi de France « par homage et service, mais ne pensent mye que lourdit seigneur lige vorroit assentir trop legierement a tenir d'iceux Franceys par tielle service la ville de Caley et autres terres conquises des Franceys par l'espeye, ne vorroit la commune que ainsi feust fait..... » On leur répondit qu'il serait impossible d'obtenir la paix à moins de céder sur ce point ; les communes donnèrent alors comme les Lords spirituels et temporels un avis favorable : « S'ils feussent en l'estat du roi, ils s'accorderoient a la paix plus tost que a la guerre » (*Rolls of Parliament*, t. III, p. 170). De fait, aucun accord postérieur ne vint modifier la clause du traité de Brétigny relative à la souveraineté complète des rois anglais sur Calais.

année des préparatifs qui indiquaient clairement l'intention où il était de recommencer la lutte. Attirés par l'espoir d'une campagne glorieuse et fructueuse, un grand nombre de chevaliers d'Allemagne, de Flandre, de Hainaut et de Brabant, sachant que le roi devait débarquer à Calais, se rendirent dans cette ville, comptant bien être engagés pour la durée de la guerre. Ils arrivèrent avant Edouard III, et en telle quantité que la place avait peine à les contenir, eux, leur suite et leurs chevaux ; les vivres et les fourrages se firent rares et le prix de toutes choses augmenta beaucoup. Ils attendaient depuis le mois d'août, et pour les faire patienter, on leur disait : « Li rois venra l'autre sepmaine ». Mais entre temps, leurs ressources s'épuisaient et plusieurs, pour subsister, étaient obligés de vendre une partie de leur équipement. La place était tellement encombrée que si le roi fût arrivé avec son armée, il n'aurait su où la loger. Il y avait là un véritable danger pour Edouard qui craignait que ces nombreux volontaires, venus à grands frais, ne voulussent pas quitter Calais sans être dédommagés et ne devinssent pour lui un sérieux embarras au moment d'entrer en campagne. Aussi, se fit-il précéder du duc de Lancastre qui débarqua à Calais le 1^{er} octobre 1359 avec 400 hommes d'armes et 2.000 archers ; celui-ci expliqua aux chevaliers étrangers qu'il était de leur intérêt de venir en France avec lui ; il promettait d'ailleurs de leur prêter une somme d'argent suffisante pour faire face à leurs dépenses. Ils acceptèrent la proposition du duc et le suivirent dans sa marche sur Saint-Omer. L'armée anglaise ravagea la vallée de la Somme, mais fut repoussée à l'attaque de la petite ville de Bray. Le jour de la Toussaint, Lancastre reçut l'ordre de rentrer à Calais ; il ramena donc ses troupes en arrière et rencontra à quatre lieues de la ville Edouard III en personne et le prince Noir à la tête d'une armée considérable. C'est alors que les chevaliers étrangers supplièrent le roi d'Angleterre de les prendre à sa solde. Celui-ci, fort

embarrassé de leur nombre, les invita à se rendre à Calais, assurant qu'il leur ferait connaître sa décision sous deux jours. Ce terme écoulé, il leur envoya trois des siens pour les informer qu'il était à court d'argent et se trouvait dans l'impossibilité absolue de les garder à son service, mais que chacun d'eux pouvait le suivre à ses risques et périls. Les étrangers furent fort déçus de la réponse d'Edouard, mais force leur fut de s'en contenter ; on leur donna seulement quelque argent pour retourner en leur pays. S'étant ainsi débarrassé de ces auxiliaires incommodes, le roi entra en campagne (1).

Le traité de Brétigny mettait fin à la captivité de Jean II. Il y était stipulé que ce prince serait amené à Calais aux frais du roi d'Angleterre dans les trois semaines qui suivraient la Nativité de Saint-Jean-Baptiste ; il devait y laisser aussi un grand nombre d'otages et y envoyer des bourgeois des principales cités de son royaume. Il était convenu en outre que le roi de France demeurerait quatre mois à Calais et ne paierait rien pour sa garde pendant le premier mois : pour chacun des trois autres, il verserait 10.000 ryaux. Nous savons que toutes ces sommes furent acquittées le 24 octobre, et nous avons le reçu qui en fut délivré (2). Jean débarqua à Calais le 8 juillet (3) et y resta jusqu'au 25 octobre après la ratification définitive du traité : on l'avait logé dans le château. Edouard III traversa le détroit le 9 octobre et habita un hôtel de la ville. En attendant que tous les articles eussent été rédigés, les deux princes passaient le temps en banquets et en réjouissances (4).

(1) Froissart, éd. cit. t. V, pp. 190-197.

(2) Archives nationales J. 633 n° 5. Cf. Froissart, éd. cit., t. VI, pp. VIII, IX et X.

(3) Le 17 juin 1360, Edouard III ordonnait à Jean de Beauchamp d'arrêter dans les ports d'Angleterre le nombre de navires nécessaire pour le passage du roi de France et de sa suite. (P. R. O. Early Chancery roll 300, m. 6).

(4) « Et tous les jours donnoient li doys roy l'un a l'autre a disner, et leurs enfans, si grandement et si estoiffement que merveilles seroit a penser. Et estoient en reviaus et en recreations ensemble si ordonneement que grant plaissance y prenoient toutes manières de gens au regarder. » (Froissart, éd. cit. t. VI, p. 26).

Quand enfin les otages eurent été livrés et qu'une partie de la rançon fut payée, le roi anglais offrit à son prisonnier « en son chastiel de Calais un moult grant souper et bien ordonné. Et servirent si enfant et li dus de Lancastre et li plus grant baron d'Engleterre a nus chiés » (1). Ils prirent ensuite congé l'un de l'autre « moult aimialement » et le lendemain Jean II rentra en France, se dirigeant vers Boulogne où il fit ses dévotions à l'église Notre-Dame accompagné du prince de Galles et de ses frères Lionel et Aymon.

Deux armées furent débarquées à Calais : l'une, en juillet 1370, sous le commandement du fameux Robert Knolles qui s'achemina vers Paris (2), l'autre en 1380 qui fit route vers Thérouanne (3).

C'est à Calais que Richard II, veuf en premières noces d'Anne de Luxembourg décédée en 1394, épousa Isabelle, fille de Charles VI après avoir conclu avec la France au mois de mars 1396 une trêve de vingt-huit ans. On sait que cette longue suspension d'armes et les conditions auxquelles elle fut stipulée, non plus que le mariage français ne rencontrèrent en Angleterre beaucoup de faveur. Les ducs d'York et de Lancastre, oncles du roi, l'approuvaient, tandis que Gloucester s'y montrait hostile : son opposition céda enfin et l'union fut acceptée en principe. Le comte de Saint-Pol en débattit les préliminaires, et l'on décida que le roi de France viendrait à Saint-Omer avec ses oncles et amènerait la jeune princesse. Richard devait passer à Calais et avoir une entrevue avec Charles VI. Le duc de Bourgogne Philippe-le-Hardi, chargé de régler les derniers détails, se rendit la veille de l'Assomption (14 août 1396) à Guines où il trouva le comte maréchal, le comte de Rutland, les ducs de Gloucester et

(1) Froissart, éd. cit., t. VI, p. 54.

(2) Ibidem, t. VII, p. 159 ; *Chronique des quatre premiers Valois*, éd. cit. p. 207 ; *Chronique normande*, éd. cit. p. 195.

(3) *Chronique des quatre premiers Valois*, éd. cit. p. 286.

de Lancastre, un certain nombre de prélats, cinq cents chevaliers et écuyers qui s'étaient portés à sa rencontre et qui l'accompagnèrent jusqu'à Calais. Pour lui faire honneur, les bourgeois de la ville, tous vêtus de même, étaient rangés le long des rues qu'il devait traverser avant d'arriver à une grande salle construite en planches au milieu du marché et décorée aussi magnifiquement qu'un temple. Le roi d'Angleterre l'y reçut gracieusement, s'informa des nouvelles de toute la famille royale de France, puis l'emmena entendre les vêpres dans l'église Saint-Nicolas. Le lendemain, quand les offices auxquels Richard et le duc de Bourgogne assistèrent furent terminés, un grand banquet très bien ordonné réunit les principaux seigneurs qui étaient servis par des ducs et des comtes au son d'une musique (1). Après un échange de riches présents, on convint de la manière dont le mariage serait célébré et du cérémonial qui serait observé dans la rencontre des deux rois; Philippe prit ensuite congé et retourna en France, tandis que Richard II traversait le détroit pour aller tenir à Westminster le Parlement de la Saint-Michel (29 septembre).

A la date fixée, on aménagea aux frontières des deux états un emplacement entre Calais et Ardres pour l'entrevue des souverains de France et d'Angleterre (2). On s'y fit force courtoisies, on échangea de somptueux cadeaux, et la fille de Charles VI qui n'avait alors que sept ans fut présentée à son nouvel époux. La cérémonie eut lieu à Calais, le 4 novembre, dans l'église Saint-Nicolas où le roi se rendit en grande pompe, précédé par des musiciens. L'archevêque de Cantorbéry, Thomas Arundell, donna la

(1) *Chronique du religieux de Saint-Denys*, éd. Bellaguet, t. II pp. 444-446; Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove, t. XV p. 273 et infra.

(2) Signalons en passant que le duc d'Orléans, frère du roi, dépensa à cette occasion 8.000 livres tournois. Le 10 octobre 1396, il ordonne à son conseiller Jean le Flament de faire délivrer cette somme au maître de sa chambre « pour la despense de nostre hostel pendant ce present voyage de Calais ouquel nous avons entencion, a l'aide de Dieu, d'y aller presentement en la compagnie de moussigneur le roy..... » (British Museum, Additional Charter 1517).

bénédiction, et quelques jours après, les nouveaux mariés s'embarquèrent pour Douvres, où ils arrivèrent, au témoignage de Froissart, en moins de trois heures. Ils s'acheminèrent ensuite vers Londres au milieu des fêtes (1).

C'est à Calais que, l'année suivante, Richard II fit emprisonner son oncle Gloucester dont il supportait malaisément l'autorité et qu'il soupçonnait de complot contre sa personne. Saisi tout à coup et jeté dans un navire, le duc fut conduit dans cette place par le comte maréchal Thomas de Nottingham et enfermé au château. Fort effrayé, il demanda la cause de son arrestation et sollicita la permission de sortir librement dans la ville. Nottingham refusa, alléguant qu'il n'avait point d'ordres à ce sujet. Craignant d'ailleurs pour sa vie, Gloucester voulut mettre sa conscience en repos et se confessa : bien lui en prit, car au moment où avant de se mettre à table, il se lavait les mains, quatre hommes sortant inopinément d'une cachette, lui mirent une toile sur la tête, le jetèrent à terre et l'étranglèrent (2). Quand il fut mort, on le porta sur son lit et on répandit dans la ville le bruit « que une deffaulte de maladie de popelisie estoit prinse au duc de Glocestre en lavant les mains, et que a grant peine on l'avoit porté couchier (3) ». Deux jours après, on annonça que le duc avait succombé à son mal ; le comte de Nottingham et les chevaliers prirent le deuil. Le corps fut ensuite « moult hounourablement appareillé », embaumé et transporté en Angleterre. Plus tard, lorsque Richard II eut été détrôné, on essaya de faire la lumière sur les circonstances qui avaient accompagné la mort de Gloucester. Au Parlement tenu dans la première année du règne de Henry IV, en 1399, on lut une déclaration faite sous serment par un serviteur

(1) La *Chronique du religieux de Saint-Denys* donne de très nombreux détails sur l'entrevue de Richard II et de Charles VI (éd. cit. t. II pp. 450 et suivantes) ; Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove, t. XV. pp. 273 et suivantes), dit que la cérémonie du mariage eut lieu le 1^{er} novembre.

(2) Froissart, éd. cit., t. XVI pp. 72 et suivantes.

(3) Ibidem, p. 75.

du comte de Nottingham, nommé John Hall. Celui-ci affirmait qu'un certain jour de septembre, le duc fut tiré du château de Calais, conduit à un hôtel appelé *Prince's Inn* et confié à la garde de deux serviteurs du roi. On envoya quérir un prêtre pour le confesser, après quoi, Gloucester couché sur un lit, fut étouffé entre deux matelas. Pendant cette exécution sommaire, John Hall avait fait le guet à la porte. Le Parlement le déclara coupable et le condamna à être « bowelez et ses bowels arcz devant luy, et puis soit penduz, decollez et quarterez, et son testa envoyé a Caleys ou le moudre fuist fait, et les quartres envoyez as autres lieux ou le roi plerra. Et sur ceo, commandé fuist al mareschall d'Engleterre de faire execution. Et ensy fuist fait mesme le jour (1) ».

Quand, en 1415, Henry V eut débarqué en Normandie et se fut emparé de Harfleur, il résolut de garder en captivité tous les nobles et gens de guerre « qui estoient la dedens », mais ne voulant pas s'en embarrasser sans doute et ne pouvant les transporter immédiatement en Angleterre, il fit mettre leurs noms par écrit et exigea d'eux le serment qu'ils se constitueraient prisonniers à Calais avant la fête de Saint-Martin (11 novembre) (2). On sait qu'une armée considérable placée sous les ordres du connétable d'Albret s'était rassemblée pour barrer la route au roi anglais, qui, traversant la Normandie et la Picardie voulait gagner ses domaines du nord de la France. Thomas Basin rapporte sans y ajouter grande foi un bruit qui courut alors, suivant lequel Henry V, effrayé du danger auquel il s'exposait en se heurtant imprudemment à une force si imposante, aurait offert aux Français de leur restituer la ville de Calais et de leur payer même une grande somme d'argent si on lui permettait de retourner librement dans son royaume. Le chroniqueur ajoute que ses propositions ayant été rejetées, le roi se décida à

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, pp. 452 et 453.

(2) *Chronique de Jehan Le Fèvre*, éd. Morand, t. I. p. 229.

livrer bataille à Azincourt, le 25 octobre (1). Son succès fut complet: les chevaliers français échappés au massacre, blessés pour la plupart, furent dirigés sur Calais, mais ils n'eurent même pas la faculté d'entrer dans la ville où ils auraient pu prendre quelque repos et trouver quelque soulagement à leur misère; on refusa de les y recevoir, car leur nombre était si grand que les autorités locales craignirent de manquer de vivres s'il fallait les nourrir, et la place devait être en tout temps bien approvisionnée pour le cas d'une attaque (2). Toute la population se porta au devant du vainqueur d'Azincourt jusqu'à Guînes, les prêtres et les clercs en habits sacerdotaux avec les croix et les bannières des églises en chantant le *Te Deum* (3). Les ducs d'Orléans et de Bourbon, faits prisonniers dans le désastre, furent amenés à Calais et traversèrent bientôt le détroit avec le roi (4).

Vers la Saint-Remi de l'année suivante (1^{er} octobre 1416), l'empereur d'Allemagne Sigismond passa par cette ville en allant en Angleterre et en retournant dans ses états: il y demeura deux jours. (5). Henry V l'y reçut en même temps que le duc de Bourgogne avec qui il eut de longues entrevues auxquelles pas un des conseillers des deux princes ne fut admis: « et de ce on parla depuis en mainte maniere, mais peu de gens en sceurent la verité de ce qu'ilz avoient

(1) Thomas Basin, éd. cit., t. I. p. 20.

(2) « Sy est assez a penser que les povres prisonniers François, dont le plus estoient navrés et bleschiés estoient en grant detresse: car bien cuidèrent entrer tous dedens Calais. Mais ceulx de la ville ne les vouldrent laisser entrer, excepté aucuns seigneurs d'Angleterre; et le faisoient affin que vivres ne leur faulssissent, et que la ville qui estoit en frontière, demourast toujours bien garnie. » (*Chronique de J. Le Fèvre*, éd. cit. t. I, p. 262). D'après Pierre de Fenin, les Anglais vainqueurs, mais fort maltraités et manquant de chevaux, se rendirent à Calais non sans souffrir beaucoup: «... et si estoient Englez mout desconfortés de ce que on leur avoit osté leurs chevaux, car il y en avoit mout de navrés et de mesaisiés qui s'en allèrent a grant paine d'icy a Calais; mais nonobstant ilz s'en allèrent a Calais et la on leur fist grant joie. » (*Mémoires de Pierre de Fenin*, éd. de M^{lle} Dupont, p. 66).

(3) *Chronique de J. Le Fèvre*, éd. cit. t. I. p. 263.

(4) Thomas Basin, éd. cit. t. I. p. 23.

(5) Jehan Le Fèvre, éd. cit. t. I. p. 279, 280, 283.

parlé » (1). Le roi d'Angleterre chercha sans doute à attirer Jean-sans-Peur dans son alliance, lui promettant de partager avec lui les conquêtes qui seraient faites en France.

Signalons encore le débarquement en juin 1428 d'un corps de 6.000 Anglais sous les ordres du comte de Salisbury qui se dirigea sur Paris, puis sur Orléans dont on faisait le siège (2), et le passage du jeune Henry VI qui, après son couronnement comme roi de France, le 17 décembre 1431, se rendit à Rouen puis à Calais d'où il fit voile pour l'Angleterre (3).

Pendant la guerre des Deux-Roses, la possession de cette ville que Comines appelle « le plus grant trésor d'Angleterre et la plus belle cappitainerie du monde » (4), fut disputée par les deux partis d'York et de Lancastre comme une place dont l'importance stratégique n'échappait à personne. Sans vouloir entrer dans les détails de cette lutte sanglante, féconde en surprises et en revirements soudains de la fortune, nous devons pour l'intelligence de ce qui va suivre en rappeler quelques traits essentiels. On sait que le gouvernement d'Henry VI de Lancastre, faible et malade, était violemment combattu par un certain nombre de grands seigneurs et de membres de la famille royale, parmi lesquels étaient Richard comte de Warwick et Richard duc d'York qui descendait par sa mère de Lionel second fils d'Edouard III. Tant que le roi, qui avait épousé Marguerite d'Anjou, n'eut point d'enfant, York pouvait aspirer à la couronne ; mais ses espérances furent ruinées lorsque en 1454, la reine accoucha d'un fils. Après plusieurs soulèvements à main armée suivis d'amnisties et de réconciliations aussi peu sincères que durables, le duc se posa ouvertement en prétendant, car ses droits, assurait-il, étaient supérieurs

(1) *Mémoires de Pierre de Fenin*, éd. cit. pp. 68 et 69 ; Jehan Le Fèvre, éd. cit. t. I. p. 283.

(2) Jehan Le Fèvre, éd. cit. t. II. p. 140.

(3) Thomas Basin, éd. cit. t. I. p. 93.

(4) *Mémoires de Philippe de Comynes*, éd. B. de Mandrot. t. I. p. 198.

à ceux du roi régnant qui avait pour auteur le troisième fils d'Edouard III, Jean de Gand. Un Parlement réuni le 20 novembre 1459 à Coventry, ayant décrété d'arrestation les chefs de la Rose Blanche, c'est-à-dire York et Warwick, ceux-ci parvinrent à s'échapper et à se mettre en sûreté : le premier se rendit en Irlande, et le second dans son gouvernement de Calais dont il avait été nommé capitaine pour une durée de sept ans le 13 août 1455 (1), après la première bataille de Saint-Alban, alors qu'Henry VI n'osait rien refuser au vainqueur. Le comte de Warwick, très populaire dans la ville, fut accueilli avec joie par les habitants ; il alla d'abord faire ses dévotions à l'église de Saint-Pierre-le-Calais, après quoi il fut reçu à la porte de la cité par le maire, les représentants de la compagnie de l'Etaple et la garnison. « Si firent ceste nuict très bonne chiere, ce que piecha n'avoient fait pour doubte qu'ilz avoient de trouver leurs annemis devant eulz a Calais » (2). Et de fait, Henry VI ne pouvait laisser aux mains d'un adversaire déclaré une place de première importance ; dès le 9 octobre 1459, Warwick avait été remplacé dans sa charge de capitaine de Calais par Henry duc de Somerset (3) qui s'était hâté d'envoyer un héraut prendre en son nom possession de ce commandement. Mais ce héraut arriva dans la nuit qui suivit le jour où le comte, plus prompt, avait débarqué dans le port et avait été si bien accueilli dans la ville. Arrêté par les hommes de garde, l'émissaire dut s'en retourner avec cette réponse « qu'on ne vouloit leans autre capitaine que le conte de Warewic. » (4) Le conseil royal décida alors que l'on tâcherait au moins de mettre la main sur Guînes en attendant l'occasion de s'emparer du lieu où le rebelle avait trouvé asile. Des troupes furent mises à la

(1) P. R. O. Early Chancery roll 397, m 11.

(2) *Anchiennes croniques d'Engleterre* par Jehan de Wavrin, éd. Dupont, t. II, pp. 197 et 198.

(3) Rymer, éd. de La Haye, t. V, pars II, p. 90.

(4) Wavrin, éd. cit. t. II, p. 198.

disposition du duc de Somerset pour être transportées de l'autre côté du détroit, mais le malheur voulut qu'une violente tempête forçât les vaisseaux où elles avaient pris place à chercher un refuge dans le port même de Calais. Seul, le nouveau capitaine put aborder à Wissant d'où il se rendit à Guines ; il fit connaître à la garnison la dignité dont Henry VI l'avait revêtu et annonça que son compétiteur avait été déclaré traître et banni du royaume. On donna créance à ses paroles et on l'accueillit. Mais il apprit bientôt que tous ses « habillemens, harnois et chevaux » (1) étaient tombés aux mains de Warwick qui s'empressa de l'en aviser non sans ironie. Somerset, sans perdre courage à la nouvelle de cette disgrâce, se fournit comme il put dans le pays de vivres et de munitions, car peu de secours lui vint d'Angleterre, et une guerre d'escarmouches s'engagea entre les troupes cantonnées à Guines et celles qui occupaient Calais. Cette dernière ville, fut en quelque sorte mise en interdit et une proclamation du roi défendit à tous ses sujets d'y porter des provisions. Pour obtenir de quoi nourrir les habitants, Warwick s'adressa au duc de Bourgogne, mais comme la disette augmentait, beaucoup de gens émigraient à Guines. Le comte réunit alors ceux qui restaient et les harangua, leur exposant ses griefs contre le gouvernement : bourgeois et marchands l'acclamèrent, lui prodiguèrent des assurances de dévouement et protestèrent que pour rien au monde, ils n'accepteraient Somerset comme capitaine. Mais cette bonne volonté ne pouvait suffire. Warwick comprit qu'il fallait relever le parti et résolut de se rendre en Irlande pour conférer avec le duc d'York et préparer une action commune. Il quitta Calais au commencement du Carême de 1460 après avoir pris congé des habitants et les avoir exhortés à demeurer fidèles à ceux qu'il laissait pour commander à sa place (2). Le 1^{er} juin suivant,

(1) Wavrin. éd. cit. t. II. p. 200.

(2) Ibidem, p. 210.

trompant la vigilance du duc d'Exeter qui voulait lui barrer la route, il rentra dans la ville à la grande satisfaction de toute la population qui commençait à se croire abandonnée de son chef. Le lendemain de son arrivée, les bourgeois le sollicitèrent de se mettre en campagne contre les gens de Guînes. Il répondit qu'il ferait de son mieux, mais que cette entreprise ne lui paraissait point avantageuse ; il serait plus utile à son avis de passer en Angleterre, de soulever le comté de Kent et de porter au gouvernement de Henry VI un coup décisif. En effet, conduit par Warwick et Salisbury, un corps de 2.000 hommes s'embarqua à Calais et aborda à Sandwich. La campagne qui s'ouvrit alors fut favorable à la Rose Blanche : le 19 juillet, les troupes royales étaient battues à Northampton et le roi tombait au pouvoir des vainqueurs. Le Parlement décida qu'il conserverait la couronne sa vie durant, mais qu'après sa mort elle passerait au duc d'York. Warwick « qui moult desiroit de retourner a Callaix pour veoir sa femme, sa mere et aussi ceulx de la ville » (1), se hâta de rentrer dans son gouvernement ; reçu en triomphateur, il remercia chacun de son concours, et justifia la révolution en montrant que le royaume était relevé et le « roy remis en bon estat » (2).

Cependant, Somerset tenait toujours dans Guînes ; lorsqu'il apprit le succès des Yorkistes, il jugea prudent de se rapprocher de Warwick et il envoya un parlementaire à Calais. Un accord fut négocié entre les deux seigneurs qui eurent une entrevue à Saint-Pierre où ils firent la paix à la grande joie des Calaisiens qui n'eurent plus dès lors à craindre les hostilités de leurs voisins immédiats ; après quoi, le comte quitta la ville pour se rendre à Londres et assister au Parlement.

Marguerite d'Anjou, femme de Henry VI, qui après la bataille de Northampton s'était enfuie en Ecosse, avait levé

(1) Wavrin, éd. cit. t. II. p. 233.

(2) Ibidem, p. 234.

une armée dans les comtés du Nord pour défendre la cause de son mari. Le 24 décembre 1460, une rencontre entre les troupes des deux partis eut lieu à Wakefield ; les Yorkistes furent défaits, le duc d'York y périt et sa tête fut exposée par dérision au-dessus d'une des portes de la ville dont il portait le nom. Warwick fut lui-même battu entre Saint-Alban et Barnet, mais les Lancastriens ne surent pas profiter de leurs victoires et le 5 mars 1461, le comte de March, fils aîné du duc d'York, fut reçu dans Londres et proclamé roi sous le nom d'Edouard IV.

Dès lors, Warwick, le « faiseur de rois », comme on l'appela, se crut tout puissant sur le nouveau souverain : il en obtint d'abord comme récompense la capitainerie de Calais sa vie durant, alors que cette charge n'avait été donnée jusqu'à ce moment que pour une période déterminée (1). Mais bientôt, les dissensions surgirent entre le jeune roi qui voulait être indépendant et celui qui ayant contribué à l'élever au trône, prétendait le tenir en tutelle. Déçu dans ses intérêts de famille et contrecarré dans ses idées de politique extérieure qui tendaient à un rapprochement avec la France, le comte se rejeta dans l'opposition violente et chercha les moyens de renverser Edouard IV. Il attira dans son parti le propre frère de ce dernier, George duc de Clarence à qui il fit épouser sa fille Isabelle : le mariage fut célébré à Calais le 11 juillet 1469. Une première prise d'armes ayant échoué, Warwick, accusé de trahison, voulut se réfugier dans cette ville où il se considérait comme souverain et où il avait déjà trouvé asile lorsqu'il combattait Henry VI. Il s'embarqua donc vers Pâques 1470 pour s'y rendre avec Clarence son gendre, et sa fille. Mais à sa grande surprise, sir John Wenlock qui commandait la place en son nom, refusa de l'y laisser pénétrer, car il avait reçu du roi l'interdiction formelle de donner accès aux rebelles (2). Le

(1) P. R. O. Early Chancery roll 405, m. 24.

(2) Wavrin, éd. cit. t. III. p. 28 et note 2.

porteur de cet ordre avait fait diligence et était arrivé à Calais un jour et demi avant le « faiseur de rois », il avait remis ses lettres à Wenlock en présence de Gaillard de Durfort, du maire de l'Etaple et des soldats. Le message royal, quand il fut connu, excita dans une partie de la population de violents murmures et l'on put un moment craindre un mouvement en faveur de Warwick qui était très aimé dans la ville. Le lieutenant se hâta de faire occuper fortement le château et les points principaux de la cité afin d'étouffer toute tentative de sédition. Les mesures furent si bien prises que les habitants aussi bien que la garnison se virent contraints d'obéir au mandement d'Edouard IV, « laquelle chose ilz firent très enuis, car tant amoient le conte de Warwicq que s'il fust avancchié de plus tost estre venus, luy et sa compaignie fussent entrées dedens la villè de Calais » (1). Le navire qui portait les fugitifs qu'on refusait ainsi de recevoir attendait à l'issue du port, et « estants a l'ancre la devant, acoucha la duchesse de Clarence... d'ung filz. A grand peyne voulut consentir ledict seigneur de Wauloc que on luy portast deux flacons de vin. C'estoit grand rigueur d'un serviteur envers son maistre » (2). Edouard IV fut très satisfait d'apprendre que son redoutable adversaire n'avait pu entrer dans une place qu'il s'était habituée à considérer comme son propre domaine. Charles-le-Téméraire envoya Comines féliciter Wenlock de son loyalisme et lui fit présent de 2.000 écus de pension. Cet officier, raconte le chroniqueur, « fait serment

(1) Wavrin, éd. cit., t. III, p. 30 et note 3. — Il semble bien que les troubles qui eurent lieu à Calais en faveur de Warwick furent plus graves que ne l'indique le chroniqueur, ou du moins que les habitants et la garnison avaient auparavant pris le parti du « faiseur de rois » dans sa rébellion contre Edouard IV. Nous en avons la preuve dans une lettre de ce prince datée de Southampton le 3 mai 1470, où il accorde leur pardon aux Calaisiens, aux soldats et à tous ceux qui se trouvaient dans la ville le 24 avril précédent, à l'exception d'un certain nombre de personnes parmi lesquelles Warwick, Clarence, Marguerite d'Anjou, le maire et les membres de la compagnie de l'Etaple. (P. R. O. Early Chancery roll, 414, m. 4 ; voy. pièces justificatives).

(2) Comines, éd. Mandrot, t. I. p. 198.

en l'hostel de l'estaple... entré mes mains audict roy d'Angleterre, de le servir envers et contre tous, et semblablement tous ceux de la garnison et de la ville » (1). Warwick essaya cependant de pénétrer par force dans Calais, mais ayant échoué, il suivit le conseil que lui donna Wenlock de se retirer en France ; ce dernier, ajoute Comines, « servit très bien son cappitaine en lui donnant ce conseil, mais très mal son roi » (2). En effet, le comte débarqua en Normandie et se rendit auprès de Louis XI qui lui ménagea une entrevue avec Marguerite d'Anjou. Les deux ennemis jusqu'alors acharnés firent la paix, et celui qui était le principal auteur de la chute de Henry VI, partit en septembre 1470, bien muni d'hommes et d'argent, pour l'Angleterre, avec l'intention de renverser Edouard IV, son ancien protégé. Et de fait, soulevant les populations contre celui-ci, il le contraignit à s'enfuir auprès du duc de Bourgogne, son beau-frère, et restaura pour quelque temps la dynastie de Lancastre.

Ces événements imprévus eurent leur contre-coup à Calais aussitôt qu'ils y furent connus : « tout homme portoit la livrée de monseigneur de Warvic » (3) qu'on n'avait pas voulu recevoir en personne quelques mois auparavant. Charles-le-Téméraire pour se venger de déprédations commises sur ses terres par la garnison de cette place, avait confisqué les marchandises anglaises entreposées à Gravelines. Mais comme le commerce était considérable entre l'Angleterre et la Flandre, il fut obligé pour ne point léser ses propres sujets, de chercher un terrain d'entente afin de ne pas interrompre le trafic (4). Aussi envoya-t-il Comines à Calais avec mission de négocier avec sir John Wenlock.

(1) Comines, éd. Mandrot, p. 199.

(2) Ibidem, p. 200. La tentative de pénétrer de vive force dans la ville est attestée par Wavrin « ...le conte... commença de assaillir la ville, tant que d'ycelle en y eut VII ou VIII mors ». (éd. cit. t. II. p. 30).

(3) Comines, éd. cit. p. 212.

(4) Cf Van Bruyssel, *Histoire du commerce et de la marine en Belgique* (Bruxelles, 1863, 2 vol. in 8), t. II, pp. 185 et 186.

L'ambassadeur bourguignon fut invité à dîner par le capitaine : celui-ci « avoit le ravestre d'or sur son bonnet (qui estoit la livrée dudit comte qui estoit ung baston noir) et tous les autres semblablement.... Et me fut dict a ce disner que dès que le messagier fut arrivé d'Angleterre qui leur avoit porté ceste nouvelle, que en moins d'ung quart d'heure, chacun portoit la dicte livrée... ; ce fut, dit le chroniqueur, la première fois que j'euz jamais congnoissance que les choses de ce monde sont peu estables » (1). Comines réussit d'ailleurs parfaitement à concilier les intérêts commerciaux des deux pays que les changements politiques récemment survenus n'affectaient en rien, et il arrêta avec Wenlock que le traité précédemment conclu resterait en vigueur, sauf que l'on nommerait « « Henry ou lieu de Edouard » (2). Les négociants de Calais n'admettaient pas en effet, qu'on engageât avec le duc de Bourgogne des hostilités qui nuiraient à leurs affaires ; ils le montrèrent bien lorsque Warwick qui détestait Charles-le-Téméraire et voulait l'empêcher de secourir son beau-frère, arriva dans la ville avec 4.000 hommes dans l'intention de commencer la lutte. Les marchands de l'Etaple manifestèrent si nettement leur volonté pacifique, que le « faiseur de rois » qui sans doute avait besoin de leur concours financier et ne se souciait pas de les mécontenter, fut obligé de céder à leurs remontrances et d'accepter la paix. Mais bientôt, les choses changèrent encore une fois brusquement de face : Edouard IV, aidé par le duc de Bourgogne, passa en Angleterre et ne tarda pas à être rejoint par de nombreux partisans. Le duc de Clarence, abandonnant son beau-père, se rangea du côté de son frère, et le 14 avril 1471, un combat engagé à Barnet fut une déroute pour les Lancastriens. Warwick resta sur le champ de bataille et Henry VI fut de nouveau conduit à la Tour tandis qu'Edouard rentrait triomphant dans Lon-

(1) Comines, éd. cit. t. I, pp. 212 et 213.

2) Ibidem, p. 214.

dres. Quand il eut affermi son pouvoir, il pensa qu'il pouvait tirer profit de la rivalité de Louis XI et de Charles-le-Téméraire ; il avait tout intérêt à ce qu'aucun accord n'intervint entre eux. Aussi fut-il fort dépité de la trêve que conclurent les deux adversaires le 13 septembre 1475. Il envoya au roi de France Thomas de Montgomery pour l'engager à ne point céder Saint-Quentin au duc de Bourgogne, lui offrant son aide en cas de reprise des hostilités, mais il demandait en échange « que le roy le recompensast du domage qu'il auroit a cause que la gabelle des laines a Calais ne lui vaudroit riens (ceste gabelle peult bien monter a cinquante mil esculz)... » En effet, si l'Angleterre était en guerre avec la Flandre, le commerce des laines en pâtirait, le transit deviendrait nul à Calais et le trésor royal perdrait tout le produit des taxes qui étaient perçues sur les marchandises vendues. Louis XI ne céda point aux suggestions intéressées du roi d'Angleterre ; il le remercia de ses intentions, mais déclina ses offres, « disant que ja la trefve estoit accordée » (1).

Aussitôt qu'il se fut emparé de la couronne au détriment de ses neveux, le duc de Gloucester proclamé roi sous le nom de Richard III, désireux de s'assurer une place aussi importante que Calais, chargea, le 28 juin 1483, John Blount de Mountjoy, maître John Cooke et Thomas Thwayte d'en prendre possession en son nom (2). Il semble que la garnison et la population, n'aient pas reconnu Henry VII immédiatement après son avènement. En effet, la bataille de Bosworth où périt Richard fut livrée le 22 août 1485, et le 5 décembre suivant nous voyons que le nouveau souverain envoie à Calais John Arundell doyen de l'église cathédrale d'Exeter, Richard Edgecombe et John Galdiswell docteur ès lois pour conférer avec les capitaine, lieutenants, officiers, soldats et habitants de cette ville, leur

(1) Comines, éd. cit., t. I. pp. 329 et 330.

(2) P. R. O. Early chancery roll 428, m. 29.

exposer ses droits à la couronne (1) et recevoir d'eux le serment de fidélité.

Quelques années plus tard, en 1488, la correspondance d'un collecteur du denier de Saint-Pierre en Angleterre, nous apprend incidemment et sans nous fournir de détails, qu'on aurait découvert un complot tramé dans le but de livrer Calais à la France. D'après une lettre de Giovanni dei Gigli, adressée au pape Innocent VIII le 5 octobre de cette année, l'émotion très vive d'abord se serait calmée bientôt, mais le roi aurait renforcé la garnison et bien muni la place d'artillerie et de provisions (2).

Nous aurons achevé cette rapide revue des événements principaux dont Calais fut le théâtre, quand nous aurons parlé de quelques visites royales ou princières qui eurent lieu dans cette ville au cours du XVI^e siècle. Le vendredi 8 mai de l'année 1500, vers le soir, Henry VII et sa femme Elisabeth y arrivèrent accompagnés du duc de Buckingham, des comtes de Surrey et de Sussex et de Lord Daubeney qui était alors lieutenant de cette cité. Le 9 juin, suivis d'un brillant cortège, le roi et la reine se rendirent à l'église de Saint-Pierre-les-Calais où ils devaient se rencontrer avec l'archiduc Philippe-le-Beau. Ce prince était chargé d'attirer Henry VII dans l'alliance de la maison d'Autriche et de le déterminer à combattre Louis XII qui était à ce moment l'adversaire de Maximilien en Italie. Un grand luxe avait été déployé pour recevoir le fils de l'empereur : l'église était splendidement décorée de tapisseries d'Arras, et on l'avait divisée en plusieurs chambres. La chapelle de Notre-Dame, réservée à l'archiduc, était tendue d'étoffes représentant l'histoire d'Esther et d'Assuérus, et le siège de Troie ; à terre, étaient des tapis jonchés de roses, de lavande et de diverses herbes aromatiques. Un plantureux repas fut

(1) P. R. O. Early Chancery roll 430, m. 13 : «... ad jus, titulum atque possessionem corone nostre Anglie... communicandum, tractandum... »

(2) *Calendar of state papers relating to english affairs, existing in the archives of Venice and of North Italy*, t. I, p. 172.

servi; dans le beffroi et dans une petite maison voisine de l'Étaple, le cellier, la boulangerie et les cuisines avaient été installés. Il y avait là en profusion les cerises, les fraises, la crème, la venaison cuite, les gâteaux épicés, les gaufres, des vins de différentes espèces, de la bière et de l'hypocras. La quantité des victuailles était telle qu'on ne pût tout consommer en un jour; le roi ordonna alors d'en faire une distribution aux habitants. L'entrevue n'eut d'ailleurs pas de résultats au point de vue politique; on se borna aux politesses qui sont de mise lorsque des princes se rencontrent; on fit seulement des projets en vue d'unir plus étroitement les maisons d'Angleterre et d'Autriche par des mariages entre les enfants de Henry VII et de Philippe-le-Beau; mais l'âge même de ces enfants remettait forcément à une époque éloignée l'exécution de ces engagements. Le 16 juin, le roi et sa suite quittèrent Calais et s'embarquèrent pour Douvres (1).

Signalons, le 25 avril 1515, le passage de Marie d'Angleterre, la jeune veuve de Louis XII, accompagnée de Charles Brandon; elle était déjà consolée de la perte de son époux, car le 2 mai, elle partit pour retourner dans son pays avec ce seigneur qu'elle épousa à Greenwich le 13 du même mois (2).

Henry VIII vint à Calais le 11 octobre 1532, avec une suite nombreuse; le 21 il en partit pour Boulogne où il rejoignit François I^{er}; il y était de retour le 30 avec ce prince qui avait emmené avec lui le roi de Navarre, le cardinal de Lorraine et beaucoup de seigneurs français (3). Anne de Montmorency grand-maitre de France et l'amiral Philippe de Chabot furent créés chevaliers de la Jarrettière. Le roi de France logea dans l'hôtel des marchands de l'Étaple tandis qu'Henry VIII habita le château.

(1) *Chronicle of Calais*, edited by John Gough Nichols for the Camden society, pp. 4, 49 et 50.

(2) *Ibidem*, p. 18.

(3) *Ibidem*, p. 43.

C'est encore à Calais que passa Anne de Clèves fiancée du roi, pour se rendre en Angleterre, le 11 décembre 1539 (1). Le député Lord Lisle, le grand amiral et la garnison l'allèrent recevoir à un demi-mille de la ville sur la route de Gravelines. Elle fit son entrée par la porte dite « *Lantern-Gate* », au bruit du canon, tous les bateaux qui se trouvaient dans le port étant pavoisés. Le maire lui offrit cent marcs d'or, et les marchands de l'Etaple lui présentèrent une belle bourse contenant cent souverains. La future reine demeura quinze jours dans la ville, attendant un vent favorable pour traverser le détroit ; afin de la distraire, on lui donna le spectacle de joutes et on fit en son honneur de grands banquets.

Nous savons enfin qu'Anne Boleyn, seconde femme de Henry VIII fut décapitée à la Tour de Londres, le 19 mai 1536, par le bourreau de Calais et avec le glaive qui servait aux exécutions dans cette ville. C'est un détail que Richard Turpyn n'a garde d'oublier de mentionner dans sa chronique (2).

(1) *Chronicle of Calais*, p. 168 note.

(2) *Ibidem*, p. 47.

CHAPITRE V

L'ADMINISTRATION A CALAIS

I

Municipalité

Lorsqu'il se fut emparé de Calais, Edouard III se préoccupa d'assurer l'administration de sa nouvelle conquête et d'y faire régner le bon ordre. Il régla provisoirement toutes choses par une ordonnance dont nous ne connaissons point la date exacte mais dont la publication doit se placer sans doute entre les mois d'août et d'octobre 1347 (1). Et d'abord, ainsi que nous l'avons déjà dit, tous les anciens habitants devront quitter la ville « pour peril qui ent pourroit avenir » ; cette mesure frappait les ecclésiastiques eux-mêmes, et afin de pourvoir à l'exercice du culte, il était décidé que deux prêtres seraient désignés pour remplir les fonctions de curés des paroisses. A vrai dire, la rigueur de cette expulsion totale décrétée en principe semble avoir reçu quelques adoucissements dans la pratique et le texte que nous analysons en fournit une preuve puisqu'une exception est faite en faveur de ceux « qui ont especiale congé du Roy a y demorer ». Mais nous ne pouvons dire dans quelle proportion de semblables permissions furent accordées, et nous savons d'autre part que le roi anglais prit des dispo-

(1) Rymer. R. E., t. III, pars 1, p. 139. Il est vraisemblable qu'Edouard rendit cette ordonnance avant de retourner en Angleterre : or nous savons qu'il débarqua à Sandwich le 12 octobre 1347 (Ibidem).

sitions pour le repeuplement de la ville. Il accorde en effet quelques avantages à ceux de ses sujets qui pourvoient à son approvisionnement et qui viendront s'y installer ; de plus, il exempte jusqu'à nouvel ordre de toute redevance les pêcheurs et les marchands étrangers qui apporteront, soit par terre, soit par mer, des vivres ou d'autres denrées. L'autorité royale est représentée à Calais par trois officiers : le capitaine, le sénéchal et le maréchal. Les deux premiers, outre un commandant militaire, sont chargés de veiller au bon état des chaussées et des fortifications qu'ils devront faire réparer au mieux des intérêts du trésor quand cela sera nécessaire. Le sénéchal est spécialement préposé à la gestion du domaine ; il gardera les maisons « harengeresches » du roi ainsi que les terres et revenus qui lui appartiennent ; il en percevra les fruits et en rendra compte. Ils concentrent en leurs mains tout le pouvoir judiciaire ainsi que nous le verrons plus loin. Pour assurer la tranquillité dans la ville, il est prescrit d'opérer de temps à autres des rafles : on saisira les femmes publiques et autres « raskailles » et on les expulsera.

Edouard III déclare qu'il laisse en vigueur les anciennes coutumes et franchises de Calais (1). Quant à l'organisation municipale proprement dite, il la conserve aussi dans ses traits principaux. Une charte donnée en 1252 par Mahaut d'Artois, confirmée en 1304 et en 1317, établissait deux sortes de magistrats : les échevins et les cormans. Les premiers s'occupaient de la police, du bon entretien des rues et des chemins ; ils avaient en outre ainsi que les seconds des attributions judiciaires (2). Avec la conquête anglaise, les cormans disparaissent : ils n'avaient plus raison d'être puisque l'office de rendre la justice était confié aux trois officiers royaux : capitaine, sénéchal et

(1) Bréquigny voit avec raison dans ce fait une preuve que tous les anciens habitants de Calais ne furent point chassés. (*Mémoires de l'Ac. des Insc. t. L pp. 624 et 625*)

(2) Bréquigny (*Mém. de l'Ac. des Insc. t. XLIII pp. 738 et suivantes*).

maréchal. Les échevins au contraire subsistent mais leur rôle sera désormais borné à l'administration de la cité et leur nombre demeure fixé à treize. Ils étaient élus autrefois chaque année le vendredi après l'Octave de la Pentecôte, c'est-à-dire que les anciens magistrats avant de quitter leurs fonctions en choisissaient cinq nouveaux et ces derniers nommaient leurs huit autres collègues. Le roi d'Angleterre décide que les élections se feront à l'avenir dans la forme ancienne, mais pour la première fois, il charge le capitaine, le maréchal et le sénéchal de désigner cinq habitants « des plus suffisantz de la ville » qui s'adjoindront eux-mêmes huit de leurs concitoyens pour compléter le chiffre de treize officiers municipaux. L'assemblée ainsi constituée demeurera en charge jusqu'à la date où l'on procédait ordinairement aux élections, et les nouveaux échevinseront « esluz en manere qu'ils soleient estre devant que la ville feust conquise ».

Calais devint rapidement sous la domination anglaise une ville commerciale fort importante car on y fixa l'étaple des laines et de diverses autres marchandises exportées d'Angleterre et qui n'étaient mises en vente nulle part ailleurs. Il était naturel dans ces conditions que de gros négociants s'y soient établis et y aient fait leur principal établissement : c'est à eux qu'Edouard III décida de confier l'administration de la ville laissée jusqu'alors à treize échevins. Une ordonnance du 1^{er} mars 1363 (1) vint modifier complètement l'ancienne organisation municipale. Avec l'assentiment de son conseil, le roi prescrivit alors que « vynt et sis marchands engleis soient illoeques pour gouverner la ville et les gentz et les marchandises qui vendront illoeques ». Parmi ces vingt-six personnes, deux auront le titre de maire, les vingt-quatre autres seront aldermen. Tous les ans à la fête de l'Annonciation, ce corps choisira les deux maires qui seront en fonctions l'année suivante. Les élus

(1) Rymer R. E., t. III pars. II p. 691.

prêteront en présence des aldermen serment de remplir fidèlement leur office, et nul ne pourra être maire au-delà du terme fixé s'il n'est renommé. Si l'un d'eux vient à manquer à ses devoirs et que sa faute soit prouvée, il sera destitué et un autre sera nommé à sa place parmi les marchands de nationalité anglaise résidant soit à Calais soit en Angleterre. On procédera de même en cas de mort. Pour la première fois, le roi se réserve toutes les nominations, mais il ordonne que dans la suite, ceux qui sortiront de charge désigneront leurs successeurs. Il leur abandonne à perpétuité toutes les terres, tenures, rentes, eschètes, forfaits, changes de monnaies, produits des foires et marchés, épaves et franchises qu'il possédait dans la ville de Calais moyennant une rente de 500 marcs payable aux termes de Pâques et de la Saint-Michel, le premier terme devant échoir à la Saint-Michel prochaine (1). Il attribue encore à la nouvelle municipalité le pouvoir de mettre une « assise » dans l'échevinage lorsque ce sera nécessaire ; il lui concède aussi le droit de nommer et de révoquer le bailli et les autres fonctionnaires ou officiers du port ; c'est elle qui délivrera les licences aux hôteliers et marchands de victuailles pourvu toutefois qu'ils soient anglais. En outre, nul ne pourra devenir bourgeois s'il n'est admis par les maires et aldermen. On le voit, l'administration commerciale de l'étafle et l'administration municipale proprement dite se confondent sous le nouveau régime établi par Edouard III en 1363, puisque les mêmes fonctionnaires gouverneront « la ville et les gentz et les marchandises ».

Il semble que cette organisation ne tarda pas à produire de mauvais résultats. Soit que les choix faits par le roi n'aient pas été heureux, soit que la réunion dans les mêmes mains d'attributions diverses ait amené des abus, la con-

(1) Le 1^{er} mars 1363, Edouard ordonnait à Henry Le Scrop gouverneur de Calais de remettre aux maires, aldermen et bourgeois la ville, le port, l'échevinage avec leurs produits et revenus (P. R. O. Early Chancery roll 306 m. 17) ; voir pièces justificatives.

corde ne régna pas longtemps dans l'assemblée. Nous savons que dès novembre 1363, une querelle s'éleva au sein du corps municipal : le 20 de ce mois, le souverain se voyait obligé d'ordonner à Henry Le Scrop gouverneur de Calais et au trésorier Thomas de Brantyngham de convoquer les parties, de les entendre et de s'efforcer de les accorder (1). Nous ne savons pas quel fut le résultat de cette intervention des officiers royaux, mais nous pouvons dire que par la suite les choses n'allèrent guère mieux qu'auparavant et que de graves irrégularités furent commises. Les bourgeois portèrent plainte contre la mauvaise administration dont ils souffraient, et le 16 février 1364, Edouard délégua le gouverneur et le trésorier, Adam Franceys, Willam de Haule, Adam de Bury et John Pyel pour s'informer et voir « qui se porroit pleindre de grevances, torts, erreurs, trespassez et excesses faitz », commis à Calais (2). Ces personnages se livrèrent à une enquête dont le texte nous a été conservé (3). Il y apparaît que les maires et les aldermen n'ont eu en vue que leurs avantages personnels et qu'ils ont négligé les intérêts du roi et de la communauté des habitants, qu'ils ont levé des taxes pour leur profit et ont autorisé des étrangers à tenir auberges dans la ville ; ils ont mis des impositions excessives sur les marchandises, édicté des règlements vexatoires, se sont livrés à de véritables extorsions, si bien que la prospérité de la cité a décliné, que la ville a mauvaise réputation et que si l'on n'y met bientôt bon ordre les commerçants tant anglais que d'autres pays n'y viendront plus.

Après avoir tracé un tableau peu flatteur de la manière dont ces administrateurs s'étaient acquittés de leur charge, les enquêteurs ajoutent qu'il leur a été impossible d'établir

(1) P. R. O. Early Chancery roll 306 m. 2.

(2) Ibidem, 307 m. 21. Le Parlement s'était également plaint que des taxes excessives avaient été mises sur les marchandises par les officiers municipaux (Rymer, R. E. t. III pars. I, p. 722).

(3) P. R. O. Ancient Miscellanea (Realm of France) 484 8/12.

équitablement les responsabilités et de « savoir la verité si lesdites meschiefs et defautes soient faitez ou maintenuz par singulers persones desdites mairs et aldermans ou par touz ». Ils se récusent également au sujet de l'évaluation du dommage causé et prient le roi de les dispenser de la faire, « entendant, Sires, en certain qe nous n'avons le seu ne la conissance d'en prendre sur nous la charge ». Nous ignorons si une nouvelle information fut ouverte pour découvrir les coupables, mais nous avons toutes raisons de supposer que les accusés se tirèrent de ce mauvais pas en composant : le 21 juillet 1364 et le 12 novembre 1365, nous voyons en effet Edouard III faire remise aux maires et aldermen de Calais de toutes les poursuites qu'ils pourraient encourir à l'occasion de leur gestion moyennant le paiement d'une somme de 600 livres (1).

Il semble bien que les principales causes de la mauvaise administration dont avait souffert Calais étaient l'antagonisme des deux maires, le trop grand nombre d'officiers municipaux et la multiplicité de leurs attributions qui comprenaient à la fois le commerce et la gestion des intérêts de la cité. Du moins, c'est à de pareils inconvénients que le roi d'Angleterre tenta de porter remède en créant une organisation nouvelle qui devait commencer à fonctionner à partir du 1^{er} juin 1365 (2). Il ordonne qu'il y aura désormais deux maires : celui de la ville et celui de l'étafle. Le premier aura la garde et le gouvernement de la cité, du port et de l'échevinage ; il controlera les comptes du trésorier pour toutes les recettes et les dépenses qui s'y rapporteront. Il aura sous ses ordres huit hommes armés pour faire la « serchwatch » c'est-à-dire des patrouilles dans les rues afin de veiller au maintien de l'ordre : pour son office de maire, de contrôleur et pour les gages de cette force de police, on lui assigne 200 livres par an. Le nombre des

(1) P. R. O. Early Chancery roll 307 m. 8 et 308 m. 4.

(2) Rymer R. E. t. III, pars II, p. 768.

aldermen est réduit à douze : ils aideront le maire à remplir ses fonctions. L'un deux, avec le titre de maréchal, aura un valet pour « somoner la wache » ou en d'autres termes pour avertir et rassembler les bourgeois désignés pour faire le guet : 20 livres lui sont attribués pour lui-même et pour son valet. Un autre alderman sera bailli de l'eau : son valet sera chargé de garder la haute tour et il recevra également 20 livres par an. Les dix autres aldermen seront six marchands de « bone renomie » et quatre « des pluïs suffisantz burgeis de la ville » : les premiers toucheront 50 livres, les seconds 40, mais chacun d'eux devra entretenir six hommes convenablement armés pour la « serchwatch ». Le roi désigne le maire, les aldermen et les fonctionnaires subalternes : un « recordour » de la ville, un clerc, deux sergents, vingt-trois valets et un crieur (1). Le corps municipal aura le pouvoir de remplacer ces derniers en cas d'incapacité ou de décès. Il n'est donc plus question d'élection et c'est le roi qui, les années suivantes, fit toutes les nominations ; le maire est délégué généralement pour une période d'un an environ : il est quelquefois confirmé dans sa charge, comme Richard de Preston de Londres nommé le 24 mai 1365 (2) et prorogé le 20 juin 1366 (3), ou Adam de Bury choisi le 6 septembre 1370 (4) et continué dans ses fonctions le 10 août 1371 (5). Quant aux aldermen, ils étaient également soumis à la désignation de roi (6). Ajoutons encore que les revenus qui avaient été afferlés à la municipalité moyennant 500 marcs de rente firent à ce moment retour à la couronne.

(1) Le « recordour » recevra 20 livres par an, le clerc de la ville 100 sous, les deux sergents 40 sous, quatorze valets porteurs 5 deniers par jour, huit valets pour la « scoutwatch » 6 deniers, un valet pour la « daywatche » 5 deniers, le crieur 2 deniers.

(2) Rymer R. E. t. III pars II, p. 767.

(3) P. R. O. Early Chancery roll 309 m. 10.

(4) Ibidem 313 m. 8.

(5) Ibidem 314 m. 10.

(6) Ibidem 313 m. 9.

Il est difficile d'expliquer pourquoi dans une pétition adressée à Edouard III en Parlement, le lundi après la Saint-Georges (28 avril 1376), les bourgeois de Calais réclament un maire et douze aldermen à la place d'un bailli, d'échevins et de cormans ? (1). On ne peut pas supposer que dans l'espace de temps compris entre 1365 et 1376, la vieille organisation municipale d'avant la conquête ait été restaurée, et du reste, ainsi que nous l'avons dit, la juridiction des cormans n'avait jamais fonctionné sous la domination anglaise ; de plus, il faut remarquer que les Calaisiens demandent en même temps que les gages du maire soient réduits de 200 à 100 livres. Il y a donc dans les termes de la pétition une contradiction évidente qui provient sans doute d'une confusion née dans l'esprit des rédacteurs de ce document. En réalité, c'est la liberté des élections municipales qu'on veut obtenir du roi. Celui-ci consent à faire droit à cette requête pourvu que les élus soient uniquement choisis parmi les Anglais. Une longue ordonnance d'Edouard III datée du 23 juillet 1376, publiée de nouveau le 15 octobre (2) et confirmée par Richard II le 15 novembre 1377 (3) promulgua les réformes accordées en Parlement. La municipalité sera composée désormais d'un maire et de douze aldermen qui seront nommés chaque année par les bourgeois et parmi eux. Les aldermen prêteront serment au roi avant d'entrer en fonctions, puis désigneront le maire qui jurera à son tour entre les mains du capitaine de Calais ou d'une autre personne déléguée par le souverain. La communauté ainsi formée aura à sa charge les frais occasionnés par le pavage et le nettoyage des rues, l'entretien des ruisseaux et des fontaines, l'enlèvement du fumier et des ordures ; pour faire face à ces dépenses, on lui assigne l'assise du vin, du pain et de la bière, les droits à percevoir sur les étalages des marchands, le picage dans

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, pp. 358 et suiv.

(2) Rymer R. E. t. III pars. II, pp. 1057 et 1062.

(3) P. R. O. Early Chancery roll 321 m. 18.

les marchés et tous les profits de justice qui proviendront des procès jugés par le maire et les aldermen. Le roi se réserve toutes les amendes qui seront payées pour les coups, l'effusion du sang ainsi que les eschètes, biens meubles ou immeubles qui feront l'objet de confiscations.

Il faut remarquer encore que les fonctions municipales ne paraissent pas avoir été toujours avantageuses pour ceux qui les exerçaient ; aussi étaient-elles obligatoires et ne pouvait-on s'y dérober. Nous en avons un curieux témoignage dans un acte de Richard II du 8 septembre 1382 : il ordonne à cette date de ne nommer un certain John Ettyng maire ou alderman de Calais que s'il y consent (1). Nous savons aussi que certaines personnes pour éviter d'être pourvues de la charge de maire avaient soin de s'absenter de la ville au moment des élections. Aussi voyons-nous le même Richard II enjoindre le 4 juillet 1395 (2) aux aldermen de rappeler immédiatement par lettre celui qui vient d'être choisi comme maire s'il est absent, parce qu'une ville frontière, continuellement exposée aux attaques des ennemis, pourrait être prise plus facilement si elle était privée de son premier magistrat.

Le maire de Calais devenait avec le temps un personnage important. Edouard IV lui accorda le privilège de se faire précéder d'une épée dans les limites de sa juridiction. Cette distinction enfla outre mesure l'orgueil de John Hall qui était alors maire de la ville : il prétendit avoir le pas sur le maire de l'étafle devant qui l'on portait tout simplement une baguette. Ce dernier, chef d'une riche et puissante compagnie qui prêtait de l'argent aux rois, ne l'entendit pas ainsi. Les deux fonctionnaires avaient leurs partisans dans la ville, et des rixes éclatèrent à l'occasion de leurs prétentions rivales. L'ordre fut troublé à ce point que cet incident tragi-comique donna lieu à l'intervention de Warwick le

(1) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 178.

(2) Ibidem, fol. 234 « faciliter capi posset si villa illa sana et competenti gubernatione hujusmodi majoris foret destituta ».

« faiseur de rois » qui était à cette époque capitaine de Calais et d'Edouard IV lui-même. Le comte se livra à une enquête auprès des personnes les plus notables sur les usages observés jadis : il acquit la conviction que dans les processions et les cérémonies, le maire de l'étafle avait toujours eu le pas sur celui de la ville. Il les convoqua tous deux au château le jour de la Trinité 1467 (1), John Thryske avec les membres de sa compagnie, John Hall avec ses aldermen, et leur signifia qu'à l'avenir, le maire de l'étafle passerait avant celui de la ville ; s'il arrivait qu'ils se rencontrassent dans une rue ou sur une place, chacun devrait marcher droit devant soi sans tenir le haut du pavé ni le céder. Là dessus, Warwick renvoya les parties se pourvoir devant le roi si elles n'étaient point satisfaites de sa sentence. Le 24 juillet de la même année, Edouard IV déclara qu'en donnant au maire de la ville le privilège de faire porter devant lui une épée, il n'avait entendu lui conférer aucune prééminence sur le maire de l'étafle ; il approuva la décision prise par le capitaine de Calais et y ajouta seulement que le maire de l'étafle devrait céder le pas à son confrère lorsque celui-ci rendrait la justice ou ferait exécuter une sentence.

A partir de 1376, il n'y eut à notre connaissance aucune modification apportée à l'organisation municipale, et nous avons tout lieu de penser qu'elle fut conservée jusqu'à la reprise de la ville par les Français.

(1) P. R. O. Early Chancery roll 411 m. 15.

II

Privilèges des bourgeois ; taxes ; voirie.

Nous avons eu l'occasion de dire précédemment qu'en expulsant tous les anciens habitants de Calais après s'en être comparé, Edouard III avait eu soin de se réserver le droit d'accorder à qui bon lui semblerait la permission d'y demeurer, en même temps qu'il s'occupait de repeupler la ville en tâchant d'y attirer ses sujets d'Angleterre. Nous n'en savons pas davantage, et pour la première période de l'occupation, nous ignorons quelles étaient les conditions requises pour devenir bourgeois et quelle autorité délivrait les lettres de bourgeoisie. L'ordonnance du 1^{er} mars 1363, déjà citée, fixe ce point important et confère le droit de recevoir les nouveaux bourgeois aux deux maires et aux vingt-quatre aldermen : l'acte de 1365 par contre est muet sur cet article et il y a bien des raisons de penser que dès ce moment la couronne entendait reprendre ce qu'elle avait concédé. A partir du 23 juillet 1376, il n'est fait aucune mention de réception par le corps municipal, et Edouard III décide qu'aucun étranger ne pourra devenir bourgeois si lui même ou ses successeurs ne lui accordent cette faveur. Les Calaisiens d'ailleurs n'étaient point favorables à l'extension de ce privilège : ils avaient même, au Parlement du 28 avril 1376, prié le roi de n'en plus gratifier personne, mais leur demande avait été repoussée (1).

Pour tenir auberge à Calais, pour y être courtier ou marchand de victuailles, il fallait nécessairement aux termes de l'ordonnance de 1363 avoir été reçu bourgeois ; cet article ne fut point fidèlement observé, car dans le rapport dressé en 1364 sur l'administration municipale, les commis-

(1) *Rolls of Parliament*, t. II, pp. 358 et suivantes.

saïres constatent que grâce à la tolérance coupable des maires et aldermen, un certain nombre d'étrangers de diverses nations sont hôteliers « a tres grandes damages et perilles de la ville, des burgeis, marchantz et marchandises dedeinz rescieux (1) ». Richard II renouvela le 8 décembre 1382 la prescription de son prédécesseur (2), mais il semble que dans la suite, les rois accordèrent eux-mêmes à certains étrangers le droit de s'établir à Calais ; ces faveurs spéciales s'étaient multipliées à tel point au temps de Henry V, que les habitants se plaignirent, et ce prince, faisant droit sur ce point à leurs réclamations, décida le 15 juillet 1413 (3) que nul désormais ne serait admis à jouir des franchises et des privilèges accordés aux Calaisiens, ne pourrait être aubergiste ou cabaretier s'il n'était bourgeois ; en outre, tout étranger qui s'établirait dans la ville ou la quitterait après s'y être établi, devrait payer une taxe égale au cinquième de ce qu'il posséderait. Plus tard, dans un règlement publié par Henry VIII, probablement en 1533, il est rappelé que tous les hôteliers doivent être Anglais, et l'on édicta un certain nombre de mesures très minutieuses pour la surveillance des étrangers logés dans les auberges (4).

Nous avons déjà fait remarquer que pour peupler la ville qu'il venait de conquérir, Edouard III avait accordé un certain nombre d'avantages à ceux qui viendraient s'y installer ou contribueraient à son ravitaillement. C'est ainsi qu'il décida pour un temps indéterminé que toute personne amenant dans la place des vivres ou des marchandises serait franche de droit ou de péage quelconques (5) ; de même, le 4 avril 1348, il accorda aux bourgeois dont les noms étaient inscrits sur les registres municipaux l'exemp-

(1) P. R. O. Ancient miscellanea, (Realm of France) 484 8/12.

(2) Ibidem, Early Chancery roll 327, m. 18 ; voyez pièces justificatives.

(3) Rymer, éd. de la Haye, t. IV pars II, p. 42.

(4) *Chronicle of Calais*, p. 42.

(5) Rymer, R. E. t. III pars I, p. 139.

tion pendant trois ans de toute taxe ou prestation perçue en Angleterre, pourvu que sous peine de forfaiture ils ne déclarassent pas comme étant à eux des biens qui appartiendraient à autrui (1). L'ordonnance de 1363 permettait aux Calaisiens d'acheter librement dans tout le royaume les chevaux, bœufs, moutons, porcs ainsi que les comestibles et marchandises dont ils auraient besoin, et de les transporter dans leur cité sans payer tonlieu ni coutume, à condition toutefois que ces denrées ne fussent pas vendues en dehors du Calaisis. Les bourgeois sont assimilés entièrement aux citoyens de Londres : eux et leurs successeurs sont déchargés des droits de « picage, pontage, pavage, murage, dicage, wharfage et lastage. » Leurs biens situés en Angleterre sont placés sous la sauvegarde particulière du roi. Ils peuvent en outre acquérir en « fée simple ou en fée taille » ou encore à terme de vie, des terres, tenures et rentes dans la ville et l'échevinage, sans permission ni « fyn faire ». Chacun d'eux peut librement en disposer par testament ou les aliéner, mais seulement en faveur d'Anglais. Toute donation, tout legs à un étranger seraient nuls et la terre ou la rente qui en aurait fait l'objet, retomberait de plein droit aux mains des maires et aldermen pour le profit de la communauté des bourgeois. Les terres, tenures ou rentes qui seraient abandonnées à des gens de main-morte deviendraient également propriétés communales. Les héritiers nés en Calaisis seront reçus au même titre que les héritiers anglais ; de même, ceux qui habiteront l'Angleterre recueilleront les biens situés à Calais, l'ordre de succession étant déterminé par la loi anglaise (2).

Les fiefs situés dans la ville et tenus directement du roi lui faisaient retour lorsque les titulaires mouraient et qu'aucun des ayant-droits ne les réclamait immédiatement. Mais il arrivait que les héritiers étant absents au moment

(1) Bibl. nat., fonds Moreau, 680 fol. 177.

(2) Rymer, R. E. t. III, pars II, p. 691.

du décès, se trouvaient dans l'impossibilité d'exercer aucune revendication. Les bourgeois protestèrent contre cet état de choses qui leur causait préjudice : Edouard III, en considération de leurs bons services, décida le 10 décembre 1358 (1) que les baillis et échevins auraient dorénavant pendant une année la garde des maisons tenues en fief simple, après la mort de leurs détenteurs, et les remettraient aux héritiers qui se présenteraient pendant ce délai ; ce temps écoulé, les maisons feraient retour au domaine royal. A partir de 1363, ce soin fut confié aux maires et aldermen. Nous savons que malgré cette mesure, il arriva dans la suite que des emplacements batis ou non, appartenant au souverain ou à des seigneurs, demeuraient inoccupés et que par conséquent les charges municipales, notamment le devoir de guet, pesaient plus lourdement sur les autres habitants ; à deux reprises, des doléances furent portées aux rois, à Edouard III et à Henry VI : ceux-ci promirent, l'un le 23 juillet et le 15 octobre 1376 (2), l'autre le 12 juin 1440 (3) que ces fiefs vacants seraient distribués à des Anglais sur l'avis du capitaine et du trésorier, et baillés à ferme.

La municipalité était chargée de pourvoir au bon entretien de la ville et l'ordonnance du 1^{er} mars 1363, confère aux maires et aux aldermen la faculté de mettre « assise.... come bon semble que mestier sera (4) » ; ils percevaient aussi, comme nous l'avons déjà dit, tous les revenus royaux moyennant le paiement annuel d'une somme de 500 marcs. A partir de 1376, les obligations de la municipalité sont précisées(5). La communauté des bourgeois supportera toute les charges de la cité : elle paiera les gages du maire, des aldermen et des autres officiers, entretiendra et réparera le

(1) Rymer, R. E. t. III, pars. I. p. 143.

(2) Ibidem, pars. II, pp. 1057 et 1062.

(3) P. R. O. Early Chancery roll 382, m. 12, voy. pièces justificatives.

(4) Rymer, R. E., t. III pars. II, p. 691.

(5) *Rolls of Parliament*, t. II, pp. 358 et 359, et Rymer, R. E. t. III pars. II, pp. 1057 et 1062.

pavage, les fontaines et les ruisseaux, veillera à la propreté des rues, à l'enlèvement du fumier et des ordures. Pour subvenir à ces dépenses, elle touchera l'assise du pain, du vin et de la bière, les droits sur les étalages des commerçants ainsi que le « picage » dans les marchés ; on lui attribue en outre les profits de justice dans les causes portées devant le tribunal municipal, sauf les amendes prononcées pour coups et effusion de sang, les eschêtes, les confiscations de biens meubles et immeubles qui sont réservées au roi. A ces revenus, on ajouta en 1404 les « attachiamenta, aresta et execuciones » (1) qui seraient prélevés sur les biens de ceux qui auraient omis d'acquitter les taxes : leurs marchandises pouvaient être vendues et le prix versé dans la caisse de la ville. Quant au droit de vaine pâture sur les dunes, réclamé dès 1376, il fut définitivement accordé aux bourgeois par Henry VI le 12 juin 1440 (2), entre Calais et Sangatte d'un côté, entre Calais et « Wale » de l'autre. Les épaves qui échouaient sur le rivage devaient aux termes de l'ordonnance du 1^{er} mars 1363 être tenues pendant un an et un jour à la disposition de leurs propriétaires ; si personne ne se présentait pour les réclamer ou ne fournissait une preuve certaine de son droit, les objets rejetés par la mer étaient dévolus à la communauté. Signalons enfin que Richard II, le 23 décembre 1383, exempta pour toute la durée de la guerre avec la France, les Calaisiens des taxes perçues sur les vivres, les bois de chauffage, les matériaux de construction, chaux, plâtre et tuiles qu'ils amèneront dans la ville à condition que ce soit pour leur usage personnel et non pour les vendre (3).

Le service de la voirie qui incombait à la municipalité n'était pas toujours bien fait, et nous voyons qu'à deux

(1) Ordonnance du 5 août 1404, (P. R. O., Early Chancery roll 347 m. 1; voy. pièces justificatives).

(2) Early Chancery roll 382, m. 12; voy. pièces justificatives.

(3) Bibl. nat. fonds Moreau 681, fol. 194.

reprises le pouvoir royal fut obligé d'intervenir pour remédier à un état de choses fâcheux. Richard II en 1389 et Henry VI en 1441 s'adressent à toutes les autorités constituées de Calais, au capitaine, au trésorier, au maire de l'étafle et à celui de la ville et leur ordonnent de contraindre par tous les moyens les soldats et les habitants à transporter le fumier et les ordures hors de l'enceinte au lieu de les jeter sans plus s'en occuper dans les rues et les impasses, ce qui avait pour résultat de corrompre l'air et constituait un grave danger pour la santé publique. L'ordre royal devait être publié dans les diverses parties de la cité (1).

Les troupes qui étaient débarquées à Calais et y faisaient séjour, étaient sans doute logées chez l'habitant. Dans une lettre adressée le 20 juin 1380 à Jean d'Evreux, capitaine de la ville (2), Richard II prescrivait à celui-ci de prendre les mesures nécessaires pour que les soldats ne causassent aucun dommage aux bourgeois et aux marchands. Malgré cela, les passages fréquents pendant les guerres avec la France semblèrent aux Calaisiens un trop lourd fardeau à supporter : ils s'en plaignirent, et Henry IV, le 15 mars 1401, décida que les archers et les hommes d'armes seraient à l'avenir cantonnés de la manière la moins dispendieuse possible pour les bourgeois, et qu'en outre les propriétaires recevraient une indemnité convenable pour les frais qu'ils auraient à subir (3).

Les règlements en vigueur à Calais, les droits et privilèges des habitants furent confirmés par les souverains qui se succédèrent sur le trône d'Angleterre, par Edouard IV le 10 mars 1462, par Richard III le 28 février 1484 et par Henry VII le 21 novembre 1487 (4). Nous avons toutes

(1) Ordonnance du 6 août 1389 (P. R. O. Early chancery roll 334, m. 29, voy. pièces justificatives); Bibl. Nat. fonds Moreau 682, fol. 71.

(2) Rymer, éd. de La Haye, t. III, pars III, p. 102.

(3) P. R. O. Early chancery roll 345, m. 10, voy. pièces justificatives.

(4) P. R. O. Early chancery roll 406, m. 22-26; ibidem 428, m. 33-37; ibidem 432, m. 10-18.

raisons de supposer qu'ils subsistèrent jusqu'à la reconquête par les Français. Nous savons qu'en 1535, Henry VIII fit procéder à une enquête sur l'état de la ville. Il chargea de ce soin William Fitz-William, Thomas Walsh, John Baker, George Poulet et Antony Sentleger. Ces personnages devaient se rendre compte si les fonctionnaires remplissaient avec exactitude leurs devoirs, s'ils avaient sous leurs ordres des serviteurs en nombre prescrit, si les gardes et les rondes se faisaient régulièrement, en un mot si les lois étaient observées. Le 17 août, les envoyés royaux avaient terminé leur tâche, et ils s'étaient convaincus que sur tous les points les autorités avaient manqué de vigilance : ils concluaient que le désordre était tel que le cœur de tout bon Anglais devait en être blessé (1). Mais nous ignorons si une sanction fut donnée à leurs constatations et si des réformes furent ordonnées par Henry VIII.

Il est assez singulier qu'une ville faisant partie du domaine anglais depuis 1347, et dont les citoyens étaient assimilés en tout aux autres habitants du royaume, n'ait été représentée au Parlement que cent quatre-vingt-dix ans après la conquête. C'est seulement le 14 mai 1536 que Lord Audley, chancelier, écrivit à Lord Lisle, alors député de Calais, pour lui annoncer que la cité aurait dorénavant deux délégués dans les assemblées : l'un serait choisi par le député et le conseil, l'autre par le maire et la communauté des bourgeois (2). Il ne semble pas du reste que les Calaisiens aient envoyé régulièrement des membres au Parlement : nous en avons seulement trouvé deux en novembre 1545, et un seul en octobre 1554, sans que nous connaissions les raisons de cette abstention (3).

(1) *Chronicle of Calais*, p. 133.

(2) *Ibidem*, p. 166.

(3) *Members of Parliament*, index to part I (1218-1702), pp. XXXIII et XXXIV.

III

Les lois ; la justice

Le 3 décembre 1347, Edouard III confirma à Westminster les anciennes lois et coutumes données jadis à la ville de Calais en 1252 par la comtesse Mahaut de Boulogne ; Robert II d'Artois les avait supprimées et la comtesse Mahaut d'Artois les avait restaurées en septembre 1304 (1).

La charte de 1304 comme celle de 1252 contenait les rudiments d'un code pénal et d'un code de procédure, elle réglait les droits et les devoirs réciproques du seigneur et de la communauté (2). Mais sur beaucoup de points concernant l'état des personnes, ce document est muet, et il est probable que pour les mariages, les testaments et les successions, les Calaisiens étaient régis par les coutumes du comté de Boulogne.

Après la conquête, ces anciens usages consignés dans la charte demeurèrent en vigueur au moins pendant un certain temps, puis firent place peu à peu à la loi anglaise. C'est ainsi que dans l'ordonnance du 1^{er} mars 1363, Edouard III dispose que toutes les affaires non commerciales seront jugées soit d'après la coutume locale soit d'après la coutume du royaume : il semble qu'il y avait là une sorte de faculté laissée au juge. Mais en même temps, le roi décide que les successions ouvertes en Calaisis seront dévolues aux héritiers suivant l'ordre fixé par l'usage d'Angleterre (3). De plus, le 23 juillet 1376, toutes les causes ayant pour objet des terres, des tenures ou des

(1) Rymer. R. E. t. III, pars I, p. 142.

(2) Cette charte a été étudiée en détail par Bréquigny (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XLIII, pp. 737 et suivantes).

(3) Rymer, R. E., t. III, pars. II, p. 691.

rentes furent soumises à la même loi (1). Les anciennes coutumes disparurent donc graduellement, et il était en effet naturel que les Calaisiens, citoyens anglais, fussent régis par les usages de leur pays. Une prohibition qui fut maintenue, croyons-nous, jusqu'à la fin de l'occupation est relative au mariage. Un acte de Henry V, daté du 15 juillet 1413, interdisait aux habitants de la ville d'épouser des personnes sujettes d'un autre roi et particulièrement des Français : celui ou celle qui se mariait ainsi sans une permission spéciale du roi était expulsé et ses biens étaient confisqués (2).

Sous la domination des comtes d'Artois, c'étaient les magistrats municipaux, c'est-à-dire les échevins et les cormans qui rendaient la justice. Edouard III tout en confirmant la charte de Calais et les anciennes coutumes modifia sur des points importants l'état de choses existant avant la conquête. Dans une ordonnance non datée mais dont la rédaction doit se placer en octobre 1347 (3), il prit les dispositions suivantes : les procès ou contestations qui s'élèveront entre les soldats et les gens de la ville seront de la compétence du maréchal, du capitaine et du sénéchal ; les différends qui surgiront entre les habitants seront tranchés par le sénéchal ; ce dernier officier connaîtra également de « touz pleez de terres et tenementz et de touz autres pleez roialx ». La juridiction des échevins, (il n'est plus question des cormans sous la domination anglaise), se trouvait donc fort restreinte. On ne leur laissait à juger que les crimes et délits et les procès auxquels les étrangers se trouvaient mêlés.

Lorsque par l'ordonnance du 1^{er} mars 1363, à laquelle

(1) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 1058. Les actions personnelles et celles qui concernaient des dettes et des contrats étaient encore au temps de Richard II régies par les anciennes coutumes locales (cf. *Rolls of Parliament*, t. III, p. 87).

(2) Ibidem, éd. de La Haye, t. IV, pars II, p. 42. Voy. aussi *Chronicle of Calais*, p. 133.

(3) Rymer R. E., t. III, pars I, p. 139.

nous nous sommes déjà référé, l'organisation municipale fut complètement modifiée, celle de la justice le fut également. Les échevins étaient remplacés par deux maires et vingt-quatre aldermen qui formaient un corps dont les attributions comprenaient à la fois le commerce et l'administration proprement dite (1). Le roi décidait en effet que les membres de l'assemblée communale désigneraient dans leur sein quelques personnes qui auraient connaissance des dettes, comptes, contrats et contraventions suivant la loi marchande et jugeraient en outre les crimes, félonies, blessures et infractions quelconques commises dans la ville et l'échevinage selon la coutume locale ou l'usage d'Angleterre. La juridiction municipale avait donc simultanément la compétence d'un tribunal de commerce et celle d'un tribunal de droit commun. En vertu de leurs offices, les maire et aldermen avaient pouvoir d'ordonner des enquêtes, d'entendre les parties et de rendre des sentences ; ils pouvaient recevoir des reconnaissances de dettes et délivrer à cette occasion des « lettres obligatoires » qui auraient force exécutoire dans toute l'étendue du royaume. Si une de leurs sentences est frappée d'appel par une des parties, elle sera réformée s'il y a lieu par une commission composée du gouverneur et du trésorier de la ville, des deux maires et de deux marchands choisis par le corps municipal, commission qui se réunira chaque année au mois de mars. La personne coupable d'un crime ou d'un délit commis à Calais ou dans l'échevinage sera justiciable du tribunal de cette ville, même si elle s'est réfugiée sur un autre point du territoire anglais.

Nous avons eu déjà l'occasion de dire que la réunion dans les mêmes mains de l'administration municipale et de la direction de la compagnie de l'étafle ne tarda pas à donner de fâcheux résultats, et qu'on modifia promptement l'ordonnance de 1363. Une séparation complète fut opérée

(1) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 691.

en mai 1365 (1). Au point de vue de la justice, le maire de la ville eut connaissance de tous les procès civils et criminels s'élevant en Calais, tandis que tous les différends concernant les marchands et marchandises furent désormais tranchés par le maire et la communauté de l'étaple. Le maire de la ville était aidé dans ses fonctions judiciaires par douze aldermen, et c'est pour cette raison que le roi voulait que ces fonctionnaires ne fussent point des gens d'état trop modeste ou de profession inférieure : nous voyons en effet Edouard III écrire le 6 août 1367 au capitaine de Calais qu'un certain William de Skamestone doit opter entre son métier d'employé subalterne de la compagnie de l'étaple et sa charge d'alderman qui le constituait juge et gardien des lois (2).

Les bourgeois de Calais obtinrent en 1376 le privilège d'élire leurs officiers municipaux : devenus électifs, ceux-ci conservèrent les attributions judiciaires qu'ils possédaient lorsqu'ils étaient désignés par le roi (3). Toutes les causes civiles et criminelles leur ressortissaient ainsi que celles qui avaient pour objet des terres, des tenures ou des rentes. Il restait entendu que les affaires commerciales regardaient la communauté de l'étaple, que les débats entre les soldats étaient de la compétence du capitaine et que les querelles entre soldats et habitants étaient jugées concurremment par le capitaine et le maire de la ville.

Au Parlement tenu le lundi après la Saint-Hilaire 1380, les bourgeois demandèrent que si appel était interjeté d'un arrêt rendu par les maire et aldermen suivant les lois et coutumes du pays, le roi voulût bien désigner « bones et sages gens q'ont conissance des mesmes loix et usages, » lesquels, en qualité de commissaires redresseraient à Calais même les jugements erronés ; de la sorte, les Calaisiens ne seraient plus obligés pour plaider en appel de traverser le

(1) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 768.

(2) P. R. O. Early chancery roll 310, m. 4.

(3) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 1057.

détroit au péril de « lour vies..... si bien del aventure de meere come de lour enemys. » Richard II accéda à cette requête (1) et décida que pour les procès tranchés selon la coutume locale, c'est-à-dire pour les dettes, comptes, contrats et actions personnelles, il instituerait quand il le faudrait des délégués parmi ceux qui connaîtront le mieux les usages ; les frais occasionnés ainsi demeurant à la charge des parties. Les bourgeois ne devaient être forcés de venir en Angleterre que si la cause intéressait le roi ou si le litige portait sur des terres et tenures, et était en conséquence jugé suivant la loi anglaise.

IV

Églises, Hôpitaux, Communautés religieuses

La ville de Calais comptait deux paroisses : Notre-Dame et Saint-Nicolas. Après la conquête, Edouard III n'excepta point les ecclésiastiques de la mesure générale qu'il édicta contre les anciens habitants qui furent expulsés. Dans une de ses premières ordonnances, il annonce que deux prêtres seront nommés pour remplir les fonctions de curés (2). Le territoire cédé à l'Angleterre par le traité de Brétigny dépendait au point de vue spirituel de l'évêché de Thérouanne ; c'est seulement en 1379 qu'une bulle d'Urbain VI en date du 23 décembre mit le Calais sous la juridiction de l'archevêque de Cantorbéry (3) et c'est au prélat qui occupait ce siège que les rois présentèrent dans la suite les

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 87.

(2) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 139.

(3) Bréquigny, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. L, p. 647 ; Ch. Demotier, *Annales de Calais depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, (Calais, 1856, in 8°), p. 67.

candidats qu'ils désiraient voir nommer aux bénéfices vacants. Il arriva parfois plus tard que les dîmes des églises furent concédées comme faveur à des laïques : Edouard IV fit cesser cette irrégularité et ordonna le 27 juillet 1461 qu'elles seraient restituées aux ecclésiastiques à qui elles appartenaient (1).

Le traité de Brétigny avait stipulé que les églises de France qui possédaient des biens dans les contrées dévolues à l'Angleterre en demeureraient propriétaires. Or deux établissements religieux, l'abbaye de Boulogne et la chartreuse de Saint-Omer percevaient des rentes à Calais. En exécution de l'article du traité, Edouard III ordonna le 6 novembre 1363 aux maires et aldermen de la ville de donner aux délégués de ces communautés toutes facilités pour toucher les revenus qui leur appartenaient (2), mais nous ne savons si elles continuèrent par la suite à jouir de leurs droits.

Il y avait à Calais un couvent de Carmes : quand Edouard III se fut emparé de la ville, il fit sortir les Français qui s'y trouvaient et les remplaça par des religieux du même ordre venus d'Angleterre (3). Il semble que la situation de ces moines était fort précaire, car nous voyons le roi leur donner, le 26 décembre 1351, des livres pour une valeur de 20 marcs « in auxilium sustentacionis » (4). Plus tard, le 26 août 1377, Richard II leur fit présent d'une rente de 20 marcs par an que confirma Henry IV le 22 octobre 1399 (5). Mais le Parlement la supprima le 6 novembre 1452, et les frères, privés d'un subside qui leur était si nécessaire, portèrent leur doléances au roi. Henry VI céda à leurs prières et le 23 mai 1453 leur restitua la rente qu'ils devaient toucher en quatre termes (6).

(1) P. R. O. Early chancery roll 405, m. 27.

(2) Ibidem 306, m. 4. ; voy. pièces justificatives.

(3) *Continuation de Guillaume de Nangis*, éd. Géraud, t. II, p. 207.

(4) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 487.

(5) P. R. O. Early chancery roll 321, m. 28 ; ibidem 344, m. 24 ; voy. pièces justificatives.

(6) Ibidem 395, m. 10 ; voy. pièces justificatives.

Bien qu'Edouard IV, la première année de son règne, ait résolu de maintenir la libéralité accordée par ses prédécesseurs, et décidé que les 20 marcs seraient payés désormais par moitié à Pâques et à la Saint-Michel, les Carmes ne reçurent rien du trésor royal dont la pénurie était extrême ; ils rapportèrent à la chancellerie leurs lettres patentes sans valeur et adressèrent de nouvelles pétitions au souverain qui promit de leur faire compter les arrérages en retard et ordonna, le 7 mars 1487, que la rente serait à l'avenir prélevée sur les deniers assignés pour le paiement des lieutenants et des soldats en garnison à Calais (1).

Edouard IV approuva aussi une sorte de communauté ou d'association pieuse, fondée pour « louer, glorifier et honorer la sainte et indivisible Trinité et la très glorieuse Vierge Marie ». Elle se composait de quatre gardiens, de frères et de sœurs habitant Calais. Le roi lui accorda le 1^{er} août 1480 la qualité de personne morale, avec la permission d'estimer en justice et d'acquérir des terres, des tenures et des rentes, dérogeant ainsi aux règlements qui interdisaient de donner ou de léguer à des gens de main-morte. La communauté était dirigée par quatre gardiens élus chaque année par ses membres et qui avaient le pouvoir de faire des statuts sans aucun empêchement du souverain ou de ses officiers. Elle devait entretenir un chapelain qui célébrerait chaque jour la messe dans la chapelle de la Trinité en l'église Notre-Dame, aux intentions d'Edouard IV, de sa femme Elisabeth, des personnes composant l'association et de leurs bienfaiteurs (2). Il s'agit là probablement, non point d'une congrégation proprement dite, mais d'une sorte de confrérie de prières et de bonnes œuvres.

Ces institutions religieuses furent supprimées sans doute au moment de la Réforme. Nous sommes mal instruits de

(1) P. R. O. Early chancery roll 431, m. 3.

(2) Ibidem 424, m. 11 ; voy. pièces justificatives.

la manière dont elle fut accomplie à Calais. Il semble cependant que les doctrines nouvelles y furent d'abord assez mal accueillies et qu'on dut recourir aux supplices. Richard Turpyn, dans sa chronique, mentionne en 1539 la pendaison pour cause de religion des nommés Peterson et Richardson ainsi que de quelques officiers inférieurs et de prêtres. « Les dissidences religieuses, dit-il, continuèrent à troubler la paix de la communauté ». Un prêtre du nom de Ralph Hares et sir William Smith faisaient tous leurs efforts pour empêcher la population d'adhérer à la Réforme : la messe et les offices furent désertés et sur dix-sept cents habitants que comptait la paroisse Notre-Dame, dix ou douze à peine continuaient à la fréquenter (1). Il y eut sous le règne de Marie Tudor un essai de restauration catholique, car nous voyons cette princesse présenter au cardinal Pole, archevêque de Cantorbéry, un ecclésiastique pour remplir les fonctions de curé d'une des églises de la ville (2).

Nous ignorons la date de la fondation et l'histoire des deux hôpitaux de Saint-Nicolas et de Saint-Jacques. Le premier était situé dans l'intérieur de la cité, le second hors des murs. L'un et l'autre étaient placés sous le patronage du roi qui intervenait dans leur administration lorsqu'il le jugeait à propos. C'est ainsi qu'en l'année 1407, Henry IV apprit que le plus grand désordre régnait dans ces établissements et que par suite de la négligence des personnes qui les dirigeaient, des biens meubles et immeubles avaient été soustraits, les vêtements sacerdotaux des chapelles avaient été détruits ou dispersés, les bâtiments tombaient en ruines ; les pauvres, les malades, les pèlerins qui trouvaient asile à Saint-Nicolas, ainsi que les lépreux qu'on devait soigner à Saint-Jacques, se voyaient, au mépris de toute charité, refuser l'accès de ces hôpitaux par les gardiens. Pour remédier à tant d'abus, le souverain

(1) *Chronicle of Calais*, p. 186, note.

(2) Rymer, éd. de La Haye, t. VI, pars IV, p. 3

chargea, le 12 février 1407, une commission composée de sept personnes de procéder à une enquête minutieuse et de rédiger un rapport où ils consigneront les faits qu'ils découvriront (1). Nous ne connaissons point les résultats de cette enquête, mais nous savons que Henry IV remit le 21 novembre 1408 entre les mains de la municipalité l'administration des deux hôpitaux (2) et que plus tard, sous le règne de Henry VI, de nouvelles irrégularités s'étant produites, Humfred Stafford, John Maryner et John Garteforth furent délégués, le 18 juillet 1445, pour inspecter l'établissement de Saint-Nicolas et examiner les comptes de gestion (3).

(1) P. R. O. Early chancery roll 350, m. 15 ; voy. pièces justificatives.

(2) Bibl. Nat. fonds Moreau 681, fol. 286.

(3) P. R. O. Early chancery roll 387, m. 3.

CHAPITRE VI

L'AUTORITÉ ROYALE A CALAIS DÉFENSE DE LA PLACE

I

Le Capitaine

Le roi d'Angleterre, souverain de Calais, y était représenté par un officier qui porta successivement les noms de capitaine, de lieutenant et de député. Cette charge, considérée comme très importante, était presque toujours confiée à des personnages notables par leur naissance ou leurs talents. Le premier dont nous trouvons mention est Jean de Montgomery nommé par Edouard III le 8 octobre 1347 et qui fut remplacé dès le 1^{er} décembre suivant par John de Chiverston (1). Leurs successeurs furent choisis pour un temps indéterminé et généralement assez court : Jean de Beauchamp le 1^{er} janvier 1349, Robert de Herle le 9 mars 1350, Renaud de Cobham le 29 juin 1353, Roger de Beauchamp le 23 janvier 1355, Jean de Beauchamp le 14 janvier 1356 (2).

Un acte du 12 juillet 1349 nous renseigne d'une manière assez générale sur les attributions du capitaine de Calais : elles se résument à garder la ville en sûreté (3). Tous les

(1) Rymer, R. E., t. III, pars I, pp. 138 et 142.

(2) Ibidem, pp. 181, 193, 259, 294, 316.

(3) Ibidem, p. 186.

habitants, toutes les personnes qui s'y trouvent lui doivent obéissance entière, de nuit comme de jour, en ce qui touche la sécurité de la place. Il a pouvoir de punir ceux qui se montreront rebelles à ses ordres ; il a la faculté de révoquer tous les officiers et fonctionnaires dont la conduite laissera à désirer, de les envoyer en prison à la Tour de Londres s'il le faut, et de leur nommer des remplaçants. Son lieutenant ou la personne qu'il aura déléguée pour exercer l'autorité en son absence aura les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Un peu plus tard, le souverain nomma le capitaine de Calais pour une période déterminée, un an par exemple. En ce cas, une endenture était rédigée, formulant les obligations du roi et celles de cet officier. Nous possédons une pièce de ce genre contenant les conventions faites entre Edouard III et Jean de Beauchamp, frère du comte de Warwick ; elle est datée du 10 février 1356. Il y est stipulé(1) que ce personnage remplira les fonctions de capitaine pendant une année : il aura avec lui neuf chevaliers, cinquante écuyers et quarante-deux archers à cheval ; pour ses gages et ceux de ses hommes, il touchera la somme de 66 livres 13 sous, 4 deniers, payable d'avance et par quartiers. La ville et les châteaux qui en dépendent seront garnis d'un banneret, vingt-neuf chevaliers, trois cents quarante-huit écuyers, cent soixante-deux archers à cheval, cent vingt-trois « hobelours », cent quatre-vingt-quinze archers à pied, treize hommes pour la garde de jour, plus deux cent vingt maçons, charpentiers et ouvriers divers, cinq arbalétriers et vingt mariniers. Tous recevront leur solde par quartiers. La ville, en prévision d'un siège, devra toujours être pourvue de vivres pour six mois au moins. Si le roi et son conseil viennent à manquer à leurs engagements, c'est-à-dire si les gages ne sont point payés, il sera loisible à Jean de Beauchamp de quitter librement Calais avec ses

(1) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 324.

gens, ses chevaux et son équipage. Au cas où la ville ou un des châteaux sera assiégé, et si le capitaine ne peut, avec les troupes dont il dispose, repousser l'ennemi, le souverain devra lui envoyer dans le délai d'un mois des renforts suffisants. Enfin, aucun soldat n'a le droit de passer en Angleterre s'il n'a obtenu au préalable congé du capitaine. C'est, on le voit, un véritable traité qui intervient entre le roi et celui de ses sujets qu'il charge de la défense de Calais. Ce dernier doit, moyennant une somme d'argent fixée, entretenir un certain nombre d'hommes d'armes ; il est libéré de ses obligations si son maître ne remplit pas les siennes.

Une endenture du même genre était rédigée à l'expiration du terme convenu. Il arrivait parfois que ces conventions étaient renouvelées, par exemple pour Jean de Beauchamp (1) prorogé dans son commandement le 10 février 1357, et pour Henry Le Scrop (2), nommé le 6 février 1360 et continué dans ses fonctions le 3 février 1361.

Le château ou la citadelle de Calais était jusqu'alors sous la dépendance immédiate du capitaine : à partir du 13 juin 1361 ; un officier spécial nommé garde, « custos », fut chargé du commandement de cette forteresse. Thomas de Kyngestone en fut le premier titulaire (3) ; il n'est pas douteux que le garde du château était le subordonné du capitaine de la ville. Les deux fonctions ne furent cependant pas toujours distinctes et nous voyons que Thomas Fogg les réunit momentanément à partir du 2 décembre 1376 (4). La garde du château fut aussi parfois donnée à terme : Philippe La Vache l'obtint pour huit ans (5) le 25 mars 1392, et Thomas

(1) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 346.

(2) P. R. O. Early chancery roll 304, m. 15 et 305, m. 15. La commission de capitaine pouvait être donnée ou continuée pour une période plus courte qu'une année : c'est ainsi que Roger de Beauchamp nommé pour un an le 6 mai 1372, vit sa charge prorogée pour six mois le 6 mai 1373. (Ibidem 315, m. 42 et 316 m. 18).

(3) P. R. O. Early chancery roll 305, m. 7.

(4) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 1066.

(5) P. R. O. Early chancery roll 336, m. 3.

comte de Nottingham (1) en fut pourvu à vie le 28 mars 1396.

Avec l'assentiment du roi, le capitaine pouvait se faire suppléer dans le commandement de la ville et dans celui de la nouvelle tour construite à l'entrée du port et nommée le Rysbank (2). Cet ouvrage, placé d'abord sous les ordres directs du représentant du roi, fut confié plus tard à un fonctionnaire particulier; nous voyons un certain Thomas Totty être chargé de sa garde le 30 août 1399 (3).

Les termes les plus longs qui aient été fixés pour la durée des pouvoirs du capitaine de Calais sont de douze ans en faveur de John comte de Somerset, le 23 mars 1401, de Henry prince de Galles, le futur Henry V, le 18 mars 1410, et de quinze ans pour John Holland duc d'Exeter, le 24 février 1398 (4).

Mais il arrivait rarement que la personne nommée remplît sa fonction pendant la période entière qui lui avait été assignée, et cela pour des causes diverses que nous ne pouvons pas toujours connaître. Par contre, nous savons pourquoi Richard de Warwick, choisi le 3 février 1414, fut remplacé le 16 novembre suivant par William Lysle : c'est qu'il avait été chargé de représenter le roi d'Angleterre au concile de Constance (5).

Le gouvernement de Calais fut donné dans le cours du XV^e siècle aux personnages les plus importants du royaume: Homfroi duc de Gloucester en fut gratifié pour neuf ans le 1^{er} novembre 1435 avec la faculté de percevoir tous les revenus dus au roi sans être obligé d'en rendre compte, déduction faite de ses gages et de ceux de la garnison (6). Après lui vint Richard, duc d'York dont le fils

(1) P. R. O. Early chancery roll 340, m. 13.

(2) Ibidem 338, m. 11. Le nom de Rysbank s'est conservé jusqu'à nos jours : il appartient à un fort.

(3) Ibidem 343, m. 1.

(4) Ibidem 345, m. 9 ; 353, m. 13 ; 342, m. 6.

(5) Ibidem 356, m. 10 et 357, m. 15,

(6) Ibidem 357, m. 15.

devait détrôner Henry VI et régner sous le nom d'Edouard IV : il fut nommé le 18 juillet 1454 pour sept ans, aux gages de 6 sous 8 deniers par jour avec une gratification supplémentaire de 100 marcs par an (1). Dans l'indenture qui fut rédigée, il était stipulé que le tiers du butin fait sur l'ennemi appartiendrait au duc, qu'il aurait en outre les prisonniers capturés par les troupes placées sous ses ordres : le souverain se réservait seulement le roi de France ou ses fils et le connétable. Moins d'un an après, le 13 août 1455, la capitainerie de Calais fut donnée à Richard comte de Warwick (2), le fameux « faiseur de rois » dont nous avons déjà parlé dans un précédent chapitre, et à qui la possession de ce grand commandement fut si utile pendant la lutte qu'il soutint contre la dynastie de Lancastre. Peu après l'avènement d'Edouard IV, en récompense des services qu'il avait rendus au nouveau roi, ce commandement lui fut conféré à vie (3) ; il eut le titre de capitaine de la ville, du château et de la tour de Rysbank. Nous avons raconté plus haut le rôle qu'il y joua.

Le 17 juillet 1471, William Hastings de Hastings, est investi de la même fonction, mais il est qualifié de lieutenant (4), et lorsque le 11 février 1479 on le proroge pour dix années, on l'appelle garde général, surveillant, gouverneur et lieutenant du roi à Calais, au château et à la tour (5).

Richard III pendant sa courte royauté confia successivement le gouvernement de la ville à John de Dynham (6) le 16 juillet 1483, à Raoul Hastings (7) le 4 mars 1484, enfin le 11 mars 1485 à son fils bâtard John de Gloucester dont la vivacité d'esprit et l'agilité corporelle étaient garan-

(1) P. R. O. Early chancery roll 396, m. 2 ; Bibl. Nat. fonds Moreau 682, fol. 111.

(2) Ibidem 397, m. 11.

(3) Ibidem 405, m. 24.

(4) Ibidem 415.

(5) Ibidem 422.

(6) Bibl. Nat. fonds Moreau 682, fol. 165.

(7) P. R. O. Early chancery roll 428, m. 15.

tes des services qu'il serait capable de rendre ; ce jeune prince avait alors moins de vingt ans et le roi se réservait, durant sa minorité, la nomination de tous les officiers (1).

Le 7 mars 1486, Henry VII vainqueur de Richard III, nomma Gilles Daubeney lieutenant de Calais pour une durée de sept ans. Ce personnage mérita par ses services l'honneur d'être enterré à Westminster dans la chapelle Saint-Paul, avec sa femme Elisabeth. Sur le tombeau de marbre noir, on voit encore leurs effigies en albâtre qui, à l'origine, étaient peintes (2).

Son successeur Gilbert Talbot eut le titre de député : c'est celui que les représentants du roi portèrent désormais (3). Le 15 mai 1519 Henry VIII nomma à cette fonction un chevalier, John Pecche, aux gages de 100 livres sterling par an, pour une période indéterminée (4).

Nous connaissons encore les noms de John Bourghier Lord Berners (5) qui commanda depuis le 28 novembre 1520 jusqu'au 19 mars 1532, date de sa mort et qui voulut reposer dans le chœur de l'église Notre-Dame (6) ; de John Arthur Plantagenet vicomte Lisle qui entra en charge le 2 juin 1533 et fut disgracié, semble-t-il, en 1539 et rappelé parce que le roi le soupçonnait d'attachement à la religion catholique (7). Les derniers députés de Calais furent les Lords Henry Maltravers (8), Cobham et Wentworth.

Nous avons dit que le capitaine avait toute autorité sur les fonctionnaires royaux et les soldats : il avait donc virtuellement le pouvoir de faire à leur usage des règlements. Nous ne savons si beaucoup d'entre eux usèrent de ce droit :

(1) P. R. O. Early chancery roll 428, m. 5 : « ingenii vivacitas membrorumque agilitas.... magnam et indubiam nobis de futuro ejus servicio bono spem, gratia divina, promittant. »

(2) Ibidem 430, m. 11.

(3) Ibidem 451, m. 2.

(4) Ibidem 461, m. 2.

(5) Ibidem 462, m. 8.

(6) *Cronicle of Calais*, p. 164.

(7) *Ibidem*, pp. 44 et 183.

(8) *Ibidem*, p. 190.

du moins les ordonnances élaborées par leurs soins ne nous sont-elles point parvenues. Nous en possédons une cependant qui a pour auteur le comte de Warwick, le « faiseur de rois » ; elle fut rédigée au moment où celui-ci était tout puissant auprès d'Edouard IV qui en sanctionna les dispositions le 27 juillet 1465 (1). Ce règlement avait pour but de consolider l'autorité du capitaine ou celle de son délégué. Le lieutenant du château, celui de la tour de Rysbank, le maréchal et tous les autres officiers doivent obéissance au représentant du roi et sont tenus de l'assister en ce qui touche le gouvernement et la défense de la place. En revanche le capitaine les traitera avec courtoisie et amabilité « in gentyl, amyable and frendly maner », donnant à chacun les conseils et les instructions nécessaires. S'il arrive qu'un fonctionnaire ait à se plaindre d'un autre, il se gardera de lui chercher querelle, mais s'adressera au conseil du capitaine lequel essaiera d'accommoder le différend. Tous ont le devoir, sous peine de destitution, d'aider au maintien du bon ordre et de la discipline. De plus, il importe qu'ils donnent en tout l'exemple de la conduite privée la plus régulière : or, à ce qu'il semble, les mœurs sont fort relâchées, l'adultère est chose commune, et nombre de gens vivent publiquement avec des femmes sans être mariés. Le capitaine considère que ces abominations sont un grand danger pour la ville, car elles attireront sur elle le courroux du ciel : aussi ordonne-t-il que tout soldat ayant des relations avec une femme mariée les interrompe aussitôt et y renonce complètement, et enjoint-il aux célibataires qui vivent en concubinage d'épouser leur maîtresse avant la fête de l'Assomption prochaine ou bien de cesser tout rapport avec elle. Ceux qui contreviendront à ces dispositions seront révoqués de leur emploi et la femme coupable sera bannie de la ville à perpétuité.

Le représentant de l'autorité royale à Calais était secondé

(1) P. R. O. Early chancery roll 409, m. 14.

par un conseil. Nous ignorons l'époque à laquelle cette assemblée fut constituée ; nous n'en avons point trouvé de mention avant 1465. Nous en connaissons néanmoins la composition par un acte de Henry VIII, rédigé en 1535 et qui règle la préséance (1). Le député de Calais y aura la première place ; viendront ensuite le lieutenant de Guînes, le haut-maréchal, le lieutenant du château de Calais, le trésorier, le lieutenant du Rysbank, celui de Ham, le contrôleur, le haut-portier, le lieutenant du pont de Nieuley et le sous-maréchal. On recommanda à tous ces officiers de garder exactement leur rang pour éviter toute contestation.

II

Garnison et Fortification

Il est difficile d'évaluer le nombre de soldats auquel pouvait s'élever la garnison de Calais. Ce nombre dut varier suivant qu'on était en paix ou qu'on craignait une agression des ennemis. La ville était en somme de petite étendue, facile à défendre par sa position même et il ne semble pas que beaucoup d'hommes étaient nécessaires pour la garder. Du reste, à la moindre menace d'une attaque, il était facile d'y porter rapidement du renfort, en raison de la proximité de la métropole.

Nous avons dit déjà que le logement des troupes chez l'habitant constituait une lourde charge pour les bourgeois et que Richard II puis Henry IV avaient prescrit l'allocation d'indemnités raisonnables aux propriétaires. Ce que les documents nous révèlent le plus clairement au sujet de la garnison de Calais, ce sont les difficultés que les rois éprouvaient à payer ses gages. Nous savons, par exemple,

(1) British Museum, Harleian 353, fol. 136.

qu'en 1407, des faits graves se produisirent : les hommes, ne recevant plus de solde, se mutinèrent et se saisirent du stock de laines qui appartenait aux commerçants de l'étable. Ces derniers, pour rentrer en possession de leurs marchandises, se hâtèrent d'avancer la somme nécessaire pour satisfaire la troupe. Henry IV, le 29 avril de cette même année, exprima à la compagnie ses remerciements pour le service qu'elle venait de rendre à la couronne et accorda un délai à ses membres pour acquitter les taxes sur les laines et peaux exportées depuis la Pentecôte passée jusqu'à la prochaine fête de Saint-Michel (1). Depuis lors, il semble que le paiement de la garnison soit une cause constante d'embarras pour le trésor royal : on décida d'abord de prélever pour cet usage 5.000 livres provenant de l'impôt sur les laines, mais cette somme était insuffisante ; on le constatait pendant la minorité de Henry VI le 19 mai 1423, et le gouvernement promettait d'en donner une plus forte en proportion de l'accroissement des revenus (2). Le roi, ayant obtenu du Parlement la concession d'un droit de 13 sous 4 deniers à percevoir sur chaque sac de laine et sur chaque paquet de deux cent quarante peaux exportés d'Angleterre par les nationaux aussi bien que par les étrangers, il fut convenu, le 5 mai 1436, que le trésorier de Calais emploierait 10 sous pour les gages des soldats et 3 sous 4 deniers pour les réparations à effectuer dans la ville (3). Le 16 juin 1440 cette taxe fut portée à 20 sous (4), et ramenée à 13 sous 4 deniers le 5 juillet 1445. Malgré les mesures ainsi prises, la solde n'était point touchée régulièrement, et nous voyons le roi déléguer, le 3 février 1442, John Sutton de Dudley, John Langton trésorier de Calais ainsi que plusieurs autres personnages,

(1) P. R. O. Early chancery roll 350, m. 9 ; le fait est attesté dans la *Continuatio Eulogii historiarum*, éd. Haydon, t. III, p. 411.

(2) Bibl. nat. fonds Moreau 682, fol. 22.

(3) P. R. O. Early chancery roll 378, m. 13.

(4) Ibidem 282, m. 13.

pour réunir les soldats et les ouvriers, faire le compte exact des sommes qu'on leur devait et prendre avec eux des arrangements en vue de leur paiement (1). Au moment où le duc de Buckingham fut nommé capitaine, le 3 avril 1449, les caisses étaient vides, et pour les remplir, il fallait attendre que le Parlement se réunît et votât des subsides ; aussi Henry VI était-il obligé d'exhorter la garnison à patienter dans l'attente de ses gages arriérés (2). Un peu plus tard, il ordonnait à un certain Gervais Clyston de vendre à Calais deux cent quarante sacs de laine, qui étaient propriété royale, et d'en employer le prix aux réparations les plus urgentes et au paiement des soldats (3). Lorsque ces derniers étaient envoyés en congé, ils ne touchaient aucune solde ; afin que les sommes à déduire pour cette raison fussent déterminées avec soin, le roi chargea de cette opération le comte de Bourghier, le 15 juin 1454 (4).

Il arrivait aussi que le prince, à court de numéraire, donnât aux soldats des marchandises en manière de gages : c'est ainsi qu'ils reçurent en 1444 des laines et des peaux pour une valeur de 4.100 livres 6 sous 8 deniers, avec la permission de les vendre à leur profit avec un droit de préférence sur toutes les autres denrées de même espèce entreposées alors à Calais. Mais les négociants de la compagnie de l'étable, lésés dans leurs intérêts, réclamèrent sans doute, et Henry VI qui leur avait d'autre part de grandes obligations, trouva, semble-t-il, d'autres moyens de contenter la garnison, car il retira le 9 août 1455 le privilège qu'il avait accordé (5). Ce n'étaient en somme que des expédients, et la situation ne s'améliorait pas : les soldats non payés devenaient indisciplinés et se livraient à des pillages. Aidés par un certain nombre d'individus, ils capturèrent dans la

(1) P. R. O. Early chancery roll 384, m. 16.

(2) *Wars of the English in France ; Henry VI*, t. 1, pp. 492 et 493.

(3) Ordre daté du 26 janvier 1452. P. R. O. Early chancery roll 394.

(4) Ibidem 396, m. 7.

(5) Ibidem 397, m. 5.

Tamise trois vaisseaux de Zélande et les amenèrent à Calais. Le roi fut obligé, le 27 mai 1458, d'indemniser les marchands qui avaient été ainsi dépouillés (1). Nous avons la preuve qu'à cette époque, les troupes étaient réduites à la mendicité, manquaient du plus strict nécessaire et ne vivaient qu'avec l'argent que les bourgeois avançaient bénévolement; mais ceux-ci, lassés d'un état de choses qui se prolongeait, refusèrent tout crédit: Henry VI fut forcé, le 7 février 1461, de leur faire remise jusqu'à complet remboursement, des sommes qu'ils devaient verser au trésor royal en raison de leurs terres et tenures (2).

Edouard IV, à son avènement, se vit aussi embarrassé que son prédécesseur pour faire face aux dépenses: le 18 octobre 1462, afin d'éclaircir la situation, il chargea sir John Wenlock, Thomas Wagam, et William Rowclyfe de s'enquérir du montant des gages dus à la garnison de Calais (3). En vue de s'acquitter, il assigna la moitié des droits sur les laines perçus dans les ports de Saint-Botulf et de Sandwich (4). Plus tard, le 15 décembre 1472, il était obligé par contre de prélever 900 livres pendant trois ans sur la somme de 10.022 livres 4 sous 8 deniers à laquelle s'élevait la totalité de la solde du capitaine et des troupes, afin de rembourser la compagnie de l'étafle qui avait avancé les fonds nécessaires pour retirer des mains des usuriers les joyaux de la couronne engagés durant la guerre des Deux-Roses (5).

Au cours du XVI^e siècle, nous voyons en juin 1547, le député de Calais réclamer à Wolsey le paiement de la garnison (6), et en 1555 Lord Wentworth au nom du conseil

(1) P. R. O. Early chancery roll 400, m. 1.

(2) Ibidem 403, m. 1; voy. pièces justificatives.

(3) Ibidem 406, m. 7.

(4) Ibidem m. 2.

(5) Ibidem 416, m. 4. Ce document nous apprend qu'un tiers de la solde était donné en vivres; mais les hommes préférant la recevoir en argent comptant, on leur retint 40 deniers par livre.

(6) Bibl. nat. fonds Moreau 682, fol. 271.

écrire à la reine Marie pour lui faire connaître le triste état où se trouvent les soldats et les ouvriers de la ville qui n'ont, dit-il, jamais été si misérables : il demande de l'argent pour leur délivrer ce qui leur est dû (1).

Pour compléter ce que nous avons dit de la défense de la ville, il faut ajouter quelques mots sur un règlement rédigé sous le règne de Henry VIII antérieurement à l'année 1535, et dont la minutie donne une idée de l'importance que la possession de Calais avait aux yeux des Anglais et des précautions qu'ils prenaient pour s'assurer la conservation de cette place en rendant impossible toute surprise (2). En premier lieu, il était prescrit qu'une seule porte, « *Lantern Gate* », serait ouverte quotidiennement ; les trois autres ne l'étaient qu'à certains jours de la semaine déterminés. Les clefs étaient conservées par le député, et l'ouverture comme la fermeture donnait lieu à toute une cérémonie accompagnée de musique, à une véritable parade militaire. Les hommes de garde assistaient à une messe dite spécialement pour eux au couvent des Carmes. Ils étaient divisés la nuit en trois groupes : la « *scoutwatch* » ou garde d'éclaireurs, faisait le service à l'extérieur des remparts, la « *standwatch at the waulle* » faisait le service sur les murs, et la « *serchewatche* » avait pour objet de contrôler les deux autres. Toutes trois envoyaient constamment des patrouilles qui se reconnaissaient au moyen d'un mot d'ordre. En outre, pendant la saison des harengs « *herring time* », lorsqu'il y avait dans le port plus de quinze bateaux étrangers, une quatrième garde appelée « *banner watche* » fonctionnait. Elle était composée de cavaliers, d'archers montés et de soldats dont le nombre variait suivant la qualité de la personne qui la commandait : c'étaient à tour de rôle le contrôleur, le député, le haut-maréchal, le trésorier, le maître-portier et le sous-

(1) *Calendar of state papers. Foreign. Mary*, p. 194.

(2) Ce document conservé au British Museum a été imprimé à la suite de la *Chronicle of Calais*, pp. 140 et suivantes.

maréchal. Cette force, précédée d'un trompette, d'un fifre et d'un tambour, accompagnée de la bannière, partait du marché et devait veiller à ce que les autres troupes remplissent consciencieusement leur office. Durant le « *Christmas time* », les principaux officiers conduisaient alternativement dans les rues une patrouille de quatre hommes. A ces époques où il y avait sans doute une affluence plus grande d'étrangers, deux aldermen devaient passer la nuit dans la salle du conseil de la commune située au dessus du marché et envoyer toutes les heures quatre soldats parcourir la place en tous sens pour s'assurer que les règlements étaient observés. Une punition bizarre était édictée contre les hommes dont la vigilance était en défaut : lorsqu'un de ceux qui composaient la « *standwatch* » avait été trouvé endormi trois fois en une nuit, on le saisissait par le nez, après quoi on le mettait dans un panier que l'on suspendait à l'extérieur des remparts à dix ou douze pieds au-dessus des fossés remplis d'eau ; on lui donnait un pain, une cruche et un couteau. Quand le délinquant avait épuisé ces provisions que l'on ne renouvelait point, il ne lui restait d'autre ressource pour sortir de sa prison aérienne, que de couper la corde et de prendre un bain forcé dans les douves ; les gardiens particuliers des fossés devaient alors le recueillir dans leur bateau et le conduire en prison. La peine de mort était décrétée contre les soldats qui se querellaient pendant la durée du service.

Quant aux bourgeois, ils accomplissaient au château leur devoir de guet, toutes les nuits, au nombre de vingt-trois. Nous avons dit déjà qu'ils étaient réunis par le maréchal qui avait un valet chargé de les rassembler. Les magistrats municipaux, aux termes de l'ordonnance de mai 1365 n'étaient point dispensés de cette charge (1). Nous savons en outre qu'à une certaine époque, la compagnie de l'étable fournissait aussi son contingent à la défense. Les

(1) Rymer, R. E., t III, pars II, p. 768.

habitants de Calais, réclamant le 28 avril 1376, que l'entrepôt général des laines soit de nouveau fixé dans leur ville, tirent argument de ce fait que la société des marchands fournissait, lorsque le capitaine était en chevauchée au dehors, cent « glaives » et deux cents archers, recrutés parmi les négociants et leurs serviteurs, lesquels ne recevaient aucuns gages du roi et contribuaient à la garde de la cité (1).

C'était en raison des fiefs qu'ils tenaient de la couronne, que les habitants étaient astreints au service de guet. Mais il arriva que le roi en gratifiait ses serviteurs et les exemptait de cette charge qui pesait par conséquent plus lourdement sur les autres. Aussi, les Calaisiens prièrent-ils Edouard III de ne plus accorder de dispenses de ce genre ; ils obtinrent gain de cause au Parlement d'avril 1376 (2). Les bourgeois, à qui l'obligation de veiller paraissait trop dure, tâchaient par tous les moyens à s'en affranchir. Le 15 juillet 1413, Henry V ordonna de rechercher ceux qui s'y étaient soustraits et de les contraindre à la remplir (3), et plus tard en 1495, le Parlement décida que ceux qui avaient reçu du roi des maisons à Calais en seraient privés si pendant un an et un jour ils se dispensaient du service auquel ils étaient obligés (4). Nous voyons encore Henry VI le 3 février 1460 et Henry VIII en août 1535 prescrire des enquêtes pour vérifier si les gardes sont faites régulièrement (5).

Quant à l'entretien des fortifications qui devaient mettre la place en état de subir un siège, nous constatons que les rois d'Angleterre ne cessèrent d'y veiller. Dès le 27 décembre 1347, Edouard III prescrivait à John et à Alexandre Lestraunge de rassembler dans le comté de Kent des

(1) *Rolls of Parliament*, t. II, p. 358.

(2) *Ibidem*.

(3) Rymer, éd. de La Haye, t. IV, pars II, p. 42.

(4) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 580.

(5) P. R. O. Early chancery roll 403, m. 11, et *Chronicle of Calais*, p. 133.

matériaux nécessaires aux réparations qui lui semblaient indispensables (1). Les travaux étaient exécutés par des ouvriers venus d'Angleterre et enrôlés par des officiers royaux. Quand on avait besoin de bras, le souverain ordonnait à un certain nombre de vicomtes de choisir dans leur territoire autant de gens des différents métiers qu'il en fallait, et de les envoyer à Calais (2). On déléguait aussi de temps à autre des inspecteurs : Gautier de Mauny fut ainsi chargé le 28 mai 1352 de se rendre compte de l'état des fortifications de la ville et des places voisines (3). Les ouvriers et les ouvrages ordonnés par l'inspecteur étaient dirigés et surveillés par un fonctionnaire « *supervisor* » désigné par le roi (4).

Un grand nombre de mentions relatives à des hommes et à des matériaux envoyés à Calais nous prouvent que des travaux importants furent exécutés en 1355 et durant les années suivantes. Le 23 janvier, Edouard III ordonne d'arrêter tous les vaisseaux qui se trouvent dans les ports du royaume et de les employer au transport de la pierre et de la chaux pour les constructions en cours (5). Afin de savoir exactement le montant des gages dus à ces travailleurs, Gautier de Mauny fut chargé le 28 juillet 1360 avec Guy de Bryan et Roger de Beauchamp, de procéder à une enquête (6). Plus tard, le 9 mars 1368, Henry Le Scrop et trois autres personnages reçurent mission d'inspecter la place et d'ordonner ce qu'ils jugeraient utiles à sa défense (7). D'autres travaux furent prescrits en 1370 : John Long devait choisir des charpentiers et des serruriers en nombre suffisant pour restaurer les tours et les remparts ; il devait

(1) Bibl. nat. fonds Moreau, 680, fol. 181.

(2) P. R. O. Early chancery roll 287, m. 6.

(3) Ibidem 290, m. 12.

(4) Ibidem 291, m. 6. Robert de Elbrigg est nommé « *supervisor* » le 30 avril 1353.

(5) Ibidem 293, m. 2.

(6) Ibidem 300, m. 6.

(7) Ibidem 312, m. 25.

acheter aussi et faire transporter les matériaux (1). L'inspection des ouvrages de défense fut confiée le 5 août 1373 à John de Burele chevalier, à Adam de Hertyngdon et à Adam de Bury (2), le 10 décembre 1365 à John duc de Lancastre, prétendant au trône de Castille, et à William Latymer (3), le 1^{er} décembre 1376 à Henry de Percy maréchal d'Angleterre lequel devait faire un rapport au conseil sur l'état de choses actuel et les améliorations désirables (4); le 17 juin 1381 Jean d'Evreux (5) capitaine de la ville fut chargé de ce soin ainsi que son successeur William de Beauchamp à qui l'on adjoignit le 13 mars 1386 le chancelier Michel de la Pole (6). On pourrait prolonger cette liste, mais les noms que nous venons de citer suffisent à montrer l'intérêt que l'on prenait dans les conseils de la couronne au bon entretien des fortifications de Calais.

En 1398, les jetées qui protégeaient le port, battues constamment par la mer, étaient menacées d'une ruine complète, et le bassin appelé « *Paradis* » se trouvait également dans le plus triste état. Il importait d'y remédier promptement pour que la prospérité de la ville ne s'amoindrit pas. Mais pour exécuter ces réparations urgentes, l'argent manquait et l'on fut obligé de réclamer du Parlement des subsides qui furent accordés. Le 20 juin de cette même année, Richard II informe le trésorier de Calais de la décision qui a été prise (7) : désormais, tous les navires venant d'Angleterre, à l'exception des barques de pêche, sous peine d'une amende de deux deniers par tonneau, devront prendre comme lest de bonnes pierres qui, remises au trésorier, seront employées à consolider les jetées. De plus, chaque bateau entrant dans le bassin de Paradis pour

(1) P. R. O, Early chancery roll 313, m. 26.

(2) Ibidem 316, m. 10.

(3) Ibidem 318, m. 5.

(4) Ibidem 319, m. 5.

(5) Ibidem 325, m. 11.

(6) Ibidem 328, m. 18 et 330, m. 2.

(7) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 108.

y faire escale paiera un droit de 14 deniers s'il y reste quatorze jours ou une durée moindre ; s'il y séjourne plus longtemps la taxe sera d'un denier pour un jour et une nuit ou d'une obole par jour et une obole par nuit. Il est en outre interdit d'attacher au moyen de câbles les navires aux matériaux et aux pierres des jetées et du quai : toute contravention sera punie d'une amende de 40 deniers.

Sous Henry VI, les fortifications, par suite de la négligence du capitaine et des autres officiers, étaient si mal entretenues qu'il y avait péril pour la place : aussi ce prince, informé de la situation, prescrivit-il le 3 février 1442 à John Sutton de Dudley et à plusieurs autres personnages de se rendre sans retard à Calais et d'y procéder à une sérieuse enquête pour établir les responsabilités et évaluer les sommes nécessaires aux réparations qu'il faudra effectuer ; ces commissaires devront adresser d'urgence un rapport au conseil du roi (1). Nous avons encore à signaler vers le milieu du XV^e siècle d'importants travaux ordonnés aux jetées et au fort du Rysbank pour résister à l'envahissement des eaux de la mer. Le 15 juin 1454, Henry de Bourghier était chargé de voir ce qu'il y avait à faire de ce côté (2) ; une somme de 9.300 livres avait été assignée à cet usage, et lorsque le 17 juillet suivant, Richard duc d'York devint capitaine de Calais, on décida qu'il aurait sous ses ordres vingt charpentiers et quinze maçons (3).

Edouard IV, le 21 mai 1477, accorda à William Hastings de Hastings pleins pouvoirs pour submerger d'eau salée ou d'eau douce toutes les parties du pays qu'il jugerait à propos en vue de la défense de la ville, et aussi pour faire démolir les maisons qui y nuiraient (4). Il lui enjoignit, le 14 mai 1482, de s'informer des réparations dont avaient

(1) P. R. O. Early chancery roll 384, m. 16.

(2) Ibidem 396, m. 7.

(3) Bibl. nat. fonds Moreau 682, fol. 111.

(4) P. R. O. Early chancery roll 421, m. 6.

besoin les fossés, les chaussées et les ponts en Calaisis (1). Même commission fut confiée par Henry VII à Gilles Daubeney le nouveau lieutenant de la ville et à quelques autres délégués (2).

Il semble que sous le règne de Henry VIII la structure des remparts de la ville ait été entièrement modifiée : les progrès accomplis par l'artillerie rendaient cette transformation nécessaire et appelaient un changement complet dans le système de défense. Nous savons que ce prince vint à Calais en 1532 ; c'est pendant son séjour que les travaux furent décidés. On conserve au British Museum un mémoire donnant le détail des travaux qui devaient être exécutés avec l'indication des matériaux qu'on emploierait à chaque partie. Les projets étaient considérables car on avait l'intention de démolir les ouvrages anciens pour les rebâtir suivant la méthode nouvelle. Nous ignorons si l'on suivit le devis qui nous reste, mais sur une gravure ancienne représentant à vol d'oiseau la prise de Calais par le duc de Guise, on voit clairement que les fortifications sont bien celles en usage au XVI^e siècle, qu'elles consistent en des murs relativement peu élevés, entourés d'un large fossé et flanqués de gros bastions en forme de trèfle. Les travaux occupèrent neuf cent trente-neuf hommes dont les gages s'élevèrent à 731 livres, 10 sous et 8 deniers (3).

(1) P. R. O. Early Chancery roll 426, mm. 14 et 15.

(2) Ibidem 430, m. 6. Le chef des maçons et des ouvriers qui travaillaient dans la ville était nommé par le roi : Edouard IV donna ce poste à un certain Thomas Feryer, sa vie durant ; Richard III, le 26 mars 1485, valida l'acte de son prédécesseur (Ibidem 429, m. 4 et 430, m. 6).

(3) *Chronicle of Calais*, p. 197.

CHAPITRE VII

LE COMMERCE A CALAIS LA COMPAGNIE DE L'ÉTAPE

I

Les origines de l'étaple

Dans le célèbre « *Débat des hérauts d'armes* (*Debate betwene the heralds*) », le héraut anglais, vantant sa patrie, donne à propos du commerce la prééminence à l'Angleterre sur la France. Il s'exprime ainsi : « Et quant à vos marchands de France, nous avons aussi des marchands en Angleterre qui parcourent le monde pour le trafic des marchandises, et spécialement deux compagnies, à savoir la très honorable compagnie des marchands d'aventures et la fameuse société de l'étaple de Calais, par le moyen desquelles non seulement les marchés de Bergues et d'Anvers sont maintenus, mais encore ceux de toutes les villes de Brabant, de Hollande, de Zélande et des Flandres. Ces deux compagnies font à elles seules plus d'affaires que tous les négociants de France ; et comme le monde entier connaît la vérité sur ce point, je passe..... » (1).

« (1) Concerning your marchauntes of Fraunce, we have also merchauntes in England, who frequenteth the world for traffique of marchaundyse. And especially II companyes, that is to say the right whorshypful companye of marchauntes adventurers and the famous felyshyp of the Estaple of Calais, by whom, not only the martes of Barowe and Andwarpe be mayntened, but also in effect al the townes of Brabant, Holand, Zeland and Flaunders. These II companies do more feates of marchaundises then al the marchauntes of Fraunce ; and for so moche as all the worlde knoweth this to be trewe, I pass them over. » (*Le débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre*, éd. L. Pannier et Paul Meyer, pp. 114 et 115).

Calais ne fut pas seulement, en effet, pendant la durée de la domination anglaise une place de guerre de premier ordre ; grâce à l'établissement d'une *étaple*, elle devint une ville de commerce fort importante et dut à cette circonstance de parvenir à un haut degré de prospérité.

Le mot *étaple* (*stapula*, *staple*) « désigne un marché en général et particulièrement un dépôt de marchandises étrangères établi dans un port de mer. » (1) ; c'est suivant l'excellente définition de Lenglet-Dufresnoy « le dépôt ou le magasin général dans lequel on envoie et place les marchandises pour y être vendues en gros aux marchands » (2).

À l'origine, ainsi que l'explique très clairement M. Hubert Hall, le roi seul pouvait tenir un marché et lever une taxe sur les objets vendus, mais il avait tout intérêt à abandonner ce droit à celui qui était en état de le lui payer (3). C'est ainsi que le souverain fut conduit à accorder un privilège à des sociétés de marchands moyennant une somme qui était fixée suivant les besoins de la couronne et la prospérité du négoce. La sollicitude dont fit preuve le gouvernement pour le commerce est due, à n'en pas douter, à ce que les revenus publics augmentaient en proportion de la fortune des particuliers. Les derniers Plantagenets furent amenés à créer des dépôts pour les marchandises anglaises, à l'exemple de ce qui se passait dans les cités flamandes dont la richesse provenait des foires perpétuelles qui y étaient tenues. Ils désignaient un certain nombre de villes qui devenaient de véritables entrepôts et où venaient s'approvisionner les négociants étrangers et nationaux. Il y eut en effet, suivant les époques, en Angleterre, dans le pays de Galles et en Irlande, des *étaples* pour le commerce intérieur : celle qui fut établie à Calais était réservée à

(1) *Le débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre*, éd. L. Pannier et Paul Meyer, p. 144.

(2) Lenglet-Dufresnoy, édition de Ph. de Comines, t. I, p. 161, note.

(3) Hubert Hall, *A History of the custom revenue of England*, (London, 1885, 2 vol. in 8°, t. I, pp. 29 et 30.

l'exportation et c'est d'elle seule que nous nous occuperons ici. Pour diriger ce marché que fréquentaient non seulement les Flamands et les Hollandais mais encore les Toscans et les Gênois, les rois déléguaient leur autorité à une compagnie de marchands, jouissant de certains privilèges et jugeant toutes les causes commerciales. Nous verrons que son influence s'accrut à mesure que grandirent les embarras financiers des souverains ; les « staplers » furent à certains moments les banquiers du gouvernement, lui prêtant parfois des sommes considérables pour payer les soldats ou retirer les joyaux de la couronne des mains des usuriers. Calais fut dès lors un lieu de transit très important pour toutes les marchandises d'origine anglaise. On sait que le commerce des laines et des peaux était considérable au moyen-âge entre la Grande-Bretagne et la Flandre. Or, par des ordonnances sans cesse renouvelées, ce qui semble indiquer qu'elles étaient mal observées, les rois d'Angleterre édictèrent que toutes les laines destinées à l'exportation seraient amenées à Calais et nulle part ailleurs pour y être mises en vente. Les étrangers étaient donc forcés d'y venir pour faire leurs achats et le grand mouvement qui se produisit ainsi explique la prospérité de la ville et sa grandeur pendant que les Anglais l'occupèrent ; les princes qui la considéraient au point de vue militaire comme la serrure et la clef de la France, y trouvaient encore une source abondante de revenus en raison des droits nombreux qu'ils y percevaient.

David Macpherson fixe à l'année 1313 la première fondation d'une étable (1). Il cite à cette date une ordonnance d'Edouard II qui prescrit qu'une ville du continent sera l'étable des marchands anglais et énumère les attributions du maire qui sera placé à la tête de cet établissement (2).

(1) David Macpherson, *Annals of commerce, manufactures, fisheries and navigation*, (London, 1804, 4 vol. in 4°), t. I, pp. 478 et 479.

(2) M. Charles Gross dit que les marchands de l'étable avaient la prétention de faire remonter leurs privilèges jusqu'au temps de Henry III (Gross, *The Gild merchant*, Oxford, 1890, 2 vol. in 8°, t. I, p. 140).

Le 20 mai de la même année, le roi enjoint à tous ceux, nationaux et étrangers, qui exportent de la laine, d'amener cette marchandise dans un seul endroit qui sera désigné par le maire et la communauté des marchands du royaume ; ceux-ci auront la faculté de changer à leur gré le siège de l'étable. Nous savons que cet entrepôt fut placé d'abord à Bruges, mais le 20 juillet 1326, Edouard II trouva bon de le ramener en Angleterre et d'édicter que la laine serait vendue dans un certain nombre de villes (1). En 1328, nouveau changement : le commerce est déclaré libre par le Parlement, pour les étrangers aussi bien que pour les Anglais, suivant la teneur de la Grande Charte (2). Ce système de la liberté du trafic, très favorable aux marchands, lésait les intérêts du souverain qui ne percevait plus de taxes : aussi Edouard III rétablit-il les étaples en Angleterre dès 1332 (3). Mais le Parlement ayant réclamé énergiquement contre cette violation du statut fondamental de l'Etat, le roi se vit obligé de céder momentanément à la pression de l'opinion publique et abolit encore une fois les entrepôts obligatoires. Un peu plus tard, il revint à son idée première et résolut de placer le magasin général des laines plus à portée des Flamands qui étaient les meilleurs clients des producteurs anglais. Il proposa donc, le 3 octobre 1337, de fixer l'étable sur le continent : le 8 août 1341, il l'établit à Bruges et lui donna une organisation qui ne fut que légèrement modifiée quelques années après lorsqu'on en transféra le siège à Calais. Dès lors, il ne fut plus question de liberté commerciale ; le négoce deviendra avec le temps un monopole étroit, les ordonnances royales se multiplieront pour lui imposer des limites entre lesquelles il finira par étouffer, et l'institution de l'étable, à l'origine si prospère, déclinera peu à peu pour ne plus

(1) Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 497.

(2) *Ibidem*, p. 501.

(3) *Ibidem*, p. 508.

se relever (1). Cependant, les hésitations du pouvoir n'avaient pas pris fin, et nous verrons qu'aux époques suivantes, l'étaple changea encore plusieurs fois de place. On peut dire toutefois, qu'après s'être emparé de Calais, Edouard III ne tarda pas à entrevoir toute l'importance que cette ville pouvait avoir au point de vue commercial, située comme elle était à proximité de l'Angleterre et toute voisine des Flamands avec qui le trafic se faisait surtout (2).

II

L'étaple à Calais

Moins d'un an après la prise de la ville, le 5 avril 1348, Edouard III déclare qu'il sied à la prudence royale de garantir par une force bien réelle les places conquises contre les entreprises des ennemis (3). Afin de rendre les Calaisiens mieux disposés à défendre leur cité, pour les y intéresser, il pense que le moyen le plus efficace est d'y faire affluer les marchands et de donner aux habitants l'occasion

(1) «one fatal step was committed ; for the government whetted by the temporary success of a short-sighted policy, kept the direction of trade entirely on its own hands and suffered its to flow, only through the channels by which not one drop should fail to reach its reservoirs. From that day to this, the blood and treasure of its subjects have been lavished upon the one selfish object to secure a market at home or abroad for native produce in which a forced price could be realised by excluding foreign competition, to the injury of the consumer in every country ». (Hubert Hall, *op. cit.*, t. I, p. 30).

(2) M. Van Bruyssel donne une autre raison du transfert de l'étaple de Bruges à Calais : « Les tisserands flamands, dit-il, qui désiraient avant tout avoir les laines à bas prix, empêchaient les marchands lombards d'en acheter à l'étaple de Bruges et nuisaient de cette manière aux intérêts des producteurs anglais. Le roi réclama contre ces abus, et comme l'affaire traînait en longueur, se décida à établir un marché aux laines sur ses propres terres à Calais. Cette mesure excita beaucoup de mécontentement en Flandre. » (Van Bruyssel, *Histoire du commerce et de la marine en Belgique*, Bruxelles, 1863, 2 vol. in 8°, t. I, p. 351).

(3) Rymer, R. E., t. III, pars I, p. 58.

de s'enrichir ; aussi, avec l'assentiment de son conseil, ordonne-t-il de tenir désormais à Calais l'étable du plomb, de l'étain, de la plume, des étoffes de laine fabriquées en Angleterre et des autres draps appelés « *worstedes* », qui sortent du royaume, et cela pendant une période de sept années. Il enjoint à tous les exportateurs des denrées que nous venons d'énumérer, de prêter serment entre les mains des collecteurs de coutumes, qu'ils conduiront ces marchandises dans la ville désignée et nulle part ailleurs, sous peine de forfaiture. Cette décision royale, qui favorisait une cité récemment annexée au royaume, ne fut point accueillie sans murmures dans la métropole : nous savons que des protestations s'élevèrent notamment contre l'établissement à Calais de l'étable des draps. Mais Edouard III ne céda point immédiatement à ces réclamations, et nous voyons que le 1^{er} décembre 1348, il manda au capitaine d'envoyer en Angleterre avant la fête de St-Mathieu (21 septembre), quelques habitants de la ville confiée à sa garde, quatre au moins, pour prendre part aux délibérations de son conseil et y montrer les avantages qui résulteraient pour tout le royaume du placement à Calais d'un entrepôt de marchandises (1). Cette fois encore, le roi n'obtint point gain de cause et fut obligé de tenir compte des sollicitations de ses sujets. En effet, au Parlement du 23 septembre 1353 (2), il reconnut « les damages que sont notoirement avenus si bien a nous et a les grands, comme a nostre people de nostre roialme d'Engleterre..... par cause que l'estaple des leines, quirs et peaux lanuz de nosditz roialme et terres, ad esté tenue hors de nosditz roialme et terres ; et aussint..... les granz profitz qu'advendroient a nosditz roialme et terres, si l'estaple feust tenue deinz ycelles.... » Aussi désigna-t-il comme lieux d'étable un certain nombre de villes d'Angleterre, d'Irlande et du pays de Galles : Calais

(1) Rymer, R. E.. t. III, pars I, p. 178.

(2) *Rolls of Parliament*, t. II, p. 246.

n'est point compris dans l'énumération qui en est faite, et nous avons toutes raisons de penser que l'entrepôt d'étoin, de plume et de draps qui y avait été placé fut ramené dans les îles britanniques ainsi que l'étable des laines précédemment fixée à Bruges.

Cet état de choses ne fut pas de longue durée; soit que les marchands étrangers obligés de s'approvisionner en Angleterre fussent venus moins nombreux, soit pour un autre motif, on ne tarda pas à reconnaître les avantages qui résulteraient pour le commerce en général de l'établissement d'un entrepôt dans une ville du continent faisant partie du royaume.

Or Calais remplissait toutes les conditions désirables : « ... la ville de Caley qui est a nostredit seigneur le Roi et ou il ad pleine jurisdiction serroit bon place et lieu convenable pur les leins et demoer des marchantz » (1). Aussi Edouard III ordonna-t-il, le 1^{er} mars 1363, que les laines et toutes les autres marchandises d'exportation seraient amenées à Calais et nulle part ailleurs.

L'étable reçut à la même date son organisation (2). Le trait le plus caractéristique, ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est qu'elle se confond alors avec la municipalité. Il y a bien deux maires, mais l'un et l'autre ont les mêmes attributions et doivent avec les vingt-quatre aldermen « gouverner la ville et les gentz et les marchandises qui vendront illoeques ». Leur juridiction s'étend aux « dettes, accomptes, convenantes et contractes selon la ley marchant et auxint crimes, felonies, mahemes et trespas ». Ils jugeront les affaires commerciales suivant la loi de l'étable, et leurs décisions seront exécutées conformément au « statut marchant » même en Angleterre. Les sentences frappées d'appel seront réformées, s'il y a lieu, au mois de mars de chaque année, par un tribunal composé du gouverneur et du trésorier de

(1) *Rolls of Parliament*, t. II, p. 246.

(2) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 691.

la ville, des deux maires et de deux marchands désignés par les maires et aldermen ; si une partie se plaint d'une erreur ou d'un tort à elle causé par les maires, quatre marchands choisis par les aldermen examineront l'affaire et redresseront la sentence concurremment avec le gouverneur et le trésorier de Calais. Toute réclamation de ce genre devra être faite dans le délai d'un mois, après quoi elle ne sera plus recevable.

Toutes sortes de marchandises, laines, peaux lainues, étain, plomb, charbon, pierres meulières (« gryndestones ») exportées d'Angleterre, de Galles, d'Irlande et de Berwick-sur-Tweede, par des nationaux aussi bien que des étrangers ne devront sous peine de forfaiture passer autre part qu'à Calais. Exception toutefois est faite pour les draps et l'étain que l'on pourra amener en Gascogne et dans les possessions anglaises du sud-ouest de la France. Avant de quitter le royaume avec leur cargaison, tous les marchands prêteront serment de la conduire à Calais et nulle part ailleurs (1). Les maires et aldermen pourront faire toutes les enquêtes qu'ils jugeront utiles pour s'assurer de l'exacte observation de ce règlement ; ils puniront toutes les infractions suivant la loi marchande ou la coutume du pays ; ils saisiront les marchandises des délinquants dont la valeur sera attribuée moitié à eux-mêmes, moitié au roi. Ceseront eux encore qui donneront aux négociants étrangers la permission de demeurer dans la ville pour y vendre ou acheter conformément aux règlements.

On pouvait prévoir dès lors que de nombreuses personnes allaient venir à Calais pour y trafiquer et qu'elles auraient besoin d'emplacements et de magasins pour déposer leurs denrées. Le roi craignit que les propriétaires ne profitassent de l'affluence des demandes pour hausser démesuré-

(1) Les marchands qui exportaient la laine dans les pays situés au delà des monts, c'est-à-dire en Italie, n'étaient point obligés de passer par Calais : ils s'approvisionnaient directement en Angleterre, mais devaient payer les mêmes taxes que les négociants anglais.

ment les prix de location : aussi ordonna-t-il, le 20 juillet 1363, au gouverneur et au trésorier de la ville ainsi qu'à plusieurs autres personnages notables de fixer pour chaque maison un chiffre de loyer qui ne pourrait être dépassé. Il les chargea en outre de prendre possession en son nom des terrains abandonnés ou vides et de les bailler à ferme à ceux qui le voudront (1). A la même date, il faisait proclamer dans plusieurs comtés de son royaume, une injonction à tous ceux qui avaient à Calais des maisons ou des emplacements de se rendre dans cette ville ou d'y envoyer un représentant dans le délai de quarante jours, afin d'exhiber leurs titres de propriété ; toutes les constructions devaient être tenues en bon état sous peine d'être confisquées ; quant aux personnes qui désiraient se fixer dans la cité, elles étaient engagées à s'y trouver avant la fête de St-Michel pour y recevoir les bâtiments ou les terrains qu'on leur distribuerait moyennant une rente (2). Enfin, par ordonnance du 1^{er} août, on publia dans les comtés que tous ceux qui exporteront à partir du 29 septembre des laines, cuirs, peaux lainues et peaux, seront obligés de les envoyer à Calais sous peine de forfaiture (3).

Nous savons que la compagnie des marchands de l'étable se constitua et commença à fonctionner en cette même année 1363, et même nous trouvons qu'une plainte fut portée contre elle au Parlement à cause d'un droit de 40 deniers qu'elle avait imposé sur chaque sac de laine : le roi fut obligé de promettre que cette taxe serait sinon ôtée tout à fait, au moins réduite (4).

Nous avons dit dans un autre chapitre qu'en mai 1365, on sépara complètement l'administration de la ville de celle de l'étable. Une ordonnance (5) qui devait entrer en vigueur

(1) P. R. O. Early Chancery roll 865, m. 7 ; voy. pièces justificatives.

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

(4) *Rolls of Parliament*, t. II, p. 276.

(5) Rymer, R. E., t. III, pars II, p. 768.

le 1^{er} juin met à la tête de la société commerciale un maire qui recevra du roi la somme de 40 livres par an ; la compagnie de son côté pourra lui allouer des gages, mais sans qu'une taxe nouvelle soit prélevée sur les marchandises. Ce premier officier sera choisi parmi les aldermen et ne sera en raison de sa fonction spéciale dispensé d'aucune des obligations qui incombent à ces derniers. Il sera assisté de deux constables qui, de même que les autres employés de la compagnie seront nommés, payés et révoqués par elle. Seul le maire est désigné par le souverain : le premier dont nous trouvons le nom est John Torgold de Londres, choisi le 14 mai 1365 (1). Au point de vue judiciaire, toutes les actions commerciales et les contestations s'élevant entre marchands étaient de la compétence du maire et de la « communalité de l'estaple »,

Un changement fort important fut fait en 1366 à l'organisation telle que nous venons de l'exposer. Le 23 juin, Edouard III donna aux négociants le droit d'élire eux-mêmes le maire et les deux constables. L'élection devait se faire chaque année le jour de l'Annonciation. (25 mars). En outre, on octroya à la compagnie le privilège d'avoir une prison particulière pour y enfermer ceux qui auraient été condamnés par son tribunal (2).

Quelques années après, on fut inquiet en Angleterre des préparatifs militaires qui se faisaient en France ; dans la crainte d'une attaque, on pensa que le principal centre du commerce britannique n'était pas suffisamment en sûreté à Calais. Aussi jugea-t-on à propos de transférer de nouveau l'estaple et de l'installer dans quelques villes de la métropole, loin des atteintes de l'ennemi. « Come nadgairs, dit le roi dans un acte du 27 mai 1369 (3), estoit ordeigné pour profits du roialme et les des marchantz d'Engleterre, que l'estaples des leins, peaux lanuz et quirs serroient tenuz a

(1) P. R. O. Early chancery roll 308, m. 9.

(2) Ibidem.

(3) *Statutes of the Realm*, t. I, p. 390.

Caleis,....., et ore par cause que la pees autrofoith pris par entre les roialmes d'Engleterre et de France est par les Franceys enfreint, et grand peril de perde purroit avenir as biens du roialme illoeques esteantz et venantz par mere d' mesme l'estaple hors d'Engleterre, si mesme l'estaple feusse illoeques continué..... nostre seignur le roi, eu sur ce plein deliberacion et avisement ove son grant conseil, ad ordeigné que l'estaple de Caleis soit de tout ousté..... »

Il ne semble pas cependant que ce transfert ait été opéré immédiatement, car des documents portant les dates du 10 août et du 6 septembre 1370 révèlent l'existence de fonctionnaires de l'étaple à Calais (1); à partir de cette époque toutefois nous n'en trouvons plus trace et il est certain que l'entrepôt général des marchandises fut encore une fois installé en Angleterre.

Quelques années plus tard, en 1376, les craintes d'une invasion française s'étaient dissipées et l'on décida de revenir à l'état de choses ancien qui offrait sans doute plus d'avantages. Un acte d'Edouard III du 26 juillet prescrivit aux vicomtes de Suffolk, Londres, Essex, Cambridge et Norfolk de proclamer le rétablissement de l'étaple à Calais et l'obligation imposée à tous les exportateurs d'y amener leurs marchandises (2). Une longue ordonnance du 23 juillet de la même année (3) renouvelait les statuts donnés jadis à la compagnie et ajoutait d'autres privilèges à ceux qui lui avaient été concédés. Le préambule de cet acte expose que les dispositions prises ont pour objet d'améliorer et d'augmenter la ville de Calais, d'assurer le repos des négociants et d'en attirer de nouveaux. Il confirme à la société le privilège d'élire librement son maire et ses constables chaque année à la fête de l'Annonciation: ils connaîtront comme par le passé tous les procès motivés par les trans-

(1) P. R. O. Early chancery roll 313, mm. 8 et 9.

(2) Rymer, R. E. t. III, pars II, p. 1058.

(3) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 115.

gressions aux réglemens et intentés pour les dettes, comptes et contrats pourvu qu'ils concernent les marchands ou les marchandises ; ils jugeront aussi les contestations qui s'élèveront entre deux commerçants ou bien entre un commerçant et une autre personne. La compagnie pourra, comme par le passé, avoir une geôle particulière ; si pour une raison ou pour une autre elle n'en avait point, la prison royale donnerait asile à ses prisonniers. Le maire aura la faculté de recevoir les reconnaissances de dettes qui seront faites en présence des constables ou de l'un d'eux. Aucun marchand ni sergent de l'étable ne sera obligé de se soumettre au duel judiciaire si ce n'est de son plein gré. Les officiers placés à la tête de la société désigneront avec le consentement des membres les maisons et les emplacements qui seront attribués aux négociants pour y installer leurs marchandises ; aucun de ceux-ci n'en pourra être dépossédé sans une cause juste et raisonnable. Ce sont eux encore qui feront les ordonnances qu'ils jugeront être nécessaires pour le bon ordre et qui fixeront, avec l'assentiment général, le montant des taxes qui seront payées sur les denrées entrant dans l'entrepôt et dont le produit servira à payer les gages des employés ; ces taxes pourront être diminuées suivant les temps. Il est entendu aussi qu'aucun négociant faisant partie de la compagnie ne sera responsable pécuniairement des délits commis par un de ses serviteurs, ni tenu de répondre pour une dette contractée par l'un de ceux-ci. à moins qu'il ne soit porté garant. Quant aux épaves qui échoueront, elles ne seront point mises en vente si quelqu'un peut prouver clairement que l'objet lui appartient. Tous les associés se rendant à Calais seront exempts des péages personnels qui se perçoivent à Douvres ; on les dispense également, dans la ville, des taxes sur le pain, le vin, la bière et les autres victuailles qu'ils achèteront pour leur consommation personnelle. La compagnie est autorisée enfin à faire fabriquer des balances

et des poids suivant l'étalon royal, sous la surveillance du trésorier et à les faire réparer lorsque cela sera nécessaire.

Une autre ordonnance en date du 15 décembre (1) reproduit presque exactement les termes de celle que nous venons d'analyser. Les marchandises qui devront être portées à Calais sont énumérées : ce sont les laines, cuirs, peaux lainues, le plomb, l'étain, les étoffes appelées « *corstedes* », le fromage, la plume, le miel, le feutre, le beurre, le « *gaulam* » (2), le suif. Quant aux négociants italiens, Génois, Toscans, Vénitiens et Lombards, ils auront la faculté d'acheter des laines dans la ville et de les transporter dans leurs pays, en les enveloppant dans des sacs de toile et en donnant une garantie suffisante qu'ils ne les vendront ni en Flandre, ni dans les pays situés en deçà des monts, afin que les privilèges des marchands anglais soient sauvegardés dans le nord-ouest de l'Europe. Quant aux taxes personnelles levées à Douvres, tous les négociants qui se rendent à l'étable en sont dispensés, à l'exception toutefois de celles qui sont perçues au profit de l'église St-Martin de cette ville.

III

Règne de Richard II ; Nouveaux transferts de l'étable

Dès le commencement de son règne, Richard II confirma, le 15 novembre 1377, l'établissement de l'étable à Calais, en vidimant une lettre patente d'Édouard III du 15 novembre 1376, lettre qui contient l'organisation municipale. Mais il importe de remarquer que la ville ne

(1) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 129.

(2) Ce mot, d'après Ducange, se traduit en français par « guesde » et désigne une plante dont on tire un extrait à l'usage des teinturiers.

jouissait pas dans la pratique de tous les privilèges que le pouvoir royal lui avait concédés. En effet, le souverain ne se faisait point faute d'accorder à tel ou tel la permission d'exporter des marchandises sans passer par l'étaple et sans payer d'autres taxes que celles qui étaient levées au profit du trésor. Ces licences « *licencie traducendi* », dont le nombre se multipliait de jour en jour, étaient une source de revenus très fructueuse pour la couronne, mais ne laissaient pas que de causer un grave préjudice aux intérêts de la compagnie qui était ainsi frustrée des droits qu'elle percevait à l'entrée et à la sortie sur les denrées de toutes sortes amenées à Calais pour y être mises en vente. Ceux qui avaient la faveur d'obtenir une semblable licence avaient de grands avantages sur leurs concurrents : ils gagnaient d'abord du temps en envoyant directement les marchandises dans le pays d'exportation et s'évitaient ensuite bien des frais et bien des chances de perte ou d'avarie puisqu'ils n'étaient point obligés de décharger leur cargaison, de l'exposer dans les magasins et de l'emballer de nouveau pour l'expédier dans le pays de l'acheteur.

A cette première cause d'amoindrissement de la prospérité de l'entrepôt général des marchandises anglaises installé à Calais, il faut en ajouter d'autres. D'abord le Parlement autorisa le mercredi après la Saint-Luc (20 octobre) 1378, les négociants de Gênes, de Venise, de Catalogne et des autres pays situés à l'ouest (1), et en relations d'amitié avec le roi, à charger leurs vaisseaux à Southampton ou dans un autre port d'Angleterre et de les transporter chez eux, à condition d'acquitter les taxes dues à la couronne, et de prendre l'engagement de ne vendre aucune de ces denrées dans les contrées de l'est. De plus, la fraude se pratiquait constamment et, en dépit des ordonnances royales, nombre de navires faisaient voile directement vers la

(1) *Statutes of the Realm* t. II, p. 8. — « Genoa, Venice, though to the eastward of England was accounted western countries... » (Macpherson, *op. cit.*, t. I, pp. 587 et 588).

Flandre. C'est ce que constate une pétition adressée au Parlement du 10-24 avril 1379 (1) par les bourgeois de Calais pour qui l'établissement de l'étaple dans leur ville n'était plus dans ces conditions qu'un avantage illusoire. Le roi répondit à leurs réclamations que les chartes qui leur avaient été données jadis demeuraient en pleine vigueur sauf en ce qui concernait les catégories particulières de marchandises dont le Parlement avait autorisé l'exportation directe. Ce document nous apprend que les négociants payaient un droit au souverain non seulement dans le port d'embarquement, mais qu'ils en acquittaient un autre à Calais ; nous y voyons aussi que les marchandises qu'on débarquait étaient soumises à un contrôle destiné à s'assurer que toutes les taxes avaient été perçues en Angleterre. La quittance qu'en avait remise aux propriétaires était présentée, à l'arrivée, à des officiers royaux chargés de vérifier si la cargaison était bien entière et si rien n'en avait été distrait en route.

Dans leur pétition, les Calaisiens indiquaient au souverain un moyen très simple de vérification : c'était de comparer chaque année les comptes des percepteurs royaux en Angleterre et à Calais ; on verrait ainsi quels étaient ceux qui auraient omis de se rendre à l'étaple, et on pourrait alors les poursuivre (2). Le roi accepta la proposition qui lui était faite et ordonna aux exportateurs de déposer tous les ans à l'Echiquier pendant la semaine de la St-Michel les quittances qu'ils auraient reçues du fisc en Angleterre et à Calais.

Mais, en 1380, le Parlement autorisa à titre d'essai pour un an la libre exportation du beurre et du fromage. Puis, en janvier 1382, on permit à tous les commerçants anglais

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 67.

(2) Quand une marchandise avait acquitté les droits, on la marquait d'un sceau ou d'une marque appelée « coket ». Les fonctionnaires chargés de ce soin, prenaient sans doute en note le nombre de « cokets » qu'ils opposaient sur les ballots ainsi que les noms des possesseurs des objets soumis à la taxe.

ou étrangers de transporter en tous pays sauf en France, les laines, cuirs et peaux à condition de payer d'avance « les custumes, subsides et devoirs de Caleys » qui devaient être perçus jusqu'à la fête de Saint-Michel 1383, mais avec un escompte de 6 sous 8 deniers sur la taxe d'un sac de laine ou d'un paquet de deux cent quarante peaux (1). La couronne, sans doute, très démunie d'argent, abandonnait ainsi une partie de son revenu futur pour en avoir la jouissance immédiate (2). L'étaple était, par cette mesure, ruinée du coup, car les négociants devaient évidemment user de la facilité qui leur était laissée de ne plus conduire leurs marchandises à Calais. La ville souffrit certainement du nouvel état de choses ; du reste, on avait dès lors l'intention d'établir ailleurs l'entrepôt général, et des négociations avaient été entamées à ce sujet avec la Flandre (3). On décida pourtant en 1383 que l'étaple demeurerait à Calais au cas où une trêve de trois ans serait conclue avec la France, sinon elle serait tenue en Angleterre (4). A ce moment en effet, on craignait une attaque de Charles VI et de ses oncles qui semblaient tout-puissants après avoir vaincu les Flamands à Rosbecque et étouffé l'émeute de Paris. C'est pourquoi on se détermina, le 24 janvier 1384, à transférer l'étaple à Middelbourg à la suite d'un accord avec les négociants de Flandre et avec l'assentiment du duc de Hollande (5).

Cette solution ne fut pas longtemps regardée comme satisfaisante, et dès le 20 octobre 1385, le chancelier fit remarquer au Parlement que les villes de Bruges et de Calais où l'entrepôt des marchandises avait eu autrefois son siège, avaient retiré de ce fait des avantages considérables, que les droits sur les laines perçus par le roi rapportaient une

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 124.

(2) « This was, I believe, the first attempt to anticipate the revenue ». (Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 593).

(3) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 136.

(4) *Ibidem*, p. 159.

(5) P. R. O. Early chancery roll 328, m. 10.

plus-value de 1000 marcs sur ce qu'ils donnaient actuellement et qu'il était par conséquent de l'intérêt du souverain de ne point laisser l'étable sur un territoire étranger (1). Le mouvement de l'opinion s'accrut, et en 1387-1388, les communes demandèrent formellement « que l'étable des leyns soit remué de Midelburgh tan que a Caleys, par entre cy et le fest de St-Michel proschein.... » (2). Le roi se fit alors donner pour lui et son conseil la faculté de transporter l'étable soit à Calais soit en Angleterre, suivant que l'une ou l'autre solution semblerait plus conforme à l'intérêt commun. L'hésitation entre les deux partis à prendre ne fut pas de longue durée, car le lendemain de la Nativité de la Vierge (9 septembre) 1388, Richard II ordonna que le magasin général serait « remuez de Midelburgh a Caleys issint qu'il soit a Caleys le primer jour de decembre prochain a venir » (3). Le 26 août 1389, il prescrivit au capitaine de la ville, William de Beauchamp, de faire publier l'ordonnance relative au rétablissement de l'étable et à son organisation, et d'en assurer l'exécution (4). Le même souverain confirma aux marchands, le 28 janvier 1390, le privilège de posséder à Calais, de transmettre leurs biens par testament pourvu que ce soit à des Anglais, exception faite pour les biens de main-morte ; il leur concéda un emplacement nommé le « Pillory haven » où ils construiront un édifice pour leurs réunions, moyennant la redevance annuelle d'une paire d'éperons d'or (5).

Le Parlement, toujours hostile à la fixation de l'étable à Calais, ne tarda point à montrer sa mauvaise humeur et à insister pour que le siège de l'entrepôt général fût ramené dans les îles britanniques. Cette fois, les communes se servirent du moyen qui devait le plus puissamment agir

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 203.

(2) *Ibidem*, p. 250.

(3) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 60.

(4) P. R. O. Early chancery roll 334, m. 18 ; voy, pièces justificatives.

(5) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 206.

sur l'esprit du roi : le 3 décembre 1390, on lui vota bien pour trois ans un supplément de taxes sur les laines, les peaux et les vins, mais à la condition expresse « que l'estaple soit remuez de Caleys en Engleterre lundi proschein après la fest de la Tiffanie proschein a venir pur y demorer perpetuelment en certains portz deinz le roialme... Et s'il aviegne que ladite estaple ne ne soit mye en Engleterre ycest lundy en defaut du roi et de son conseil, q'adonques mesmes les subsidies cessent mesme le lundy tout autrement sanz jamez dès lors estre levez, et s'il soit en defaut des marchantz eient la peyne contenu en l'estatut de l'estaple. Et en outre, si ladite estaple soit remuez hors du roialme a ascunes parties de par dela deinz lesditz trois ans, que a ycell temps del remuer, touz lesditz subsidies cessent sanz estre levez après en ascune manere » (1). Richard II qui était à court d'argent n'eut garde de résister à la volonté si clairement exprimée par son Parlement, et le 12 décembre 1390, il ordonna que le lundi qui suivrait la prochaine fête de l'Epiphanie, l'étaple serait transférée à Westminster, et il en nomma le maire, John Haddele (2).

Malgré des textes si précis, nous avons tout lieu de penser que la promesse faite fut éludée. Il semble que le Parlement ait consenti à un ajournement, car si dans les rôles de l'assemblée tenue le lendemain de la Toussaint 1391, nous voyons que les marchandises devront être à l'avenir entreposées dans les villes qui avaient été désignées à cet effet en 1353 sous Edouard III, nous y lisons également que « la repaire desditz marchantz ovesque lour leyns... soient a Caleys tanq'al proschein Parlement » (3). On accorda du reste en même temps aux négociants la permission d'exporter les laines où ils voudront jusqu'à la prochaine fête de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste. En cette même année 1391, les communes demandèrent que

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 279.

(2) P. R. O. Early chancery roll 866, m. 2.

(3) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 285.

l'étable de l'étain fût placée à Lostwithiel dans le comté de Cornouailles, mais Richard II répondit qu'elle resterait à Calais tant que celle des laines y demeurerait (1). Il paraît donc certain que la ville ne fut point à ce moment déposée de son privilège : en tous cas on le lui confirma officiellement le 20 juin 1392 où le roi déclara qu'avec l'assentiment des prélats, des grands et des communes, l'étable se tiendrait à Calais à partir du lundi qui suivra la fête de Saint-Jean-Baptiste (2) : il désigna John Haddele pour occuper les fonctions de maire, et John Trumpington et William pour remplir celles de constables.

On voit que comme précédemment, le souverain en rétablissant l'étable à Calais, en avait nommé les officiers, mais le 22 avril 1393, par une longue ordonnance, il rendit aux marchands le droit d'élire le maire et les constables (3). Cette dernière disposition ne fut point appliquée rigoureusement, car Richard II intervint le 20 juin 1393 pour maintenir en fonctions John Haddele et John Trumpington et aussi pour désigner Richard Warshop comme second constable (4). Plus tard, le 28 avril 1394, il fait savoir à son oncle Jean duc de Lancastre, qu'il a choisi pour ces offices Robert Savage, marchand d'York, John Avenant, de Londres et Richard Aglion, mais il lui mande en même temps de désigner des suppléants à ces personnages que leurs affaires retiennent loin de Calais (5). En 1396, d'ailleurs, Richard II, tout en maintenant par un acte du 3 mars, le principe de l'élection et en admettant que les employés subalternes de l'étable pourront être révoqués par la compagnie, eut le soin d'indiquer qu'il se réservait le droit de donner à vie les charges supérieures et de confier

(1) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 296.

(2) *Bibl. nat.*, fonds Moreau 681, fol. 212. — Macpherson pense aussi que l'étable de la laine et de l'étain demeura fixée à Calais (*op. cit.*, t. I, p. 604).

(3) *Bibl. nat.*, fonds Moreau 681, fol. 220.

(4) *P. R. O. Early chancery roll* 327, m. 1.

(5) *Ibidem*, 328, m. 5.

des emplois inférieurs à ses serviteurs qui seraient alors inamovibles (1).

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le roi accordait parfois à certaines personnes la faculté d'exporter des marchandises en les dispensant de l'obligation de passer par l'étape. Des permissions de ce genre très dommageables à la compagnie et à la ville de Calais s'étant multipliées, plainte fut portée au Parlement : les Calaisiens réclamèrent l'exécution intégrale des ordonnances et demandèrent que « touz les marchandises... eient recours audit lieu de Calais et null lieu aillours » (2). Le roi promit de ne donner des licences qu'en nombre restreint, mais nous savons que certaines catégories de commerçants jouissaient du privilège de transit direct avec les pays étrangers, et notamment les Génois, Vénitiens et Aragonais de même que les négociants de Newcastle-sur-Tyne et de Berwick sur-Tweede (3).

IV

Henry IV ; la Compagnie et les gages de la garnison

Le 30 septembre 1399, Richard II était détrôné au profit de Henry de Lancastre qui prit le nom de Henry IV : le 10 décembre suivant (4), celui-ci rappelant les actes de ses prédécesseurs, confirmait l'installation de l'étape à Calais et nommait John Ouley maire, Stephen Sewall et Thomas Richard constables. Le 16 décembre, il rétablissait pour l'avenir la liberté des élections, donnait à la compagnie le droit de choisir et de révoquer ses employés et lui laissait

(1) Bibl. nat., fonds Moreau 631, fol. 242.

(2) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 108.

(3) Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 609 note, et *Rolls of Parliament*, t. III, p. 429.

(4) P. R., O. Early chancery roll 344, m. 16 ; voy. pièces justificatives.

la jouissance de l'emplacement appelé « Pillory haven » moyennant la même redevance d'une paire d'éperons d'or (1). Comme son prédécesseur également, il promit au Parlement de 1400-1401, sur la demande des marchands, de restreindre les permissions d'exporter directement les denrées (2). En 1404, on craignit une guerre en Flandre, les communes le prièrent de désigner un autre lieu d'étaple, mais il se borna à répondre qu'il aviserait (3). Le duc de Bourgogne Jean-sans-Peur eut, en effet, vers cette époque des démêlés avec les Anglais, et nous avons dit dans un chapitre précédent qu'il avait fait des préparatifs importants pour les combattre. Ces difficultés entre les deux états avaient dû causer un certain préjudice au négoce ; or l'intérêt des Anglais comme des Flamands dont les rapports commerciaux étaient ininterrompus exigeait impérieusement que les bonnes relations fussent rétablies. C'est pourquoi un traité fut conclu avec le duc de Bourgogne, relatif spécialement au trafic des marchandises ; Henry IV le ratifia le 10 mars 1407. Il est fait dans cet acte mention particulière de l'autorisation que le roi de France a donnée à Jean-sans-Peur pour passer cette convention (4). On y stipule que les marchands des deux pays ainsi que leurs commis et employés pourront aller librement par terre ou par mer de Calais en Flandre et réciproquement, avec toutes sortes de denrées excepté les armes, l'artillerie et autres choses « invasibles » ; ils passeront par le chemin qui côtoie la mer, entre le rivage et les châteaux de Marck et d'Oye. Ils pourront obtenir des vivres dans le pays où ils se trouveront et paieront les « tonlieux et devoirs duez et accoustumez ». Si les négociants viennent par voie de mer, leurs armes et leur artillerie resteront à bord des vaisseaux ;

(1) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 262 et 264.

(2) *Rolls of Parliament*, t. III, p. 465.

(3) *Ibidem*, p. 551.

(4) Rymer, éd. de La Haye, t. IV, pars I, p. 179 : « par vertue des licence, poair et auctorité de nostre adversaire de France, son souveraine seigneur, a luy attribut pour traiter ovesque nous ».

quant aux dagues et aux épées, ils devront les laisser dans leurs hôtels.

Nous arrivons maintenant à une époque où la compagnie de l'étaple joua un certain rôle dans l'histoire financière de l'Angleterre en prêtant de l'argent aux rois. S'il faut en croire le continuateur anonyme de l'*Eulogium historiarum*, voici à quelle occasion le premier emprunt aurait été contracté. Depuis un certain temps, les gages de la garnison n'étaient point payés ; les soldats, las d'attendre, s'emparèrent d'un stock de laines appartenant aux marchands. Ceux-ci se plaignirent à Henry IV qui leur demanda de lui avancer les sommes nécessaires pour satisfaire la troupe ; mais les « staplers », peu confiants sans doute dans la solvabilité du souverain, cherchèrent des prétextes pour éluder la demande. Le roi leur aurait dit alors brutalement : « Je sais que vous avez de l'or, je le veux, où est-il ? » Devant une sollicitation formulée en de pareils termes, les négociants furent obligés de céder, mais ils le firent à la condition que le chancelier et l'archevêque de Cantorbéry garantiraient leur créance (1).

Quoi qu'il en soit de l'exactitude de cette anecdote, le trésor étant vide, on ne savait comment contenter les soldats qui gardaient une ville si précieuse à l'Angleterre. Aussi, dès le 16 février 1407, Henry IV assigna-t-il pour les payer la moitié des sommes que produiraient les taxes sur les laines envoyées de la métropole à Calais (2). Mais cela ne suffit point et d'ailleurs, on avait besoin d'argent comptant : la compagnie de l'étaple en fournit, car nous voyons le roi exprimer aux marchands sa reconnaissance de l'avoir tiré d'un si gros embarras (3). Afin de les dédommager, il leur accorda un sursis pour acquitter les coutumes exigibles sur les laines exportées depuis la Pentecôte

(1) *Continuatio eulogii historiarum*, éd. Haydon, t. III, p. 411 : « ... vos habetis aurum. dixit rex, et ego volo habere aurum, ubi est ? »

(2) P. R. O. Early chancery roll 350, m. 15.

(3) Ibidem, m. 9 ; voy. pièces justificatives.

(15 mai) 1406 jusqu'à la fête de St-Michel (29 septembre) 1407 ; il suspendit aussi les poursuites dont les « staplers » pourraient être l'objet de la part de leurs créanciers. Le 27 juillet 1407, nouvelle difficulté : le roi, toujours pour payer la solde de la garnison, est obligé d'emprunter à des évêques, à des seigneurs et à la compagnie de l'étable une somme de 4.000 livres qu'il s'engage à rendre sur le produit des taxes des laines embarquées dans tous les ports du royaume (1).

Nous avons dit que le roi avait donné à la société le droit de faire tous les réglemens utiles pour la bonne administration des marchands et des marchandises ; il s'était réservé naturellement la faculté de les casser lorsqu'ils lui paraîtraient nuisibles. Henry IV usa de cette prérogative le 13 août 1408 : à cette date, il déclare nulle une ordonnance du lieutenant du constable de la compagnie, par laquelle défense était promulguée de vendre de nouvelles laines à Calais jusqu'à ce que le stock des laines anciennes qui s'y trouvait fût épuisé. Cette disposition était en effet préjudiciable au roi, en diminuant les taxes qu'il percevait, et aux producteurs anglais en empêchant l'écoulement de leurs produits. Ordre était donné en conséquence au maire de l'étable Richard Whytington de suspendre immédiatement l'exécution de ce règlement (2).

En revanche, dans le but de favoriser le commerce de la ville, Henry IV en délivrant le 5 juillet 1412 des lettres de représailles à quelques marchands dont les vaisseaux chargés de vins avaient été capturés par les Français, a soin de déclarer que les cargaisons destinées à l'étable de Calais ne pourront être saisies : cette cité, ainsi que le dit Macpherson, jouit donc des privilèges d'un port neutre (3).

(1) Rymer, éd. de La Haye, t. IV, pars I, p. 116.

(2) Bibl. nat., fonds Moreau 681, fol. 284.

(3) Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 636.

V

Henry VI et Edouard IV Nouveaux emprunts

Henry V, couronné le 9 avril 1413, confirma le 1^{er} juillet suivant les privilèges accordés par ses prédécesseurs aux marchands de l'étable (1). Le 19 novembre 1414, ceux-ci le prièrent de faire respecter les ordonnances relatives à l'entrepôt obligatoire à Calais des laines, cuirs et peaux, du plomb et de l'étain exportés du royaume (2). Le roi admit leur demande en principe, mais se réserva le droit d'accorder, quand il le jugerait bon, des licences spéciales. Au Parlement de 1423, une réponse analogue fut faite à une semblable réclamation; Henry V décida en outre que les marchandises provenant des comtés de Northumberland, Westmoreland, Cumberland et de l'évêché de Durham pourraient être menées à l'étranger sans passer par l'étable. Il consentit cependant à ce que les laines légères « *sleightes laines* » fussent conduites à Calais jusqu'à la tenue du prochain Parlement (3). Deux ans plus tard, les communes ayant fait remarquer que le beurre et le fromage « sont si tendre marchandise que ne pourroient attendre lour marchandes », il autorisa l'exportation directe de ces denrées sous réserve d'une permission qu'accorderait le grand chancelier (4). En 1429, enfin, on chercha à empêcher la spéculation à laquelle se livraient dans la ville les membres de la compagnie : trouvant, à certains moments, le moyen d'écarter les acheteurs étrangers, ils acquéraient eux-mêmes les marchandises à bas prix et les revendaient

(1) P. R. O. Early chancery roll 357, mm. 26 et 27.

(2) *Rolls of Parliament*, t. IV, p. 53.

(3) *Ibidem*, p. 250.

(4) *Ibidem*, p. 293.

ensuite à gros bénéfices. Pour remédier à cet abus, on interdit aux « staplers » sous peine de forfaiture d'acheter pour leur compte à Calais (1).

Henry VI, comme son père, reconnut la société et lui conserva par un acte du 16 février 1430 les prérogatives dont elle jouissait (2). Mais alors, le commerce qui se faisait à Calais était déjà bien déchu : le roi était obligé de le constater lui-même le 3 février 1444 (3). On attribuait cette décadence à l'abus des licences directes trop libéralement prodiguées. Le maire, Hamon Sutton, fit entendre des doléances au souverain qui reconnut toute l'étendue du mal et s'efforça de le réparer. Pour dédommager les « staplers » Henry VI se lia vis à vis d'eux pour une durée de sept années en leur donnant la faculté de conduire dans leur ville sans payer de taxes une quantité de marchandises égale à celle qui passerait à l'étranger en vertu de permissions royales. La couronne était donc elle-même intéressée à ne point enfreindre, en accordant des faveurs particulières, les privilèges octroyés aux négociants de Calais. Malgré cet engagement, les abus continuèrent ; le Parlement fit entendre, en février 1449, de nouvelles protestations et obtint la promesse d'une réforme (4). Une ordonnance du 12 de ce mois (5) la sanctionna : il y est observé tout d'abord que l'étape qui sous Edouard III rapportait au trésor 680.000 livres n'en produit plus que 120.000, et que cela est dû au grand nombre de licences délivrées et aussi à la mauvaise foi des marchands. Ceux-ci achètent « leynes et peaulx lanuez en autre lieu que leur licence conteint, en eskipaunt plus graund nombre et pois, et colourant par nouvelles controvées nouns comme morlyng et shorlyng (6) »

(1) *Rolls of Parliament*, t. IV, p. 360.

(2) P. R. O. Early chancery roll 372, mm. 21 et 22.

(3) Ibidem 386, m. 13; voy. pièces justificatives.

(4) *Rolls of Parliament*, t. V, p. 149.

(5) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 345.

(6) *Morling* désigne la laine morte, et *shorling* la peau d'une brebis tondue.

les laines qu'ils exportent ; en outre, certaines personnes ont vendu des marchandises en Brabant à des gens qui avaient l'habitude de venir à Calais ; de plus, beaucoup de denrées n'ont point acquitté de droits par la faute de percepteurs infidèles. Afin de remédier à ce fâcheux état de choses, Henry VI décida qu'à partir de la fête de St-Jean-Baptiste aucune permission spéciale ne serait donnée sauf à certaines personnes nommément désignées. La compagnie dont les privilèges recevaient une nouvelle confirmation, était munie d'une action particulière contre tous ceux qui exporteraient ailleurs qu'à Calais les marchandises d'étable. Il semble qu'en théorie du moins, les prérogatives de l'entrepôt général aient été respectées, car nous voyons, le 18 juillet 1459 (1), que le roi, en accordant aux commerçants de Newcastle-sur-Tyne la faveur de transporter directement à Middelbourg et à Bruges les peaux appelées « shorlyng », a soin de mentionner le consentement que la société de l'étable a donné à cette mesure.

Henry VI d'ailleurs avait encore un autre intérêt à ménager les commerçants de Calais, car il était souvent obligé de recourir à leurs bons offices dans les difficultés financières où son gouvernement se débattait. Pour payer la garnison, les « staplers » fournirent à plusieurs reprises de l'argent au roi. En 1447, il était leur débiteur pour une somme de 500 marcs, et il leur abandonna, le 10 mai de cette même année, le produit des taxes qu'il pourrait percevoir jusqu'à ce qu'ils soient remboursés (2). Le 18 octobre suivant, il reconnaît qu'en plusieurs fois, la compagnie lui a avancé un total de 10.366 livres 13 sous 4 deniers : afin de s'acquitter, il assigna à ses créanciers les premières sommes à recueillir sur les quinzièmes, dixièmes et dîmes ecclésiastiques votés par le Parlement et les assemblées du clergé des provinces de Cantorbéry et d'York ; il donna en

(1) P. R. O. Early chancery roll 401, m. 5.

(2) Ibidem 389, m. 5 ; voy. pièces justificatives.

conséquence des ordres au chancelier, au trésorier et aux barons de l'Echiquier (1). De nouveaux emprunts furent contractés en 1450; ceux de 1453 se montèrent à 10.000 marcs, ceux de 1455 à 20.000 livres (2). La compagnie consentit encore en décembre 1458 un prêt de 2.600 livres pour payer les gages des soldats et en avança 1000 pour les frais de la maison royale (3). Toutes ces sommes n'étaient point remboursées en argent comptant, mais bien au moyen d'exemptions de coutumes que la couronne accordait à ses créanciers.

En retour, le souverain mettait un soin particulier à assurer aux « staplers » la protection de son autorité : c'est ainsi que des corsaires anglais ayant capturé un vaisseau appartenant à des commerçants de Bruges, le duc de Bourgogne fit, par représailles, saisir des marchandises que possédaient les négociants de l'étape pour une valeur de 2.000 marcs. Afin d'indemniser ceux-ci, Henry VI s'empessa de décider, le 7 juin 1450, qu'ils seraient dispensés de taxes jusqu'à concurrence de la somme qu'ils avaient perdue, et nomma, le 7 août, des commissaires pour traiter avec Philippe-le-Bon au sujet des objets confisqués (4). Le roi ordonna également le 19 mars 1458 (5) aux gouverneurs des marchands anglais, en Flandre, Hollande, Zélande et Brabant de respecter les privilèges des membres de la compagnie et de ne les maltraiter en aucune façon sous peine d'encourir son indignation. Nous savons aussi qu'à la même époque, certaines difficultés s'élevèrent avec les acheteurs flamands, car nous voyons, le 11 décembre 1458, le roi charger Henry Shapp, docteur ès lois, lieutenant de l'étape et plusieurs autres personnages de s'entendre avec les délégués du duc de Bourgogne pour régler la vente des laines à Calais (6).

(1) P. R. O. Early chancery roll 390, m. 14; voy. pièces justificatives.

(2) Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 668.

(3) P. R. O. Early chancery roll 401, mm. 10 et 27.

(4) Bibl. nat., fonds Moreau 682, fol. 89 et 95.

(5) P. R. O. Early chancery roll 400, m. 18.

(6) Ibidem 401, m. 11.

Le roi eut encore à intervenir dans l'administration intérieure de la société qui n'était point des plus régulières. Il constata, le 9 mars 1448, que les principaux marchands qui la dirigeaient jadis sagement et pour le bien de tous les intérêts, étaient le plus souvent absents de Calais et résidaient en Angleterre ; ils n'avaient laissé pour les suppléer, que des employés ou des représentants qui ne possédaient à peu près rien. Les idées malsaines de ces individus avaient été cause qu'on avait élaboré plusieurs règlements fâcheux au sujet de l'exposition et de la vente des laines ; de plus, les élections donnaient lieu à des disputes et le choix des électeurs s'égarait sur des personnes sans autorité. Il en résultait le gaspillage des biens de la compagnie et de graves inconvénients pour le roi, le royaume et le commerce. Le désordre avait été accru encore par une révolte de la garnison qui, ne recevant point de gages, s'était rebellée et avait fait main basse sur des marchandises d'étable. Par suite, la ville de Calais était délaissée par les négociants, et le chiffre des coutumes payées au souverain sur les denrées exportées, diminuait. Aussi Henry VI, pour assurer la marche régulière des affaires commerciales à Calais, donna-t-il à la société une sorte de tuteur avec le titre de « gubernator et conservator noster stapule nostre » ; il confia cette fonction pour cinq années à William comte et marquis de Suffolk (1). Nous n'avons point de détails sur ses attributions, ni sur la manière dont il les exerça : le roi l'engagea seulement à prendre l'avis des plus notables marchands de l'étable et lui délégua le pouvoir de punir ceux qui contreviendraient aux lois et ordonnances.

Edouard IV, dès le commencement de son règne, confirma, le 2 septembre 1462, les privilèges des « staplers » (2). Le 29 avril 1463, il renouvela la défense faite par ses prédécesseurs d'exporter les laines et les peaux autre part qu'à

(1) P. R. O. Early chancery roll 390, m. 11 ; voy. pièces justificatives.

(2) Ibidem, 406, m. 12.

Calais, mais il ajouta que les délinquants seraient punis d'un emprisonnement de deux ans, et que leurs marchandises seraient confisquées, les objets saisis devant être attribués par moitié au roi, par moitié à celui qui aurait découvert la fraude (1).

Le nouveau souverain, pour soutenir la lutte contre les partisans de son compétiteur Henry VI, fut obligé comme lui d'avoir recours à la bourse des marchands de l'étafle : en janvier 1464, il leur devait déjà la somme de 32.861 livres, pour le remboursement de laquelle il assigna à la compagnie une partie des revenus des taxes sur les laines (2).

A la faveur des troubles causés par la guerre civile, des licences avaient été indûment accordées et certains commerçants s'étaient soustraits par ruse ou même par force au paiement des coutumes. Afin de rendre la surveillance désormais plus facile, Edouard IV, en 1465, limita à neuf le nombre des ports où les denrées pouvaient être embarquées (3). Il institua aussi un moyen de contrôler le passage des marchandises à Calais : tous les exportateurs devaient présenter chaque année à l'Échiquier des certificats fournis par le percepteur de cette ville, constatant le nombre de vaisseaux qu'ils avaient amenés dans le port et la valeur de leur cargaison. Les biens des transgresseurs devaient être saisis et partagés entre le roi et la compagnie.

Un peu plus tard, en 1466, on mit en pratique un procédé qui devait permettre à la couronne de s'acquitter de ses dettes envers la société, de se débarrasser de la perception de ses revenus en Calais et de payer les soldats. Le 13 juillet de cette même année (4), le maire de l'étafle fut institué trésorier et surveillant des travaux, et le lieutenant du maire fut nommé vitailleur. Pendant huit années,

(1) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 394.

(2) Macpherson, *op. cit.*, t. I, p. 677.

(3) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 407.

(4) P. R. O. Early chancery roll 410, m. 22.

Edouard IV abandonnait à la compagnie : 1^o tous les produits qui lui appartenaient à Calais, 2^o toutes les coutumes des laines exportées d'Angleterre. Avec les sommes ainsi recueillies, les « staplers » devaient pourvoir aux gages de la garnison, faire exécuter les ouvrages de défense ordonnés dans la ville et se rembourser de l'argent qu'ils avaient prêté au roi : ils devenaient de la sorte ses fermiers. Les droits levés sur les laines, peaux laines, « shorlyng » et « morlyng » passant hors du royaume, à l'exception de celles qui étaient conduites par le détroit de Gibraltar, appartenaient depuis la dernière fête de St-Jean-Baptiste pour huit ans au maire et la société de l'étable : les percepteurs royaux en feront la remise dans des formes déterminées. Quant aux terres, tenures, rentes, eaux, pêcheries, tonlieux et taxes diverses que possédait le roi dans le Calaisis en qualité de souverain, elles étaient également dévolues à la compagnie à compter de la prochaine fête de Saint-Michel. Les coutumes sur les laines ainsi que la moitié des revenus royaux des possessions anglaises du continent seront employées à payer les gages du capitaine et des soldats de la ville, de la tour du Rysbank et des châteaux de Guines et de Ham, se montant à 10.022 livres; le tiers de ces gages sera donné en vivres, comme c'est l'habitude. Quant à la seconde moitié des profits du roi, elle servira à la réparation et à l'entretien des ouvrages militaires et de l'artillerie. En ce qui concerne la dette de 32.861 livres qu'Edouard IV a contractée envers les marchands, elle sera éteinte par une somme de 5.000 livres prélevée chaque année sur les taxes des laines. Si tous ces produits excèdent 15.022 livres, les « staplers » devront rendre compte du surplus à l'Echiquier; au cas où les sommes spécifiées ne seraient point touchées, la compagnie récupérerait l'année suivante ce qui aurait manqué précédemment.

C'est encore à la société de l'étable que le roi s'adressa

en 1471 pour payer une partie de la dot de sa sœur Marguerite d'York mariée à Charles-le-Téméraire. Les marchands promirent de fournir à cette occasion 13.000 livres, mais nous savons que la délivrance de cet argent ne se fit pas sans difficulté, et Edouard fut obligé, le 23 octobre, de nommer des commissaires chargés d'obtenir du duc de Bourgogne des délais afin de permettre à la compagnie de réunir la somme qui n'était point prête au jour fixé (1).

Plus tard, le souverain se vit forcé d'engager des bijoux à un certain Thomas Portinare, qui, lui-même embarrassé, les remit à John Proute, Richard Stokes et Thomas Kiston. Pour retirer ses bijoux des mains de son prêteur, il eut recours une fois de plus, en 1472, aux marchands de Calais qui donnèrent 2.700 livres, et qui durent être remboursés par trois prélèvements de 900 livres faits sur les gages de la garnison (2).

Il semble que le système inauguré en 1466 et qui consistait à transformer la société de l'étaple en compagnie fermière ait donné d'heureux résultats : établi d'abord pour huit ans, il fut renouvelé pour une durée double par une ordonnance rendue en Parlement le 8 février 1473 (3). Les conditions qu'elle contient rappellent à peu de chose près celles que nous avons analysées plus haut ; nous y voyons que les sommes empruntées par le roi s'élevaient au total de 22.700 livres. Le souverain s'engageait à ne point déplacer l'entrepôt général des marchandises jusqu'à remboursement complet. Il était décidé en outre que les fonctions de maire, de constable, de trésorier ou de collecteur ne pouvaient être exercées que par des négociants habitant habituellement l'Angleterre ; ceux qui résidaient ordinairement à Calais ne devaient point en être chargés, et c'est là une mesure dont il nous est difficile de comprendre l'utilité.

(1) P. R. O. Early chancery roll 415, m. 15.

(2) Ibidem 416, m. 4, (ordonnance du 15 décembre 1472) ; voy. pièces justificatives.

(3) *Rolls of Parliament*, t. VI, p. 55.

Le 8 avril 1473, Edouard IV concéda pour seize années un certain nombre de faveurs aux « staplers » : il les dispensa de toute poursuite et de toute amende pour manquement à certains statuts tels que celui qui forçait les exportateurs à payer au trésor une lame d'argent d'une valeur de deux marcs sur chaque sac de laine, ou celui qui obligeait à exposer et à vendre les marchandises à Calais même et non dans la banlieue de la ville (1).

Une autre ordonnance datée du 24 mars 1476 contient encore des prescriptions qui intéressent le commerce et fixe le tarif des droits qui seront acquittés pour les laines légères de moyenne qualité et les peaux (2).

VI

Richard III et ses successeurs ; décadence complète de l'étable

Les statuts et privilèges de l'étable furent confirmés par Richard III le 20 janvier 1485 (3) et par Henry VII le 28 janvier 1487 (4). Ce dernier prince, au début de son règne, emprunta de l'argent à la compagnie, mais de modiques sommes seulement : 130, 877 et 466 livres qui durent être remboursées en quatre termes (5). Quant aux dettes contractées par Edouard IV, on continua à les éteindre au moyen des taxes perçues sur les laines d'exportation (6).

Le terme de seize années avec lequel expirait la convention passée entre la couronne et la compagnie au sujet de

(1) P. R. O. Early chancery roll 417, m. 8.

(2) Ibidem 420, m. 8.

(3) Ibidem 429, mm. 25-30.

(4) Ibidem 431, mm. 5-10.

(5) *Materials illustrative of the reign of Henry the VII*, pp. 232, 233 et 266.

(6) Bibl. nat., fonds Moreau 682, fol. 173.

la ferme des revenus n'était point arrivé à échéance, qu'Henry VII prit soin de la renouveler pour une durée égale, au Parlement tenu le 9 novembre 1487 (1). Le 20 mai 1488, il prescrivit aux collecteurs de coutumes des ports d'Ipswich, Chichester, St-Botulf, Kingston-sur-Hull et Sandwich de remettre entre les mains des « staplers » l'argent qu'ils percevront ; le 24 mai 1490, cette mesure était étendue aux laines embarquées à Southampton (2).

Un accord commercial intervint le 18 mai 1499 entre le roi anglais et l'archiduc Philippe-le-Beau (3). On y décida que les sujets de ce prince paieraient pendant douze ans un droit d'un demi-marc à Calais sur chaque sac de laine, à moins qu'il ne fût prouvé qu'une épidémie sévisse sur les moutons en Angleterre, auquel cas, ce droit pourrait être augmenté. L'ordonnance de février 1473 prescrivait que les marchandises empaquetées au lieu d'origine, ne seraient point déballées à Calais sauf celles qui seraient mangées des vers ou abimées par la mer ; on se contentait de les peser au moment de la vente. Il faut croire que ce système engendrait des abus, et que des commerçants peu scrupuleux introduisaient dans les ballots des corps étrangers afin d'en augmenter le poids. Les acheteurs arrivés à destination trouvaient dans les paquets des pierres, du sable ou d'autres objets sans valeur. Pour empêcher cette fraude, on arrêta que les « paccatores » prêteraient serment de remplir honnêtement leur office et inscriraient leur nom sur les paquets à côté de la qualité de la marchandise. Passé le délai de trois mois, les Flamands ne pourront plus adresser de réclamation ; avant que ce terme soit écoulé, les officiers de l'étable devront examiner les plaintes et faire justice aux demandeurs s'il y a lieu. Au cas où leur sentence n'aura point été rendue dans les vingt jours, et si le

(1) *Rolls of Parliament*, t. VI, pp. 395 et suivantes.

(2) P. R. O. Early chancery roll 432, m. 4 et 434, m. 34 ; voy. pièces justificatives.

(3) Rymer, éd. de La Haye, t. V, pars IV, p. 136.

vendeur n'a point transigé avec l'acheteur, l'acte de vente sera nul de plein droit et le prix restitué. Les décisions prises ne seront susceptibles d'appel que devant le roi d'Angleterre ou ses délégués spéciaux.

Le 7 décembre 1499, les membres de la compagnie de l'étable reçurent de Henry VII un emplacement vide appelé « Prince's Inn » avec le jardin y attenant moyennant une redevance annuelle de six livres, payable à Pâques et à la Saint-Michel ; on leur concéda l'exemption des devoirs de guet auxquels ils seraient tenus en raison de la possession de ce terrain ; on les dispensa également de toute taxe sur le pain, le vin, la bière et les victuailles à consommer à cet endroit (1).

A côté de la société de l'étable, s'était constituée une compagnie qui devenait chaque jour plus importante, celle des « merchants adventurers » en Flandre. Un conflit de juridiction s'était élevé déjà en 1458 entre elles : Henry VI l'avait tranché en faveur des « staplers », et la même année le duc de Bourgogne Philippe-le-Bon avait pris ces derniers sous sa protection (2). Il est certain que la vieille institution déclinait beaucoup : depuis si longtemps les rois avaient usé et abusé de l'association des « staplers », lui empruntant de grosses sommes, la chargeant d'acquitter une foule de dépenses. L'étable était donc épuisée, tandis que les « merchants adventurers » étaient moins entravés par des règlements étroits et cherchaient à absorber leurs rivaux. Du reste, le genre de trafic des deux compagnies était souvent le même. Il y avait des cas où les « staplers » agissaient comme « merchants adventurers » et ceux-ci comme « staplers ». C'est ce que constate un acte du 17

(1) P. R. O. Early chancery roll 441, m. 5 ; voy. pièces justificatives.

(2) L'histoire des démêlés des « merchants adventurers » et des « staplers » fait l'objet d'un chapitre spécial dans l'ouvrage du Dr Schanz (*Englische Handelspolitik gegen Ende des Mittelalters*, Leipzig, 1881, 2 vol in 8°) qui a donné en pièces justificatives un grand nombre de documents tirés des archives d'Angleterre et de Flandre ; nous passerons donc très rapidement sur ces incidents.

décembre 1504 où Henry VII approuvait un arrêt rendu le 26 novembre précédent par la chambre étoilée (star chamber) (1). Les « merchants adventurers » s'étaient plaints des « staplers » qui avaient répliqué que les rois leur avaient donné le privilège de n'être point soumis à la juridiction du gouverneur de la société rivale. La chambre, après avoir pris connaissance des pièces du procès, déclara qu'il fallait faire une distinction : les marchands de l'étaple doivent se conformer, à Calais aussi bien qu'en Flandre, lorsqu'ils agissent comme « merchants adventurers », aux règlements qui régissent ceux-ci ; ces derniers, de même, sont obligés d'obéir aux statuts de l'étaple lorsqu'ils font une opération commerciale rentrant dans la catégorie de celles qui sont du domaine des « staplers ». Les affaires des uns et des autres étaient d'ailleurs si bien mêlées que les « merchants adventurers » se réunissaient à Calais pour élire leur gouverneur et ses vingt-quatre assistants, en vertu d'une ordonnance du 28 septembre 1505. C'était aussi dans la prison de cette ville que l'on enfermait ceux qui avaient transgressé leurs règlements (2).

L'arrêt de la chambre étoilée avait été mal interprété par les « merchants adventurers » qui en avaient pris prétexte pour saisir certaines laines appartenant aux « staplers », afin d'en tirer de l'argent ou de les forcer à entrer dans leur compagnie. Le roi prescrivit, le 25 juin 1505, à leur gouverneur de rendre les marchandises ainsi confisquées, et lui enjoignit de s'abstenir à l'avenir de toute vexation à l'égard des commerçants de l'étaple (3).

Henry VII pour des motifs que nous ne connaissons point, avait, dans la troisième année de son règne, défendu à tout bourgeois de Calais d'être dans cette ville facteur ou commis d'un marchand habitant l'Angleterre. Cette mesure avait eu pour effet d'éloigner un grand nombre de person-

(1) Schanz, *op. cit.*, t. II, p. 547.

(2) *Ibidem*, pp. 549 et 553.

(3) *Ibidem*, p. 548.

nes qui ne trouvaient plus d'emploi. On s'aperçut que la population diminuait et que la cité décroissait en importance; aussi, en 1504, le roi rapporta-t-il son ordonnance (1).

Son fils Henry VIII concéda le 1^{er} juillet 1510 au maire et à la compagnie un emplacement vide contigu à « Staple Inn », moyennant la redevance annuelle d'un denier exigible à la Saint-Michel (2); le 23 du même mois, il renouvela au gouverneur des « merchants adventurers », l'ordre déjà donné par son père de ne molester en aucune façon les « staplers » (3). Quelques années plus tard, le 17 juillet 1524, d'accord avec la société de l'étaple, il mit sur chaque sac de laine alors déposé à Calais une redevance de deux pence, l'un pour son profit, l'autre pour celui de la compagnie qui devra délivrer immédiatement au vitailleur, William Cantlowe, une somme de 2.000 livres qui seront employées à des réparations urgentes : les marchands seront remboursés par l'attribution de 5 livres sur les 20 que l'on prélève par sac exporté d'Angleterre (4).

Le 13 juillet 1527, Henry VIII écrivit au maire de Calais, lui enjoignant de faire publier dans la ville et sa banlieue une ordonnance relative au commerce. Ce document dont le texte nous a été conservé (5) ne contient pas de dispositions bien nouvelles : il a seulement pour objet de rappeler certaines prescriptions anciennes et de rendre plus facile aux marchands l'accès de cette cité. Les foires d'Anvers, de Bergues et de Bruges les attiraient en grand nombre à cause de la modicité des taxes qu'on y percevait : c'est un régime semblable que le roi cherchait à établir. Il y est dit tout d'abord qu'on ne prélèvera sur les étrangers aucun droit supérieur à ceux que payent les Anglais sur les terres de l'empereur. La liberté du trafic doit être aussi grande à

(1) *Statutes of the Realm*, t. II, p. 665.

(2) P. R. O. Early chancery roll 452, m. 1; voy. pièces justificatives.

(3) Schanz, *op. cit.*, t. II, p. 555.

(4) Bibl. nat., fonds Moreau 682, fol. 203.

(5) British Museum, Harleian 442, fol. 77; imprimé à la suite de la *Chronicle of Calais*.

Calais que dans les villes des Pays-Bas ; néanmoins, comme c'est une place de guerre, il importe que les étrangers n'y viennent point armés et qu'ils se conforment aux règlements promulgués pour sa sûreté. Afin d'empêcher les extorsions, on fera des tableaux indiquant les coutumes qui devront être acquittées pour chaque catégorie d'objets, et on les affichera à la douane, au marché et à l'Echiquier royal. Si un officier essaie de prélever une somme plus forte que celle portée sur le tarif, il sera passible d'emprisonnement ou d'amende au gré du roi. Les gouverneurs des « merchants adventurers » auront à Calais la même autorité que dans les Pays-Bas ; ils connaîtront de toutes les actions intentées par les membres de leur société et jugeront sans appel les causes qui concernent leur genre de commerce ; de même tous les procès entre gens de l'étable ou relatifs à leur marchandise seront du ressort du maire et de la compagnie. Les négociants de la hanse teutonique, de France, d'Espagne, de Portugal et d'Italie devront fournir une garantie suffisante qu'ils ne vendront en Flandre aucune des marchandises anglaises achetées à Calais.

Nous ne savons si cette ordonnance eut pour effet d'augmenter la prospérité de la ville ; en tous cas, la compagnie de l'étable continua à décliner de jour en jour. Nous en trouvons la preuve dans une supplique qui fut adressée à Henry VIII vers 1527 : les marchands y rappellent que depuis cinq cents ans, ils forment la plus importante des associations commerciales, mais qu'ils se trouvent actuellement dans la plus triste situation « in poore and lowe estate ». Ils remémorent les services qu'ils ont rendus au roi en soldant les gages arriérés de la garnison de Calais, mais les taxes ont beaucoup augmenté, puisque de 6 sous 8 deniers payés jadis pour chaque sac de laine, elles se sont élevées jusqu'à 40 sous. C'est le droit le plus fort qu'un prince ait jamais exigé, car il monte au quart de la valeur des denrées. Mais ils ne veulent pas insister sur ce point,

si Sa Majesté peut faire en sorte qu'ils vendent autant qu'autrefois. Depuis sept ans le trafic a considérablement diminué, si bien que de quatre cents qu'ils étaient, leur nombre est maintenant réduit à cent-quarante ou cent-soixante. De plus, les guerres continuelles ont empêché les sujets de l'empereur et les Français d'acquérir des marchandises d'étable, et les Flamands, autrefois leurs meilleurs clients, achètent des laines espagnoles qui sont particulièrement favorisées grâce à l'union sous un même prince de l'Espagne et de la Flandre. Le bétail anglais, en outre, a subi de terribles épidémies qui ont eu pour effet de rendre la laine rare et chère (1).

La situation de l'étable était, on le voit, des plus précaires, mais existait-il un remède pour la sauver ? C'est ce que nous ignorons ; du moins les « staplers », à ce qu'il semble, n'en connaissaient pas, car ils n'en proposent aucun. Nous ne savons pas non plus si la sagesse du roi, à laquelle ils s'en remettaient, trouva quelque expédient pour relever la compagnie, car nous sommes presque complètement privés de documents pour le XVI^e siècle. Le trafic anglais s'était alors beaucoup développé en tous sens, et les rois portaient aux marchands de Calais moins d'intérêt que jadis ; les conditions du commerce avaient peu à peu changé et la société avec sa vieille organisation ne répondait plus aux besoins nouveaux. A cette raison d'ordre général, il convient d'ajouter que les Flamands qui tiraient autrefois toutes leurs laines d'Angleterre, délaisserent leurs anciens fournisseurs pour s'adresser à l'Espagne qui leur vendait des marchandises plus nombreuses et de qualité supérieure (2).

(1) Schanz, *op. cit.*, t. II, p. 565.

(2) « Spanish wools were continually increasing both in bulk and quality, and were fast taking the place of english produce in the flemish workshops. It is probable indeed that the decline of the staple trade was to be attributed mainly to an unsound economy at home. Foreign buyers were loud in their complaints of the inferior quality of english wool and the unmethodical transactions of english merchants ». (Hubert Hall, *op. cit.*, t. I p. 39).

Le milieu du XVI^e siècle est rempli par les discussions entre marchands de l'étaple et Flamands, autant que nous en pouvons juger par quelques fragments de documents que nous possédons. La principale cause du litige est la monnaie dont on devait se servir pour le paiement et qui subissait les variations d'un change qui, suivant les temps, était plus ou moins favorable à l'une ou à l'autre des parties. Les acheteurs se plaignent en outre de ce que les laines sont mal lavées et mal épurées et que l'on introduit frauduleusement dans les ballots des corps étrangers pour en augmenter le poids. Les « staplers » répondent comme ils peuvent à ces réclamations et rejettent la faute sur les emballeurs (1).

Quoique bien affaiblie, l'étaple demeura à Calais tant que les Anglais restèrent maîtres de la ville. Nous connaissons une endenture faite le 28 mai 1553 entre Edouard VI et la compagnie (2). Le roi consent à ce que les marchands transportent d'Angleterre les laines, les peaux, « morlyng » et « shorlyng », à leur volonté, sans interruption ni empêchement depuis le 1^{er} juin 1553 jusqu'au 1^{er} août 1555. Les commerçants promettent d'acquiescer fidèlement les coutumes établies, en deux termes, payables à Calais le 6 avril et le 6 octobre de chaque année. Ces dispositions furent confirmées dans les mêmes termes pour une durée de quinze ans par Philippe II et Marie Tudor, le 12 février 1555 (3).

Quand la ville fut prise, le duc de Guise y trouva des laines pour une valeur de 100.000 livres et pour cinquante mille francs de peaux. Les Anglais transportèrent alors l'étaple à Bruges où elle continua à périliter. Au dire de M. Charles Gross, elle subsistait encore au XIX^e siècle, mais n'avait plus aucun rôle commercial, ses membres s'assemblant seulement pour se divertir (4).

(1) British Museum, Cotton, Galba B XII, fol. 127 et infra.

(2) Bibl. nat., fonds Moreau 682, fol. 306.

(3) Rymer, éd. de La Haye, t. VI, pars IV, p. 34.

(4) Charles Gross, *The gild merchant*, t. I, p. 145 : « its members assembling only to feast together ».

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Edouard III

I

Westminster, 1^{er} mars 1363.

Rex dilectis et fidelibus suis Henrico le Scrop gubernatori et Thome de Brayntyngham thesaurario ville nostre (nostre) Calesii, salutem. Cum per cartam nostram concesserimus dilectis mercatoribus nostris Johanni Wroth et Johanni de Wesenham majoribus, Ade de Bury, Thome de Pykenham, Rogero Rotour, Thome Perle, Philippo de Neutonia, Albano Frere, Edmundo de Stapelgate, Willelmo Merice, Reginaldo Perle, Walterio de Fromptonia, Reginaldo Freynssh, Henrico Cachepolle, Rogero de Honynggham, Johanni de Gisburnia, Thome de Bumpsted, Johanni de Fyncham, Willelmo de Spaigne, Roberto de Kebby, Petro de Grymesby, Ricardo de Stanhope, Thome Frost, Nicholao Michel de Coventra, Johanni de Outhorp et Johanni Colo de Leycestre aldermannis, et aliis burgensibus dicte ville nostre de Caleis, per ipsos majores et aldermannos recipiendi eandem villam, eskivinagium et portum ejusdem ville, habenda et tenenda eisdem majoribus et aldermannis et burgensibus, et eorum successoribus majoribus, aldermannis et burgensibus ville predictae, una cum terris, tenementis, redditibus, vastis, escaetis, forisfacturis, escambiis monete, tolne-tis, custumis, wrecco maris, feriis, mercatis, libertatibus et omnibus aliis ad dicta villam, eskivinagium et portum pertinentibus, de nobis et heredibus nostris imperpetuum, reddendo inde nobis et heredibus nostris, ad scaccarium nostrum Calesii, quingentas marcas ad festa Sancti Michaelis et Pasche per equales porciones, prout in carta nostra predicta plenius continetur, vobis mandamus quod prefatis majoribus et aldermannis predictam villam, portum et eskuvinagium, cum omnibus predictis ad ea pertinentibus, liberetis, habenda juxta tenorem carte nostre predictae. Volumus enim vos de custodia ville predictae eximie exonerari, et dictam cartam et omnia contenta in eadem in dicta villa Calesii

et toto dominio nostro in partibus illis et locis ubi expedire videritis cum omni celeritate publice proclamari et observari faciatis. — Datum apud Westmonasterium, primo die martii.

(P. R. O. *Early chancery roll 506, memb. 17*).

II

Westminster, 20 juillet 1363.

Rex dilectis et fidelibus suis Henrico le Scrop gubernatori ville nostre Calesii et parcium adjacencium, Thome de Brantyngham thesaurario nostro ibidem, Johanni Wroth, Thome Velsaly, Thome Pykenham, Albano Frere et Philippo de Neuton, salutem. Quia de assensu et deliberato consilio magnatum et aliorum nobis assistencium, pro comuni utilitate tam mercatorum quam tocius populi regni nostri, ordinavimus quod exercicium mercandisarum extra dictum regnum educendarum apud dictam villam nostram de Caleys habeatur, nos volentes commodo et quieti mercatorum et aliorum ad dictam villam sic venturorum providere, assignavimus vos ad domos, placeas et edificia ville predictae supervidenda et ad firmam eorundem juxta discreciones vestras taxandam illis ad quos pertinent solvendam, necnon ac informandum vos, viis et modis quibus melius expedire videritis, de omnibus domibus, placeis et tenementis tam per cartas sub veteri sigillo nostro ibidem aliquo tempore usitato quam de domibus et edificiis ruinosis et prostratis vocatis striperiis, et eciam de domibus, placeis et tenementis per alienigenas sine licencia nostra adquisitis, vel per aliquas personas contra formam status quem habuerunt in eisdem alienatis, et ad omnia domos, placeas et tenementa que sic adquisita, alienata, ruinosa, prostrata et stripata inveneritis, ac eciam placeas vacuas ibidem non edificatas nec inhabitatas, in manum nostram capienda et seisienda, et ea cum sic seisisa fuerint, personis idoneis ea ad firmam capere volentibus, in feodo et ad terminum vite vel annorum, pro competenti firma nobis annuatim reddenda, juxta discreciones vestras dimittenda et arentanda et ad monetas que in solucione in eadem villa et partibus adjacentibus currunt, juxta valorem earundem monetarum, prout pro majori commodo nostro et populi expedire videritis, ponenda et assidenda, et ad proclamari faciendum quod nullus infra villam predictam hostellariam teneat nisi ad hoc per vos, prefati Johannes et Thoma, Thoma, Albane

et Philippe recipiatur et ad hoc a vobis licenciam habeat specialem. Et ideo vobis mandamus quod circa premissa intendatis et ea faciatis et expleatis in forma predicta. Damus autem universis..... etc.... In cujus rei.... etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, XX die julii.

(P. R. O. *Early chancery roll 865, memb. 7*).

III

Westminster, 6 novembre 1363.

Le roi a noz bien amez les maires et aldermannes de nostre ville de Calays, saluz. Por ce qe parmy la paix faite entre nous et nostre tres chier frere le roi de France, les rentes et heritages dont les esglises estoient despoillés et oustés par les guerres, leur doivent estre rendues, et ycelles esglises restablies a meismes les droit et possession qil avoient par devant les guerres comencées, nous vous mandons et chargeons qe vous paieiz et faceiz paier dès ore en avant as abbé de Boloigne, le maistre de Chartrehous de St-Omer et a touz les autres religious, hospitalx et esglises toutes les rentes et profitz qils solient avoir dedans la ville et esquivinage de Calays, tant de la boiste come des autres terres et tenementz illoeqes, et dont ils estoient en possession et saisine par devant lesdites guerres. et soeffrez lesdites religious et gentz d'esglise par eulx et par leur deputez lever et avoir lesditz rentes et profitz sanz aucun empeschement et par maniere et forme qilz firent en temps passé. — Doné par tesmoignance de nostre grant seal a nostre palays de Westminster, le VI^e jour de novembre.

(P. R. O. *Early chancery roll 306, memb. 4*).

Richard II

IV

Westminster, 8 décembre 1382.

Rex delectis sibi majori et aldermannis ville nostre Calesii qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, salutem. Sciatis quod ad supplicacionem burgensium ville predictae, et pro majori securitate ejusdem ville, volumus et concedimus quod omnes

homines infra villam predictam continue commorantes qui terras et tenementa ibidem in feodo et hereditate optinent sint jurati burgenses ejusdem ville, et quod nullus alius quam burgensis juratus pro periculis evitandis de cetero teneat hospicia sive herbergagia in eadem villa. Et ideo vobis mandamus quod omnes hijusmodi homines in dicta villa sic hereditatos et in eadem continue commorantes, consimile sacramentum sicut ceteri commburgenses vestri ibidem in hac parte hactenus facere consueverunt, facere compellatis, et quod nullum alium quam burgensem juratum hospicia sive herbergagia in villa predicta de cetero tenere permittatis quovismodo. In cujus etc..... — Teste rege apud Westmonasterium, VIII die decembris.

(P. R. O. *Early chancery roll* 327, memb. 18;.

V

Westminster, 6 août 1389.

Rex dilectis et fidelibus suis capitaneo et thesaurario nostris ville nostre Calesii, ac majori stapule, necnon majori dicte ville nostre qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint et eorum cuilibet, salutem. Ex relatione certorum fidedignorum quibus fidem credulam adhibemus, nobis est intimatum quod per fimos, finaria, feditates et alia sordida, in vicis et venellis ejusdem ville per quosdam soldarios et alias personas in eadem villa commorantes projecta, aer ibidem in tantum corrumpitur et inficitur quod burgensibus et aldermannis ac aliis probis hominibus in eadem villa commorantibus necnon mercatoribus ad dictam stapulam cum mercandis, ac aliis ligeis nostris illuc venientibus, horror abhominabilis incutitur, commoditas salubrioris aeris impeditur, status hominum graviter leditur, aliquaque incommoda et intolerabilia dampna et pericula contigerunt ibidem, et majora exinde evenire formidantur infra breve nisi remedium oportunum in hac parte celerius preparetur: nos volentes hijusmodi enormibus dampnis et periculis quantum poterimus precavere et honestati dicte ville incolumitatisque conversancium ibidem ac aliorum ad eandem villam confluencium, prospicere, prout decet, vobis mandamus firmiter injungentes quod quoscunque soldarios et alias personas dicte ville qui hijusmodi fimos, finaria, feditates seu sordida in vicis et venellis predictis proje-

cerunt, ad ea extra eandem villam tottaliter ammovenda et carienda, omnibus viis et modis rationabilibus quibus poteritis, compellatis et distringatis, seu compelli et distringi faciatis indilate, ac ulterius in singulis locis infra villam predictam ubi expediens fuerit ex parte nostra publice proclamari faciatis quod nullus soldarius seu alia persona quecumque hijusmodi fimos, fimaria, feditates et sordida in aliquibus locis ejusdem ville de cetero projiciat, nisi ea extra dictam villam celeriter cariari faciat, sub periculo quod incumbit, ne in vestri defectu dampnum seu periculum aliquibus ligeis nostris per corrupcionem et fetorem ex fimis, fimariis, feditatibus et sordidis predictis provenientes, quod absit, eveniat in futurum. — Teste rege apud Westmonasterium, VI^a die augusti. Per consilium.

(P. R. O. *Early chancery roll 334, memb. 23*).

VI

Westminster, 26 april 1389.

Rex dilectis et fidelibus suis Willelmo Beauchamp capitaneo ville nostre Calesii et Ricardo Stury ac dilecto clerico nostro Rogero Walden, thesaurario ville nostre predictae, salutem. Sciatis quod nos, de fidelitate et circumspectione vestris plenius confidentes, assignavimus vos et duos vestrum, quorum vos prefate Ricarde unum esse volumus, ad ordinacionem gubernacionem et confernacionem (*sic*) stapule ville nostre Calesii tangentem, factam, in partibus Calesii et aliter ubi expediens fuerit, ex parte nostra exponendam et publicandam, et ad inquirendum per sacramentum tam mercatorum quam aliorum de omnibus et singulis circumstanciis stapulam predictam qualitercumque concernentibus, ac de quibuscumque personis, mercatoribus et aliis qui quicquam contra ordinacionem stapule predictae quomodolibet attemptaverint, et ad ordinacionem ejusdem stapule in bonam et debitam excucionem ponendam et statuendam, ac eciam ad tractandum cum quibuscumque capitaneis, custodibus castrorum in marchiis Calesii et eorum loca tenentibus super quibuscumque solucionibus sibi faciendis in hac parte, et insuper ad ordinandum et disponendum in premissis cum eorum incidentibus, dependentibus et connexis que necessaria fuerint seu quomodolibet

oportuna, ac pro salva et secunda custodia dicte ville nostre Calesii et marchiarum ejusdem, durantibus treugis inter nos et illos de Francia in presenti initis et firmatis. Et ideo vobis mandamus quod circa premissa diligenter intendatis et ea faciatis et exequamini in forma predicta. Damus autem universis et singulis capitaneis, custodibus castrorum et eorum loca tenentibus, majori et aldermannis dicte ville nostre Calesii, ac mercatoribus, soldariis et aliis ministris et fidelibus nostris parciū illarum, tenore presensium firmiter in mandatis quod vobis et cuilibet vestrum in premissis faciendis et exequendis pareant, obediant et fideliter intendant, prout decet. In cujus..... etc..... — Teste rege apud Westmonasterium, XXVI die augusti. — Per consilium.

(P. R. O. *Early chancery roll 334, memb. 18*).

VII

Westminster, 20 juin 1398.

Rex thesaurario ville nostre Calesii qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, salutem. Cum inter plures operationes circa villam predictam existentes, quas in defensionem et salvacionem ejusdem ville et marchiarum ibidem, de die in diem manteneri et reparari oportebit, due magne operationes magis necessarie ibidem existant, sustentacionem et supportacionem in dies indigentes, videlicet « les bekenes » ante portum ibidem, et locus « Paradys » nuncupatus, qui prope fossata ejusdem ville existit; quequidem « bekenes », per violentos concursus et rabies maris, tam de petris extra stuffuram eorundum projectis, quam eciam de maeremio debilitate et pejorate existunt in tantum quod si celeriter emendata, facta et reparata non fuerint, portus predictus in via finalis destructionis et adnichilacionis existit; ac dictus locus de « Paradys » adeo ruinosus et debilitatus sit in presenti quod nisi de novo fiat et sufficienter manuteneatur et custodiatur, verisimile est quod muri dicte ville ejusdem partis, per surhabundantes concursus maris in hujusmodi defectum, totaliter corrueant in destructionem et adnichilacionem ejusdem ville, ac nostri et regni nostri, quod absit, dampnum, non modicum et gravamen, contra que pericula, remedium sufficiens ad custus et expensas nostros, tantummodo in dies apponendum nobis erit onus maximum et excessivum, nisi competens ordinacio inde provideatur, ac per nos, de assensu

dominorum prelatorum, ducum, comitum et baronum ac communitalis regni nostri Anglie, ultimo Parlamento nostro apud Westmonasterium convocato, incepto et usque Salop adornato et ibidem terminato, inter cetera ordinatum sit et stabilitum quod omnimode naves extra regnum nostrum Anglie ad dictum portum venire consuete, batellis piscatorum duntaxat exceptis, deferant secum totum lastagium suum de bonis petris competentibus pro stuffura eorundem « bekenes », faciendo inde rationabilem deliberacionem de tempore in tempus in adventu suo ibidem thesaurario nostro Calesii qui pro tempore fuerit seu aliis ministris ad hoc per ipsum deputandis, sub pena duorum denariorum pro pondere quorumcunque doliorum in tanto prout dicte naves sint de portagio ; et quod omnimode naves ad dictum locum de « Paradys » ibidem causa requiescendi intrantes, solvant ad quemlibet introitum suum ibidem quatuordecim denarios sterlingorum, et super hoc bene liceat eis si voluerint per quatuordecim dies cum tot noctibus tunc proxime sequentibus morari absque aliquo pro dicto introitu suo magis solvendo, et in casu quo ultra quatuordecim dies et noctes ibidem morentur, tunc solvant pro quolibet die et qualibet nocte unum denarium et pro solo die unum obolum ; et insuper quod nulla persona aliquam navem per cablicium, cordam nec alio modo ad maeremium seu petras dictorum « bekenes » et loci de « Paradys » nec « nove kaye » alias dicte « le wharf » ad costeram dicti portus Calesii firmare presumat, sub pena quadraginta denariorum de nave que sic inventa fuerit levandorum, et quod dictus thesaurarius qui ibidem pro tempore fuerit habeat plenam potestatem pro se et deputatis suis levandi et recipiendi denarios de dictis penis incursis provenientes, et solucionem inde prout in dicto officio suo expedire videatur, per supervisum et contrarotulacionem contrarotulatoris nostri ibidem faciendam, prout in statuto predicto plenius continetur. Vobis precipimus firmiter injungentes quod omnes et singulos denarios de dictis penis incursis provenientes per vos et deputatos vestros de tempore in tempus levare et recipi, et solucionem inde, prout vobis expedire videbitur, per supervisum et contrarotulacionem hujusmodi faciatis, juxta formam statuti predicti. — Teste rege apud Westmonasterium, XX die junii.

(P. R. O. *Early chancery roll* 342, memb. 1).

Henry IV

VIII

Westminster, 22 octobre 1399.

Omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod de gracia nostra speciali et in auxilium, sustentacionem dilectorum nobis in Christo prioris et conventus fratrum ordinis Carmelitarum in villa nostra Calesii, concessimus eis de elimosina nostra viginti marcas percipiendas annuatim quamdiu nobis placuerit, per manus thesaurarii nostri ville predictae pro tempore existentis, ad quatuor anni terminos in eadem villa nostra usuales, eodem modo quo iidem prior et conventus huiusmodi summam ex concessione domini R[icardi] nuper regis Anglie secundi post conquestam, tempore suo per manus thesaurarii sui ibidem, percipere consueverunt. In cujus, etc....—Teste rege apud Westmonasterium, XXII die octobris.

(P. R. O. *Early chancery roll* 344, memb. 24).

IX

Westminster, 10 décembre 1399.

R[ex] capitaneo et thesaurario ville sue Calesii, ac eorum [loca] tenentibus, nec non majori et aldermannis ac aliis ministris et fidelibus suis ejusdem ville qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, necnon universis et singulis mercatoribus, tam indigenis quam alienigenis, ad villam predictam confluentibus, cujuscumque status, gradus seu condicionis fuerint, ad quos presentes etc..., salutem. Sciatis quod cum de assensu prelatorum, magnatum, procerum et comunitatis regni Anglie, in Parlamento domini R[icardi] nuper regis Anglie secundi post conquestam, apud Westmonasterium in crastino animarum, anno regni sui quinto decimo tento, existencium, ordinatum fuisset et concordatum quod stapula lanarum ac aliarum mercandisarum que infra regnum predictum ad tunc tenebatur, die lune in festo Nativitatis sancti Joannis Baptiste tunc proxime sequenti, apud

dictam villam Calesii, prout tempore domini E[dwardi] nuper regis Anglie, avi nostri ac sui, fieri consuevit, teneretur: nos volentes ordinacionem predictam effectui debito mancipari, ac de fidelitate et circumspectione dilectorum nobis Joannis Ouley, Stephani Sewall et Thome Ricardi plenius confidentes, constituimus ipsum Joannem majorem, et prefatos Staphanum et Thomam constabularios dicte stapule apud dictam villam Calesii, dantes eis tenore presencium plenam et liberam potestatem faciendi et exercendi per se et sufficientes deputatos suos omnia et singula, videlicet prefato Johanni que ad officium majoris, et predictis Stephano et Thome que ad officium constabulariorum stapule predictae, juxta legem mercatoriam stapule hujusmodi pertinent, et prout in hujusmodi stapula ante hec tempora ibidem fieri consuevit. Et ideo vobis et cuilibet vestrum mandamus firmiter injungentes quod eidem Johanni tanquam majori et predictis Stephano et Thome tanquam constabulariis dicte stapule et eorum deputatis, in omnibus que ad officia predicta pertinent intendentes sitis, obediens, respondentes, quociens et prout ipsi vel eorum aliquis vobis vel alicui vestrum scire fecerint vel fecerit ex parte nostra. In cujus, etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, X die decembris. Per ipsum regem.

(P. R. O. *Early chancery roll 344, memb. 16*).

X

Westminster, 15 mars 1401.

Rex capitaneo ville nostre Calesii qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, salutem. Supplicarunt nobis burgenses nostri ville predictae ut cum nuper quidam homines nostri ad arma, armati, sagittarii et alii, pretextu quarundam litterarum regiarum patencium, domos et edificia sua ibidem, absque aliquo reddito inde solvendo aut convencionem cum dominis domorum et edificiorum illorum faciendam, ingressi et in eisdem morati fuerint, in ipsorum burgensium dispendium non modicum et gravamen, velimus sibi in hac parte de remedio providere: nos, supplicationi predictae annuentes, vobis mandamus quod omnibus et singulis hominibus nostris ad arma, armatis, sagittariis et aliis in villa predicta pro custodia ejusdem commorantibus seu in posterum moraturis,

domos et edificia hujusmodi juxta eorum status majus competencia et dictis burgensibus nostris minus dampnosa, pro rationabili firma inde dominis domorum et edificiorum illorum pro tempore more sue ibidem solvenda, assignari et liberari faciatis. — Teste rege apud Westmonasterium, XV die marcii.

(P. R. O. *Early chancery roll* 345, memb. 10).

XI

Leicester, 5 août 1404.

Rex archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, ducibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem. Sciatis quod cum dominus E[dwardus] nuper rex Anglie, avus noster, per literas suas patentes quas confirmavimus, de gracia sua speciali et in relevacionem ville nostre Calesii que tunc multipliciter deteriorata fuit, et ut burgenses et probi homines ville predictę diligencius et fervencius circa bonum regimen ac salvacionem ville illius pre omnibus ex tunc laborarent, inter cetera concesserit pro se et heredibus suis eisdem burgensibus et probis hominibus ac comunitati ejusdem ville, quod loco ballivi, scabnorum et corne-mannorum ibidem antiquitus ordinatorum, extunc haberent in eadem villa unum majorem et duodecim aldermannos, ac eosdem aldermannos de seipsis burgensibus ejusdem ville mere Anglicis singulis annis et quociens opus fuerit eligere valeant, quiquidem aldermanni sic electi, prefatum majorem annis singulis, diebus ad hoc per eosdem aldermannos, burgenses et probos homines predictos statuendis, infra eandem villam eligere valeant imperpetuum, ita quod iidem major et aldermanni ac ceteri officarii et ministri ville illius, omnibus sumptibus et expensis hominum ville illius, tam majorum quam minorum, in omnibus inveniantur; ac insuper ut ipsi burgenses, probi homines et comunitas predicta omnia onera infra eandem villam accidentia, tam videlicet in sustentacione majoris et aldermannorum ac ceterorum officiariorum predictorum, quam in reparacione pavimenti et communium foncium et gutterarum ville predictę, ac abductione fimorum ac aliarum sordidum in eadem villa existencium, et aliorum hujusmodi onerum infra villam illam facilius supportare valeant, concesserit eisdem in auxilium premissorum assisam

panis, vini et cervisie, ac stallagium pannariorum, carnificum et aliorum mercatorum ibidem, ac pikagium in loco mercatorio ville predictæ, necnon exitus et amerciamenta ac proficua cetera de curia nostra coram dictis majore et aldermannis tenenda, emergencia, in proprios usus suos ex tunc convertencia, finibus tamen pro ictibus, effusione sanguinis, escaetis ac terris, tene-mentis, bonis et catallis omnibus ibidem confiscatis, nobis et heredibus nostris semper salvis, prout in literis et confirmacione predictis plenius contenditur, quibusquidem franchisesiis et liber-tatibus predicti major, aldermanni et communitas huc usque, ut asseruit, pacifice usi fuerunt et gavisi : nos de gracia nostra speciali et ut idem major et aldermanni et comunitas nostra predicta de cetero melius sustentari valeant, concessimus pro nobis et heredibus nostris eisdem majori, aldermannis et comu-nitati ac heredibus et successoribus suis omnimoda attachiamenta, aresta et execuciones, tam infra dictam villam Calesii quam in skyvenagio ejusdem super quacumque persona et bonis suis ex causa non solucionis assise panis, vini, cervisie et cibi, necnon stallagii pannariorum et carnificum, picagii et panagii, pavia-menti ejusdem ac omnium aliarum mercandisarum, tam stapule postquam mercandise ille per mercatores ejusdem stapule homi-nibus extraneis vendite et extra possessionem eorundem merca-torum prefatis extraneis liberate fuerint, quam aliarum mercan-disarum quarumcumque, necnon omnimodorum aliorum vic-tualium infra villam predictam et in skyvenagio ejusdem ad retalliam venditorum, et quod arestum et sequestracio inde per officarios et deputatos predictorum majoris et aldermannorum et successorum suorum omnimodo fiant in sustentacione ville pre-dictæ in perpetuum. Hiis testibus..... etc..... — Datum per manum nostram apud Leycester, quinto die augusti. Per ipsum regem.

(P. R. O. *Early chancery roll* 347, memb. 1).

XII

Westminster, 12 février 1407.

Rex dilectis et fidelibus suis Ricardo Aston chivaler, Willelmo Hoo chivaler, Johanni Urban, Simoni Camp, Johanni Brian, Petro Laharenc et Johanni Pykeryng, salutem. Quia datum est nobis intelligi quod in hospitali Sancti Nicholai alias dicto « la Meson Dieu »

infra villam nostram Calesii, ac etiam in hospitali Sancti Jacobi alias dicto « la Meson Dieu » extra villam predictam, que de patronatu nostro existunt, quamplura vasta, dilapidaciones, destructiones et varii ruine ac defectus, videlicet tam in capella predicti hospitalis Sancti Nicholai ac in libris, vestimentis et aliis ornamentis ecclesiasticis quam in domibus, mansionibus, terris, gardinis, clausuris et aliis locis, tam infra situs hospitalium predictorum existentibus quam extra, et ad eadem hospitalia et eorum alterum spectantibus sive pertinentibus, per incuriam et negligenciam magistrorum, custodum, sive aliorum occupatorum eorundem hospitalium et eorum alterius, ante hec tempora evenerunt, ac majora brevis temporis processu evenire formidantur, quodque tenementa, redditus, possessiones, bona et catalla hospitalium predictorum et eorum alterius in pios usus ibidem per Deo devotos collata et concessa, diversimodo dissipata et elongata, necnon lecti, ustensilia et alia necessaria, cartheque, scripta et alia munimenta ad eadem hospitalia et eorum alterum pertinencia nequiter subtracta et asportata existunt, ac insuper capellani et alii ministri ad Deo devote serviendum et alia pietatis opera facienda ibidem ab olim constituti, pauperesque, infirmi ac peregrini egeni qui in dicto hospitali Sancti Nicholai, necnon leprosi et lepra ac aliis infirmitatibus infecti qui in dicto hospitali Sancti Jacobi per magistros sive custodes eorundem prout a tempore quo non extat memoria usque jam tarde usitatum fuit, juxta primariam fondacionem sustentarentur ab hospitalibus predictis, exclusi sunt miserrime recusati et expulsi, in divini cultus subtractionem ac operum caritatis et hospitalitatis diminucionem non modicam, nostrique prejudicium et hospitalium predictorum exheredacionem et depauperacionem manifesta: nos, divinum cultum ubique augeri ac statui infirmorum, leprosorum et infectorum hujusmodi pie et misericorditer compati, necnon indemnitati nostre prospicere et pro reparacione et meliori regimine hospitalium predictorum providere affectantes, ut tenemur, assignavimus vos sex, quinque, quatuor, tres et duos vestrum, quorum aliquem vestrum vos, prefati Johannes Urban, Petre et Johannes Pikeryng, unum esse volumus, ad inquirendum per sacramentum proborum et legalium hominum ville predictae per quos rei veritas melius sciri poterit, que et cujusmodi vasta, dilapidaciones, destructiones, ruine et defectus, tam in capella hospitalis Sancti Nicholai ac in libris, vestimentis et aliis ornamentis ecclesiasticis, quam in domibus, mansionibus, terris, gardinis, clausuris et aliis locis tam infra situs hospitalium

predictorum existentes, quam extra, et ad eadem hospitalia et eorum alterum spectantibus sive pertinentibus, per incuriam et negligenciam magistrorum, custodum et aliorum occupatorum eorundem hospitalium et eorum alterius ante hec tempora evenerunt, et que cujusmodi tenementa, redditus et possessiones, bona et catalla hospitalium predictorum et eorum alterius dissipata et elongata, et quot lecti ac que et cujusmodi utensilia et alia necessaria carteque, scripta et alia munimenta ad eadem hospitalia et eorum alterum pertinencia, subtracta et asportata, necnon qui et quot capellani et alii ministri ad Deo serviendum **et alia pietatis opera** facienda, ibidem ab olim constituti fuerunt, **ac etiam quot pauperes et infirmi ac peregrini** egeni in predicto hospitali Sancti Nicholai, ac leprosi et lepra et aliis infirmitatibus infecti in dicto hospitali Sancti Jacobi per **magistros** sive custodes eorundem sustentari solebant et deberent, et per quod tempus usitatum fuit, et si ab hospitalibus predictis exclusi, recusati et expulsi existant et per quos vel per quem et in quorum vel cujus defectu, quo tempore, qualiter et quo modo, et ad quantas pecuniarum summas vasta, dilapidaciones, destructiones, ruina, defectus et subtractiones hujusmodi se extendunt. Et ideo vobis mandamus quod ad certos etc... quos etc... quorum etc... ad hoc provideritis super premissis omnibus et singulis, ac aliis articulis et circumstantiis ea qualitercumque concernentibus, diligentem faciatis inquisitionem, et eam distincte et aperte factam, nobis in cancellariam nostram sub sigillis vestris etc... quorum etc... et sigillis eorum per quos facta fuerit, sine dilacione mittatis, et hoc breve. Damus autem majori ville predictae, ac universis et singulis ligeis et subditis nostris tenore presencium firmiter in mandatis, quod vobis etc... quorum etc... in premissis faciendis et exequendis in forma predicta, intendentes sint, consulentes et auxiliantes, prout decet. In cujus etc... — Teste rege apud Westmonasterium, XII die februarii.

(P. R. O. *Early chancery roll* 350, *memb. 15*).

XIII

Westminster, 29 april 1407.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod nos, considerantes magna deperdita que major et mercatores stapule nostre Calesii de lanis suis et pellibus lanutis que maxima substancia

thesauri nostri Anglie ubilibet reputantur, anno presenti sustinuerunt, ac excessivas summas quas ipsi creditoribus suis pro eisdem lanis infra dictum regnum nostrum debent et solvere tenentur, attendentesque quod si predicti mercatores custumam et subsidium nobis per eos in hac parte debitum per juris coercionem solvere compellantur, tunc ipsi, lanas et pelles lanutas suas ad minus preclum et minorem valorem quam deberent, venderent, sicque emolumentum lanarum et pellium lanutarum predictarum in multo minueretur et defalcaretur, in dicti regni nostri et reipublice ejusdem dampnum et dispendium manifesta: nos de pretexto ac propter immensas gratitudines quas in ipsis mercatoribus qui nobis nuperrime pro solucione vadorum soldariorum ville predictae et exoneracione restrictionis et arestacionis hujusmodi lanarum et pellium lanutarum, apud eandem villam Calesii per predictos soldarios, occasione non solucionis hujusmodi vadorum facte, gratanter accomodarunt, invenimus, de gracia nostra speciali et assensu magni consilii nostri, attenta diutina retardacione vendicionis hujusmodi lanarum et pellium lanutarum, ordinavimus et pro majori quietudine predictorum mercatorum volumus et concessimus quod iidem mercatores in solucione custume et subsidii predictorum de quibuscumque lanis et pellibus lanutis a festo Pentecostes ultimo preterito eskippatis provenientibus usque ad festum sancti Michaelis proxime futurum respectuentur, in quorumcumque manibus obligaciones sive alie securitates pro celeriori solucione hujusmodi custume et subsidii in hac parte facte, devenerint, sive assignate fuerint, nolentes quod citra dictum festum sancti Michaelis aliquis processus extra scaccarium nostrum vel alibi neque alia exactio custume et subsidii predictorum versus dictos mercatores, virtute sive occasione obligacionum et securitatum predictarum, aut aliqua execucio super eorum terras, tenementa, bona seu catalla quecumque fiat quovismodo. Intentionis tamen nostre non existit quod illi qui aliquas obligaciones seu alias securitates vel assignaciones super custuma et subsidio predictis habent et habere debent, colore presentis ordinacionis nostre, de solucione et satisfacione eorundem excludantur seu aliquialiter defraudentur, quin ipsi ad festum sancti Michaelis predictum de hujusmodi custuma et subsidio juxta vim et effectum obligacionum et securitatum predictarum, plene et integre persolvi valeant, ut est justum. In cujus etc... — Teste rege apud Westmonasterium, XXIX die aprilis. Per ipsum regem et consilium.

(P. R. O. *Early chancery roll* 350, memb. 9).

Henry VI

XIV

Westminster, 3 février 1442.

Rex delecto et fideli suo Johanni Sutton de Dudley militi, ac dilectis sibi magistro Willelmo Walesby decano ecclesie collegiate Leycestrensis, magistro Roberto Beaumont, magistro Johanni Langton thesaurario nostro ville Calesii, Roberto Manfeld vitellario nostro ville predictae, Johanni Yerde armigero, Willelmo Gedney armigero, Johanni Bronn et Willelmo Morton clerico, salutem. Sciatis quod fide credula ad nostrum sepius pervenit auditum quod villa nostra Calesii aliaque castra et fortalicia nostra in partibus et marcheis eidem adjacenciis multis ex incuriis hactenus et negligenciis capitaneorum et eorum locatenencium et aliorum officiariorum nostrorum ibidem dampna quamplurima, detrimenta et incommoda tum pro eorum debite custodis et sani regiminis defectu, subtractioneque soldariorum et operariorum ab eisdem pro insolucione sibi vadiorum et stipendiorum suorum, tum pro non congrua reparacione et supervisu ville, castrorum et fortaliciarum predictorum multipliciter passa fuerunt. Nos igitur volentes in quantum possumus pro fortificacione eorundem contra maliciam, invasiones et insultus inimicorum nostrorum, Deo primo, in breve providere, assignavimus vos octo, septem, sex, quinque, quatuor, tres, duos vestrum quorum aliquem vestrum vos, prefati Johannes Sutton, decane et Roberte Beaumont, unum esse volumus, de quorum fidelitate, circumspectione et industria plenam fiduciam optinemus, ad villam, castra et fortalicia predicta, omni dilacione postposita, personaliter divertendum, et ad statum et defectus tam in villa predicta quam in castro ejusdem, necnon et in muris et aliis rebus eorundem, ac castrorum et fortaliciarum predictorum supervidendum, necnon ad convocandum coram vobis octo septem, sex etc... vestrum quorum aliquem vestrum vos, prefati Johannes Sutton, decane et Roberte Beaumont, unum esse volumus, soldarios et operarios in villa, castris et fortaliciis predictis, in operacionibus nostris ibidem ad vadia et stipendia nostra ad presens existentes et commorantes,

et ad informandum vos melioribus viis et modis quibus sciveritis aut poteritis de statu ville, castrorum et fortalicionum predictorum et utrum ipsa vel eorum aliqua in muris, turribus aut aliis domibus vel rebus ruinam patiantur vel patiatur necne, et si sit tunc, in quorum vel cujus defectu et per quantum tempus, qualiter et quomodo, et cum quanta denariorum summa reparari et emendari possint, ac eciam de modo et sufficiencia arraiacionis soldariorum et hominum ad arma, armatorum, sagittariorum, balistariorum et aliorum hominum defensabilium et operariorum predictorum, et de numero eorundem, et quantum eis aut eorum alicui de vadiis et stipendiis suis remanet non solum et a quo tempore, qualiter et quomodo, et de quibuscumque victualibus, armaturis et artillariis in villa, castris et fortaliciis predictis existentibus, ac etiam de quibuscumque redditibus, commoditatibus, proficuis et emolumentis ad nos in partibus et marchiis predictis pertinentibus, et de vero valore eorundem et in quorum manibus sive custodia existunt, quo titulo, qualiter et quomodo, necnon de omnibus aliis articulis et circumstanciis tam premissa quam salvam et securam custodiam ac regimen et gubernacionem ville, castrorum et fortalicionum predictorum qualitercumque tangentibus sive concernentibus plenius veritatem, et ad nos et consilium nostrum de toto facto vestro in hac parte, celeriori modo quo poteritis, distincte et aperte certificandum. Et ideo vobis mandamus. . In cujus rei... etc... — Teste rege apud Westmonasterium, tercio die februarii.

(P. R. O. *Early chancery roll* 384, memb. 16).

XV

Westminster, 3 février 1444.

Omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod nos, per supplicacionem dilecti nobis Hamonis Sutton majoris stapule nostre Calesii, intelleximus quod cum nos nuper, ut informamur, concesserimus et licenciam dederimus per litteras nostras patentes diversis personis quod ipsi in diversis portubus regni nostri Anglie magnam quantitatem lanarum et pellium lanutarum eskipare, et illas extra regnum nostrum predictum in diversas partes ultra mare cariare possent absque impedimento nostri, heredum, successorum vel aliquorum aliorum nomine nostro, prout in

eisdem litteris plenius de recordo poterit apparere, in nostri et regni nostri, ac stapule predictæ dampnum in dies et deperditum manifesta, ac contra statuta et ordinationes pro proficuis et commoditatibus nostris et stapule nostre predictæ, factas, auctoritate diversorum parliamentorum, tam in diebus nostris, quam nobilium progenitorum nostrorum tenorum : nos premissa considerantes et quod per huiusmodi concessionem singulare inde commodum crescit solummodo illis qui huiusmodi concessionem habent, in nostri ac stapule nostre predictæ lesionem manifestam, igitur, de gracia nostra speciali, concessimus eisdem majori, constabulariis et societati ejusdem stapule et successoribus suis quod si aliquæ lane, pelles lanute vel stannum imposterum sint cariate extra dictum regnum nostrum Angliæ infra terminum septem annorum proxime sequentium virtute alicujus licence per nos de cetero concedende, quod tunc bene licebit eisdem majori, constabulariis ejusdem stapule vel deputatis suis, nomine ipsorum et totius societatis, pro tempore existentibus, eskippare in huiusmodi portubus et locis infra dictum regnum nostrum Angliæ, temporibus sibi placitis, et ab inde usque stapulam predictam cariare tantas lanas, pelles lanutas et stannum absque subsidio vel aliis denariis nobis quovismodo inde solvendis quantas per libros custume et subsidii in huiusmodi portubus ubi, talia lane, pelles lanute et stannum virtute huiusmodi concessionum sic postea concedendarum eskippata erunt, poterit apparere, durante termino septem annorum supradicto ; et quod cancellarius noster pro tempore existens, super demonstratione litterarum patencium huiusmodi concessionis nostre habeat auctoritatem concedendi tot et talia brevia que in hac parte necessaria erunt et oportuna, separatim dirigenda tam thesaurario et baronibus de scaccario nostro quam custumariis portuum predictorum pro tempore existentibus pro executione et allocatione huiusmodi lanarum, pellium lanutarum et stanni per predictos majorem, constabularios et societatem in forma predicta eskippandarum et cariarum, proviso semper quod nec major, constabularii et societas predicti nec aliquis alius nomine suo pro huiusmodi lanis, pellibus lanutis et stanno in aliquibus portubus regni nostri predicti cariatas et extra idem regnum ultra montana et non ad alium locum nec alio modo, virtute alicujus concessionis sic imposterum concedende aliquod beneficium seu avantagium per hanc concessionem nostram minime percipiant ullo modo. In cujus etc... — Teste rege apud Westmonasterium, tercio die februarii.

XVI

Westminster, 10 mai 1447.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod cum summa quingentarum marcarum dilectis nobis majori, constabulariis ac societati mercatorum stapule nostre Calesii, pro denariis nobis per ipsos ad usum nostrum proprium nuperime mutuatis, debeatur, ac nos debitam inde resolutionem prefatis majori, constabulariis ac societati mercatorum in hac parte fieri cupientes, ut tenemur, de gracia nostra speciali concessimus quod Robertus Wite de Farnham mercator, nunc major ejusdem stapule, per se aut deputatos suos ac, ipso Roberto defuncto, tunc executores sui aut eorum in hac parte deputati seu attornati vel eorum aliquis quingentos saccos lane in portu civitatis nostre Londonie, ad lanas illas usque villam nostram Calesii traducendas et carandas, in una navi vel in diversis navibus, una vice vel diversis vicibus, quandocumque prefato Roberto vel executoribus suis aut ejus seu eorum deputatis sive attornatis predictis vel eorum alicui placuerint vel placuerit, eskippare possint sive possit ; et quod idem Robertus ac executores sui predicti aut ejus vel eorum in hac parte deputati sive attornati, omnimodas customas et subsidia nobis de lanis predictis debitas aut que aliquo tempore futuro nobis vel heredibus nostris de vel pro lanis illis debitas existent, aut concedi vel deberi contingent, ultra customam inde de hereditate nostra nobis debitam et debendam, ac viginti solidos de subsidio cujuslibet sacci lanarum illarum pro Calesio appunctuatos, dictam summam quingentarum marcarum attingentes, penes se in manibus suis propriis, quousque eidem Roberto aut executoribus vel deputatis sive attornatis suis predictis de dicta summa quingentarum marcarum plenarie solutum et satisfactum fuerit, retinere et habere valeant et valeat licite et impune absque aliquo pro lanis predictis nomine custume sive subsidii preterquam dictam summam nobis de hereditate debitam et debendam ac dictos viginti solidos pro Calesio, ut predictum est, appunctuatos, solvendo vel faciendo, aut aliquo alio nobis vel officiariis nostris quibuscumque inde reddendo ullo modo, eo quod expressa mencio de vero valore premissorum aut de aliis donis sive concessionibus eisdem majori, constabulariis et societati mercatorum stapule aut prefato Roberto vel eorum

alicui per nos aut aliquem progenitorum nostrorum ante hec tempora factis in presentibus minime facta existit, aut aliquo statuto, actu, ordinacione, provisione, assignacione, concessione, mandato seu restrictione ante hec tempora in contrarium edito, facto, ordinato seu proviso, edendo, fiendo, ordinando, seu providendo in aliquo non obstante. Et ulterius, de uberiori gracia nostra volumus et per presentes concedimus quod cancellarius noster Anglie pro tempore existens, ac custos privati sigilli nostri qui pro tempore fuerit, plenas habeant potestatem et auctoritatem faciendi et deliberandi, ac faciant et deliberent prefato Roberto ac executoribus, deputatis sive assignatoribus suis predictis et eorum cuilibet tot et talia breviam ac aliam warrantam tam customariis et collectoribus nostris custume et subsidii in portu predicto quam thesaurario et baronibus nostris de scaccario nostro apud Westmonasterium pro tempore existentibus, quot et qualia eidem Roberto ac executoribus, deputatis suis, attorneyis suis predictis seu ejus aut eorum alicui necessaria fuerint in hac parte seu quomodolibet oportuna. In cujus.... etc... — Teste rege apud Westmonasterium, X die maii.

(P. R. O. *Early chancery roll 389, memb. 5*).

XVII

Westminster, 18 octobris 1447.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod cum dilecti nobis Robertus White, nunc major, et societas mercatorum stapule nostre Calesii ac predecessores sui nuper majores et societas mercatorum ejusdem stapule, summam decem milium trescentarum sexaginta sex librarum, tresdecim solidorum et quatuor denariorum sterlingorum, in necessitatibus nostris, diversis vicibus, gratanter accommodaverunt, solutionem aliquam huc usque minime habentes, nos resolutionem et contentacionem summe predictae eis in hac parte fieri et haberi volentes, ut tenemur, de gracia nostra speciali ac de avisamento et assensu consilii nostri, concessimus eisdem nunc majori et societati mercatorum ac successoribus suis, decem milia trescentas sexaginta sex libras tresdecim solidos et quatuor denarios habendos et percipiendos eisdem nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis de primis denariis provenientibus seu proveniendis de

omnibus et omnimodis quintis decimis et decimis, ac de decimis **cleri seu de quibuscumque parcellis** quintarum decimarum et decimarum, ac decimarum cleri aut aliquarum vel alicujus earumdem, nobis aut heredibus et successoribus nostris, tam per comunitates regni Anglie in parliamentis nostris et heredum et successorum nostrorum, quam per clerum in convocacionibus cleri Cantuariensis et Eboracensis provinciarum et earum cujuslibet ex nunc tenendis, in proximo concedendis, per manus collectorum earumdem quintarum decimarum et decimarum ac decimarum cleri seu parcellarum earumdem pro tempore existencium, in integram et plenam resolutionem et contentacionem summe supradicte, absque impedimento, perturbacione, gravamine seu contradictione nostri, officiariorum seu ministrorum nostrorum quorumcumque, aliqua concessione, assignacione seu provisione inde in contrarium ante hec tempora facta seu facienda sive actu in contrarium antea similiter edito seu facto aut fiendo in aliquo non obstante. Volumus eciam et per presentes concedimus, postquam hujusmodi quinte decime et decime, ac decime cleri seu parcelle earumdem in forma supradicta nobis concesse fuerint, quod cancellarius Anglie qui pro tempore fuerit, habeat potestatem et auctoritatem absque aliqua prosecutione penes personam nostram, heredes et successores nostros sive consilium nostrum aut heredum vel successorum nostrorum in hac parte ullo modo fienda, ad fieri faciendum et deliberandum ac sine dilacione fieri faciat et deliberet prefatis nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis aut eorum in hac parte deputatis litteras nostras patentes debita forma et sufficienti sub magno sigillo nostro conficiendas pro resolutione et contentacione dictarum decem milium trecentarum sexaginta et sex librarum tresdecim solidorum et quatuor denariorum eisdem nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis habendarum de primis.... etc... (*ut supra*).... summe supradicte, ut predictum est, fienda, necnon tot et talia breviam sub eodem magno sigillo nostro sufficienti et debito similiter conficienda tam collectoribus quintarum decimarum.... etc.... supradictarum seu parcelle earumdem pro hujusmodi resolutione eisdem nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis, ut premititur, fienda, quam thesaurario et baronibus nostris de scaccario nostro apud Westmonasterium pro exoneratione et allocacione eorumdem collectorum de et super resolutione predicta habenda in compotis suis ad scaccarium predictum ac aliis quibuscumque quibus interest seu interesse contigerit in

hac parte in futurum pro tempore existenti dirigenda que, quot et qualia eisdem nunc majori et societati mercatorum et dictis successoribus suis aut eorum deputatis predictis in hac parte videbuntur sufficiencia, placibilia, necessaria seu quomodolibet oportuna; et ulterius, pro celeriori resolutione supradicte summe dictis nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis habenda, volumus et per presentes concedimus quod custos privati sigilli nostri pro tempore existens habeat potestatem et auctoritatem absque aliqua prosecutione penes personam nostram, heredes et successores nostros sive consilium nostrum, vel heredum aut suorum nostrorum in hac parte, ullo modo fienda ad fieri faciendum et deliberandum, ac fieri faciat et deliberet eisdem nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis waranta sub privato sigillo nostro debite ac sufficienter conficienda, thesaurario et camerariis scaccarii nostri predicti dirigenda, eis firmiter injungendo ac dando in mandatis postquam hujusmodi quinte decime et decime ac decime cleri, seu parcelle earumdem in forma supradicta nobis concesse fuerint, quod iidem thesaurarius et camerarii fieri faciant et indilate deliberent prefatis nunc majori et societati mercatorum et successoribus suis aut eorum in hac parte deputatis, tot et tales tallias, debita forma conficiendas, super collectoribus dictarum quintarum decimarum et decimarum ac decimarum cleri vel aliquarum inde parcellarum, de primis denariis proveniendis de eisdem levandis, quot et quales ad supradictam summam decem millium trescentarum sexaginta sex librarum tresdecim solidorum et quatuor denariorum plenarie attingentes, in plenam et integram resolutionem summe predictae, eisdem nunc majori et societati mercatorum, et successoribus suis fiendam. Volumus insuper et per presentes concedimus quod thesaurarius et barones scaccarii nostri predicti, super demonstratione ac vigore litterarum patencium, brevium, warantorum sive talliarum supradictorum, forma supradicta factorum et fiendorum, allocent et indilate allocari faciant dictis collectoribus in compotis suis, ut predictum est, faciendis, tantas et tales summas de dictis primis denariis dictarum quintarum decimarum et decimarum ac decimarum cleri proveniendis in forma predicta concedendarum, ad integram et plenam resolutionem et contentacionem dictarum decem millium trescentarum sexaginta sex librarum tresdecim solidorum et quatuor denariorum dictis nunc majori et successoribus suis, ut predictum est, fiendam, absque ulteriori prosecutione penes personam nostram, heredes,

successores nostros sive consilium nostrum vel heredum aut successorum nostrorum per dictos majorem et societatem mercatorum et successores suos aut per aliquem eorum in hac parte deputatos seu per dictos collectores pro dicta allocacione super premissis habenda ullo modo fienda, aliquo statuto, actu, ordinatione, provisione sive restrictione in contrarium edito, facto vel faciendo aut aliqua causa vel materia quacumque non obstante. In cujus.... etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, XVIII die octobris.

(P. R. O. *Early chancery roll 390, memb. 15*).

XVIII

Westminster, 9 mars 1448.

Rex carissimo et predilecto consanguineo suo Willelmo marchioni et comiti Suffolkie, salutem. Sciatis quod cum inter ceteras libertates et quittancias dilectis nobis majori et mercatoribus stapule nostre Calesii, per cartas progenitorum nostrorum quondam regum Anglie, quas confirmavimus, concessas, concessum sit eisdem videlicet quod major et mercatores stapule predictae habeant potestatem faciendi et ordinandi inter eos tales ordinationes pro bono regimine eorundem et mercandisarum suarum, prout ad comune commodum sibi melius videbitur faciendas, et ordinationes illas tenere et mutare tociens ad comune proficuum mercandisarum suarum indiguerit, dum tamen eedem ordinationes non cedent in prejudicium nostrum seu regni nostri aut lesionem stapule predictae, prout in cartis et confirmacione predictis plenius continetur; iidemque major et mercatores et successores sui quamplurima bona in dicta stapula habentes, qui ad eandem stapulam in propriis personis suis frequentare consueverunt, auctoritate, vigore et virtute cartarum et confirmacionis predictarum, diversas ordinationes in eadem stapula pro nostri regnique nostri Anglie commodo ac bono publico mercatorum et mercandisarum in eadem stapula existencium, temporibus retroactis fecerunt, tenuerunt et observaverunt, ac aliquando pro comuni proficuo mercandisarum suarum easdem mutaverunt, et dictam stapulam ac mercatores et mercandisas ejusdem stapule discrete et landabiliter pro nostri ac regni nostri commodo ac bono publico, pro exposicione et vendicione lanarum

et pellium lanutarum, ac aliarum mercandisarum ad stapulam prædictam pertinencium extra regnum nostrum Anglie illuc adducendarum et traducendarum, honorifice rexerunt et salubriter gubernarunt usque jam tarde quod iidem mercatores a dicta stapula se absentes, stapulam illam factoribus sive attornatis suis ibidem et aliis in eorum absentia existentibus, nichil aut modicum in eadem stapula habentibus, regendam et gubernandam relinquendo, unde nonnullæ varietates, discordiæ ac diversæ et insalubres opiniones inter mercatores predictos mote et exorte extiterunt et existunt, tam in ordinacionibus pro expositione et vendicione lanarum et pellium lanutarum in dicta stapula faciendis, quam in electione majorum ejusdem stapule, qui ibidem propter multitudinem vocum diversarum personarum nullam substantiam bonorum in dicta stapula tempore hujusmodi electionum habencium electi fuerunt et verissimiliter imposterum occasionibus predictis sunt electuri (*sic*). Quarumquidem varietatum, discordiarum, opinionum ac electionum occasione, graves et excessive expense honorum dicte stapule, dampna quoque, incommoda, inconveniencie et alia deperdita non modica nobis ac bono publico regni nostri predicti necnon mercatoribus et mercandis in eadem stapula existentibus seu ad eandem stapulam adducendis, quod dolendum est, evenerunt; soldarii eciam ville nostre Calesii pro vadiis suis sibi, ut asserunt, a retro existentes insoluti, super mercandis in dicta stapula existentes districtionesque ac restrictiones multociens fecerunt, ac de hujusmodi districtionibus et restrictionibus imposterum fiendis dicti mercatores graviter se formidant, sicque mercandise in eadem stapula existentes ad vendicionem et explicacionem rarius et parcius exponuntur, quorum pretextu eskippaciones lanarum et pellium lanutarum extra regnum nostrum Anglie penes eandem stapulam transducendarum multipliciter impediuntur in nostri prejudicium ac boni publici regni nostri dampnum non modicum necnon mercatorum ejusdem stapule mercandis suas ad eandem eskippare et traducere volentes, similiter lesionem et gravamen manifesta, multoque majores lesiones et gravamina imposterum ex causis premissis verissimiliter possunt evenire, quod absit, que nisi pro eis de remedio congruo in hac parte caucius provideatur, in stapule nostre predictæ verissimilem destructionem necnon customarum et subsidiorum nostrorum de hujusmodi mercandis subtractionem et diminucionem ac tocius regni nostri in hac parte desolacionem cedent manifeste. Nos indemnitati nostre ac regni nostri,

mercatorum et mercandisarum hujusmodi in hac parte prospicere, et pro eadem stapula ut mercatores et mercandise ejusdem ab hujusmodi dampnis, incommodis, gravaminibus, deperditis et excessivis expensis, ex causis premissis plus solito preserventur, ac pro aliis inconvenienciis delendis que super inde oriri possunt et generari, providere volentes, ac de strenuitate, industria, probitate et circumspectione vestris confidentes, assignavimus et constituimus ac tenore presencium ordinamus et constituimus vos gubernatorem et conservatorem nostrum stapule nostre predictae habende, occupande, regende, gubernande et conservande pro termino quinque annorum proxime futurorum post datam presencium complendo, dantes et concedentes vobis tenore presencium plenam auctoritatem, potestatem et mandatum speciale ad stapulam nostram predictam ac mercatores et eorum factores ac attornatos ad eandem stapulam confluentes, necnon mercandisas ejusdem stapule in eadem existentes et ad eandem quovismodo adducendas sive traducendas, ac eciam servientes et ministros ejusdem stapule quoscumque, debitè juxta leges et statuta stapule predictae, ad nostri commodum et bonum publicum regni nostri predicti in omnibus et per omnia, per vos seu vestrum in hac parte locumtenentem aut deputatum regendos et gubernandos, ac eciam ad notabiles et valenciores et discreciores mercatores ejusdem stapule quos pro nostri regnique nostri ac stapule predictae commodo et bono publico melius videritis expedire coram vobis ad loca conveniencia, per vos juxta discrecionem vestram in regno nostro Anglie eisdem mercatoribus limitanea, pro remediis inconvenienciarum predictarum ac aliorum premissorum ac pro bonis ordinacionibus et salubri gubernacione eorundem ac mercandisarum suarum in eadem stapula existencium seu ad eandem adducendarum, comunicandos, tractandos et advisandos venire, ac eosdem mercatores super comunicacionibus, tractatibus et advisamentis pro hujusmodi remediis et ordinacionibus in Anglia faciendis et habendis, usque stapulam predictam ibidem concludendis et exequendis, destinare faciendos, necnon omnes et singulas personas transgredientes sive ordinacionibus predictis in eadem stapula inobedientes, de tempore in tempus, prout casus exigit, juxta legem mercatoriam stapule predictae castigandas et puniendas et de nominibus illarum, si que fuerint que per vos vel vestrum in hac parte locumtenentem aut deputatum ibidem castigari vel puniri recusaverint vel noluerint, ad cancellarium nostrum Anglie de tempore in tempus ut idem

cancellarius hujusmodi personas coram se in cancellaria nostra venire faciat ad eas juxta discrecionem ejusdem cancellarii ac vestram, secundum legem et consuetudinem regni nostri Anglie ac statutorum stapule predictæ, punire et castigare valeat, certificandis, et ad omnia alia et singula que pro nostri, regni nostri Anglie et stapule nostre predictæ commodo et bono publico ac mercatorum et mercandisarum predictorum necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, per vos seu locumtenentem aut deputatum vestrum de tempore in tempus facienda, exequenda et exercenda, nolentes quod aliqua electio alicujus persone in majorem stapule predictæ, durante termino predicto, aliququaliter fiat quovismodo, aliquibus concessionibus majori et mercatoribus stapule predictæ ante hec tempora factis, aut aliquibus aliis statutis, ordinacionibus et provisionibus in contrarium factis, non obstantibus. Et ideo vobis mandamus... etc... In cujus rei.... etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, IX die marcii.

(P. R. O. *Early chancery roll 390, memb. 11*).

XIX

Westminster, 23 mai 1453.

Rex omnibus ad quos etc...., salutem. Sciatis quod cum ex parte dilectorum nobis in Christo prioris et conventus ordinis fratrum Carmelitarum ville nostre Calesii, per quandam supplicacionem nobis presentatam, nobis intimatum extiterit qualiter nonnulli progenitores nostri nuper reges Anglie a tempore centum annorum et amplius elapsorum eis concesserunt, ac nos in consimili modo, de gracia nostra speciali et ex pura elemosina nostra in auxilium et sustentacionem dictorum prioris et conventus concesserimus eis viginti marcas percipiendas annuatim, per manus thesaurarii ville nostre predictæ pro tempore existentis, ad quatuor terminos usuales, prout per litteras ipsorum progenitorum nostrorum et nostras, plenius poterit apparere: de quaquidem elemosina dicti prior et conventus per manus dicti thesaurarii usque ad tempus cujusdam actus resumpcionis, in parlamento nostro apud Westmonasterium, sexto die novembris, anno regni nostri vicesimo octavo tento, facti, de beneficio et concessione dicte elemosine nostre exclusi extiterint, soluti extiterunt et contentati, in dictorum prioris et

conventus deperditum non modicum et desolacionem, nisi gracia nostra eis in hac parte exhibeatur, prout in dicta supplicacione plenius continetur. Nos ad premissa consideracionem habentes, de gracia nostra speciali, concessimus eisdem priori et conventui de novo viginti marcas de elemosina nostra percipiendas annuatim, a predicto sexto die novembris, et sic deinceps annuatim, per se et successores suos, quamdiu nobis placuerit, per manus thesaurarii ville nostre Calesii, pro tempore existentis, ad quatuor anni terminos usuales, prout ipsi hactenus perceperunt, dicta resumpcione aut aliqua alia re in contrarium facta non obstante. — Teste rege apud Westmonasterium, XXIII die marcii.

(P. R. O. *Early chancery roll 595, memb. 10*).

Edouard IV

XX

Westminster, 7 février 1461.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod nos intelligentes qualiter quamplures soldarii ville nostre Calesii qui nunc sunt et qui ante hec tempora fuerunt non habuerunt nec habent unde vivere, nec seipso de cibis, potubus et aliis rebus sibi necessariis sustinere, nec redditus domorum infra villam predictam quibus inhabitant solvere valebant sive valent de presenti, nisi per viam prestiti de burgensibus ejusdem ville qui nunc sunt et antea fuerunt; quiquidem burgenses per longam continuacionem mutui sui per ipsos prefatis soldariis facti depauperati existunt, quod ipsi dictis soldariis ulterius mutuare nequint, nec redditus domorum suarum in quibus dicti soldarii inhabitant minime solvere valeant, absque provisione in hac parte habita et ordinata; et eciam qualiter soldarii illi billas vadiorum suorum pro resolucione prestitorum suorum prefatis burgensibus ante hec tempora deliberare, et aliquando per assignamenta in et super libris capitanei ville predictae de vadiis eorum soldariorum per ipsos seu eorum aliquem, eisdem burgensibus seu alicui eorundem facta, hujusmodi prestita solvere solebant, ut iidem burgenses cum billis et assignamentis illis firmas et redditus suos infra villam predictam et skuinagium ejusdem thesaurario

Calesii pro tempore existenti solverent et contentarent; jamque hinc est quod quidam thesaurarius ejusdem ville et alii officarii ibidem premissa facere et admittere recusarunt et recusant de presenti. Nos premissa considerantes et pro eo quod hujusmodi mutua per burgenses predictos soldariis predictis facta fuerunt sibi quod ipsi magis diligenter intenderent salve gardie ville predictae quod absque auxilio et favore burgensium ville illius fieri nequiat, ac quod iidem burgenses solutionem suam de prefatis soldariis de et pro denariorum summis sibi per prefatos burgenses in futurum mutuandis habere possunt: de uberiori gracia nostra ac de avisamento consilii nostri, concessimus majori, aldermannis et burgensibus ville predictae et eorum successoribus quod ipsi et successores sui et quilibet eorum, cui vel quibus eorundem burgensium aliqua summa pecunie per dictos soldarios ville predictae pro tempore existentes vel eorum aliquem pro aliquo prestito seu aliqua alia re debita existit vel fuerit in futurum, retinere possint et possit in manibus suis propriis tantas pecuniarum summas omnimodorum reddituum et firmarum suarum per ipsos burgenses seu eorum aliquem nobis vel heredibus nostris debitorum seu debendorum de et pro terris et tenementis suis vel alicujus eorundem que ipsi de nobis infra villam predictam et skuinagium ejusdem habent et tenent vel eorum aliquis habet et tenet ac successores sui in futurum habebunt et tenebunt, quantas eisdem burgensibus aut successoribus suis vel eorum alicui per dictos soldarios vel eorum aliquem, ut predictum est, per billas vel assignamenta vadorum suorum eisdem burgensibus aut successoribus suis vel eorum alicui pro resolutione sua liberata et liberanda, facta et facienda apparent sive in futurum apparebunt debita sive debenda; et quod tam thesaurarius noster Calesii pro tempore existens quam prefati burgenses et successores sui et quilibet eorum de omnimodis pecuniarum summis in manibus suis propriis vel alicujus eorum super hujusmodi billis vel assignamentis vadorum, ut predictum est, retentis, et eis debitis sive debendis, per indenturas inde inter ipsum thesaurarium dicte ville Calesii pro tempore existentem et thesaurarium capitanei ejusdem ville Calesii pro tempore existentem debite conficiendas, erga nos et heredes nostros de tempore in tempus quieti sint penitus, et eorum quilibet quietus sit penitus et exoneratus in perpetuum. In cujus etc... — Teste rege, apud Westmonasterium, VII die februarii.

XXI

Southampton, 3 mai 1470.

Rex omnibus ballivis et fidelibus suis ad quos... etc..., salutem. Sciatis quod de gracia nostra speciali ac de avisamento consilii nostri perdonavimus, remisimus et relaxavimus omnibus et singulis soldariis et inhabitantibus ville et castri nostrorum Calesii, turris de Rysbank, castrorum nostrorum de Guysnes et Hammes et marchiarum nostrarum ibidem et eorum cujuslibet, cujuscumque status, gradus, condicionis seu nacionis, indigeni vel alienigeni existant et eorum cuilibet, ac eorum servientibus, factoribus, attornatis, fautoribus et consiliariis et eorum cuilibet qui vicesimo quarto die aprilis ultimo preterito in predictis villa, castris et marchiis seu eorum aliquo residentes seu commorantes fuerunt, quibuscumque nominibus iidem soldarii, inhabitantes, servientes, factores, attornati, fautores et consilarii censeantur seu eorum aliquis censeatur, omnimodas prodiciones, rebelliones, insurrectiones, felonias, roberias, depredaciones, murdra, transgressiones, decepciones, conspiraciones, confederaciones, contemptus, mespresiones ac alias offensas quascumque per ipsos soldarios, inhabitantes, servientes, factores, attornatos, fautores et consiliarios seu eorum aliquem in regno nostro Anglie ac villa, castris, turri et marchiis predictis seu eorum aliquo aut alibi ante predictum vicesimum quartum diem aprilis qualitercumque factas sive perpetratas, ac eciam omnimodas penas et forisfacturas quas ipsi et eorum aliquis occasione premissorum seu eorum alicujus aut alicujus alterius defectus per ipsos seu eorum aliquem infra dictum regnum, villam, castra, turrim seu marchias predictas aut eorum aliquam ante dictum vicesimum quartum diem aprilis facti, nobis forisfacere debent aut poterint seu eorum aliquis forisfacere debet aut poterit, ac omnimodas imprisonmentes et puniciones in quas erga nos occasione premissorum seu eorum alicujus incurrere poterint seu poterit quovismodo, nolentes quod iidem soldarii, inhabitantes, servientes, factores, attornati, fautores et consilarii occasione premissorum vel eorum alicujus per nos vel heredes nostros vel officarios seu ministros nostros aut heredum nostrorum impetantur, molestantur, inquietentur seu graventur nec eorum aliquis impetatur, molestetur seu inquietetur in personis suis vel eorum alicujus

aut in terris, rebus, redditibus, possessionibus, bonis seu catallis suis seu eorum aliquo gravetur quovismodo. Proviso semper quod presens perdonacio nostra non se extendat ad Margaretam nuper vocatam reginam Anglie aut Edwardum filium ejus, nec ad aliquas personas quascumque cum eisdem Margareta et Edwardo vel eorum altero, extra regnum nostrum existentes, sive eisdem vel eorum alteri adherentes, nec ad Georgium ducem Clarencie vel Ricardum comitem Warrewici nec ad aliquas personas quascumque cum eisdem Georgio et Ricardo vel eorum altero existentes, nec quod presens perdonacio nostra se extendat ad aliquos magnos computantes nostros qui nunc sunt vel qui nuper fuerunt, videlicet ad majorem et societatem stapule nostre Calesii aut majorem, constabularium et societatem stapule Calesii, thesaurarium Calesii et hospicii nostri, vitillarium Calesii, camerarios nostros Northwallie et Suthwallie, custodes garderobe hospicii nostri aut custodes sive clericos magne garderobe nostre, clericos sive custodes hanaperii, cancellarie nostre qui nunc sunt aut nuper fuerunt, vel executores aut administratores bonorum et catallorum eorundem clericorum sive custodum vel eorum alicujus, clericos operationumstrarum, thesaurarium terre nostre Hibernie ac receptores ducatus nostri Cornubie et ducatus nostri Lancastrie tam generales quam particulares, quo ad aliqua hujusmodi officia sua seu hujusmodi occupationes suas aut alicujus eorundem tangencia ullo modo se extendat; nec ad aliquam personam vel aliquas personas que regnum nostrum Anglie pro feloniam abjuravit vel abjuraverunt nec ad aliquam personam probatorem aut conjunctam vel attinctam de feloniam nec ad aliquam personam vel ad aliquas personas que in aliqua terras seu tenementa super possessione nostra ingressum fecit vel fecerunt, vel in aliqua heredem infra etatem et in custodia nostra existentem rapuerit vel rapuerint quo ad hujusmodi ingressum et raptum, nec ad aliquam personam vel personas pro fractione alicujus salvi conductus nostri aut treuge vel lige inter nos et alios quoscumque facte, nec ad aliquem custumarium sive collectorem aut contrarotulatorem vel scrutatorem alicujus custume aut aliorum subsidiorum seu denariorum nobis pertinencium, nec ad aliquam personam quo ad aliquas transgressiones, offensas, negligencias, mesprisiones, contemptus, cautelamenta, forisfacturas aut decepiones in aliquo portu regni nostri Anglie aut crecis vel locis alicui hujusmodi portui pertinentibus sive adjacentibus, aut in villa nostra Calesii vel marchiis ejusdem factas, perpetratas sive emergentes in decepcionem et lesionem nostras

de aliquibus hujusmodi custumis, subsidiis aut aliis denariis predictis nobis pertinentibus sive spectantibus, nec ad Thomam Mallory militem, Robertum Marschall nuper de Culneham in comitatu Oxonensi armigerum, Willelmum Verdon nuper de Londonia sryverier, Thomam Philipp nuper de Rye in comitatu Gloucesterie yoman, Johannem Wirkyngton alias dictum Wrygh-tynton nuper de Cawode in comitatu Eborum gentilman et Johannem de Manyngham nuper de Rothewell in eodem comitatu gentilman, nec ad aliquem eorum nec aliquam aliam personam vel aliquas personas auctoritate alicujus parliamenti nostri de alta prodicione attinctam vel attinctas et post hujusmodi attin-ctionem ad beneficium legis nostre per nullam auctoritatem alicujus parliamenti nec per aliquas litteras nostras habilitatas nec restitutas, nec ad aliquam personam seu aliquas personas que in hereditatem dictarum personarum attinctarum seu earum alicujus ad beneficium legis nostre, ut predicatur, habilitatas nec resti-tutas in parte vel in toto, ingressa fuerit aut ingressu fuerint quo ad aliquem hujusmodi ingressum suum. Volumus insuper et de uberiori gracia nostra ac de avisamento predicto, tenore presen-cium concedimus quod thesaurarius dicte ville nostre Calesii et marchiarum ibidem pro tempore existens, de tempore in tempus fieri faciat separales litteras sub sigillo nostro in custodia sua existenti tenorem, vim, formam et effectum harum litterarum nostrarum continentes, cuilibet soldariorum, inhabitancium, servientum, factorum, attornatorum, fautorum et consiliariorum predictorum hujusmodi litteras habere volenti, per nomen suum in eisdem expressandum; quasquidem litteras sic per prefatum thesaurarium sub sigillo nostro predicto ibidem fiendas volumus et per presentes concedimus esse tantorum et talium vigoris, virtutis et effectus in omnibus et singulis premissis quantorum et qualium esse possint si sub magno sigillo nostro Anglie fierent seu fieri deberent, eo quod expressa mencio de nominibus predictorum soldariorum, inhabitancium..., etc.... in presentibus minime facta existit, aliquo statuto, actu etc... quacumque non obstante, absque feodo pro magno sigillo nostro inde ad opus nostrum capiendi seu solvendo. In cujus.... etc... — Teste rege apud Suthamptoniam, tercio die maii.

(P. R. O. *Early chancery roll 414, memb. 4*).

XXII

Westminster, 15 décembre 1472.

Rex omnibus ad quos etc...., salutem. Scialis quod cum diversa jocalia nostra per nos Thome Portinare pro certis summis impignorata, ac per ipsum Thomam pro hujusmodi denariorum summis Johanni Proute, Ricardo Stokes et Thome Keston in plegio deliberata fuerint et in eorum custodia pro summa duarum millium septingentarum librarum adhuc remaneant, quodque pro deliberacione et restitutione eorumdem jocalium nobis fienda, major et societas mercatorum stapule ville nostre Calesii per eorum scripta obligatoria prefatis Johanni Proute, Ricardo Stokes et Thome Keston diversis pecuniarum summis ad summam duarum millium septingentarum librarum attingentibus, pro nobis et ad nostri desiderium speciale obligati existant, nosque volentes eisdem majori et societati proinde recompensari et pro eorum indemnitate in hac parte providere : de gracia nostra speciali ac ex certa sciencia et mero motu nostris, concedimus eisdem majori et societati et successoribus suis et mercatoribus predictis quod ipsi seu eorum aliquis aut aliqui, quolibet anno trium annorum jam proxime sequencium, habeant et percipiant ac in manibus suis propriis sive eorum aliquorum aut alicujus retineant nongentas libras, tam videlicet de illis denariorum parcellis decem millium viginti et duarum librarum quatuordecim solidorum et octo denariorum ad solucionem vadiorum, feodorum et regardorum capitanei, soldariorum ville et castri Calesii ac marchiarum ibidem appunctuatorum, annuatim solvendorum que ad eorum sive eorum alicujus manus quovismodo devenient et in eorum sive eorum alicujus manibus racione officii thesaurarii Calesii remanebunt occasione vacacionum aliquorum soldariorum infra villam et marchias nostras Calesii predictas in numero ordinario ex nunc non existencium insolutorum, quam de proficuis sigilli nostri infra villam et marchias nostras Calesii pro litteris salvi conductus et salvigardii fiendis aut aliter provenientes, ac de proficuo nobis pertinenti aut proveniente de quadraginta denariis de qualibet libra capitaneo, soldariis et artificibus ville, castrorum et marchiarum predictarum in promptis denariis pro eorum vadiis et regardis liberata et liberanda infra tres annos predictos, ac de revencionibus,

commoditatibus et proficuis nobis infra villam, castrum et marchias predictas pertinentibus sive crescentibus in contentacione et satisfacione dictarum duarum millium et septingentarum librarum ultra predictam summam decem millium viginti duarum librarum quatuor solidorum et octo denariorum per annum pro solucione regardorum, feodorum et vadorum dictorum capitanei et soldariorum annuatim solvendam; et si contigerit quod aliquo anno dictorum trium annorum predicti major et societas et mercatores summam nongentarum librarum pretexto hujus concessionis nostre minime habuerint nec retinuerint nec habere nec retinere poterint, quod tunc iidem major et societas et mercatores, quolibet hujusmodi anno dictorum trium annorum aut anno vel annis sequentibus, tantas et hujusmodi summas quantas inde defuerint aut deesse contigerint minime contentatas, non perceptas aut non retentas, habeant, percipiant et retineant, seu eorum aliquis habeat, percipiat et retineat de custumis et subsidiis lanarum et pellium lanutarum ac pellium vocatarum *shorting* et *morling* suarum aut eorum vel eorum alicujus vel aliquorum in quocumque portu ac quibuscumque portubus regni nostri Anglie eskipbandarum, et usque ad stapulam ville nostre Calesii predictae traducendarum, ac habeant et percipiant de custumis et subsidiis lanarum, pellium lanutarum et pellium vocatarum *shorting* et *morling* aliarum in portubus predictis seu eorum aliquibus vel aliquo eskipbandarum et usque ad stapulam predictam traducendarum, per manus collectorum customarum et subsidiorum in portubus predictis seu eorum quolibet vel aliquo existencium, per indenturas de tempore in tempus inde conficiendas ultra predictam summam decem millium viginti duarum librarum quatuor solidorum et octo denariorum ad solucionem vadorum, regardorum et feodorum capitanei et soldariorum ville et castri ac marchiarum nostrarum Calesii predictarum appunctuatorum, annuatim solvendam, et ultra summam mille librarum per annum prefatis majori et societati in partem contentacionis sive contentacionem diversarum denariorum summarum eisdem majori et societati debitarum per nos inter alia concessarum, percipiendarum, habendarum seu retinendarum de premissis seu eorum aliquo; et insuper volentes pro reparacionibus operum nostrarum in villa, castro et marchiis predictis fiendis et habendis providere, de gracia nostra speciali ac ex certa sciencia et mero motu nostris predictis, concedimus prefatis majori et societati et mercatoribus quod ipsi, quolibet anno trium annorum predictorum, habeant et percipiant et retineant

aut eorum aliquis habeat, percipiat et retineat de predictis denariorum parcellis dictarum decem millium viginti duarum librarum duorum solidorum et octo denariorum in forma predicta appunctuatarum annuatim solvendarum que ad eorum sive eorum alicujus manus in forma predicta devenient et in eorum aut eorum alicujus manibus remanebunt occasione vacacionum predictarum insolutarum ac de predictis proficuis sigilli predicti ac de predictis proficuis nobis pertinentibus aut provenientes de predictis quadraginta denariis de libra ac de revencionibus, commoditatibus et aliis proficuis predictis, tantas et hujusmodi summas, summam mille librarum non excedentes, quantas pro reparacionibus predictis quolibet anno predictorum trium annorum necessarie et requisite fuerint et opportune, apponende super reparacionibus predictis per supervisum locumtenentis nostri ville Calesii, castri et marchiarum predictarum ac marescalli nostri ibidem pro tempore existentis aut eorum deputati ac supervisoris nostri operum nostrorum ibidem pro tempore existentium ac majoris stapule predictae aut ejus locumtenentis et thesaurarii nostri ibidem aut ejus locumtenentis ac vitellarii nostri ibidem aut ejus deputati pro tempore existentis, juxta eorum discreciones, prout eis melius pro nostro comodo videbitur fore faciendum et non aliter ultra predictam summam decem millium viginti duarum librarum quatuor solidorum et octo denariorum per annum in forma predicta appunctuatam, solvendam, ac ultra predictam summam mille librarum per annum per nos prefatis majori et societati in partem contentacionis diversarum denariorum summarum, ut supradictum est, concessarum; et si contigerit quod aliquo anno dictorum trium annorum predicti major et societas et mercatores tantas et hujusmodi summas, summam mille librarum non excedentes, quantas pro reparacionibus predictis aliquo hujusmodi anno predictorum trium annorum minime retinuerint, habuerint nec receperint nec retinere, percipere aut habere poterint pretextu hujus concessionis nostre, quod tunc iidem major et societas et mercatores, quolibet anno dictorum trium annorum aut anno vel annis sequentibus, tantas et hujusmodi summas quantas inde defuerint aut desse contigerint minime contentatas, non perceptas aut non retentas, habeant, percipiant et retineant, seu eorum aliquis habeat, percipiat et retineat de custumis et subsidiis lanarum et pellium lanutarum ac pellium vocatarum *shorling* et *morling* suarum aut eorum vel eorum alicujus vel aliquorum habeant et percipiant de custumis et subsidiis hujus-

modi lanarum et pellium lanutarum aliorum in quocumque portu ac quibuscumque portubus regni nostri Anglie eskipbandarum et usque ad stapulam ville nostre Calesii predictae traducendarum, per manus collectorum custumarum et subsidiorum in portubus predictis seu eorum quolibet vel eorum aliquo existentium, per indenturas de tempore in tempus inde conficiendas ultra predictam summam decem millium viginti duarum librarum quatuor solidorum et octo denariorum ad solutionem vadorum, regardorum et feodorum soldariorum ville et castri ac marchiarum nostrarum Calesii predictarum, ut supra dictum est, appunctuatam annuatim solvendam; et ultra dictam summam mille librarum prefatis majori et societati in partem contentacionis sive ad contentacionem dictarum denariorum summarum eisdem majori et societati debitarum per nos, inter alia concessam, ut supradictum est, percipiendam, habendam seu retinendam de premissis seu eorum aliquo, proviso semper quod si aliquo anno dictorum trium annorum summe de premissis sive eorum aliquo per dictos majorem, societatem et mercatores habende, percipiente aut retinende vigore harum litterarum patencium summam mille et nongentarum librarum excedant, quod tunc ipsi major et societas et mercatores de toto illo quod aliquo hujusmodi anno dictorum trium annorum inde superfuerit, nobis compotum reddant et respondere teneantur; proviso etiam quod presentes littere nostre aut concessiones in eisdem specificate non cedant in prejudicium aut dampnum ipsorum majoris, societatis et mercatorum aut eorum alicujus sive aliquorum de percipiendis, retinendis aut habendis de premissis sive eorum aliquo, summam trium millium librarum in uno anno jam sequenti et summam duarum millium marcarum quolibet diversorum aliorum annorum ex tunc sequencium aut certis modis et formis inter nos et ipsos majorem, societatem jam tarde appunctuatis, eo quod expressa mencio de certitudine premissorum aut de aliis donis sive concessionibus per nos eidem majori et societati ante hec tempora factis, in presentibus facta non existit, aut aliquo statuto, actu.... etc.... in contrarium facto non obstante. — Teste rege apud Westmonasterium, XV die decembris.

(P. R. O. *Early chancery roll* 416, memb. 4).

XXIII

Westminster, 1^{er} août 1480.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod nos, de gracia nostra speciali ac ex certa sciencia et mero motu nostris, concessimus et licenciam dedimus et per presentes concedimus et licenciam damus pro nobis et heredibus nostris carissimo consanguineo nostro Willelmo Hastings, militi, domino Hastings, camerario nostro, ac dilectis nobis Johanni Cholley, Thome Redwode, Johanni Clyngton, Ricardo Chambre et Jacobo Grave, quod ipsi seu eorum aliqui vel aliquis, ad laudem, gloriam et honorem sancte et individue Trinitatis ac gloriosissime Virginis Marie, quandam fraternitatem sive gildam perpetuam, de quatuor gardianis et comunitate liberorum hominum ville nostre Calesii nunc commorancium et ex nunc commoraturorum, ac fratribus et sororibus de liberis hominibus ejusdem ville ac aliis qui ex eorum devocione de eadem fraternitate sive gilda esse voluerint, infra dictam villam Calesii facere, fundare, erigere, creare et stabilire possint vel possit perpetuo futuris temporibus duraturam; et quod iidem gardiani et comunitas sint ex nunc unum corpus et una comunitas corporata in re et in nomine de quatuor gardianis, de comunitate; et quod sint persone habiles et capaces in lege ad perquirendum et recipiendum in feodo et perpetuitate terras, tencementa, redditus et servicia ac alias possessiones quascumque de quacumque persona sive quibuscumque personis, ea eis dare, legare, concedere vel assignare volente vel volentibus, habenda et tenenda eisdem gardianis et comunitati, successoribus suis, in perpetuum, habeantque successionem perpetuam ac comune sigillum pro negociis dicte fraternitatis sive gilde deservituum in perpetuum; et quod iidem gardiani et comunitas per nomen gardianorum et comunitatis liberorum hominum ville nostre Calesii placitare possint, implacitari in quibuscumque curiis et locis coram quibuscumque justiciariis sive iudicibus, in quibuscumque actionibus, sectis, placitis, querelis et demandis cujuscumque condicionis fuerint seu nature; et quod dicta comunitas liberorum hominum ville predictae singulis annis quandocumque voluerint, eligere et facere possint de se ipsis quatuor gardianos ad supervidendum, regendum et gubernandum fraternitatem sive gildam illam, et ad onera ejusdem fraternitatis sive gilde

subeunda et supportanda; et quod prefati gardiani et comunitas ville predictæ et successores sui statuta honesta et rationabilia ac ordinationes et constitutiones pro bono regimine fraternitatis sive gilde predictæ tocians quociens sibi placuerit et necesse fuerit facere et ordinare, ac ea ad libitum mutare valeant absque impetitione, impedimento seu gravamine nostri vel heredum nostrorum, justiciariorum, majorum, vicecomitum, escaetorum, ballivorum, constabulariorum seu aliorum officiariorum vel ministrorum nostrorum vel dictorum heredum nostrorum quorumcumque. Et ulterius de uberiori gracia nostra concessimus et licenciam dedimus ac per presentes concedimus et licenciam damus pro nobis et heredibus nostris predictis prefatis gardianis et comunitati et successoribus suis quod ipsi et eorum successores terras, tenementa, redditus et alias possessiones quecumque infra dictam villam nostram Calesii seu marchias ejusdem, licet de nobis aut de aliis per quodcumque servicium teneantur ad valorem viginti liberarum per annum ultra reprisas, a quacumque persona sive quibuscumque personis ea eis dare, concedere, legare vel assignare volente vel volentibus, perquirere et recipere possent, habenda et tenenda eisdem gardianis et comunitati et successoribus suis in auxilium sustentacionis unius capellani divina [celebraturi] in capella sancte et individue Trinitatis predictæ in ecclesia Beatissime Marie Virginis infra villam predictam singulis diebus pro salubri statu nostro ac precarissime consortis nostre Elisabethe regine Anglie dum vixerimus, et pro animabus nostris cum ab hac luce migraverimus, et pro bono statu predictorum Willelmi Hasting, Johannis, Thome, Johannis, Ricardi et Jacobi ac fratrum et sororum fraternitatis sive gilde predictæ dum vixerint, et pro animabus suis cum ab hac luce migraverint, ac animabus omnium fidelium defunctorum necnon pro bono statu et animabus illorum qui ad fraternitatem sive gildam predictam manus adjutrices aliquo modo imponent, necnon in auxilium sustentacionis pauperum hominum et mulierum comunitatis ac fraternitatis sive gilde predictæ juxta ordinationem gardianorum et comunitatis predictorum pro tempore existentium, et eidem persone sive eisdem personis, quod ipsa vel ipse terras, tenementa, redditus et possessiones predicta ad annum valorem predictum ultra reprisas, dare, concedere, legare vel assignare possit vel possint, prefatis gardianis et comunitati habenda, sibi et successoribus suis in auxilium sustentacionis tam capellani predicti, quam pauperum hominum et mulierum predictorum, juxta ordinationem predictam, sicut predictum est, imperpetuum

tenore presencium similiter licenciam dedimus specialem, statuto de terris et tenementis ad manum mortuam non ponendis, aut aliquo alio statuto, actu, sive ordinatione in contrarium facto, edito sive ordinato, non obstante, dum tamen per inquisitiones inde debite capiende et in cancellariam nostram vel heredum nostrorum rite retornande compertum sit quod id fieri possit absque dampno seu prejudicio nostri vel heredum nostrorum aut aliorum quorumcunque. In cujus etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, primo die augusti.

(P. R. O. *Early chancery roll 424, memb. 11*).

Henry VII

XXIV

Westminster, 7 mars 1487.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod cum nos per litteras nostras patentes datas apud Westmonasterium tercio die decembris anno regni nostri primo, ex gracia nostra speciali et pura elemosina, auxilio et sustentacione prioris et conventus fratrum ordinis Carmilitorum in villa nostra Calesii, ac divini servicii ibidem custodiendi et manutenendi, dedimus et concessimus eisdem fratribus viginti marcas annuatim habendas et percipiendas durante beneplacito nostro, de exitibus, proficuis et revencionibus ville nostre Calesii provenientiibus et crescentibus, per manus thesaurarii ville nostre Calesii pro tempore existentis, ad festa Pasche et sancti Michaelis archangeli, per equales portiones, prout in eisdem litteris patentibus plenius continetur; jamque ex parte predictorum prioris et conventus fratrum predictorum accepimus quod littere patentes predictae, quo ad percepcionem dicte annuitatis viginti marcarum per annum, eisdem priori et conventui fratrum predictorum minus valide et insufficientes existunt, ipsique prior et conventus fratrum predictorum litteras patentes illas quo ad annuitatem predictam, in cancellariam nostram restituerunt cancellandas: nos premissa considerantes et quod pre-textu litterarum illarum patencium, ipsi prior et conventus fratrum predictorum illam annuitatem a dicto tercio die decembris ex concessione nostra huc usque habuerunt et occupaverunt, de gracia nostra speciali ac ex certa sciencia et

mero motu nostris, damus et concedimus eisdem priori et conventui fratrum predictorum tot et tantas denariorum summas, nomine regardi tam diurni quam annui, ad quot et quantas juxta datam viginti marcarum sterlingorum per annum a dicto tercio die decembris usque datam presencium dicta annuitas se attingit, percipiendas per manus thesaurarii nostri Calesii pro tempore existentis, de denariis pro solucione vadiorum et regardorum locatenencium et soldariorum ville et marchiarum nostrarum Calesii assignatis sive assignandis. Et insuper de uberiori gracia nostra damus et concedimus prefatis priori et conventui ordinis fratrum Carmilitorum predictorum de villa nostra Calesii predicta viginti marcas sterlingorum per viam elemosine ad auxilium et sustentacionem eorum et divini servicii in predicto conventu in dies custodiendi et manutenendi, percipiendas annuatim per manus thesaurarii nostri Calesii pro tempore existentis, de denariis pro solucione vadiorum locatenencium et soldariorum ville et marchiarum nostrarum Calesii predictarum assignatis vel assignandis, ad quatuor anni terminos in dicta villa nostra Calesii usuales, aliquo statuto, actu, ordinatione, restrictione vel mandato aut aliqua alia re, causa vel quavis materia in contrarium facta, edicta, ordinata sive provisa in aliquo non obstante. In cujus etc... — Teste rege apud Westmonasterium, VII die marcii.

(P. R. O. *Early chancery roll 431, memb. 3*).

XXV

Westminster, 20 mai 1488.

Rex custumariis sive collectoribus custume et subsidii lanarum, coriorum et pellium lanutarum in portu ville Gippewici qui nunc sunt et qui pro tempore erunt, salutem. Cum nos, pro bono nostri et regni nostri Anglie, conservacione et securitate ville et castri nostrorum Calesii et marchiarum inde, continuacione stapule nostre ejusdem, pro securitate contentacionis et solucionis annuorum vadiorum, feodorum et regardorum capitanei et locumtenentis nostri et soldariorum dictorum ville, castri Calesii et turris de Ruysbank, castrorum de Guysnes et Hammes in marchiis ibidem pro tempore existentium, et pro feodis et regardis custumariorum et contrarotulatoris magne custume in portu Londonie, et pro sufficienti conductu habendo pro segura

convectione mercandisarum ad dictam stapulam apud Calesium, et pro solutione feodorum et regardorum justiciariorum, servientum et attornati nostrorum, de avisamento et assensu dominorum spiritualium et temporalium ac comunitatis regni nostri Anglie in parlamento nostro summomnito et tento apud Westmonasterium nono die novembris ultimo preterito existencium, auctoritate ejusdem concesserimus, ordinaverimus, inactitaverimus et stabilaverimus (*sic*) majori, constabulariis et societati mercatorum dicte stapule apud Calesium et successoribus suis pro tempore existentibus et eorum cuilibet, pro termino sexdecim annorum a sexto die aprilis ultimo preterito, omnimodas custumas et subsidia de suis lanis et pellibus lanutis ac pellibus vocatis *shorlyng* et *morlyng* et cujuslibet eorum eskippandis extra regnum Anglie ad dictam stapulam apud Calesium, illo termino durante, absque aliquo inde vel proinde nobis vel heredibus nostris aut customariis sive collectoribus custume et subsidii pro tempore existentibus in aliquo portu vel portubus infra regnum nostrum predictum reddendo seu solvendo aliter quam in actu inde edicto expressatur, debitis nostris vocatis denariis sive custuma Calesi exceptis, ac eciam quod dicti major, constabularii et societas mercatorum stapule predictae haberent et perciperent et retinerent omnino custumas et subsidia de lanis et pellibus lanutis ac pellibus vocatis *shorlyng* et *morlyng* omnium aliarum personarum ad dictam stapulam eskippandis, absque aliquo inde vel proinde nobis vel heredibus nostris aut customariis sive collectoribus customarum et subsidiorum pro tempore existentibus aut alicui alteri persone vel personis, exceptis preexceptis, solvendo vel reddendo, per indenturas fiendas de omnibus hujusmodi retencionibus, recepcionibus et percepcionibus de tempore in tempus inter prefatos majorem, constabularios et societatem mercatorum et eorum successores, vel inter quatuor, tres, vel duos tales sufficientes personas ad hoc sufficientem auctoritatem ab eisdem majore, constabulariis et societate mercatorum dicte stapule et eorum successores habentes, pro quibus ipsi responderunt, in quolibet portu vel portubus quo vel quibus aliqua hujusmodi eskippacio facta fuerit et customarios et collectores customarum et subsidiorum in dictis portubus vel eorum aliquo pro tempore existentibus, prout in actu inde edito plenius continetur : vobis precipimus quod prefatos majorem, constabularios et societatem mercatorum stapule predictae omnimodas custumas et subsidia de lanis et pellibus lanutis ac pellibus vocatis *shorlyng* et *morlyng* suis, ac eciam omnia custumas et subsidia de lanis et

pellibus lanutis ac pellibus vocatis *shorlyng* et *mortlyng* omnium aliarum personarum in dicto portu ad stapulam predictam eskipbandis absque aliquo inde vel proinde nobis vel heredibus nostris, ut premittitur, reddendo seu solvendo, per indenturas inde in forma predicta fiendas de tempore in tempus, durante termino predicto, habere, percipere et retinere permittatis juxta tenorem actus predicti, retinentes penes vos de tempore in tempus alteras partes indenturarum predictarum, per quas et presens mandatum nostrum nos vobis inde in compoto vestro ad scaccarium nostrum de tempore in tempus debitam allocacionem habere faciemus. — Teste rege apud Westmonasterium, XX die maii.

Consimilia brevia diriguntur custumariis sive collectoribus civitatis Londonie ;

idem civitatis Cicestrie ;

idem ville Sancti Botulphi ;

idem ville Kyngestonie super Hull ;

idem ville Sandewici.

(P. R. O. *Early chancery roll 432, memb. 4*).

XXVI

Westminster, 7 décembre 1499.

Rex omnibus ad quos etc...., salutem. Sciatis quod nos de gracia nostra speciali dedimus et concessimus ac per presentes damus et concedimus dilectis et fidelibus nostris majori, constabulariis et societati mercatorum stapule nostre ville nostre Calesii totam placeam terre sive totum tenementum cum pertinenciis vocatum « *le Prynce's Inne* » ad presens desolatum, diruptum, ruinosum sive cadens, situatum in dicta villa nostra Calesii, ac totum gardinum nostrum eidem placee sive tenemento adjacentem ; quequidem placea, terra sive tenementum et gardinum jacent et situata sunt in parochia beate Marie Virginis in villa nostra predicta et abutunt et extendunt versus orientem super quadam venella in villa predicta vocata « *Roper lane* » et versus occidentem super quodam vico sive quadam strata in eadem villa vocata « *le Freres strete* » et versus boream super quadam parva venella ducenti extra « *le Freres strete* » predictum in « *le shew strete* » et super quoddam mesnagium in eadem villa vocatum « *a wolfe howse* » sive « *shew howse* », nuper Thome Burghe

militis defuncti, et versus austrum super quodam vico sive quadam strata vocata « *Hempstrete* » ; quequidem placea terre sive tenementum et gardinum eidem tenemento adiaceps continent in se, in longitudine ab oriente usque occidentem ex parte australi eundo per « *Hempstrete* » predictam ducentos quinquaginta et quatuor pedes et duos pollices sive duas uncheas ; ac etiam continent in longitudine ab oriente usque occidentem ex parte boriali eundo per predictam parvam venellam et predictum mesnagium vocatum « *a wolle howse* » sive « *shew howse* » nuper prefati Thome Burgh militis, ducentos et quinquaginta pedes, et insuper continent in latitudine ab horia usque austrum ex parte orientis eundo per « *Roperlane* » predictam centum sexaginta et novem pedes ; itaque continent in latitudine ab horia usque austrum ex parte occidentis eundo per « *le Freres strete* » predictam usque « *le Postren* » (?) ad finem ejusdem strate centum viginti et undecim pedes ac octo pollices sive uncheas, habendam et tedendam totam predictam placeam terre sive totum predictum tenementum vocatum « *le Prynce's Inne* » ac totum gardinum predictum eidem tenentem, adjacentem, cum omnibus pertinenciis sive contentis in se plus quam superius inde recitatum est sive minus, prefatis majori, constabulariis et societati mercatorum stapule nostre ville nostre Calesii et successoribus suis ac suis assignatis imperpetuum de nobis et heredibus nostris ad feodi firmam, reddendo inde annuatim nobis et heredibus nostris sex libras legalis monete Anglie ad festa Pasche et sancti Michaelis archangeli per equales porciones solvendas pro omnibus aliis serviciis, exactionibus, omnibus consuetudinibus et demandis pro placea sive tenemento et gardino predictis aut aliqua inde parcella nobis aut heredibus seu successoribus nostris qualitercumque reddendis, solvendis seu faciendis. Concessimus insuper et per presentes concedimus prefatis majori, constabulariis et societati mercatorum stapule nostre predictae quod ipsi et eorum successores et assignati et eorum tenentes, firmarii et occupatores predictae placee, terre sive tenementi aut gardini predictorum seu alicujus inde parcellae de tempore in tempus imperpetuum sint quieti et exonerati de quibuscumque vigiliis sive gaytis per ipsos majorem, constabularios et societatem mercatorum stapule nostre predictae aut eorum successores seu assignatos, firmarios, tenentes et occupatores predictos seu eorum aliquem vel aliquos aut per servientes seu deputatos suos seu successorum aut assignatorum suorum, firmariorum et tenencium predictorum seu eorum alicujus aut per aliquos alios pro dicta placea terra

sive pro tenemento aut gardino predictis qualitercumque fiendis seu habendis, ac de quibuscumque solucionibus, quotis, contributionibus, tottis, scottis ac aliquibus auxiliis seu omnibus quibuscumque pro aliquibus ac quibuscumque vigiliis sive gaytis pro dicta piaceca terre sive etc.... qualitercumque in posterum fiendis, exercendis seu habendis, necnon de omnimodis assisis, cessionibus, imposicionibus, contributionibus seu demandis quibuscumque ex nunc levandis, fiendis, habendis seu imponendis super pane, vino, cervisia aut aliquibus aliis victualibus seu rebus quibuscumque requisitis, necessariis et oportunis in predicta piaceca terre etc.... expendendis, occupandis et utendis, nedum pro vitellacione, edificacione et constructione predictae piacece terre sive tenementi et gardini predicti, verum eciam pro reparacione et sustentacione eorundem cum imposterum fieri et haberi indiguerint; et quod predicti major, constabularii et societas mercatorum stapule nostre predictae et eorum successores et assignati ac eorum firmarii, tenentes et occupantes dicte piacece terre sive tenementi et gardini aut alicujus inde parcelle ad vigiliis sive gaytas faciendas seu ad inveniendum aliquem vel aliquos ad vigilandum seu aliquas vigiliis sive gaytas pro piaceca terre sive pro tenemento et gardino predictis aut pro aliqua inde parcella faciendas seu sustentendas, penitus exonerentur et quieti existant, eo quod expressa mencio de vero valore annuo etc... statuto... etc... actu, ordinacione... etc., non obstantibus. Teste rege apud Westmonasterium, VII die decembris.

(P. R. O. *Early chancery roll 441, memb. 5*).

Henry VIII

XXVII

Westminster, 1^{er} juillet 1510.

Rex omnibus ad quos etc..., salutem. Sciatis quod nos de gracia nostra speciali ac ex certa sciencia et mero motu nostris, dedimus, concessimus ac per presentes damus et concedimus dilectis et fidelibus nostris majori, constabulariis ac societati mercatorum stapule ville nostre Calesii quandam vacuum placeam sive parcellam cujusdam venelle vocate « *Roperlane* », jacentem in dicta villa nostra Calesii inter vicum vocatum « *Hempstrete* »

ex parte austriali et residuum dicte venelle vocate « *Roparlane* » ex parte boriali, et mesnagium vocatum « *staple inne* » ex parte occidentali, et gardinum eidem mesnagio adjacentem ex parte orientali; et continet in longitudine ab austro ad boriā ducentos et decem pedes, et in longitudine ab oriente ad occidentem viginti et quatuor pedes de assisa; habendam et tenendam totam predictam vacuum placeam sive parcellam dicte venelle vocate « *Roparlane* » prefatis majori, constabulariis et societati mercatorum stapule ville nostre Calesii predictæ et successoribus suis ac suis assignatis imperpetuum de nobis et heredibus nostris ad feodi firmam, reddendo inde annuatim nobis et heredibus nostris unum denarium monete currentis in dicta villa nostra Calesii ad festum sancti Michaelis archangeli solvendum pro omnibus aliis serviciis, exactionibus, omnibus consuetudinibus et demandis pro dicta placea sive parcella venelle predictæ, eo quod expressa mencio de vero valore.... etc.... aut aliquo statuto.... etc.... non obstante. Incujus rei.... etc.... — Teste rege apud Westmonasterium, primo die julii.

(P. R. O. *Early chancery roll* 452, memb. 10).

XXVIII

8 janvier 1538 (n. st.).

Jehan Perdrix bourgeois de la ville de Calaix, venu en ceste ville de Gravelinghes, dit que le VII^e de ce moys a II heures aprez minuict les François entrarent dedans le chasteau dudit Calaix par la bresse qu'ilz avoient faict;

dict que lesdits François estoient dedans ledit chasteau par avant que ceulx de la ville le savoient;

dict que environ les trois heures ensuivant l'on commença a parler avec lesdits François, dont environ les VI heures eurent response qu'ilz avoient appointement et nouvelle que ladite ville estoit rendue leur vie saulve, mais tous prisonniers;

dict qu'incontinent que ladite ville fust rendue, estoit pillée par les François et ung chacun prisonnier comme dit est;

dict que par ce qu'ilz n'estoient que deux mil hommes ont esté contrainctz la rendre;

et sy a dict que dedans ledit chasteau y avoit ung homme d'arme dudit Calaix nommé Medeltun avec environ XX hommes lesquelz se misrent dedans ladite ville.

(*Archives nationales*, K 1491).

TABLE ONOMASTIQUE

A

Aa (rivière d'), 7.
Aglon (Richard), constable de l'étable de Calais, 131.
Amieri de Pavie, 15, 16, 18.
Aire (Pas-de-Calais, arrondissement de St-Omer), 7.
Aire (Jean d'), 11, 12.
Albret (Charles 1^{er} d'), connétable de France, 55.
Alexandre (Nicolas), 44.
Amiens (Somme), 6, 9, 35.
Andelot (François de Coligny, seigneur d'), 36, 40, 43.
Anne Boleyn, reine d'Angleterre, 68.
Anne de Clèves, reine d'Angleterre, 68.
Anne de Luxembourg, reine d'Angleterre, 52.
Antvers (Belgique); 3, 113, 148.
Aragonais (les), 132.
Arc (Jeanne d'), 21.
Ardres (Pas-de-Calais, arrondissement de St-Omer), 35, 53.
Ardres (André d'), 11, 12.
Armagnac (Jean 1^{er}, comte d'), 6.
Arras (Pas-de-Calais), 3.
Arras (traité d'), 21, 22.
Arteweld (Jacques), 24.
Arundell (John), doyen de l'église d'Exeter, 65.

Arundell (Thomas), archevêque de Cantorbéry, 53.
Aston (Richard), chevalier, 165-167.
Athènes (Gauthier VI de Brienne, duc d'), 9 note 1.
Aubert (Etienne), cardinal-prêtre du titre de Saint Jean et Paul, 8, 9, 14.
Audley (Thomas), chancelier d'Angleterre, 85.
Audrehem (Arnoul d'), maréchal de France, 4, 18.
Aumale (Claude II de Lorraine, duc d'), 37-39, 41.
Avenant (John), constable de l'étable de Calais, 131.
Aymon ou *Edmond* comte de Cambridge, fils d'Edouard III, 52.
Azincourt (bataille d'), 56.

B

Baker (John), 85.
Barnet (bataille de), Angleterre, comté de Hertford, 61, 64.
Basset (seigneur de), 10 note 2.
Beauchamp (Jean de), capitaine de Calais, 15 note 2, 51 note, 95-97.
Beauchamp (Roger de), capitaine de Calais, 95, 97 note 2, 109.

Beauchamp (William de), capitaine de Calais, 110, 129, 159.
 Beaujeu (Edouard, sire de), 7, 8.
 Beaulo (sire de), 4.
 Beaumont (Robert), 169, 170.
 Belleborne (Baudoin de), 4.
Bergues (Nord, arrondissement de Dunkerque), 113, 148.
Berwick-sur-Tweede (Angleterre, comté de Nothumberland), 29, 120, 132.
 Blount de Mountjoy (John), 65.
 Bos (Henri du), 16, 17.
Bosworth (bataille de) Angleterre, comté de Leicester, 65.
Boulogne (Pas-de-Calais), 6, 35, 52, 67.
Boulogne (abbaye de), 91.
Boulogne (abbé de), 157.
Boulogne (comté de), 86.
 Bourbon (Jean I^{er}, duc de), 56.
 Bourbon (Pierre I^{er}, duc de), 6, 9.
Bourbourg (Nord, arrondissement de Dunkerque), 23.
 Bouchier (John), lord Berners, député de Calais, 100.
 Bouchier (Henry), 104, 111.
Brabant (le), 113, 128, 139.
 Brandon (Charles) duc de Suffolk, 67.
 Brantyngham (Thomas), trésorier de Calais, 73, 155, 156.
 Brembre (Nicolas), 20.
Brétigny (traité de), 48, 49 note, 51, 90, 91.
 Brian (Guy de), 17 note 1, 109.
 Brian (John), 165-167.
 Brineu (Jean de), 27.
 Briquemaut (François de) seigneur de Beauvais, 30.
 Bronn (John), 169, 170.

Bruges (Belgique), 116, 119, 128, 138, 139, 148, 151.
Brurelles (Belgique), 44, 45 note.
 Buckingham (Edmond duc de) et comte de Stafford, capitaine de Calais, 104.
 Burele (John de), 110.
 Burghersh (Barthélemy de), 8.
 Bumpsted (Thomas de), alderman de Calais, 155.
 Burgh (Thomas), 194.
 Bury (Adam de), alderman de Calais, 73, 75, 110, 155.

C

Cachepolle (Henry), alderman de Calais, 155.
Cambridge (vicomte de), 123.
 Camp (Simon), 165-167.
 Cantlowe (William), vitaillier de Calais, 148.
Cantorbery (province ecclésiastique de), 138, 174.
 Carmes (couvent des) de Calais, 91, 92, 162, 179, 180, 191, 192.
 Carne (sir Edward), ambassadeur à Rome, 44.
Catalogne (négociants de), 126.
Cateau-Cambrésis (traité de), 47.
 Ceccano (Annibale), cardinal-évêque de Frascati, 8, 9, 14.
 Chabot (Philippe de), amiral de France, 67.
 Chambre (Richard), 189, 190.
 Charles V, roi de France, 19.
 Charles VI, roi de France, 20, 21, 52, 53 54 note, 133.
 Charles VII, roi de France, 19, 21, 22, 28, 29.
 Charles, duc d'Orléans, 56.
 Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, 30, 62-65.

Charles-Quint, 46.
 Charny (Geoffroi de), 8, 9 note 1, 14-19.
Chauny (Aisne, arrondissement de Laon), 35.
Chichester (Angleterre, comté de Sussex), 145.
Chichester (collecteurs de coutumes à), 194.
 Chiverston (John de), capitaine de Calais, 95.
 Cholley (John), 189, 190.
 Clarence (George, duc de), 61, 64, 183.
 Clarence (Lionel, duc de), 52, 57.
 Clément VI, 8, 14, 48.
 Clifford (Thomas de), 28.
 Clynton (John), 189, 190.
 Clyston (Gervais), 104.
 Cobham (Renaud de), capitaine de Calais, 8, 10 note 2, 95.
 Cobham (lord William), député de Calais, 100.
Compiègne (Oise), 3 note 3.
 Coligny (Gaspard de), amiral de France, 31, 32, 34.
 Comines (Philippe de), 57, 62-64.
 Cooke (maître John), 65.
Coventry (Angleterre, comté de Warwick), 58.
 Coventry (Nicolas-Michel de), alderman de Calais, 155.
Crécy (bataille de), 4, 10 note.
 Croy (Jean de), 27.
Cumberland (comté de), 136.

D

Daubeney (Elisabeth), 100.
 Daubeney (Gilles), lieutenant de Calais, 66, 100, 112.
 Derby (comte de), voy. Lancastre (Henry duc de).

Dodd, capitaine du fort de Rysbank, 39.
Douvres (Angleterre, comté de Kent), 16, 43, 54, 67, 124.
Douvres (église St-Martin de), 125.
Douvres (lieutenant du connétable du château de), 3 note 2.
 Durfort (Gaillard de), 62.
Durham (évêché de), 136.
 Dynham (John de), lieutenant de Calais, 99.

E

Ecosse, 29, 60.
 Edgecombe (Richard), 65.
 Edouard II, roi d'Angleterre, 115, 116.
 Edouard III, roi d'Angleterre, 1-17, 19, 49-52, 69-77, 79, 80, 82, 83, 86-90, 95, 96, 108, 109, 116-123, 125, 130, 137, 155-157, 163, 164.
 Edouard IV, roi d'Angleterre, 30, 61-65, 77, 78, 84, 91, 92, 99, 101, 105, 111, 112 note 2, 136, 140-144, 180-188.
 Edouard VI, roi d'Angleterre, 32, 45, 151.
 Edouard, prince de Galles dit le *Prince Noir*, 50, 52.
 Edouard de Lancastre, fils d'Henry VI et de Marguerite d'Anjou, 183.
 Egmont (Lamoral, comte d'), 40 note 1.
 Elbeuf (René de Lorraine marquis d'), 41.
 Elbrigg (Robert de), 109 note 4.
 Elisabeth, reine d'Angleterre, femme d'Edouard IV, 92.
 Elisabeth, reine d'Angleterre, femme de Henry VII, 66.

Elisabeth, reine d'Angleterre, 47.

Espagne, 149, 150.

Espagne (Charles d'), 7.

Essex (vicomte d'), 123.

Estrées (Jean d') seigneur de Vailieu et de Cœuvres, grand-maitre de l'artillerie, 38, 45.

Etampes (Jean de Bourgogne, comte d'), 23.

Eudes IV, duc de Bourgogne, 6, 9.

Evreux (Jean d'), capitaine de Calais, 84, 110.

Exeter (Henry Holland duc d'), 60.

Exeter (John Holland, duc d'), capitaine de Calais, 98.

F

Fauquembergue (Pas-de-Calais, arrondissement de St-Omer), 7, 9.

Feryer (Thomas), 112 note 2.

Fiennes (Jean de), 11, 12.

Fitz-William (William), 85.

Flamands (les), 6, 7, 115-117, 128, 133, 145, 150, 151.

Flandre (la), 63, 113, 115, 127, 128, 133, 139, 147, 150.

Flote (Guillaume), 9 note 1.

Fogg (Thomas), capitaine de Calais, 97.

Foix (Gaston III, comte de), 6.

Forez (Guy VII comte de), 6.

Franceys (Adam), 73.

François I^{er}, roi de France, 67.

Feuquières (Jean de Pas, seigneur de), 34.

Frere (Alban), alderman de Calais, 155, 156.

Fretun (Pas-de-Calais, arrondis-

sement de Boulogne, canton de Calais), 48.

Freynssh (Reginald), alderman de Calais, 155.

Frompton (Walter de), alderman de Calais, 155.

Frost (Thomas), alderman de Calais, 155.

Fyncham (John de), alderman de Calais, 155.

G

Galles (pays de), 114, 118, 120.

Gand (Belgique), 22, 24.

Galdiswell (John), docteur ès lois, 65.

Garteforth (John), 94.

Gascogne (la), 120.

Gedney (William), écuyer, 169, 170.

Génois (les), 115, 125, 126, 132.

Gibraltar (détroit de), 142.

Gigli (Giovanni dei), collecteur du denier de St-Pierre, 66.

Gisburn (John de), alderman de Calais, 155.

Gloucester (comte de), 5 note.

Gloucester (Humphrey duc de), 25, 27, 98.

Gloucester (John de), fils naturel de Richard III, 99, 100.

Gloucester (Thomas Woodstock, duc de), 52, 54, 55.

Gramont (Antoine comte de), 41.

Grave (Jack), 189, 190.

Gravelines (Nord, arrondissement de Dunkerque), 6, 20, 23, 27, 33, 40, 42, 43, 45, 63, 68, 197.

Gravelines (rivière de), 23.

Greenich (Angleterre, comté de Kent), 67.

Grey (Lady Jane), 32.
Grigny (sire de), 4.
Grymesby (Pierre de), alderman de Calais, 155.
Grossewin Le Sauvage (maître), 22.
Guînes (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne), 7, 20, 27, 32, 35, 39, 52, 56, 58-60, 142, 182, 192.
Guise (Aisne, arrondissement de Vervins), 35.
Guise (François de Lorraine, duc de), 18, 33-43, 45, 47, 112, 151.

H

Haddele (John), maire de l'étafle de Westminster, puis de celle de Calais, 130, 131.
Hainaut (Jean de), 9.
Hall (John), maire de Calais, 77.
Hall (John), serviteur du comte de Nottingham, 55.
Hames (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne, canton de Guînes), 35, 48, 142, 182, 192.
Hares (Ralph), 93.
Harfleur (Seine-Inférieure, arrondissement du Havre, canton de Montivilliers), 55.
Harlestone (John), capitaine du fort de Rysbank, 44.
Hastling (seigneur de), 30.
Hastings (Raoul), lieutenant de Calais, 99.
Hastings de Hastings (William), lieutenant de Calais, 99, 111, 189, 190.
Hatfield (Thomas de), évêque de Durham, 3 note 2.
Haule (William de), 73.
Hazebrouck (Nord), 23.
Hem (rivière de), 3, 7, 16, 39.
Henri II, roi de France, 32-34, 45.
Henri II, roi de Navarre, 67.
Henry III, roi d'Angleterre, 115 note 2.
Henry IV, roi d'Angleterre, 54, 84, 91, 93, 94, 102, 103, 132-135, 162-168.
Henry V, roi d'Angleterre, 55-57, 80, 87, 108, 136, 137.
Henry VI, roi d'Angleterre, 24, 25, 28, 29, 57-61, 63, 64, 82-84, 91, 94, 99, 103-105, 108, 111, 136-141, 146, 169-176.
Henry VII, 65-67, 84, 100, 112, 144-148, 191-193.
Henry VIII, roi d'Angleterre, 67, 68, 80, 85, 100, 102, 106, 108, 112, 148-150, 196, 197.
Hearry, prince de Galles depuis, Henry V, 98.
Herle (Robert de), capitaine de Calais, 95.
Hertyngdon (Adam de), 110.
Hesdin (Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil), 7, 9.
Highfield (John), maître de l'artillerie de Calais, 37, 39, 44, 45.
Hollande (la), 113, 129.
Hollande (Guillaume V, comte de), 128.
Hollande (Thomas de), 10 note 2.
Hollandais (les), 115.
Honyngham (Roger de), alderman de Calais, 155.
Hoo (William), chevalier, 165-167.
Huntingdon (John Holland, comte de), 24.

I

Innocent VIII, 66.
Ipswich (Angleterre, comté de Suffolk), 145, 192.
Irlande (l'), 58, 59, 114, 118, 120.
Isabelle de France, reine d'Angleterre, 52-54.
Isabelle, fille de Richard, comte de Warwick, 61, 62.
Italie (l'), 149.

J

Jacques II, roi d'Ecosse, 29.
Jean II, roi de France, 51, 52.
Jean de Gand, duc de Lancastre, voy. Lancastre.
Jean, duc de Normandie, 6.
Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, 20, 21, 56, 57, 133.
Juliers (Renaud III, marquis de), 8.

K

Kebby (Robert de), alderman de Calais, 155.
Kendale (John, comte de), 29.
Kennebrouck, héraut d'armes, 25.
Kent (comté de), 60, 108.
Kent (vicomte de), 13 note 1.
Keston (Thomas), 143, 185.
Kingston-sur-Hull (Angleterre, comté d'York), 145.
Kingston-sur-Hull (collecteurs de coutumes à), 194.
Knolles (Robert), 52.
Kreki (seigneur de), 16.
Kyngestone (Thomas de), garde du château de Calais, 97.

L

La Fère (Aisne, arrondissement de Laon), 35.
Laharene (Peter), 165-167.
La Motte (Geoffroi de), 4.
Lancastre (Henry, comte de Derby et duc de), 7, 8, 50, 52.
Lancastre (Jean de Gand, duc de), 19, 52, 53, 58, 110, 131.
Landes (Jean de), 16.
Langle (pays de), 48.
Langton (John), trésorier de Calais, 103, 169, 170.
La Pole (Michel de), comte de Suffolk, chancelier d'Angleterre, 20, 110.
La Roche-sur-Yon (Charles de Bourbon, prince de), 39.
Latymer (William), 110.
La Vache (Philippe), garde du château de Calais, 97.
Le Flament (Jean), conseiller du duc d'Orléans, 53 note 2.
Leicester (Angleterre, comté de), 164, 165.
Leicester (John Colo de), alderman de Calais, 155.
Leicester (Robert Dudley comte de), 32.
Le Scrop (Henry), gouverneur de Calais, 72 note, 73, 97, 109, 155, 156.
Lestrange (Alexandre), 108.
Lestrange (John), 108.
Lisle (lord), voy. Plantagenet (Arthur).
Lombards (les), 125.
Londres, 54, 60, 64, 64.
Londres (collecteur de coutumes à), 194.
Londres (port de), 192.

Londres (vicomte de), 123.
Long (John), 109.
Lorraine (Charles, cardinal de), 34, 67.
Lostwithiel, (Angleterre, comté de Cornouailles), 131.
Louis XI, roi de France, 29, 30, 63, 65.
Louis XII, roi de France, 66.
Louis, duc d'Orléans, 20, 21 note, 53 note 2.
Lumbres (Pas-de-Calais, arrondissement de St-Omer), 9.
Lysle (William), capitaine de Calais, 98.

M

Mahaut, comtesse d'Artois, 70, 86.
Mahaut, comtesse de Boulogne 86.
Mallory (Thomas), écuyer, 184.
Maltravers (lord Henry), député de Calais, 100.
Manfeld (Robert), vitaillier de Calais, 169, 170.
Manynggham (John), 184.
March (Edouard, comte de), 61, voy. Edouard IV.
Marck (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne, canton de Calais), 7, 24, 48, 49, 133.
Marguerite, comtesse de Kent, 3 note 3.
Marguerite d'Anjou, reine d'Angleterre, 29, 30, 57, 60, 63, 183.
Marguerite d'York, sœur d'Edouard IV, femme de Charles-le-Téméraire, 143.
Marie d'Angleterre, veuve de Louis XII, 67.
Marie Tudor, reine d'Angleterre, 32, 35-38, 44, 45, 93, 106, 151.

Marquise (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne), 35.
Marshall (Robert), écuyer, 184.
Maryner (John), 94.
Mauny (Gautier de), 8, 10-13, 17 note 1, 109.
Maximilien, empereur d'Allemagne, 66.
Merice (William), alderman de Calais, 155.
Middelbourg (Hollande, prov. de Zélande), 129, 138.
Middleton « homme d'armes », 40, 197.
Montereau, (pont de), 21.
Montgomery (Jean de), capitaine de Calais, 13, 95.
Montgomery (Thomas de), 65.
Montmorency (Anne de), 33, 67.
Morton (William), 169, 170.

N

Nesle (Guy de), 8, 9 note 1.
Neuton (Philippe de), alderman de Calais, 155, 156.
Nevil (Alexandre), archevêque d'York, 20.
Newcastle-sur-Tyne (Angleterre, comté de Northumberland), 3 note 2, 132, 138.
Nieuley (fort de), 36-39.
Nieuley (pont de), 3, 7, 8, 16, 17, 36.
Norfolk (vicomte de), 123.
Northampton (Angleterre, comté du même nom), 60.
Northampton (William de Bohun, comte de), 8, 10 note 2.
Northumberland (comté de), 136.
Northumberland (John, duc de), 32.

Notre-Dame-de-Calais (église), 90,
92, 93, 100.
Nottingham (Thomas, comte de),
maréchal, garde du château de
Calais, 52, 54, 55, 98.
Noyelle (Baude de), 27.

()

Orléans (Loiret), 57.
Orléans, voy. Charles et Louis
ducs d'Orléans.
Ouley (John), maire de l'étafle
de Calais, 132, 163.
Outhorp (John de), alderman de
Calais, 155.
Oye (Pas-de-Calais, arrondisse-
ment de St-Omer, canton
d'Audruicq), 7, 23, 24, 48, 133.

P

Paradis (bassin du), à Calais,
110, 161.
Paris, 20, 24, 33, 52, 57, 128.
Pavie (Aimeri de), voy. Aimeri.
Pays-Bas (les), 149.
Pecche (John), député de Calais,
100.
Pembroke (Jasper, comte de), 29.
Percy (Henry de), maréchal
d'Angleterre, 110.
Perdrix (Jean), bourgeois de
Calais, 197.
Perle (Reginald), alderman de
Calais, 155.
Perle (Thomas), alderman de
Calais, 155.
Peterson, 93.
Philipp (Thomas), yeoman, 184.
Philippe II, roi d'Espagne, 33, 38
note, 40 note 1, 45, 46, 151.

Philippe VI de Valois, roi de
France, 1, 3 note 3, 6-9, 10
note, 19.
Philippe-le-Beau, archiduc d'Au-
triche, 66, 67, 145.
Philippe-le-Bon, duc de Bourgo-
gne, 18, 19, 21-28, 59, 139, 146.
Philippe-le-Hardi, duc de Bour-
gogne, 52, 53.
Philippine de Hainaut, reine d'An-
gleterre, 12.
Pillory haven (le), à Calais, 129,
133.
Plantagenet (Arthur), vicomte
Lisle, député de Calais, 68, 85,
100.
Pole (Reginald), archevêque de
Cantorbery, 93.
Ponthieu (Jacques de Bourbon,
comte de), 6.
Portinare (Thomas), 143, 185.
Portugal (le), 149.
Poulet (George), 85.
Preston (Richard de), 75.
Prince's Inn à Calais, 146, 194.
Proute (John), 143, 185.
Pykenham (Thomas de), alder-
man de Calais, 155, 156.
Pykeryng (John), 165-167.
Pyel (John), 73.

R

Ralph, capitaine du château de
Calais, 44.
Randan (Charles de La Roche-
foucauld, seigneur de), 41.
Redwode (Thomas de), 189, 190.
René, duc d'Anjou, roi de Sicile, 30.
Renti (Oudard de), 16.
Ribemont (Eustache de), 8, 16, 17.
Richard (Thomas), constable de
l'étafle de Calais, 132, 163.

Richard II, roi d'Angleterre, 20, 52-54, 76, 77, 80, 83, 84, 90, 91, 102, 110, 125, 129-132, 157-162.
Richard III, roi d'Angleterre, 65, 84, 99, 100, 112 note 2, 144.

Richardson, 93.

Richemont (Arthur de Bretagne comte de), connétable de France, 23.

Robert II, comte d'Artois, 86.

Rosbecque (bataille de), 20, 128.

Rotour (Roger), alderman de Calais, 155.

Rouen (Seine-Inférieure), 32, 57.

Rowclyfe (William), 105.

Rutland (Edouard de Norwich, comte de), 52.

Rutland (Henry Manners, comte de), 38.

Rysbank (fort ou tour du), 37-39, 98, 99, 111, 142, 182, 192.

S

Saint-Alban (bataille de), 58, 61.

Saint-Botulf (Angleterre, comté de Middlesex), 105, 145.

Saint-Botulf (collecteur de coutumes à), 194.

Saint-Jacques de Calais (hôpital), 93, 94, 166, 167.

Saint-Nicolas de Calais (église), 53, 90.

Saint-Nicolas de Calais (hôpital), 93, 94, 165-167.

Saint-Omer (Pas-de-Calais), 7, 9, 14, 16, 18, 21 note, 38, 52.

Saint-Omer (chartreuse de), 91.

Saint-Omer (maître de la chartreuse de), 157.

Saint-Paul (chapelle), à Westminster, 100.

Saint-Pierre (Eustache de), 11, 12.

Saint-Pierre-lès-Calais, 58, 60, 66.

Saint-Pol (Waleran de Luxembourg, comte de), 52.

Saint-Quentin (Aisne), 65.

Saint-Quentin (bataille de), 33, 45.

Saint-Venant (seigneur de), 7.

Salisbury (Thomas de Montacute, comte de), 57.

Salisbury (Richard Neville, comte de), 60.

Salop, 161.

Sandwich (Angleterre, comté de Kent), 3 note 3, 20, 25, 60, 69 note 105, 145.

Sandwich (collecteur de coutumes à), 194.

Sangatte (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne, canton de Calais), 7, 14, 48.

Savage (Robert), maire de l'étable de Calais, 131.

Savoie (Louis de), 9.

Savoie (Emmanuel-Philibert, duc de), 44, 45, 46 note.

Sénarpont (Jean de Mouchi, seigneur de), 32.

Sentleger (Antony), 85.

Sewall (Stephen), constable de l'étable de Calais, 132, 163.

Shapp (Henry), docteur-ès-lois, lieutenant de l'étable de Calais, 139.

Shrewsbury, voy. *Salop*.

Shrewsbury (John Talbot, comte de), 28.

Sigismond empereur d'Allemagne, 56.

Skamestone (William de), 89.

Smith (sir William), 93.

Somerset (Henry, duc de), 58-60.

Somerset (John, comte de), 98.

- Southampton* (Angleterre, comté du même nom), 126, 145, 182, 184.
- Spaigne* (William de), alderman de Calais, 155.
- Stafford* (Humfred), 94.
- Stanfort* (baron de), 13.
- Stanhope* (Richard de), alderman de Calais, 155.
- Stapelgate* (Edmond de), alderman de Calais, 155.
- Staple Inn* à Calais, 148, 196.
- Stokes* (Richard), 143, 185.
- Stratford* (John), archevêque de Cantorbéry, 9 note 1.
- Strozzi* (Pierre) maréchal de France, 33, 37-41.
- Stury* (Richard), 159.
- Suffolk* (William, comte et marquis de), « gubernator et conservator stapule », 140, 176.
- Suffolk* (vicomte de), 123.
- Surie* (Jean de), 4.
- Surrey* (Thomas Howard, comte de), 66.
- Sussex* (Robert Radcliffe, comte de), 66.
- Sutton* (Hamon) maire de l'étable de Calais, 137, 170.
- Sutton de Dudley* (John), chevalier, 103, 141, 169, 170.
- T**
- Talbot* (Gilbert), député de Calais, 100.
- Tamise* (la), 105.
- Tavannes* (Guillaume de Saulx, seigneur de), 47.
- Therines* (Paul de la Barthe, seigneur de), 35.
- Thérouanne* (Pas-de-Calais, arrondissement de Saint-Omer, canton d'Aire-sur-la-Lys), 52.
- Thérouanne* (évêché de), 90.
- Thryske* (John), maire de l'étable de Calais, 78.
- Thwayte* (Thomas), 65.
- Torgold* (John), maire de l'étable de Calais, 122.
- Toscans* (les), 115, 125.
- Totty* (Thomas), 98.
- Tour de Londres* (la), 96.
- Tournehem*, (Pas-de-Calais, arrondissement de Saint-Omer, canton d'Ardres), 23.
- Tresilian* (Robert), 20.
- Trivulci* (Antonio) cardinal, 44.
- Trumpington* (John), constable de l'étable de Calais, 131.
- Turpyn* (Richard), 68, 93.
- U**
- Urbain VI*, 90.
- Urban* (John), 165-167.
- V**
- Valentinois* (Aimar VI, comte de), 6.
- Veer* (Robert de), duc d'Irlande, 20.
- Velsaly* (Thomas), 156.
- Vénitiens* (les), 125, 126, 132.
- Verdon* (William), 184.
- Vienne* (Jean de), 4, 6, 10-13.
- W**
- Wagam* (Thomas), 105.
- Wakefield* (bataille de), 61.
- Walden* (Roger), trésorier de Calais, 159.

- Walesby (William), doyen de l'église collégiale de Leicester, 169, 170.
- Walsh (Thomas), 85.
- Warshop (Richard), constable de l'étable de Calais, 131.
- Warwick (Thomas de Beauchamp, comte de), 13.
- Warwick (Richard, comte de), capitaine de Calais, 57-64, 77, 78, 98, 99, 101, 183.
- Wenlock (sir John), 61-64, 105.
- Wentworth (Lord), député de Calais, 35-39, 44-46, 100, 105, 106.
- Were (Pepin de), 4, 16, 17.
- Wesenharn (John de), maire de Calais, 155.
- Westminster, 16, 19, 53, 86, 130, 155-165, 167-169, 171-174, 176, 179-181, 185, 188, 189, 191-194, 196, 197.
- Westmoreland (comté de), 136.
- White de Farnham (Robert), maire de l'étable de Calais, 172, 173.
- Whytington (Richard), 134.
- William, constable de l'étable de Calais, 131.
- Wissant (Pas-de-Calais, arrondissement de Boulogne, canton de Marquise), 59.
- Wissant (Jacques de), 11, 12.
- Wissant (Pierre de), 11, 12.
- Wolsey (Thomas), cardinal, 105.
- Wotton (le docteur), 32.
- Wroth (John), maire de Calais, 155, 156.
- Wrykyngton (John), 184.

Y-Z

- Yerde (John), écuyer, 169, 170.
- York (province ecclésiastique d'), 138, 174.
- York (Edmond, duc d'), voy. Aimon ou Edmond, comte de Cambridge, 52.
- York (Richard, duc d'), 57-61, 97, 98, 111.
- Yuste (monastère de), Espagne, 46.
- Zélande (la), 113, 139.
- Zélande (vaisseaux de), 105.





